

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'AMENAGEMENT LITTORAL**

**L'ACCREDITATION COFRAC (*)
ET LES LABORATOIRES D'ANALYSES
DE L'IFREMER**

par Stéphane RIALLAND



R. INT.DEL/95.11/NANTES

(*) Comité Français d'Accréditation



54426
630.1

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER

IFREMER
Rue de l'Ile d'Yeu
B.P. 1105
44311 NANTES CEDEX 03

AUTEUR Stéphane RIALLAND	CODE N° R.INT.DEL/95.11/NANTES
TITRE L'ACCREDITATION COFRAC (*) et les LABORATOIRES d'ANALYSES de l'IFREMER (*) Comité Français d'Accréditation	Date : 15 septembre 1995 Tirage nb : 100 ----- Nb pages : 128 Nb figures : 0 Nb photos : 0
CONTRAT : (intitulé) Etude de l'évaluation juridique de l'accréditation COFRAC dans les laboratoires de la Direction de l'Environnement et de l' Aménagement Littoral à l'IFREMER N° 95/5460 301	DIFFUSION Libre : <input checked="" type="checkbox"/> Restreinte : Confidentielle :

Cette étude a été conduite dans le cadre d'un stage de fin d'étude pour l'obtention du DESS de Droit agro-alimentaire auprès de l'Université de NANTES.

Objet de l'Etude

Examiner plus particulièrement sur le plan du droit de l'analyse et en regard des statut juridique et rôle de l'IFREMER, l'intérêt que présenterait l'accréditation COFRAC des laboratoires d'analyses de l'IFREMER, impliqués dans les réseaux de surveillance de la qualité des eaux littorales et des produits conchyliques.

En conclusion

Le développement d'une politique d'assurance de qualité, validée par l'accréditation des laboratoires qui procèdent à des prestations prévues dans les programmes COFRAC, deviendra tôt au tard une nécessité juridique et commerciale, même si à ce jour les clients de l'IFREMER - et plus particulièrement les administrations de tutelle - n'en mesurent pas encore l'intérêt dans le domaine analytique étudié.

MOTS CLES : ANALYSES - ACCREDITATION - AGREMENT

© IFREMER - Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la mer



Je tiens tout particulièrement à remercier :

– L'IFREMER pour son accueil

– M. POGGI, mon maître de stage, pour son attention constante et son aide enrichissante pour une meilleure appréhension du sujet

– Mlle DERRUDER pour sa disponibilité et ses conseils

– Mme BISSON (DPMCM)

M. DOUSSIN (DGCCRF)

Mme LECOURT (DGCCRF)

M. LEVY (DGCCRF)

M. LOREAL (IFREMER)

pour les renseignements qu'ils ont eu la gentillesse de me donner

Stage effectué avec le concours d'UNIVALOIRE

INTRODUCTION

I-L'APPORT D'UNE ACCREDITATION POUR LES LABORATOIRES IMPLIQUES DANS LA SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT LITTORAL

A) DES ACTIVITES ETENDUES NECESSITANT L'affirmation D'UNE COMPETENCE

<u>1) Différents types de relations existant et à exister</u>	11
1-1) un vaste champ d'action	11
a) la diversité des "clients"	12
b) des missions hétérogènes mais primordiales	12
c) des rapports de droit variés	15
1-2) Les réseaux de surveillance parmi les outils pour cette action	17
a) descriptif	18
b) la nécessité d'une qualité	19
c) la vocation nationale des réseaux	20
 <u>2) Un environnement complexe et en pleine évolution</u>	20
2-1) Au niveau de l'attente des partenaires	21
a) celle de l'Administration	21
b) celle du milieu socio-économique des usagers de la mer	22
2-2) Une compétition affirmée quant à la qualité des résultats	22
a) dans une approche scientifique	22
b) dans une approche commerciale	24
2-3) La multiplication de la demande internationale	25
a) dans le cadre de l'Union européenne	25
b) dans le cadre des organisations non gouvernementales (O.N.U., F.A.O.)	27
c) dans le cadre d'une confrontation des résultats et des méthodes (C.I.E.M.)	27

B) L'ACCREDITATION: VERS UNE RECONNAISSANCE OFFICIELLE

<u>1) L'adoption d'une politique qualitative par l'intermédiaire d'une association</u>	29
1-1) Un système national: le COFRAC	30
a) une structure adaptée à l'objectif	30
b) la démarche à effectuer	31
c) un contrôle permanent	32
1-2) le respect de certaines exigences	32
a) le renvoi à la normalisation comme référentiel	33
b) les critères retenus	34

<u>2) Les apports qualitatifs à attendre</u>	35
2-1) dans une perspective économique	35
<i>a) une nouvelle dynamique interne</i>	35
<i>b) un effet de publicité</i>	36
<i>c) un meilleur accès aux marchés</i>	36
2-2) dans une perspective de formation	36
<i>a) une meilleure maîtrise des méthodes utilisées</i>	37
<i>b) une rigueur accrue</i>	37
2-3) dans une perspective de reconnaissance	37
<i>a) l'insuffisance de sa seule notoriété</i>	38
<i>b) le gage d'une reconnaissance officielle</i>	38
 <u>3) Les inconvénients</u>	 39
3-1) les coûts financiers	39
3-2) une mise en place contraignante	40
 <u>4) Une possibilité de remplacement</u>	 41
 Recommandations	 41

II-L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE DE L'ACCREDITATION

A) LA CONSEQUENCE SUR LA VALEUR DES DECISIONS

<u>1) Au niveau des résultats accrédités</u>	44
1-1) la valeur d'une accréditation	44
<i>a) une nature officielle mais non réglementaire</i>	44
<i>b) la comparaison avec la prérogative de puissance publique de l'AFNOR</i>	46
<i>c) la référence omniprésente aux normes</i>	48
1-2) les conséquences pour l'IFREMER	49
<i>a) concernant le recours à la sous-traitance</i>	49
<i>b) concernant une éventuelle confrontation avec un laboratoire non accrédité</i>	50
<i>c) concernant l'engagement de sa responsabilité</i>	51

<u>2) Au niveau des décisions administratives s'appuyant sur ces résultats</u>	56
2-1) les conséquences quant à la valeur de la décision	56
a) <i>les actes de police de l'Administration</i>	56
b) <i>la décision elle-même</i>	57
2-2) l'existence possible de différents recours	58
a) <i>la validité de l'acte administratif</i>	58
b) <i>la responsabilité du fait de la décision</i>	60
c) <i>la responsabilité du fait des normes</i>	64
 B) LA PERSPECTIVE DE L'ACCREDITATION	
<u>1) Vers une nécessité au plan international</u>	67
1-1) dans le cadre de l'Union européenne	67
a) <i>la libéralisation des services</i>	67
b) <i>la libéralisation de la circulation des marchandises</i>	67
c) <i>vers l'obligation d'une accréditation comme conséquence</i>	69
1-2) dans le cadre du G.A.T.T.	72
a) <i>l'Organisation Mondiale du Commerce</i>	72
b) <i>les entraves techniques et l'interpénétration avec le Codex Alimentarius</i>	74
1-3) les conséquences au plan interne	77
a) <i>la primauté de ces Droits</i>	77
b) <i>les conséquences pour l'accréditation</i>	78
 <u>2) L'image de l'accréditation et ses perspectives</u>	79
2-1) la vision communautaire	79
2-2) la vision interne	80
a) <i>l'Administration</i>	80
b) <i>le milieu socio-économique</i>	81
2-3) l'exemple de la D.G.C.C.R.F.	81
 Recommandations	82

INTRODUCTION

La mer a toujours été un milieu incontournable pour le développement des activités humaines, en servant de moyen de communication ou de subsistance. Ceci s'est affirmé tout le long de notre histoire et est toujours d'actualité. Il est donc normal que les Etats, bénéficiant de zones côtières, l'intègrent dans leurs politiques comme une préoccupation majeure. Ainsi, la France, du fait de sa situation géographique lui octroyant un littoral très important ne peut qu'être particulièrement concernée par cette nécessaire prise en compte.

La gestion des activités sur le milieu marin et l'aménagement de la France littorale impliquent une connaissance optimum, comme condition pour une bonne maîtrise de celui-ci et des phénomènes pouvant l'affecter. On ne peut arriver à un tel résultat sans un contrôle et un suivi appropriés de la qualité des eaux, des ressources s'y trouvant, en vue de leur exploitation. C'est la raison pour laquelle on assiste à une évolution, correspondant à une sensibilisation différente des gouvernements. La mer reste un élément dont on se sert intensivement, mais en parallèle, on commence à instaurer des politiques de protection pour cet environnement. Une démarche de ce genre se doit d'être appuyée par un ou des réseaux pourvoyeurs de données, réalisant des analyses et mesures fiables, pouvant fournir la matière à d'éventuelles décisions administratives, législatives...La gestion s'étend alors à la protection de la santé des usagers.

Dans cette action de surveillance de la qualité du milieu marin français, l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER), joue un rôle moteur. Bien que la fonction de contrôle de la qualité des produits marins ait désormais disparue en substance, il ne reste pas moins vrai que l'on fait constamment appel à lui en tant que conseiller technique et fournisseur de données, profitant de son dispositif de surveillance et d'évaluation. Cet établissement public industriel et commercial (E.P.I.C.) constitue actuellement un interlocuteur pouvant être qualifié d'incontournable. Son mission est d'intervenir auprès des personnes, publiques ou privées, concernées par le milieu marin, que ce soit pour la gestion de ce dernier ou son exploitation. L'importance de la qualité des prestations est donc un problème qui doit être continuellement soulevé. C'est dans cette optique que se situe cette étude.

L'ensemble des activités se caractérise par une grande diversité. Les travaux de recherche tiennent une grande place dans ses fonctions et sont nécessaires à la pertinence des avis. Ainsi, si ces deux axes sont distincts au niveau de l'organisation de l'Institut, ils ne sont pas moins très dépendants l'un de l'autre, notamment sur un plan méthodologique. Le second permet au premier de continuer à être le plus performant et innovant possible. A l'inverse, le premier peut donner par ses mesures et

analyses, mais aussi ses interrogations, matière aux expériences du second. Ainsi, la vocation générale de l'établissement est de mener seul ou en collaboration avec d'autres organismes intéressés, des programmes de recherche et des actions de développement technologique et industriel, dans le domaine de la mer. Il est également chargé d'apporter son concours aux administrations ainsi qu'au secteur socio-économique, notamment pour ce qui a trait à la qualité du milieu marin et, comme conséquence directe, à la gestion cohérente de ses ressources.

Cette bipolarité s'explique, notamment, par les circonstances ayant amené sa création. En 1984, l'IFREMER est né de la fusion, décidée par un décret, entre l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (I.S.T.P.M.), héritier des organisations de pêche et de conchyliculture, nationalisées en 1938, et le Centre National pour l'Exploitation des Océans (C.N.E.X.O.), agence de moyens qui s'était tournée vers la recherche. Cela donne donc un ordonnancement assez complexe et qui est réparti en dix secteurs :

- * intervention sous la mer, travaux maritimes et littoraux,
- * instrumentation sous-marine,
- * technologie navale,
- * changement global et océanographie physique,
- * environnement profond,
- * géosciences marines,
- * environnement et milieu côtier,
- * aquaculture,
- * pêche et technologie de la pêche,
- * transformation des produits de la mer.

Notre étude nous amènera spécifiquement à nous intéresser à l'environnement côtier, au travers de la qualité des eaux, en relation avec la pêche et l'aquaculture relatives essentiellement aux ressources conchylicoles. Plus précisément, et par la force des choses, cela concernera les fonctions ayant trait à la connaissance des écosystèmes littoraux, à l'analyse de l'impact des activités humaines sur le milieu marin littoral, au maintien et à la restauration de la qualité des eaux côtières. Ceci ne peut se faire qu'au moyen d'une surveillance appropriée, en priorité dans les zones conchylicoles. En effet, par la suite, le suivi donne lieu à la valorisation des résultats dégagés par les laboratoires.

D'où l'intérêt de traiter des réseaux nationaux de surveillance, se trouvant dans des centres et stations répartis le long du littoral, et des laboratoires leur servant de support analytique. L'ensemble relève d'une direction au sein de l'IFREMER qui est la Direction de l'Environnement et de l'aménagement Littoral (D.E.L.), créée en 1990, et symbole de cette nouvelle priorité. Cependant, les laboratoires utilisés ne relèvent pas tous de l'autorité de l'Institut. Il peut s'agir de structures qui lui sont propres, comme de laboratoires externes (publics ou privés). Ces relations sont à prendre en compte dans une politique globale.

Dans le cadre de cette étude, deux grandes catégories de missions seront abordées pour définir quel est exactement l'environnement dans lequel se situent les prestations de ces laboratoires. Toujours est-il que l'Institut est caractérisé par une certaine ambivalence du fait de son statut d'établissement public industriel et commercial. Cela occasionne un partage entre des activités, par nature appartenant au service public et d'autres s'identifiant comme des prestations purement privées. Ces dernières sont possibles, du moins dans le principe, étant dégagées par les statuts. Les enseignements qui y sont dégagés servent directement ou indirectement à l'ensemble des activités de l'IFREMER. On a ainsi, d'un côté, le concours à la Puissance publique et la valorisation des travaux effectués vis-à-vis des administrations, mais aussi des professionnels et du milieu socio-économique dans son ensemble. Mais, l'établissement se voit, d'autre part, offrir la possibilité de réaliser des services d'intérêt commercial, se limitant par conséquent à des prestations privées.

Ceci permet de souligner la place stratégique qu'occupe cet organisme entre les différents acteurs du milieu marin. Les résultats obtenus par les laboratoires ont une grande importance tant dans la détermination d'une politique de gestion globale qu'au niveau individuel ou collectif des exploitants, producteurs ou utilisateurs de ce milieu. Par conséquent, cette source de renseignements, et l'utilisation qui en est faite, doivent être les plus irréprochables aux yeux des différents partenaires. C'est pourquoi l'IFREMER a toujours veillé au maintien d'une qualité et est convaincu de la nécessité prochaine d'une assurance de la qualité. Cependant, en l'état actuel des choses, si l'établissement se caractérise par une bonne image, sur sa compétence, chez les personnes bénéficiant de cette action, il ne reste pas moins que cet édifice ne repose que sur sa seule notoriété. Il est plus question de sa compétence scientifique et technique et de son statut d'établissement public. En effet, l'Institut se base, actuellement, sur une démarche de qualité interne avec un souci d'homogénéité nationale et de validation des données a posteriori. Malgré tout, dans le domaine des mesures et essais, il faut noter qu'un laboratoire au moins, celui de Brest est accrédité et donc a fait appel à un système de qualité externe. Il semble cependant que ceci n'est qu'une expérience isolée, jusqu'à présent. On peut alors s'interroger sur les bénéfices que pourrait apporter une accréditation étendue aux laboratoires côtiers, en tant que pourvoyeurs de données.

Ces laboratoires ne sont pas impliqués, pour l'instant, dans une réelle procédure organisée d'assurance-qualité. Sans remettre en cause leur compétence, on peut se demander si le dispositif existant n'est pas devenu insuffisant.

De façon générale, on assiste à une évolution visant à instaurer des systèmes de qualité standards pouvant être appliqués par chacun et reconnus par tous. Cette préoccupation a touché le monde économique dans son ensemble, c'est-à-dire aussi bien les produits que les services. A cet effet, la normalisation joue et est appelée à jouer un rôle de plus en plus important tant au niveau national que dans le cadre des échanges communautaires et même internationaux. Les laboratoires n'ont pas fait exception en tant que prestataires de services, c'est-à-dire relevant des contrats d'entreprise, au sens de l'article 1787 du Code civil. Ainsi, font-ils logiquement l'objet d'une

procédure, facultative pour certains, obligatoire pour d'autres, pour l'établissement d'une procédure d'assurance-qualité, voire au-delà d'une accréditation. L'IFREMER, pour la conduite de ses réseaux de surveillance et des laboratoires leur servant de support, entre dans cette catégorie des prestataires de services, il ne peut qu'être intéressé par ce contexte qui fait prévaloir un contrôle a priori.

Cette démarche se situe dans un cadre économique où la concurrence se trouve accrue, par la mondialisation et les difficultés de développement, et où le libéralisme technique est de mise. Face à cela, l'une des préoccupations actuelles est d'aller vers plus de qualité. Il est normal alors que les différents acteurs économiques expriment le besoin d'avoir des garanties objectives concernant cette qualité. Cela explique que le fonctionnement des prestations réalisées par des laboratoires soit concerné par cette préoccupation. En effet, analyses et mesures ont une importance essentielle en tant qu'étape dans le processus de production ou dans le dispositif d'exploitation de la ressource. Il s'agit de l'obtention, désormais nécessaire ou fortement souhaitée, et de l'appréciation de la qualité des produits concernés. Dans le cas du milieu côtier, nous verrons que la qualité est désormais une obligation générale, qu'elle concerne l'eau, elle-même, ou les ressources s'y trouvant.

Il faut donc obtenir l'assurance, ou au moins une forte présomption quant à la conformité des analyses réalisées. Les pouvoirs publics ont, dans cette perspective, opté pour une concertation réunissant toutes les parties à ces prestations, en vue d'élaborer un système propre aux laboratoires. Cela a abouti à l'établissement d'une accréditation recouvrant une démarche volontaire ou obligatoire, selon la réglementation. Le principe général consiste à définir les éléments nécessaires à la maîtrise de cette qualité, de cette conformité, et ce par le respect d'une série de référentiels. Pour cela, on a établi au plan communautaire et national un système de normes dont la principale est l'EN/NF 45000, qui régit l'accréditation dans sa globalité, celle des laboratoires d'analyses et d'essais n'en constituant qu'une partie et relevant spécifiquement de la norme EN/NF 45001.

Le rôle de l'organisme accréditeur est alors de contribuer à cette définition, de gérer l'ensemble et de favoriser la reconnaissance de la compétence de ces prestataires et des résultats obtenus, par l'intermédiaire du contrôle des analyses. En France, le système national d'accréditation est géré par le Comité Français d'Accréditation (CO.FR.AC.). Cet organisme intègre le Réseau National d'Essai (RNE) et le Bureau National de Métrologie (BNM) depuis juin 1994. Il s'agit d'une association à but non lucratif, régie par la loi du 1er juillet 1901, qui accepte en son sein les laboratoires accrédités en tant qu'adhérents. Elle permet d'attester, de façon impartiale et reconnue officiellement, que ces derniers obéissent aux normes de qualité pour des types d'analyses précis et déterminés. Par conséquent, ceci ne pourra concerner qu'une partie du fonctionnement des laboratoires puisqu'elle ne prend pas en compte l'échantillonnage et les prélèvements, ainsi que le transport jusqu'aux locaux d'analyses. Il conviendra de trouver une solution pour ces étapes non couvertes mais qui interfèrent sur le résultat final.

Dans le cas de l'IFREMER, une éventuelle accréditation n'a pas qu'une signification commerciale. Ses fonctions de service public donnent à cet établissement un place particulière caractérisée par une forte implication au niveau réglementaire. On peut également noter que des agents de l'Institut, du fait de leurs compétences, participent à titre personnel, à des instances chargées de proposer des normes et méthodes telles que le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, le CODEX Alimentarius. Mais il y a surtout une participation à l'AFNOR, qui est l'association responsable de la normalisation en France, et au COFRAC. Ils transfèrent ainsi les compétences de l'IFREMER, sans pourtant engager ce dernier.

On peut donc se demander si une accréditation constituerait un véritable apport. Ce serait oublier la nature de l'Institut et le contexte des missions s'offrant à lui. En effet, il s'agit d'un établissement public à caractère industriel et commercial, ce qui lui donne la possibilité de réaliser des prestations qui seront génératrices de recettes. Cela l'expose donc à une concurrence. Le risque de confrontation est d'ailleurs omniprésent par rapport à ses résultats, qu'il agisse dans le cadre du concours à l'Administration ou dans celui de prestations privées. Dans le souci de ne pas voir ses analyses mises en doute, d'autant que l'on note une accélération dans les demandes d'accréditation de la part de bon nombre de laboratoires publics comme privés¹, l'adhésion au COFRAC est un atout qui ne peut être négligé, par son apport qualitatif. En outre, elle représente un gage de reconnaissance de la continuité de la compétence recherchée, mais aussi un outil promotionnel.

Mais, l'IFREMER est également appelé à intervenir en réponse à une demande internationale. Cet environnement se caractérise par des travaux et des confrontations, concernant les analyses et leurs méthodes, entre les différents organismes y participant. L'Institut y est présent en tant que représentant de l'Etat ou pour son propre compte. Or, la démarche qualitative et la volonté d'harmonisation y deviennent déterminantes.

Du fait de ces nombreuses incitations, il faudra aborder plus en détail ce que peut être une accréditation par le COFRAC et quels peuvent être les avantages qualitatifs à en tirer. Dans ce cadre, il ne faut pas perdre de vue la nature des missions de l'établissement étudié, et donc la présence de ce caractère ambivalent, entre l'aspect "laboratoires de référence" et une certaine incertitude quant à la qualité des prestations. (I)

Mais même si ces apports, relatifs à la gestion, à la qualité, et à la reconnaissance de l'Institut, sont des choses très importantes, il faut s'interroger sur le contexte juridique de cette accréditation ainsi que sur ses perspectives. Soit après avoir étudié si elle est souhaitable, il convient de se demander si elle est ou sera nécessaire, ou seulement utile. Pour cela, l'approche juridique soulève les interrogations les plus significatives. En effet, il faut apporter des éclaircissements sur la véritable valeur d'une accréditation et les conséquences que cela sous-entend pour l'appréciation des résultats des analyses et des contrôles du milieu marin. Dans un second temps, le même problème s'étendra aux décisions administratives s'appuyant sur ces prestations et sur les conseils venant comme

¹ voir les tableaux en annexes

conséquences. Ceci ne doit pas être négligé dans l'optique d'éventuels recours concernant ces actes, impliquant des analyses effectuées, et pouvant réclamer des réparations.

La nécessité peut également venir du niveau international, avec toutes les conséquences que cela comporte pour la réglementation nationale. Il se produit, en effet, des mouvements de libéralisation des échanges entraînés tant par l'Union Européenne que par le G.A.T.T. (General Agreement on Tariffs and Trade) et le Codex Alimentarius, pour ce dernier sur l'initiative de la F.A.O. (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture) et l'O.M.S. (Organisation Mondiale pour la Santé). Pour atteindre cet objectif, ils se voient notamment dans l'obligation de lutter contre les entraves techniques avancées par les Etats. L'une des solutions est l'harmonisation des contrôles ce qui conduit à s'intéresser, notamment pour les denrées alimentaires, aux méthodes d'analyses des laboratoires. Cependant, la volonté d'assurer une libre-concurrence n'explique pas tout et on note également l'intention d'intégrer dans ces accords des préoccupations environnementales et de santé publique, pour arriver à une qualité minimale à un niveau mondial. Cela est particulièrement présent dans la réglementation communautaire comme faisant partie des principaux objectifs de ces institutions. Tous ont ainsi exprimé, mais à des degrés différents, le besoin d'arriver à une harmonisation des méthodes de mesures et d'analyses, garantes du respect de ces exigences. Il faut donc réaliser un tour d'horizon pour se rendre compte si cela a abouti ou aboutira à l'imposition d'une harmonisation. Il y aura alors la possibilité de se voir exiger l'étape suivante, soit une accréditation, à la fois pour assurer une meilleure qualité des services et des produits, ainsi qu'une meilleure qualité de vie. Ceci nous amènera à étudier les intentions et réglementations déjà exprimées, puis à tracer les perspectives et évolutions prévisibles. Dans cette dernière optique, l'exemple de la D.G.C.C.R.F. pourra être enrichissant. (II)

I- L'APPORT DE L'ACCREDITATION POUR LES LABORATOIRES IMPLIQUES DANS LA SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT LITTORAL

L'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER) dispose d'un éventail de fonctions très large, nécessitant la surveillance de cet environnement littoral, dominée par celle de la qualité de l'eau des zones de production coquillières pour ce qui nous intéresse. Ceci a pour conséquence de rendre quelque peu complexe l'étude du cadre dans lequel se trouvent les réseaux chargés de cette action. On peut en effet rencontrer des situations très variées correspondant souvent à des "clients" différents, pouvant être soit des personnes publiques, soit des personnes privées, soit des organismes interprofessionnels. Il en découle des possibilités de missions très hétérogènes avec un encadrement commercial ou de service public. Cependant, toutes se distinguent par leur caractère fondamental en relation avec la gestion du milieu marin et de ses ressources. Les résultats bénéficient ainsi le plus fréquemment d'une image de référence pour les actions sur le terrain.

On voit que la qualité des mesures est, dans ces conditions, une nécessité. Il s'agit d'un vecteur de fiabilité des données conditionnant leur interprétation. Ceci a son importance d'un point de vue interne, pour un fonctionnement optimal, et présente des conséquences quant à l'environnement extérieur, vis-à-vis du maintien d'une part non négligeable de ses activités.

Or, l'éventuelle accréditation des laboratoires servant de support à cette surveillance est un procédé qui a le mérite, tout en restant facultatif, d'être officiel au plan national et, en grande partie, international. Il est fait, pour cela, appel à des référentiels, en renvoyant au système normatif français et européen, c'est-à-dire les normes EN et NF, ainsi que mondial avec l'ISO. Ainsi, est instauré un système de contrôle a priori pour la qualité d'analyses déterminées et référencées. Un bilan coûts/avantages montrera que tant au niveau économique, qu'à celui de la formation, ou de la reconnaissance en découlant, l'intégration au COFRAC, l'organisme accréditeur, représente bien des atouts. (B)

A) DES ACTIVITES ETENDUES NECESSITANT L'AFFIRMATION D'UNE COMPETENCE

Une étude juridique, concernant l'intérêt d'une accréditation au profit d'une structure, se doit de s'intéresser en premier lieu à cette-dernière. Les deux ne peuvent en aucun cas être

dissociées puisque c'est principalement l'environnement des laboratoires qui doit nous révéler quel peut être l'intérêt d'une telle démarche.

Il faut, par conséquent, procéder à la fois à la description des missions de l'IFREMER, dans le domaine qui nous intéresse, et voir quel rôle y jouent les réseaux de surveillance, lesquels s'appuient sur les laboratoires côtiers. On s'apercevra que cette étude englobera non seulement la qualité de l'eau mais aussi celle des ressources. En effet, ces réseaux concernent le milieu dans son ensemble, bien que les données soient acquises préférentiellement sur la matière vivante. Celles-ci étant le lien de l'établissement avec le milieu marin, elles sont à la base de la plupart de ses activités. Il est donc intéressant de ne pas omettre les fonctions qui en sont les prolongements directs.(1)

A côté, il convient de remarquer que l'Institut ne dispose pas d'une position immuable quant aux prestations qu'il peut fournir, et ce tant vis-à-vis de l'Administration que du secteur socio-économique marin. C'est la raison pour laquelle l'attente des "clients" doit être prise en compte, constituant une source d'enseignements concernant la réelle place de cet établissement. On s'apercevra que si celle-ci est sujette à des fluctuations, la compétition, elle, est en train de s'affirmer à tous les niveaux. Enfin, ce tableau descriptif ne serait pas complet sans s'attacher à l'état de la demande internationale. On sait que l'IFREMER est l'un des organismes moteurs dans cette coopération. Mais, cette participation amène des confrontations nombreuses, pour l'obtention de travaux ou dans la réalisation de ceux-ci. (2)

1) Différents types de relations existant et à exister

Les réseaux de surveillance de l'IFREMER ont des objectifs d'actions très variés mais axés sur l'évaluation de la qualité du milieu côtier au travers notamment des ressources s'y trouvant.

1-1) un vaste champ d'action

Les utilisateurs des analyses réalisées par les laboratoires se caractérisent par leur grand nombre et leur disparité. Ils ont, toutefois en commun d'avoir des intérêts à la préservation du milieu marin.

Ainsi, l'établissement apporte son concours, essentiellement de façon consultative, à l'Administration, tant au plan local que national et même dans une perspective internationale. En effet, pour cette dernière, il sert également d'appui à la politique de la France. Mais, à côté, il peut tout à fait intervenir auprès des professionnels de la mer, que ce soit pour servir l'intérêt général ou un intérêt plus particulier. C'est à cette occasion qu'apparaît parfaitement l'ambivalence de l'IFREMER. Cependant, d'une façon globale, l'établissement est avant tout un appui scientifique et technique,

consulté à de très nombreuses occasions. Tout ceci est régi par le décret n° 84-428 du 5 juin 1984², instituant l'IFREMER.

a) la diversité des "clients"

La liste des destinataires des prestations est édifiante. On peut ainsi citer au plan national :

- * les services du Ministère de l'Environnement et ceux de l'IFEN (Institut Français de l'Environnement), pour leur permettre de satisfaire aux engagements pris par la France, dans le cadre des conventions internationales en matière de protection du milieu marin.

exemple: Paris (Septembre 1992), Gènes (1985), Barcelone (1976)

- * les services du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, concernant l'évaluation de la salubrité des coquillages et la définition des règles de gestion de cette ressource. Ainsi, la consultation par la Direction des Pêches Maritimes et des Cultures Marines (D.P.M.C.M.) recouvre la réglementation européenne, les décrets d'application, voire la rédaction des arrêtés.

- * les services du Ministère chargé de la Santé, pour ce qui est de l'évaluation et de l'exposition à certains risques, auxquels sont soumis les consommateurs de coquillages et plus généralement, les usagers du littoral.

De plus, la fourniture des données, récoltées lors de cette surveillance, peut être faite au profit des organismes de recherche, extérieurs à l'IFREMER.

Au plan local, l'avis vers l'Administration répond à des demandes préfectorales formulées et l'intervention par :

- * des Directions départementales des affaires maritimes (D.D.A.M.). Les avis émis par l'IFREMER sont fondés sur des analyses effectuées par les réseaux de surveillance.

- * les Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (D.D.A.S.S.).

- * les directions des services vétérinaires pour certains de leurs contrôles.

De plus en plus, l'IFREMER intervient également dans des commissions, groupes de travail, à la demande des préfets pour ce qui concerne la qualité du milieu, la préservation de l'Environnement et l'aménagement littoral. Sont donc concernés à ce niveau, les aménageurs et élus locaux, les Agences de l'eau, les premiers pour leur gestion de l'espace littoral et les seconds pour la définition d'objectifs visant notamment à la diminution des apports polluants (stations d'épuration d'eaux usées, par exemple).

b) des missions hétérogènes mais primordiales

Le décret de 1984, précité, a précisé les missions de l'établissement créé à cette occasion. Son article 3 donne ainsi une description générale. On peut relever pour ce qui nous occupe

² publié au Journal Officiel du 8 juin 1984, page 1776

que l'Institut est chargé d' *"améliorer la connaissance et les méthodes de protection et de mise en valeur de l'environnement marin et à favoriser le développement socio-économique du monde maritime"*.

Quant à l'article 4, il donne plus de précisions sur les prestations réalisées. On peut distinguer deux grandes séries de missions. Comme il a été dit plus haut, l'établissement a des activités de service public et d'autres concernant les services aux professionnels. Les deux ont pour objet principal le suivi du milieu marin et des ressources halieutiques et aquacoles, essentiellement dans le domaine de la conchyliculture. Il y a, en effet, interpénétration puisque l'on se sert des coquillages, par exemple, pour contrôler la qualité de l'eau et que celle-ci influe directement sur ces populations.

Dans la première catégorie, on trouve la mission d'appui technique et scientifique à l'Etat et aux personnes de droit public comme en dispose l'article 4-2° : *"apporter à l'Etat et aux autres personnes morales de droit public son concours pour l'exercice de leurs responsabilités, notamment pour le contrôle de la qualité des produits de la mer et du milieu marin"*. Sont également concernés, les acteurs socio-économiques comme le prévoit l'article 4-3° : *"d'apporter son concours, notamment par voie de contrats, aux professions maritimes et organismes intervenant dans les domaines scientifiques, techniques et économiques"*. Le paragraphe 8 du même article ouvre quant à lui la possibilité pour l'Institut *"de participer aux activités des organismes internationaux (...) d'aménagement des ressources et du milieu marin"*.

Cet ensemble peut se décomposer en trois sous-groupes :

*Il y a tout d'abord le service public administratif, comprenant les activités d'enquête, de surveillance et de collecte des données, effectuées à la demande de l'Administration (Mer, Environnement, Santé, Agriculture, Consommation...). C'est ici que l'on trouve le cadre réglementaire. Dans ce contexte, celle-ci peut lui demander de l'aider pour une réalisation ou de le faire à sa place. Cela concerne, par exemple, la veille zoosanitaire et le rôle des réseaux de surveillance.

*Mais, ces réseaux peuvent également contribuer au service public administratif ainsi qu'au service public industriel et commercial, l'intérêt général étant recherché dans les deux cas. Il s'agit des activités d'appui technique et d'avis. De façon succincte, ceci consiste en l'élaboration et l'émission de conseils et d'avis, la participation à des réunions, la réalisation d'études spécifiques et conjoncturelles... Ces travaux sont faits au profit de l'Administration et se réalisent à différents niveaux, c'est-à-dire régional, national, ainsi que pour l'Union Européenne. Cela peut aller jusqu'à une implication de l'établissement dans des procédures réglementaires prévoyant une consultation obligatoire ou facultative.

Les collectivités territoriales sont donc intéressées, notamment en ce qui concerne les Schémas de mise en valeur de la mer, relatifs à la gestion des espaces côtiers dans une préoccupation

de protection de l'Environnement. Ils sont issus de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983³, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983⁴ (modifiée par la loi n° 83-1186 du 29 décembre 1983⁵). Leur contenu s'est vu renforcé par la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986⁶, portant sur l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.

*Enfin, le troisième sous-groupe est composé des actions concernant les professionnels liés au milieu marin, comme ceux de la pêche et des cultures marines, et mettant toujours en oeuvre la logistique des réseaux de surveillance. Il peut également s'agir de filières ou d'organismes socioprofessionnels. Cela consiste, dans ces situations, en un service public industriel et commercial ou service public professionnel, c'est-à-dire, là encore, dans l'optique d'une satisfaction de l'intérêt général.

Mais, en tant qu'établissement public industriel et commercial, l'IFREMER a également la possibilité d'effectuer des prestations industrielles et commerciales privées dans le cadre de l'assistance technique aux professionnels, prévue par l'article 4-3°, précité, du décret de 1984. Cela consiste en des conseils techniques et expertises. Il s'agit alors d'une activité purement commerciale ayant trait à des intérêts particuliers et non généraux.

Tout ceci fait qu'il est évident que les résultats, qui sont dégagés et utilisés, ont une grande importance du fait des sujétions qu'ils engendrent et au-delà, avec la possibilité de concerner des secteurs d'activités entiers. Le plus flagrant s'exprime dans le cadre du concours à l'Administration et aux décisions réglementaires. Il peut en effet y avoir des mesures de limitation ou même d'interdiction, frappant les usagers du milieu marin, comme en cas d'insalubrité constatée d'une zone de production. Or, ceci est décidé sur la base des résultats dégagés par les laboratoires des réseaux de surveillance.

Il y a, par conséquent, la nécessité d'une irréprochabilité des mesures et analyses. D'une façon globale, les prestations que l'établissement réalise, qu'elles se destinent à une utilisation réglementaire ou non, sont primordiales. Elles concernent la base même sur laquelle reposent toutes les activités concernées. Chacune de ces décisions affecte les acteurs à la source, ce qui fait que les effets ne peuvent être secondaires.

Il apparaît alors que ces résultats dégagés sont susceptibles d'aller à l'encontre de certains intérêts, le plus souvent des collectivités territoriales et surtout des professionnels. Ceux-ci face à un refus ou à une interdiction peuvent être tentés de démontrer que ces prestations ont été défectueuses.

³ publiée au Journal Officiel du 9 janvier 1983, page 215

⁴ publiée au Journal Officiel du 23 juillet 1983, page 2286

⁵ publiée au Journal Officiel du 31 décembre 1983, page 3887

⁶ publiée au Journal Officiel du 4 janvier 1986, page 200

Face à cette possible mise en doute, il est nécessaire que l'IFREMER réponde par la preuve d'une démarche irréprochable.

c) des rapports de droit variés

Cette obligation d'affirmer sa place et ses fonctions se situe dans un cadre caractérisé par la variété des types de rapports. Cette situation juridique est due à la grande diversité des missions demandées, comme nous l'avons vu précédemment.

Ainsi, à la base de l'édifice, il y a l'existence d'une tutelle étatique, s'expliquant par le statut de 1984 de l'IFREMER, qui est un EPIC. On le voit bien, d'ailleurs au niveau du financement avec la place importante occupée par les subventions, correspondant aux services publics rendus. L'Institut relève d'une triple tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et enfin du Ministère des Transports, de l'Équipement et du Tourisme. Pour le premier, on peut se référer au décret n° 93-786 du 8 avril 1993, relatif aux attributions du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche et à son article 2 alinéa 3. D'ailleurs, à cette occasion, les autres tuteurs sont également mentionnés⁷. Cette tutelle s'exerce à différents degrés, selon ces derniers et leur capacité de financement. Mais, il y a également une disparité au niveau des besoins qui sont exprimés quant aux prestations de l'IFREMER, ces ministères n'ayant pas les mêmes préoccupations comme on peut l'imaginer. À côté, il y a des liens très étroits avec le Ministère de l'Environnement.

Vis-à-vis de ces administrations, les actions d'appui technique et scientifique prennent plus l'aspect d'une contractualisation, sous la forme d'une convention-cadre définissant les objectifs à atteindre. On peut ainsi se référer à celle qui est conclue périodiquement entre l'IFREMER et le Secrétariat d'État puis le Ministère chargé de la Mer. Ce contrat d'objectifs est réalisé en fonction de thèmes précis, délimitant l'étendue du concours apporté par l'Institut et il prévoit dans un second temps les modalités de financement. Cela concerne les actions habituelles financées au moyen de la parafiscalité ou du budget général, mais également des actions ponctuelles avec un financement spécifique. Le dernier a été signé le 23 mars 1993 et est valable pour trois ans, selon son article 3-1. Cependant, cette convention a la possibilité d'être précisée, réactualisée, du fait de son article 3-2, et même résiliée par les deux ou une seule des parties en référence au paragraphe 3 de cet article 3. Actuellement, une révision est en cours, en relation avec la rédaction du plan stratégique de l'établissement. Le but est d'arriver à une meilleure efficacité.

Cela se situe dans la volonté notée chez les pouvoirs publics, au moment de la création de l'Institut, de donner moins de responsabilités à l'IFREMER, essentiellement pour ce qui est de la réalisation des contrôles, provoquant donc un recentrage vers sa fonction d'avis et de conseil. Ainsi, il appuie les autorités que sont les préfets de Département et les services vétérinaires pour ce qui concerne les ressources destinées à la consommation humaine. Pour les premiers, on peut citer la loi n° 84-608 du 16 juillet 1984⁸, relative à l'IFREMER. Celle-ci, dans son article 1er, traite des transferts de compétence allant de l'établissement à l'État, c'est-à-dire aux préfets. Cela concerne en substance

⁷ décret n° 93-786 publié au Journal Officiel le 9 avril 1993, page 6138

⁸ publiée au Journal Officiel du 17 juillet 1984, page 2287

les pouvoirs de contrôle. Le transfert est repris et précisé dans le décret n° 89-247 du 14 avril 1989⁹. Ainsi, par exemple, l'IFREMER ne s'occupe plus du contrôle du mareyage, et concernant la conchyliculture de la tenue du casier sanitaire... Cela touche par conséquent à une partie non négligeable de ses activités technico-réglementaires.

Cependant, à côté, les agents assermentés, qu'ils soient chercheurs, ingénieurs ou techniciens, de l'Institut, sont habilités à rechercher et constater les infractions en matière de pollution et de protection du consommateur. Ces dispositions sont inscrites dans l'article 2 de la loi de 1984 précitée¹⁰. La dernière loi à reprendre ces fonctions est la loi n°92-3 du 3 janvier 1992, sur l'Eau, dans son article 19-7¹¹.

On peut se rendre compte que le statut fonctionnel de l'IFREMER se caractérise par moins d'institutionnalisation bien que la fonction d'appui général à l'Administration soit toujours présente. La présence de ces contrats d'objectifs permet des remises en cause des accords passés. Les textes, quant à eux, exceptés ceux concernant les pouvoirs de constatation des infractions, ne parlent que du concours dans l'exercice des responsabilités d'autrui. Le caractère vague de cette notion permet diverses évolutions pouvant être aussi bien positives que négatives. Or, elle comprend, outre l'appui général à l'administration, les actions de surveillance, de suivi et de collecte des données. Il n'en reste pas moins que la position de l'IFREMER, en tant qu'outil scientifique et technique, n'est en aucun cas discutée. Le révélatif est que les services qui ont bénéficié des transferts se voient plus ou moins souvent, selon les cas, contraints de s'adresser à l'Institut. Cela concerne bien entendu des prestations de mesures et d'analyses liées à ses laboratoires, mais également leur interprétation et leur gestion. Le fait est que c'est cet Institut qui dispose pour l'instant de la seule véritable expérience en ce domaine et qu'il peut déjà s'appuyer sur des réseaux qui se sont révélés efficaces à maintes reprises. Cependant, ceci se fait désormais sous forme d'accords plus ou moins étendus dans le temps.

Cette même évolution se fait remarquer dans le domaine des actions effectuées au profit des professionnels, en tant que service public industriel et commercial. L'article 4-3 du décret de 1984 précise que ce type de concours peut être apporté "*par voie de contrats*". Cette possibilité est ainsi en train de s'affirmer, bien que cela reste encore irrégulier selon les activités socio-économiques concernées. Ce mode de relations est l'un des prolongements des modifications apportées au niveau du financement de l'établissement.

En effet, la parafiscalité a longtemps représenté l'un des principaux modes de ressources venant de ces professionnels, notamment dans le cadre du service public industriel et commercial depuis 1984. Elle s'est trouvée déclinante depuis la fin des années 1960. Le domaine précurseur a été

⁹ publié au Journal Officiel du 20 avril 1989, page 5071

¹⁰ Sont constatées les infractions aux lois (liste non exhaustive):

loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes

loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, concernant notamment la lutte contre la pollution des eaux

loi n° 83-583 du 5 juillet 1983, réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures

¹¹ publiée au Journal Officiel du 4 janvier 1992, page 187

celui de l'halieutique, depuis une loi en date du 28 décembre 1967, motivée par une volonté de subventionner ce secteur. Cependant, cette tendance n'est pas encore complètement établie. On peut, à cet effet, noter, concernant ces activités d'assistance technique, qu'il n'y a pas d'approche analytique globale dans la perspective d'une contractualisation. Malgré tout, il y a les exemples, bien que ceux-ci ne relèvent pas exactement de cette étude, que sont l'aquaculture nouvelle, et encore moins proche, les industries de la transformation. Concernant la Pêche, on en était encore récemment au stade des discussions en vue de préciser les conditions et modalités d'une assistance technique contractuelle dans le cadre du service public.

Pour la conchyliculture, on en était toujours à proposer d'adopter ce système de la contractualisation, en relation avec le Comité National de la Conchyliculture (C.N.C.). Toujours est-il que les professionnels ne veulent plus entendre parler de la parafiscalité et que les trois parties, avec l'Administration et l'IFREMER, sont en train de discuter pour aboutir à une solution qui de toute façon sera contractuelle. Reste à définir l'étendue de l'accord.

Quant au service aux professionnels, il est évident que la contractualisation est omniprésente.

Financièrement, la situation peut se résumer ainsi :

- * pour le service public administratif, il s'agit de subventions non comprises dans le budget de l'IFREMER

- * pour l'aide au service public administratif ou le service public industriel et commercial concernant l'Administration centrale et aux collectivités locales, le financement vient du budget général de l'Institut et des taxes parafiscales

- * pour le service public professionnel, c'est le même financement que le précédant, mais avec en plus la possibilité de conclure des conventions-cadres, comme dans le cas des transformateurs de produits de la pêche

- * pour les services purement industriels et commerciaux, il ne peut s'agir que de recettes commerciales.

Globalement, la répartition du budget de l'ensemble de l'IFREMER s'établit ainsi: 80% vient de l'Etat et 20% des ressources propres.

1-2) les réseaux de surveillance parmi les outils pour cette action

Il s'agit des structures de l'IFREMER nous intéressant tout particulièrement dans le cadre de cette étude. Pour mettre en place un réseau, il faut définir les objectifs de la surveillance et mettre en valeur les données acquises. Aussi, on a dénombré quatre objectifs d'évaluation à prendre en compte :

- * concernant le risque éventuel pour la santé de l'Homme

- * concernant le préjudice causé aux ressources
- * concernant le niveau de pollution marine
- * concernant l'efficacité des mesures prises

a) descriptif

Trois réseaux ont été mis en place au sein de l'IFREMER. Ils relèvent, désormais, de la Direction de l'Environnement et de l'aménagement Littoral (DEL), créée en 1990, pour bien marquer cette nouvelle priorité. Cette structure est responsable notamment du suivi de la qualité du milieu et des produits, et du transfert des résultats de la salubrité dans le domaine de l'environnement littoral. Il s'agit d'avis et de conseils n'ayant qu'une valeur de simples informations. Cela a des conséquences dans le domaine de la Santé publique, par de possibles décisions d'interdiction d'exploitation ou de reparcage, venant de l'Administration par l'intermédiaire du préfet, comme en dispose le décret n° 94-340 du 28 avril 1994¹².

Il y a tout d'abord le Réseau national d'observation du milieu marin (RNO), financé par le Ministère de l'Environnement. Il s'occupe de l'observation de l'eau, de la matière vivante et des sédiments. Il correspond à l'application des différentes conventions internationales dont la France est partie (Londres, Oslo, Paris, Barcelone).

Cette surveillance concerne des paramètres généraux de qualité (la température, la salinité...). De plus, elle se préoccupe des polluants. Elle porte en priorité sur la matière vivante, soit les moules et les huîtres, représentant de bons témoins.

Enfin, il y a un travail de gestion de ces données avec la recherche d'une intercalibration, ce qui est déjà une préoccupation qualitative visant à une homogénéité.

Il y a ensuite le Réseau de surveillance phytoplanctonique (REPHY). Il répond à trois missions. Il protège la Santé publique, les cheptels et acquiert des données. Cela se décompose en un réseau de suivi et un d'alerte, avec une gestion des données et l'établissement de relations avec l'administration préfectorale, par l'intermédiaire de la Direction départementale des affaires maritimes. C'est cette direction qui prend par délégation du préfet de département, les mesures nécessaires concernant les exploitations, la pêche, la commercialisation.

Globalement, ces informations sont susceptibles d'être utilisées directement ou non, par le Ministère chargé de la Mer, les préfets de Département, les Directions départementales, des affaires maritimes, des affaires sanitaires et sociales et enfin des services vétérinaires.

Le troisième est le Réseau de surveillance microbiologique (REMI). Sa mission est de garantir la salubrité des eaux et des coquillages. On raisonne en terme de milieu, ce qui est beaucoup plus général, en comprenant les ressources. Là encore, cette structure se décompose en un réseau de

¹² publié au Journal Officiel du 30 avril 1994, page 6342

surveillance, un autre, en cas d'intervention nécessaire et la gestion des données. On s'aperçoit ainsi que le déploiement des prélèvements et analyses n'est pas le même selon qu'une situation est normale ou non.

Deux autres actions de surveillance sont à mentionner, bien que moins importants. Ils prennent en compte les préoccupations dues au développement de risques nouveaux ou du moins prenant de l'ampleur. Il y a ainsi le Réseau de surveillance de la radioactivité des organismes marins et le programme de suivi des impacts des grands aménagements énergétiques (IGA).

b) la nécessité d'une qualité

Ce descriptif montre bien le caractère essentiel de ces analyses pour l'IFREMER et pour ses partenaires. Dans le premier cas, comme elles concernent l'environnement littoral dans son ensemble, elles sont à la base de bon nombre d'activités de l'Institut, ayant aussi bien trait à l'eau qu'aux ressources s'y trouvant. Dans tous les cas, il y a une forte interdépendance entre les résultats obtenus et les mesures prises en matière de protection de la Santé publique. Mais, d'un autre côté, la vigueur économique de secteurs d'activités entiers est subordonnée aux décisions pouvant être déduites de ces résultats.

La fiabilité des données est dans ces conditions une chose indispensable en raison des implications qu'elles sous-entendent. Les conséquences peuvent être aussi graves en cas d'erreur, qu'une décision d'interdiction, par exemple, soit prise ou non. Là où la situation est délicate, c'est dans l'hypothèse d'une pollution ou d'une contamination approchant les valeurs limites d'acceptabilité, en cas de normes impératives. C'est alors que les litiges peuvent apparaître et donc que la qualité doit être présente. Il s'agit de tout un processus qui accompagne ces prélèvements, suivis du traitement de la demande. Il y a tout d'abord la réception de l'échantillon, le stockage de l'échantillon, la préparation de la prise d'essai, et l'analyse. Puis, on arrive à l'obtention des données brutes nécessitant des calculs, un stockage des informations, l'édition d'un rapport et son émission. Cela débouche enfin sur la valeur fournie au "client".

Or, cette fiabilité ne peut aller de pair qu'avec une démarche qualitative relatives aux laboratoires de l'IFREMER ou ceux choisis comme sous-traitants. Cela concerne leur gestion en tant que support des réseaux de surveillance, mais également celle des données qui en sont issues. Le but est ainsi d'arriver à une optimisation et une réduction des possibilités d'erreurs.

L'étude du fonctionnement de l'établissement a permis de remarquer que cette recherche se fait a posteriori, par un système de validation des données. Si ce dernier peut être considéré comme efficace, la réputation de l'Institut est là pour nous le montrer, il ne laisse pas moins subsister des zones d'ombre. Ainsi, sur le plan de sa gestion, il n'est pas très aisé en comparaison avec un contrôle a priori. Cela concerne notamment la charge de travail pour les équipes concernées.

De plus, cette validation, étant propre à l'IFREMER, elle ne permet pas de réelle reconnaissance officielle. Il apparaît que l'Institut a une bonne image, concernant la qualité de ses prestations, mais rien ne vient attester, sans réserve possible, cet état de fait.

Bien sûr, en tant qu'établissement public et du fait de sa compétence scientifique et technique, l'IFREMER intervient dans l'élaboration des différentes réglementations et normes relatives à son domaine d'activités. Ceci lui donne un poids et une reconnaissance non négligeables. Mais, ceci ne concerne que son rôle et n'a aucune conséquence quant à une éventuelle extension au plan de la qualité de ses prestations. Il est nécessaire de dissocier les deux.

c) la vocation nationale des réseaux

Un autre élément à prendre en compte est cette vocation nationale des réseaux. Cela pose en conséquence le problème de l'homogénéité et de la comparabilité des résultats d'analyses, réalisés dans plusieurs laboratoires côtiers. En effet, ceux-ci sont répartis le long du littoral et sont dissociés les uns par rapport aux autres. Or, il est nécessaire que les protocoles pour les analyses pratiquées dans tous les sites soient comparables pour des raisons évidentes d'égalité devant la réglementation, par exemple. De plus, la situation peut être délicate si devant un même prélèvement, deux laboratoires mandatés par l'IFREMER trouvent des résultats significativement différents. Il est alors question de la précision des analyses, dans le cadre d'une qualité générale. On voit bien quelles peuvent être les conséquences lors de cas limites. Ceci peut amener l'Institut à se décrédibiliser devant ses partenaires. Or, le contrôle actuel est peu performant dans ce secteur selon des membres de l'établissement.

Cela conduit à se demander si l'application d'une procédure visant à assurer et attester de la présence d'une assurance-qualité pour ces analyses ne serait pas opportune. Cela permettrait d'arriver en toute hypothèse à cette homogénéité qui fait parfois défaut, associée à une conformité affirmée, sans laquelle aucune politique nationale concernant le milieu marin n'est possible de façon réellement efficace.

Cette exigence ne fera que s'affirmer, alors que l'on parle d'automatiser les sites de surveillance dans le cadre du projet MAREL (Mesure automatisée en réseau pour l'environnement littoral). Cependant, on entrera alors dans le domaine de la métrologie.

2) Un environnement complexe et en pleine évolution

On a vu que la position de l'IFREMER est quelque peu particulière en ce qu'il assume à la fois une place caractérisée par une certaine institutionnalisation et que par ailleurs, il se situe comme un prestataire de services presque comme les autres. Cela entraîne la nécessité, après avoir étudié l'établissement lui-même, d'apprécier la nature de son environnement.

2-1) au niveau de l'attente des partenaires

On retrouve dans cette étude le découpage marquant les missions. L'approche de celles-ci a bien montré que cette attente joue un grand rôle. La notion d'appui technique est suffisamment vague pour pouvoir recouvrir différentes formes. Ces relations entre les partenaires sont fixées selon les besoins exprimés. Leur évolution montre que la fonction et le rang de cet établissement ne sont pas quelque chose d'immuable. On a ainsi vu qu'il avait perdu, bien que formellement, la majeure partie de ses pouvoirs de contrôle. Tout cela s'ajoute à la place grandissante de la contractualisation.

a) celle de l'Administration

L'idée dominante est ici de donner de la souplesse à ces relations. On établit au préalable les missions que l'on veut voir effectuées. L'exemple significatif est le contrat d'objectifs passé avec le Ministère chargé des cultures maritimes et des pêches marines. Comme on l'a vu, celui-ci prévoit les grandes lignes des actions à venir. Il est donc intéressant d'approfondir.

Les finalités, exprimées dans l'article 1er, placent le concours de l'IFREMER dans la perspective d'une amélioration constante du fait de ses apports: "*mieux gérer l'espace littoral national*", "*mieux connaître, exploiter, gérer et valoriser les ressources vivantes (...)*". Cela se retrouve dans la mission "*de fournir (...) les éléments nécessaires à la conception et la mise en oeuvre de la politique du littoral en liaison avec les ministères concernés*". L'objectif est d'arriver à une protection et une exploitation harmonieuses des eaux côtières et du milieu littoral. Quant à l'appui général, technique et scientifique, il est normal que l'Administration veuille pouvoir se reposer sur ces prestations. Elles constituent le fondement de ses actes, qu'il s'agisse de la participation à des travaux d'instances techniques régionales, nationales ou internationales ou de l'élaboration de la réglementation.

Il est bien dit à chaque fois que l'on considère l'Institut comme un outil permettant d'élaborer des politiques en aval. En conséquence, un tel instrument se doit d'être irréprochable. L'omniprésence de l'IFREMER lui donne une grande responsabilité, même si elle ne s'exerce que dans le cadre du concours à celles des autres. Le problème de la conformité des résultats y est donc particulièrement aigu. Une insuffisance mettrait en question la présence de ces réseaux au profit de laboratoires plus performants, compétitifs, ne laissant à l'IFREMER que les activités en aval. Ceci que ne sont pas seulement concernées les analyses et que l'approche doit être étendue à la structure même des réseaux de l'Institut et de leurs laboratoires. Quand on fait appel à une source aussi importante, on s'attend à ce qu'elle soit fiable. Cela veut non seulement dire que les résultats doivent être exacts mais également les plus inattaquables possibles. Pouvoir les mettre en doute, réellement, c'est-à-dire avec des possibilités d'avoir raison, peut déjà apparaître comme une insuffisance. En effet, quand on demande un avis ou un conseil technique et scientifique, c'est pour donner du poids à sa décision, acquérir une assurance.

b) celle du milieu socio-économique des usagers de la mer

Du côté des professionnels et du milieu socio-économique dans son ensemble (filières, organisations socioprofessionnelles) la situation est également vers la contractualisation, quel que soit le type de service rendu. Cependant, dans ce cas précis, la situation de l'établissement est quelque peu particulière. En effet, il est à la fois un appui technique et un outil pour la "sanction" étatique. Ceci ne peut être qu'une entrave gênant la proximité, et donc la pleine confiance, vis-à-vis de l'Institut. Ce milieu a ainsi exprimé son indécision face à cette ambivalence, comme le rapport du Comité National d'Evaluation de la Recherche (CNER), datant de 1991, l'a mis en exergue, et la situation n'a guère évolué. Dans les mentalités de ses partenaires, l'IFREMER a toujours son rôle habituel.

De plus, pour ces personnes, les prestations devraient être gratuites, étant considérées comme faisant partie du service public, avec l'IFREMER en tant que Centre technique national à statut public. Cela a occasionné une réflexion, fondée sur une volonté ministérielle de créer une structure nouvelle pour gérer ce centre.

Toujours est-il que cet état de fait exige que l'Institut allie une notion de confiance avec une qualité obligée. Tous ces partenaires font appel à l'établissement pour des problèmes et analyses précis. Il est donc indispensable que ceci se fasse de la façon la plus parfaite possible d'autant que nous sommes dans un secteur qui est habitué à la concurrence et qui est tenté de la faire jouer. Ceci devient primordial alors que l'activité industrielle et commerciale de l'IFREMER est loin d'être négligeable. Ainsi, concernant spécifiquement les réseaux de surveillance, on peut relever des contrats avec EDF (Electricité de France) dont le dernier à son échéance en 1997, visant au suivi des impacts des grands aménagements énergétiques sur le littoral (IGA). Il y a également des conventions avec les traitants d'eau (CGE, Lyonnaise) dans le domaine des rejets urbains. Ceci peut se coupler avec des contrats au niveau communautaire suite à des appels d'offre.

L'établissement est alors face à une situation le mettant dans la position d'un simple prestataire de service, avec tout ce que cela comporte sur le plan de la concurrence.

2-2) une compétition affirmée quant à la qualité des résultats

Quand on parle de cette compétition, celle-ci apparaît comme étant double. De plus, selon que l'on se situe à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Institut, sa nature n'est pas la même du fait d'enjeux différents. On peut ainsi réaliser une distinction entre la compétition scientifique et celle ayant un caractère plus commercial.

a) dans une approche scientifique

Comme on l'a vu plus haut, l'IFREMER a une image de compétence et mérite de la garder. Or, ceci est dû en grande partie à sa fonction d'organisme de recherche, lui permettant d'être

très performant, notamment en ce qui concerne la technologie analytique. Cependant, il peut y avoir une certaine incompatibilité entre la gestion d'un processus de recherche et celle d'une série de mesures et d'analyses. Il est bien entendu que la seconde peut, tout à fait, et doit, être amenée à appliquer les enseignements, issus de la première. Inversement, la recherche n'est rien sans des prélèvements et analyses, réalisés par les laboratoires côtiers en tant que lien avec le milieu.

Cependant, l'important est de conserver la qualité des mesures. Or, la recherche, elle-même n'est pas apte à garantir l'effectivité de celle-ci. Il est d'ailleurs important d'affirmer la spécificité du domaine de la surveillance du milieu marin, avec comme conséquence une gestion propre. Il faut quelque chose pouvant être qualifié de rigide car concernant chaque phase des différentes opérations. Chaque analyse, et l'utilisation qui en sera faite, ont l'obligation d'être maîtrisées dans leur totalité, si on veut en assurer la valeur du résultat. Cela comprend leur préparation, leur application et leurs effets. Elles n'auront de réelle efficacité et donc d'intérêt sans cette démarche. Il en est de même pour l'échantillonnage dans un souci de représentativité.

Mais cette confrontation scientifique est également présente vis-à-vis d'autres organismes. On a ainsi vu qu'il existait des points de contacts avec les activités exercées par les services vétérinaires, notamment en ce qui concerne les ressources vivantes. L'IFREMER reste encore compétent, malgré les transferts réalisés, grâce à sa fonction d'avis et de conseils. On peut donc logiquement se demander si les vétérinaires ne sont pas appelés à s'affirmer dans ce domaine. Actuellement, ils n'ont pas l'expérience et les moyens de l'Institut, mais leurs attributions sont bien présentes. Elles peuvent se révéler identiques et amener des résultats divergents. Cependant, il apparaît que nous sommes dans une phase de transition. Il est probable qu'ils trouveront à terme chacun leur place, privilégiant la coopération. Quoique que ce dernier point soulève plus de doute, au moins au plan national.

Pour l'instant, le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche s'adresse à l'Institut, car c'est son interlocuteur habituel. De plus, il n'affiche aucune réelle volonté de mettre en compétition les deux structures. Il faut malgré tout rester prudent, car il s'agit d'une question politique.

En outre, pour ce qui est des acteurs socio-économiques, il faut remarquer que chez les professionnels, l'auto-contrôle est devenu une évidence à satisfaire à terme. Pour ce faire, ils ont le choix auprès de laboratoires privés. Motivées par une préoccupation sanitaire, les institutions communautaires ont produit des textes à ce sujet, notamment en ce qui concerne les produits destinés à la consommation humaine. On peut se référer à cet effet à la décision 94/ 356 de la Commission des Communautés européennes en date du 20 mai 1994¹³, portant modalités d'application de la directive 91/493/CEE du 22 juillet 1991¹⁴ du Conseil, notamment de son article 6 paragraphe 3, en ce qui concerne les auto-contrôles sanitaires pour les produits de la pêche. Ainsi, dans l'hypothèse d'une confrontation entre l'Institut et ces laboratoires, suite notamment à la participation du premier à un acte réglementaire, si l'image de compétence de l'IFREMER pourra représenter un a priori favorable,

¹³ JOCE du 23 juin 1994 n° L 165/50

¹⁴ JOCE du 24 septembre 1991 n° L 268/15

elle n'aura aucune réelle conséquence sur le plan d'une comparaison purement scientifique et technique des méthodes employées et des résultats obtenus.

Le problème est le même en cas de volonté d'un professionnel de recourir à une contre-expertise, par un laboratoire tiers, face, par exemple, à une décision de fermeture de son exploitation.

b) dans une approche commerciale

Cette approche commerciale permet de se rendre compte que la concurrence est déjà devenue significative et est encore appelée à se développer dans un futur proche. Elle se caractérise par la diversité de ses origines.

Elle peut ainsi venir des laboratoires, personnes morales de droit privé. En effet, il est clair que les acteurs socio-économiques concernés sont confrontés pour la plupart à la concurrence. Par conséquent, quand ils ont besoin de recourir à n'importe quelle prestation de service, ils réalisent au préalable un bilan coûts-avantages. Or, il est indéniable que sur le plan de la compétitivité, l'IFREMER ne présente pas les mêmes prix que ses concurrents potentiels. Ceux-ci en raison de leur structure, de leur nature juridique, recherchent le profit avec la productivité comme moyen. Les analyses et leurs coûts sont calculés pour la recherche d'un bénéfice, ce qui n'est pas le cas de l'Institut. Le résultat est que ces laboratoires privés sont les mieux armés sur le terrain de la rentabilité. Cela ne veut pas dire que l'on tourne le dos aux prestations privées, car de toute façon celles-ci restent possibles dans les statuts de l'IFREMER. Toujours est-il que pour continuer à être compétitif, la solution restant est celle d'une irréprochabilité dans les prestations.

La situation est quelque peu identique face à des partenaires ayant une structure publique ou parapublique, bien que leur position face à la concurrence ne soit pas rapprochable de la précédente. Cependant, elles aussi veulent logiquement avoir les meilleures prestations possibles, ce qui place ces dernières selon les lois du marché.

Les collectivités locales se trouvent dans ce cas. En effet, elles peuvent disposer des services des laboratoires départementaux d'hygiène, lesquels ont une nature juridique parapublique. Ils ont eux comme préoccupations affichées, la quête de recettes et ce sont organisés en fonction. A côté, ils bénéficient de subventions. Cela veut là encore dire que leur prix sont plus facilement attractifs par rapport à ceux de l'Institut.

La concurrence est également bien vivace avec tout organisme public ou parapublic disposant de services comparables aux laboratoires, objets de notre étude.

Il est intéressant, voire évident de répondre à cette situation par une qualité accrue des prestations de l'IFREMER, puisque c'est sur ce seul champ que l'établissement peut pour l'instant se placer. Concernant le service public industriel et commercial, il représente l'un des piliers caractérisant l'établissement. Par conséquent, il conviendra de tout mettre en oeuvre pour que celui-ci s'affirme tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Institut.

2-3) la multiplication de la demande internationale

La protection de l'Environnement est devenue, bien qu'elle ait encore besoin de s'affirmer, une préoccupation que l'on peut qualifier de mondiale. Pour en juger, il suffit de se rappeler le nombre croissant des conférences à ce sujet. Il ne s'agit pas seulement de l'état de notre planète, on travaille aussi pour améliorer les conditions de vie de l'Homme et notamment de sa santé. Il apparaît tout de suite que ceci entre exactement dans l'objet de l'Institut, qui est par conséquent appelé, et continuera de l'être, à participer à des travaux dans ce cadre.

a) dans le cadre de l'Union Européenne

La Communauté Economique Européenne, puis l'Union Européenne, représente un pôle moteur dans ce domaine. La protection de l'Environnement a été l'une de ses priorités depuis 1973, accompagnée de préoccupations sanitaires. En effet, des directives ont été prises concernant la qualité des eaux, selon leur utilisation, dans un premier temps. A côté, d'autres textes ont concerné la qualité sanitaire des produits marins destinés à la consommation humaine.

A un niveau plus général, on peut remarquer que l'Acte unique en tient compte, en lui donnant une grande importance, puisqu'il prévoit le développement de sa politique dans ce domaine. Ainsi, il l'a évoqué, dans le cadre d'une sous-section 6. Elle est comprise dans la seconde section, intitulée "*Dispositions relatives aux fondements et à la politique de la Communauté*", se situant dans le second chapitre de ce texte, comprenant les modifications à apporter au Traité instituant la Communauté Economique Européenne. On retrouve donc tout ceci dans ce dernier sous un Titre VII intitulé "*ENVIRONNEMENT*". En son sein, les dispositions sont réparties entre les articles 130R à 130T.

Des travaux débouchant sur des directives avaient déjà régi la qualité de l'eau de mer. Ces textes, pourtant, n'établissent qu'une base, un cadre pour agir, bien que l'on puisse noter que les directives, en général, ont désormais tendance à rentrer davantage dans les détails, en laissant de moins en moins de champ d'appréciation aux Etats membres. Malgré tout, on se situe au niveau d'une politique globale et préventive. L'action communautaire porte principalement sur l'adoption de valeurs limites, laissant pour le reste le champ libre aux Etats. Pour ce qui nous intéresse, on peut citer la directive 79/923/CEE du 30 octobre 1979¹⁵, relative à la qualité des eaux conchylicoles. Elle a donné lieu à des réglementations nationales. La première étape fut d'établir ces seuils concernant des prescriptions sanitaires, en tenant compte des contrôles devant être réalisés au niveau national. C'est donc dans ce cadre que l'IFREMER a à intervenir.

Mais, dans un second temps, il peut se retrouver impliqué dans des programmes européens en réponse à des appels d'offre. La qualité de ses prestations est et sera sans nul doute soulignée. L'IFREMER étudie fréquemment de telles propositions. Parfois, la Commission, par l'intermédiaire de la direction générale XIV "Pêche", par exemple, publie un appel à manifestations

¹⁵ JOCE, du 10 novembre 1979 n°L 282/47

d'intérêts au Journal Officiel des Communautés Européennes (J.O.C.E.). Il s'agit alors d'un préalable à un appel d'offres restreint. On peut citer le cas de la réalisation d'une étude dans le secteur de l'aquaculture, portant sur un suivi scientifique visant à démontrer si les mollusques d'élevage, autres que l'huître plate, peuvent véhiculer des agents pathogènes propres à cette dernière¹⁶. Il est stipulé que ceci n'est qu'un préliminaire précédant l'appel d'offres et que *"les candidats devront joindre tout document permettant d'apporter la preuve de leur compétence à réaliser une telle étude, accompagné d'une description de l'expérience dont ils disposent en matière d'études dans le domaine scientifique et leur capacité de diagnostiquer les maladies de mollusques en particulier"*.

Un exemple d'appel d'offres significatif est ici celui concernant les initiatives de soutien MAST (Marine Science and Technology) pour la gestion des données et des informations océanographiques. L'objectif est de soutenir les projets et de renforcer les structures, aux dires du texte rédigé par la direction générale XII/D-3¹⁷.

La recherche de financement est l'une des principales préoccupations de tout organisme. C'est pourquoi, l'IFREMER ne peut qu'être intéressé par un programme comme LIFE (Instrument Financier pour l'Environnement). Ce programme pour 1994 avait comme action prioritaire, notamment, la promotion du développement durable et de la qualité de l'environnement. Il a donné lieu à une communication de la Commission, conformément au règlement n° 1973/92 du Conseil, instituant un instrument financier pour l'environnement, relative aux actions prioritaires pour 1994¹⁸. Dans ce cadre, sont concernées les actions visant *"à la mise au point et au développement de nouvelles techniques et méthodes de mesure et de surveillance de la qualité de l'environnement"*. Cela concerne des demandes de soutien financier, réalisées en France par l'intermédiaire du Ministère de l'Environnement.

A une autre échelle, l'Union Européenne intervient dans le cadre de conventions internationales, selon l'article 130 R paragraphe 5, précité, renvoyant à l'article 228 du Traité, pour la conclusion et la négociation de ces accords. Ceux qui nous intéressent visent à la prévention de la pollution des eaux baignant les côtes européennes. Il y est fait explicitement mention qu'il y a désormais une nécessité à mettre sur pied des systèmes de surveillance continue.

On peut ainsi citer l'accord signé à Oslo, le 15 février 197 et celui de Paris le 21 février 1974, réactualisés à Paris les 21 et 22 septembre 1992, ainsi que celui de Barcelone en date du 16 février 1976.

Parallèlement, depuis les années 1970, la Communauté puis l'Union Européenne ont respectivement essayé d'établir une notion commune de surveillance, comme ce qui concerne la North Sea Task Force, laquelle établit un plan directeur pour aller vers une surveillance intégrée. Cela concerne le champ d'action des réseaux nationaux d'observation. C'est, en partie, dans ce cadre que

¹⁶ J.O.C.E. du 22 mars 1994 - (94/C 85/13)

¹⁷ J.O.C.E. du 15 juin 1993 - (93/C 163/08)

¹⁸ J.O.C.E. du 6 octobre 1993 - (93/C 270/08)

l'on prévoit l'automatisation par des bouées avec capteurs, c'est à dire, en France, le projet MAREL, soit Mesures Automatisées en Réseau pour l'Environnement Littoral.

b) dans le cadre des organisations non gouvernementales

Les possibilités de travaux au plan international ne se limitent pas au seul champ communautaire. Il y a également des possibilités de demandes de prestations de service, pouvant intéresser l'IFREMER, dont l'origine vient des organisations non gouvernementales.

Il peut s'agir, d'une part de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.), avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (P.N.U.E.). On procède, sous son égide, à des travaux d'intercalibration de la surveillance, notamment en Mer Méditerranée pour ce qui concerne l'Institut. A l'occasion de ces accords ponctuels, les frais d'analyses sont au moins pris en compte par l'Organisation. Il apparaît comme évident que ce sont des travaux qui ne peuvent s'adresser qu'à des organismes dont la qualité est reconnue.

Mais, cela peut également concerner des préoccupations sanitaires et donc venir de la FAO (Food and Agriculture Organisation). Il faut d'ailleurs noter à cette occasion que c'est cette dernière, associée à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui réalise les normes Codex alimentarius. Or, des membres de l'IFREMER participent à ces travaux à titre personnel. Dans ces deux cas, ce sont des programmes qui présentent là encore une grande technicité. Il faut relever que l'IFREMER, lui-même, a passé une convention-cadre avec la FAO, ce qui montre que les deux institutions sont en relation directe. Or, qui dit convention-cadre dit contrat pouvant être révisé, résilié. Là encore, la qualité est primordiale.

c) dans le cadre d'une confrontation des résultats et des méthodes

Cependant, la demande et les travaux à caractères internationaux peuvent ne pas s'adresser à des prestations de service du même type que les précédentes. Cela peut se destiner à une autre approche se tournant plus vers les méthodes d'analyses et de mesures, en tant qu'objet central, que vers les réflexions qui les utilisent comme moyens. Des organisations réalisent ainsi des rencontres sur ce problème. C'est le cas du CIEM (Conseil International pour l'Exploration de la Mer). Ses choix et orientations sont décidés par le Conseil des délégués, sur proposition d'un Comité consultatif. Les pays représentés font partie de l'Union Européenne mais aussi d'autres pays comme la Russie ou les Etats-Unis. Ce dernier vise à une confrontation des résultats et des méthodes. On peut le qualifier de forum scientifique. Des demandes de travaux viennent de différentes commissions internationales. Ainsi, ce Conseil s'intéresse à l'état des ressources.

Selon M. Alain Maucorps, président du CIEM, et agent de l'IFREMER, *"la contribution du CIEM à la gestion des ressources et de l'environnement permet d'offrir un cadre de coopération et de standardisation indispensable au plein exercice de la fonction d'expertise développée au niveau national. Les contraintes sont sans doute plus lourdes, mais découlent des exigences de la fonction,*

*de la nature des sollicitations(notamment de la part des commissions internationales) et de l'importance des impacts à court et moyen termes des mesures qui seront ultérieurement décidées"*¹⁹.

Dans ces occasions, une compétence est primordiale pour la validité des travaux. De telles rencontres subordonnent en raison de leurs résultats, l'influence que peuvent avoir les organismes y participant. Elles jouent alors un effet révélateur qui est primordial pour un établissement comme l'IFREMER.

L'analyse de l'Institut et de son environnement a clairement fait apparaître, en ce qui concerne l'un de ses domaines d'activités qui est la surveillance de la qualité du milieu littoral marin, que l'on ne peut en aucune manière occulter la nécessité croissante d'effectuer des prestations ayant la qualité adéquate. Pour un établissement de l'importance de l'IFREMER, quant à son influence, il est alors question du devenir de sa place, en tant qu'organisme de référence, par l'intermédiaire de ses réseaux. La qualité est désormais appelée à jouer un rôle prédominant quelle que soit la nature de la prestation effectuée par ses laboratoires côtiers.

B) L'ACCREDITATION: VERS UNE RECONNAISSANCE OFFICIELLE

Quand on souhaite instaurer un fonctionnement interne marqué par la recherche d'une qualité optimale, c'est généralement parce que l'environnement le dicte. On a vu que celui de l'IFREMER poussait dans ce sens. Mais prendre une telle décision est une chose et choisir le mode d'obtention en est une autre. Divers organismes permettent d'acquérir puis d'avoir un suivi d'une nouvelle organisation, marquée par l'obtention d'une qualité reconnue.

Quand on parle qualité des prestations pour des laboratoires, il est question plus d'un amalgame entre des éléments incorporels que sont la formation des personnels, la conduite des opérations effectuées, et des éléments corporels comme le matériel utilisé. De plus, l'IFREMER a une place particulière par rapport à ce contrôle, du fait de sa structure et de son rôle. On peut donc se demander si cette démarche est pertinente.

Un système national d'attestation de la qualité des mesures et analyses est nécessaire. A cet effet, les pouvoirs publics, conscients de la situation particulière dans laquelle se trouvent notamment les laboratoires d'analyses; ont participé à la création du COFRAC (Comité français d'accréditation). Cependant des organismes comme l'IFREMER disposent en plus d'une particularité avec un rôle les mettant dans la position de juge et des situations les mettant face à la concurrence ou la confrontation, par conséquent comme des parties.(1)

C'est pourquoi, ce comité semble être un outil efficace ayant un plus par rapport à un établissement comme l'IFREMER, en pouvant se prévaloir d'un consensus quant à ses décisions du

¹⁹ IFREMER INFORMATION, n° 56, avril-mai 1995

fait d'une structure appropriée. Celle-ci permet non seulement d'établir et de garantir la mise en place d'une assurance qualité répondant aux normes communément admises, ce qui ne peut qu'occasionner une évolution bénéfique à un niveau interne, concernant la capacité des personnels, un gain de temps et les analyses dans leur ensemble. Mais elle a, également, pour conséquence de permettre une reconnaissance officielle et internationale de cet état de fait. Il ne faudra pas non plus oublier les avantages que cela peut procurer dans une approche plus commerciale.(2)

Cependant, il est nécessaire d'y être prêt et d'en accepter la charge, laquelle est loin d'être négligeable, qu'il s'agisse des aspects financiers ou de gestion des changements à apporter. Chaque élément dépendra de cette accréditation, pour ce qui est des analyses concernées. Il y aura la charge de mettre en place le dispositif mais ensuite il faudra le gérer. Cela occasionnera une forte consommation de matériels par exemple.(3)

1) L'adoption d'une politique qualitative par l'intermédiaire d'une association

L'accréditation renvoie à trois grandes notions. Il y a tout d'abord celle de système puisque l'on intègre une structure bien définie quand on se fait accréditer. On trouve également celle d'orientation, car il y a l'obligation de se conformer à des exigences, donnant à cette décision le caractère d'un véritable engagement de la direction concernant l'existence de l'établissement. Enfin, la notion de contrôle doit être soulignée du fait du suivi constant de la conformité aux prescriptions.

Quelques définitions s'imposent cependant au préalable :

la norme : c'est un document écrit, accessible au public, établissant une règle du jeu évolutive, concernant des lignes directrices ou des spécifications techniques, dont l'observation n'est pas obligatoire, élaborée par un organisme reconnu, dans un cadre faisant intervenir l'accord de toutes les parties concernées, destinée à une application répétitive et continue, et visant à l'avantage optimal de la communauté dans son ensemble.

La norme est réglementée par le décret du 26 janvier 1984²⁰, par l'intermédiaire de l'AFNOR, et la directive 83/189 du 28 mars 1983, prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques²¹. Ainsi, l'article 12 du décret précise bien, qu'elle n'est pas d'application obligatoire.

l'assurance qualité : on peut la définir comme l'ensemble des actions préétablies et systématiques visant à donner à des acheteurs, la confiance appropriée en ce qu'une entreprise fournisseuse de produits ou de services a la capacité à satisfaire de façon régulière aux exigences données relatives à la qualité, exigences qui doivent permettre de répondre aux besoins exprimés

²⁰ publié au Journal Officiel du 1er février 1984, page 490

²¹ JOCE du 26 avril 1983, n° L 109/08

(satisfaction, services) et implicites (santé, sûreté) des consommateurs. Cette définition est issue d'une interprétation des normes ISO 8402 et NF X 50120.

la certification : La certification est une procédure qui a pour objet d'attester par un organisme tiers la conformité d'un produit ou d'un procédé avec certaines caractéristiques spécifiques qui seront des référentiels normatifs²².

l'accréditation : c'est la reconnaissance formelle de la compétence d'un laboratoire d'essais, pour réaliser des opérations déterminées et référencées. Il peut s'agir à la fois de la compétence technique et de l'impartialité, ou uniquement de la compétence technique, et cela renvoie à un système qualité.

L'accréditation des laboratoires d'analyses est un peu particulière. En effet, ces dernières imposent en plus d'une codification, la définition précises des caractéristiques fondamentales des techniques utilisées (sensibilité, spécificité, répétabilité, exactitude...), ainsi que celle des paramètres opératoires ayant une influence déterminante sur la fiabilité des résultats obtenus. Cela provoque des besoins de méthodes de référence, de validation des méthodes dites internes, de calibrage et d'intercomparaison.

1-1) un système national: le COFRAC

Quand on obtient l'accréditation, cela signifie que l'on intègre le COFRAC. Il ne s'agit donc pas d'un système similaire à l'observation des données d'une norme, ne mettant en cause que la structure intéressée. Ce n'est pas seulement la méthode, c'est à dire la norme, qui est en cause mais également son exécution. Dans le cas étudié, il est nécessaire de se faire admettre par une organisation. C'est toute la différence entre une simple assurance qualité et cette démarche.

a) une structure adaptée à l'objectif

Le COFRAC a une existence qui est très récente mais est né de la fusion d'éléments plus anciens. En effet, suite à la modification du Code de la consommation par la loi n° 94-442 du 3 juin 1994²³, une modification substantielle du régime de la certification des produits et des services a été opérée, amenant un allègement du rôle de l'Etat dans ce domaine. Le COFRAC est le résultat de cette évolution, pour permettre l'évaluation des organismes certificateurs.

Cependant, les pouvoirs publics ont profité de ce changement pour former une organisation plus vaste. Par une circulaire du Conseil des ministres, en date du 13 octobre 1993, il a été disposé que les laboratoires d'analyses et d'essai seraient ainsi adjoints, de même que les organismes métrologiques. Ainsi, le Réseau National d'Essai (RNE) et le Bureau National de Métrologie (BNM) ont été compris dans cette fusion. La création de cet ensemble date du 29 avril 1994 mais le lancement officiel n'a eu lieu que le 22 juin 1994. Le RNE n'a pas disparu et ce sont toujours ses commissions

²² LAMY droit économique, page 1733, n°5149, éd 1995

²³ Journal Officiel du 4 juin 1994

qui étudient les demandes, dans le cadre d'une section "*essais*". Il y en a notamment une qui est spécialisée dans l'agro-alimentaire.

Ce système national d'accréditation a été constitué avec pour nature juridique, celle d'une association à but non lucratif, régie par la loi du 1er juillet 1901. Cela montre la volonté des pouvoirs publics de voir cette attestation relever du droit privé. Ce système a, pour objet, l'accréditation des laboratoires, qui en font la demande officielle et donc intéresse directement l'IFREMER. Mais le champ d'action est étendu, puisque peuvent également être acceptés les laboratoires qui réalisent de l'étalonnage, sans oublier les organismes de certification de produits ou de services, ainsi que les organismes d'inspection. Tout ceci se répartit en six sections. La finalité est de voir la qualité gérée en France avec plus de vigueur, le plus économiquement possible et de façon à impliquer pleinement les différents acteurs du système. De plus, sa mission vise, dans un second temps, à développer la confiance du marché dans ces organismes accrédités et de faire connaître à l'échelon européen et international ce type particulier de certification.

La composition de ce comité est orientée vers le premier objectif. Ainsi, le découpage se fait en quatre collèges représentant des intérêts différents. D'une façon générale, le COFRAC est composé de personnes morales intéressées à son activité. Mais des personnes qualifiées pourront également être admises en tant que membres associés.

Toujours est-il que la répartition se fait comme telle :

- * les organismes accrédités (collège A)
- * les entreprises recourant aux services de ces organismes ou laboratoires (collège B)
- * les groupements et associations de consommateurs ou d'usagers, ainsi que les acheteurs publics (collège C)
- * les pouvoirs publics : Ministères de l'Industrie, de l'Agriculture et de la Pêche, de la Consommation (collège D)

On voit que la préoccupation a été de créer une instance véritablement impartiale, car regroupant tous les intérêts en présence. De plus, si la nature juridique est privée, la participation des pouvoirs publics officialise les décisions prises.

b) la démarche à effectuer

Toute une procédure est à suivre, marquée par une série d'étapes. Il y a tout d'abord la nécessité de prendre contact avec le COFRAC, et sa section "*essais*", pour définir les programmes que l'on souhaite voir accrédités. Puis, une mise en conformité doit être atteinte par rapport aux programmes choisis. Ceux-ci délimitent les domaines dans lesquels, l'accréditation peut être donnée. La liste est en constante évolution, prenant rapidement de l'ampleur. On peut ainsi noter l'existence de programmes pour ce qui touche à la microbiologie, aux contaminants et sans doute prochainement les phycotoxines marines. La demande doit être faite officiellement, avec toute la précision nécessaire quant aux analyses concernées, au détail de l'unité technique en cause... Cela débouche sur une procédure d'audit, après avoir répondu à un questionnaire préalable de surveillance. Cette évaluation a

pour résultat une décision positive ou négative. L'accréditation n'est octroyée que par rapport à des unités techniques, c'est à dire regroupant des moyens à la fois humains et techniques, et seulement pour des essais ou analyses définis. Cela concerne tous les laboratoires, publics comme privés.

c) un contrôle permanent

Dans le cas de l'obtention de cette accréditation, ses effets ont une durée de trois ans, puis de quatre après le premier renouvellement. Pendant cette période, l'organisme bénéficiaire peut faire mention du logo du COFRAC sur ses documents et dispose de la qualité d'adhérents.

Cependant, l'obtention n'est pas une fin en soi. Du fait de la durée, il est nécessaire de réaliser le contrôle de l'effectivité des mesures engagées. A cet effet, le Comité exerce une surveillance périodique. Celle ci se fait de deux manières, par un questionnaire de contrôle, ainsi que par des visites de la part des experts du COFRAC sous forme d'audits. En cas d'insuffisance ou de faute constatée, la conséquence est une sanction pouvant aller de la suspension de l'accréditation au retrait, de manière totale ou partielle.

Ce dispositif ne permet pas un suivi continu de la part des experts de ce comité. Par conséquent, les organismes accrédités peuvent rester pendant un laps de temps non négligeable avec leur propre auto-contrôle pour assurer la conformité aux référentiels visés. Cela montre qu'une telle méthode doit être accompagnée d'un engagement total de la direction concernée. Cette démarche doit aller de pair avec une responsabilisation des bénéficiaires. De toute façon, en cas d'insuffisance, celle-ci apparaîtra dans les prestations, amenant une sanction. Une fois que l'on se fait accréditer pour une ou plusieurs analyses, on doit apporter la preuve à chaque instant que tout ce qui a été fait était conforme aux prescriptions. Ceci concerne le moindre détail ayant une quelconque influence. Il s'agit donc d'un système qui reste en réalité très rigide en permanence.

1-2) le respect de certaines exigences

Ce système national d'accréditation n'a pas de fonctionnement véritablement autonome, du moins quant à ses références. En effet, il se base sur des normes communément admises et reconnues, tant sur le plan national qu'international. Cela constitue d'ailleurs l'une de ses principales forces puisque cela lui donne une assise en servant cette normalisation.

Qui dit norme, dit des lignes directrices à suivre. L'intégration au sein du Comité nécessite donc d'obéir à des exigences précises, devant former un tout, mais destinées à des analyses déterminées et non à un organisme dans son ensemble.

a) le renvoi à la normalisation comme référentiel

La procédure d'accréditation n'est pas propre au COFRAC, du fait de l'utilisation comme fondement de normes communautaires et internationales. On peut les répartir en deux catégories. Il y a celles qui régissent les organismes accréditeurs et celles dont ces derniers se servent comme modèles pour l'évaluation des organismes à accréditer. Pour les communautaires, celles-ci sont élaborées au sein du Comité Européen de Normalisation (CEN), lequel regroupe les instituts nationaux de normalisation dans l'Union Européenne et l'Association Economique de Libre-Echange (AELE). Elles doivent être reprises dans l'ordonnancement des normes nationales, donc par l'AFNOR (Association Française de Normalisation).

Comme cela a été souligné, le COFRAC se situe dans la perspective d'une reconnaissance à tous les niveaux. Il est primordial que sa propre existence obéisse à cet impératif. Pour cela, deux normes permettent d'être en conformité avec les règles reconnues et élaborées au plan international. Ce sont les normes EN/NF 45002, concernant les critères à suivre pour rendre adéquate l'évaluation de ces laboratoires, et EN/NF 45003, relative à ceux qui régissent les organismes accréditeurs eux-mêmes. Par filiation, cela renvoie aux guides ISO-CEI n° 54 et 55 (International Standard Organisation/Comité Electrotechnique International). Tout ceci impose des principes que sont l'impartialité des experts accréditeurs, l'ouverture et la transparence du système, les procédures de qualification et de désignation des auditeurs, les méthodes d'audits, mais aussi les compétences techniques et les moyens mis en oeuvre, ainsi que la validité des bases techniques utilisées pour ce contrôle.

Ce dispositif permet d'attester la mise en place d'un système visant à assurer la qualité de ces analyses et de leur utilisation. Le principal référentiel, pour cette seconde catégorie, est communautaire, avec la norme EN/NF 45000. Celle-ci traite de l'accréditation dans son ensemble, c'est à dire qu'elle concerne la totalité des organismes vus plus haut. Ce texte ne fait qu'exposer les principes généraux, laissant les précisions à d'autres normes.

Une de celles-ci dirige ainsi spécifiquement le fonctionnement devant accompagner les analyses en laboratoires, donc plus globalement les essais, ainsi que les prestations en étalonnage, pour atteindre une qualité optimale. Il s'agit de la norme EN/NF 45001, qui fixe des exigences relatives à la constitution et au fonctionnement de ces organismes, en matière d'impartialité, de compétence et de mise en oeuvre d'un système qualité. Elle apporte une reconnaissance formelle. Il y a une filiation vis-à-vis des normes ISO/CEI, qui sont essentiellement la n° 25 mais aussi les 38, 43, 45, 49. Sont également pris en compte les travaux de l'ILAC (International Laboratory Accreditation Conference), laquelle rassemble des experts pour promouvoir le concept d'accréditation et établir des règles de base. Pour ce faire, elle réunit les délégations des différents pays concernés, souhaitant échanger des idées et des expériences sur l'organisation et l'évaluation de la qualité des laboratoires.

b) les critères retenus

On peut en déterminer deux catégories principales. Il y a d'un côté, les règles d'éthiques et de l'autre ce qui a trait aux compétences. L'aptitude à l'accréditation est appréciée au regard non seulement des critères généraux normatifs, mais également par rapport aux règles d'application de ces exigences. De plus, un programme déterminé peut tout à fait renvoyer à d'autres exigences, spécifiques celles-ci à une analyse ou à une catégorie d'analyses.

Dans le premier cas, on trouve l'obligation de respecter les principes d'indépendance, d'impartialité, de confidentialité, d'intégrité, et le devoir de présenter les documents émis...

Mais le plus important, touche à la seconde partie de ces exigences, c'est-à-dire les compétences techniques. Celles-ci peuvent être subdivisées en deux sous-groupes, avec d'une part les exigences purement techniques et d'autre part ce qui concerne le système de qualité lui-même.

Pour les premières, on trouve l'organisation interne, soit ce qui concerne la responsabilité et l'encadrement, ainsi que la qualification, composée de la formation et de l'expérience des professionnels. Mais sont également évoquées les précisions relatives aux locaux, à l'équipement, aux produits consommables, comme aux méthodes et modes opératoires. Des techniques spécifiques peuvent venir en complément.

Concernant le personnel, celui-ci doit être en nombre suffisant, apte physiquement dans certains cas, compétent, par une formation continue et des informations techniques, motivé face à cette démarche et fiable en ce qui concerne la confidentialité et la rigueur. Le laboratoire se doit d'enregistrer les formations reçues et les qualifications obtenues.

Pour ce qui est de l'équipement et des matériaux de référence, ils doivent être en adéquation avec les besoins. C'est pourquoi, le laboratoire doit être pourvu de tous les matériels nécessaires. Pourvu ne veut pas dire posséder ce qui permet d'avoir des matériels en commun, en location. Cependant, le matériel quel qu'il soit doit être identifié et son aptitude à l'emploi démontrée. Cela comprend la procédure d'achat, de mise en service, de suivi, en même temps que l'étiquetage, l'inventaire, comme les dossiers avec fiche de vie. On doit enfin prendre en compte la procédure de gestion, d'entretien, de nettoyage, ainsi que la traçabilité métrologique. En effet, ces matériels doivent être étalonnés pour les analyses pratiquées. La vérification doit être constante.

On voit donc que chaque aspect doit être examiné et maîtrisé.

Pour les secondes, il s'agit essentiellement d'un manuel de qualité. Celui-ci décrit les dispositions générales pour atteindre l'objectif fixé. Sont compris l'objet et le domaine d'application du manuel, la présentation du laboratoire, les moyens et ressources, la procédure, la maîtrise et l'évolution du système. Il est, de plus, nécessaire d'y faire figurer une preuve de l'engagement de la direction, vis à vis de cette politique de la qualité. Elle ne peut être partielle, bien qu'elle soit ciblée

puisque ne concernant que des points définis et référencés. Il existe un manuel type, notamment pour les laboratoires réalisant des analyses sur l'eau, publié par le RNE, et qui est encore d'actualité.

De leur côté, les plans qualité spécifiques explicitent pour chaque analyse ce qui a été dégagé par le manuel. Le sujet peut ainsi être les dispositions opératoires pratiques et celles, spécifiques, d'assurance de la qualité qui sont en rapport. Ceci doit comprendre la prévention, l'évaluation des performances et la correction en cas de défaillance.

Si cette accréditation n'est attribuée que pour des analyses déterminées et référencées, il doit cependant y avoir une application effective par l'organisme bénéficiant de cette attestation. Dans l'hypothèse où celui-ci n'effectuerait que des analyses non accréditées, alors qu'il se prévaut en permanence du logo du COFRAC, il se verrait infliger une sanction à coup sûr. Une tolérance est admise mais la proportion doit rester très faible.

De plus, il peut être question de méthodes d'analyses rapides, comme le "*Salmonella Rapid Test*". Ceci est avantageux quand on sait quel est le coût de la procédure prévue par l'accréditation. Elles existent notamment dans le domaine microbiologique. Elles peuvent être reconnues par le COFRAC, à la condition d'avoir été validées par l'AFNOR.

2) les apports qualitatifs à attendre

L'accréditation, en dehors des conséquences juridiques est destinée à affirmer la position des organismes en bénéficiant et ce dans plusieurs directions. En effet, elle peut être utilisée pour apporter diverses améliorations, certaines devant être atteintes pour pouvoir être accrédité et d'autres apparaissant comme conséquences.

2-1) dans une perspective économique

Cette perspective nécessite deux approches. Une sera interne position de l'IFREMER face à son caractère industriel et commercial. L'autre se tournera vers l'environnement commercial et concurrentiel de l'établissement. Dans les deux cas, l'accréditation peut donner une nature plus économique à l'Institut.

a) une nouvelle dynamique interne

Quand on pense à cette perspective, on ne peut occulter l'appréciation du caractère industriel et commercial de l'Institut. En effet, une accréditation ne peut que supporter la réalisation de prestations de services, et même développer, si l'occasion se présente, les actions à caractère purement privé, synonymes de recettes. Il s'agit donc d'un atout à ne pas négliger. D'un point de vue interne, une accréditation pourrait faire entrer une préoccupation plus économique au sein de l'établissement.

Cet aspect existe et existera tant que la nature juridique ne sera pas modifiée, il doit donc avoir l'encadrement le plus adéquat possible. De plus, cette nouvelle dynamique interne ne peut être que bénéfique au reste des modes d'actions de l'IFREMER, c'est-à-dire tout ce qui touche au service public, qu'il soit administratif ou industriel et commercial. L'apport sera global puisqu'il concerne les analyses, en ne tenant pas compte du caractère de leur utilisation. Il sera synonyme d'une plus grande confiance chez le personnel concerné, allant même jusqu'à un nouvel état d'esprit.

b) un effet de publicité

L'aspect économique est indissociable d'une activité publicitaire. Or, la principale conséquence de l'accréditation par le COFRAC est justement de faire reconnaître et attester la valeur et la qualité des prestations concernées. On voit donc que tout cela tourne autour d'un thème central qui est celui de la confiance. Il y a la garantie d'une qualité, avec un signe extérieur qui est la possibilité de se prévaloir du logo, et donc de l'image de cet organisme. Ceci est valable pour le présent, mais ce qui est aussi important, cet engagement s'étend pour l'avenir. Par conséquent, une notion de stabilité et de compétence continue est bien présente. Cela constitue comme on le sait l'une des priorités recherchées par des partenaires économiques. Cette constance est à prendre en compte, dans un environnement qui devient de plus en plus contractuel, pour la pérennité des relations et actions caractérisant l'IFREMER. Ceci est une valeur sûre puisqu'il s'agit d'une preuve objective concernant des précautions prises.

c) un meilleur accès aux marchés

Qui dit aspect publicitaire dit aussi accès aux marchés pouvant s'offrir à l'Institut. Ainsi, il est certain que l'accréditation ne pourra que satisfaire les partenaires actuels et attirer l'attention, ce qui permettra d'agrandir son champ d'actions.

D'un point de vue interne, ce contrôle permet, par sa reconnaissance pour une compétence technique, de limiter les opérations de surveillance et donc leurs coûts. Ceci est très intéressant dans le cas particulier de l'IFREMER, puisqu'il réalise un contrôle a posteriori de validation des données et qu'il n'est pas très compétitif quant aux coûts tarifaires. De plus, il y a la possibilité, comme conséquence, d'insérer des clauses d'assurance de la qualité dans les conventions cadres et contrats conclus par l'établissement.

2-2) dans une perspective de formation

Ce besoin de formation s'oriente bien entendu vers un accroissement de la compétence analytique des agents de l'IFREMER, mais également vers la recherche d'une rigueur omniprésente.

Malgré tout, il ne faut pas occulter le fait que l'accréditation ne couvre qu'une partie des prestations des laboratoires. L'action de prélèvement et le transport des échantillons jusque dans les locaux du laboratoire ne sont pas pris en compte. Or, ceci est déterminant dans la conformité et la représentativité des résultats obtenus.

a) une meilleure maîtrise des méthodes utilisées

Il est admis par tous, que l'Institut dispose d'une compétence scientifique et technique. C'est d'ailleurs sur elle que s'appuient ses partenaires. Par conséquent, elle est déjà affirmée et l'institutionnalisation qui l'entoure lui donne une force particulière. On a vu à quel point son activité de recherche pouvait servir d'élément moteur, donnant une position de pointe lui permettant de participer aux travaux tant nationaux qu'internationaux relatifs au milieu marin. En conséquence, dans ce domaine, on peut dire que la réglementation de l'environnement dans lequel évolue l'Institut a été façonnée au moins en partie par son concours. Cette compétence "pure" n'a donc aucun réel besoin d'être affirmée davantage. La reconnaissance par ses pairs, la valeur des travaux publiés, sont suffisamment éloquents. Mais se limiter à cette compétence de base serait trop limitatif.

Qui dit accréditation, dit meilleure maîtrise des différents éléments constituant les analyses concernées. Cela est lié avec la nature du contrôle qui s'effectue a priori.

b) une rigueur accrue

Cette compétence, vu précédemment, est loin d'être incompatible avec un besoin de formation des personnels, réalisant les analyses et leur traitement. C'est là où l'on voit la différence entre les acquis que peut apporter la recherche et la spécificité des analyses. Bien entendu, les deux sont bénéfiques l'un pour l'autre, mais dans la seconde, le fonctionnement interne de l'établissement concerné est déterminant. Il est moins question de compétence et de niveau à atteindre que de répétabilité et de comparabilité des résultats. Il s'agit donc d'un autre savoir-faire, axé sur une rigueur processuelle. L'objectif est de réaliser une valorisation des compétences initiales par une meilleure démarche. Pour cela, il y a l'obligation d'optimiser l'organisation pour aboutir à une meilleure efficacité et une plus grande productivité. La formation semble être, avant tout, une prise de conscience des personnels concernés. Cela concerne les méthodes d'analyses d'un point de vue plus gestionnaire que scientifique.

2-3) dans une perspective de reconnaissance

Tous ces efforts ont pour objet de dépasser le stade de la notoriété. La compétence du chercheur et du scientifique ne peut garantir la fiabilité et donc la validité des mesures effectuées. L'accréditation par le COFRAC constitue donc la reconnaissance d'une nouvelle compétence, basée sur un statut référentiel supplémentaire à celui de la recherche.

a) l'insuffisance de sa seule notoriété

L'attestation accompagnant l'accréditation, du fait de sa stabilité, ne peut que renforcer l'existence d'une bonne image chez l'organisme concerné. Elle permet d'éviter certains imprévus. Il y a en effet, un risque dans le fait de subordonner la bonne santé, financière, économique, d'un établissement à quelque chose qui est, somme toute, assez subjectif.

Il est évident que la notoriété est un instantané, ayant par définition un caractère instable, ou du moins non sécurisant en l'absence de garde-fous. Par conséquent, il est bon de pouvoir s'appuyer sur une structure tierce, laquelle peut objectivement attester, en fournissant des preuves, de la qualité des prestations pouvant provoquer un litige. Cela est d'autant plus nécessaire qu'en matière de santé publique, les réactions peuvent être dénuées de rationalité.

b) le gage d'une reconnaissance officielle

Le fait de se faire accréditer par le COFRAC, en particulier, est le gage d'une telle reconnaissance officielle. Cela permet de toucher des sphères très larges puisque l'aspect international y est compris. On bénéficie ainsi de l'intégration et de la reconnaissance de cette association.

En effet, nous avons déjà vu que celle-ci, en raison de sa composition, constitue le point de convergence de toutes les parties. Le conseil d'administration a dans ce but une structure quadripartite en accueillant en son sein, à la fois les pouvoirs publics, les organisations professionnelles, les laboratoires et les utilisateurs des analyses. De plus, la présence d'un commissaire au Gouvernement, disposant d'un droit de veto sur les décisions prises complète cet environnement.

Tout cela donne l'assurance d'une réelle indépendance et d'un respect de l'intérêt général. Au-delà, et ce n'est pas négligeable, l'accréditation est synonyme d'une reconnaissance véritablement officielle, donnant un poids certain à cette attestation de qualité et de conformité, notamment sur un plan contentieux.

Cependant et heureusement, les conséquences de cette attestation ne sont pas seulement nationales en débordant à l'échelle communautaire et internationale.

Le COFRAC, et avant lui le RNE, a cherché, et continue encore, à se faire reconnaître par les autres pays et leurs organismes similaires. Cela se fait notamment en adoptant les normes reconnues à ces niveaux, c'est à dire les normes EN et ISO/CEI.

Il y a aussi dans le domaine de la recherche des contaminants et des métaux lourds, l'exemple de l'utilisation des méthodes de l'AOAC (Association of Official Analytical Chemists).

Mais il y a surtout eu des accords de reconnaissance réciproque d'accréditation qui ont été passés. On peut citer certains organismes nationaux reconnaissant notre système :

* le NAMAS en Grande Bretagne

*le FINAS en Finlande

*le STERLAB aux Pays-Bas

*l'ICLAB en Irlande

*le DANAK au Danemark

*le SAS en Suisse

*le SWEDAC en Suède

*le NATA en Autriche

*le RELE en Espagne

*le TERLAC en Nouvelle-Zélande

*le SINAL en Italie

*l'HOKLAS à Hongkong

*le NA en Norvège

Les organismes accréditeurs, européens, sont regroupés dans une structure appelée l'EAL (European Accreditation Laboratories) résultant de la fusion entre les WELAC et WECC.

L'avantage d'intégrer un tel organisme, reconnu dans une sphère aussi large, comprenant de plus les "clients" actuels, futurs et potentiels de l'IFREMER, est par conséquent un fait. Cela lui ouvrira un grand nombre de possibilités d'actions, ce qui est primordial pour un tel établissement au large sceptre d'activités, mais formé de spécialistes. De plus, quand on se situe dans un cadre marqué par une certaine institutionnalisation, seule une attestation officielle comme l'accréditation peut présenter un gage de fiabilité au-delà d'une position statutaire.

3) Les inconvénients

Il serait cependant trompeur de ne dessiner qu'un tableau avantageux de ce choix. Si en terme de possibilités sur un plan gestionnaire, économique, et même scientifique et technique, une accréditation est sans contexte un atout déterminant, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une véritable politique à mettre en oeuvre, avec toutes les sujétions que cela comporte.

3-1) les coûts financiers

Face à une telle procédure, il s'agit de redéfinir les protocoles d'analyses. Ceci sera sans nul doute important puisque le système d'auto-contrôle de l'IFREMER, concernant leur qualité, n'est pas compatible avec les référentiels de l'accréditation.

Par conséquent, une telle mise en place nécessitera certainement un investissement, en terme de temps mais aussi de moyens. La formation des personnels et tous les autres frais visant à créer un environnement propice sont créateurs de beaucoup de dépenses, bien qu'une étude plus complète soit indispensable à ce niveau. Donc, les coûts financiers doivent, au préalable à toute action, être pris en compte et évalués. Malgré tout, c'est le problème du choix à faire entre l'intérêt immédiat et celui à plus long terme. Si l'installation de cette procédure est certainement coûteuse, elle peut ensuite permettre certaines économies. En effet, le système d'auto-contrôle actuel est basé sur une vérification a posteriori. Or, à l'inverse, un dispositif a priori, donc préventif amène moins de contrôle et donc moins de charges. De plus, il faut tenir compte de tous les frais occasionnés par la non-qualité, les vices apparus. Cela peut aller à des prélèvements mal conservés, des matériels mal entretenus ou des interprétations des résultats erronées.

Le coût est également très important dans la gestion de tous les jours de cette démarche. Il faut se tenir perpétuellement à jour. Cela oblige à faire bénéficier son personnel d'une formation

continue. De plus, il faut que le matériel utilisé soit toujours en adéquation. Cela veut dire qu'il faut le gérer, le vérifier et le changer dès qu'il y a un commencement de défaillance.

3-2) une mise en place contraignante

Une telle démarche qui se caractérise par son ampleur est obligatoirement lourde à mettre en action. Nous avons vu les problèmes existant au plan financier, mais la difficulté de gérer l'ensemble ne doit pas être sous-estimée. Le facteur temps jouera un grand rôle, notamment quand les personnels se verront obligés de suivre des stages supplémentaires. Il faut donc que l'établissement soit prêt, pour cet effort, dans son ensemble. Chez l'IFREMER, ce problème est très délicat puisque nous avons vu que cela ne concerne qu'un domaine précis de son activité, et encore pour des analyses de type déterminé.

De plus, il ne faut pas oublier quelle est la place de l'IFREMER dans la réglementation nationale. Il participe à bon nombre de travaux, destinés à fixer les règles sanitaires et autres, dans le domaine marin. C'est par conséquent, un peu comme si un juge se préoccupait pour son compte de dispositions relatives aux parties. Ce serait méconnaître la possibilité pour tous de devenir partie, d'autant que l'IFREMER présente bien cette ambivalence, selon ses rapports de droit. On s'est ainsi rendu compte qu'il pouvait être un prestataire de service comme un autre et à ce titre être rapprochable des laboratoires privés. De même, une accréditation présente comme intérêt d'affirmer la compétence d'un organisme et donc de lui donner une plus grande notoriété, en profitant de celle du COFRAC. A côté, l'Institut profite d'une certaine institutionnalisation du fait de son rôle d'appui pour l'exercice de certaines des responsabilités de l'administration. L'ensemble est prévu dans des textes réglementaires et même législatifs.

Il est probable que la qualité de la recherche restera sensiblement la même. Cependant, il ne faut pas oublier qu'il existe des interconnexions, les chercheurs ayant besoin des laboratoires côtiers comme contact avec le milieu marin. On doit reconnaître que l'Institut est un établissement à facettes multiples et qu'il convient, pour qu'il garde sa nature, de les conserver et de tout mettre en oeuvre pour que leur compétence soit optimale. Mais, ceci reste une décision du ressort de la direction, l'accréditation n'étant pour l'instant qu'une procédure facultative.

De plus, cette démarche n'est que partielle puisque l'échantillonnage n'est pas intégré. Il y aura donc la charge d'une autre procédure qui, pour l'instant, ne peut reposer sur aucune norme. Mais, il est évident qu'en contrepartie, l'apport en assurance-qualité et en reconnaissance pour des analyses est très attractif. Donc, s'il y a des difficultés à court terme, une vision plus lointaine permet de se rendre compte qu'il s'agit d'une politique qui ne peut que porter des fruits.

4) Une possibilité de remplacement

De plus, il y aura peut-être une autre possibilité moins lourde, avec les Bonnes Pratiques de Laboratoires (BPL). On les retrouve surtout dans les systèmes allemands et anglo-saxons. Ils ne font pas références à des programmes et permettent la preuve de la conformité par tout moyen de preuve, donc sans référentiels.

Cependant, ceci n'est pas aussi avancé que l'accréditation. Les domaines sont encore limités puisque cela ne concerne, dans les grandes lignes, que les substances dangereuses et autres produits chimiques. La directive du Conseil n° 93/99 du 29 octobre 1993²⁴ fait référence à ces BPL, mais comme appui aux normes régissant l'accréditation, notamment la 45001. Dans l'article 3 paragraphe 1, il est dit que la vérification par sondage de la conformité aux modes opératoires normalisés est assurée *"conformément aux deuxième et septième principes de bonne pratique de laboratoire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), énoncés à la section II de l'annexe 2 de la décision du conseil de l'OCDE du 12 mai 1981 concernant l'acceptation mutuelle des données en matière d'évaluation des produits chimiques"*. On voit que ceci reste inscrit dans un cadre précis. De plus, étant intégré dans l'ensemble formé par l'assurance de la qualité et son évaluation, cela ne représente plus une solution spécifique.

Recommandations

Cette première partie s'est attachée à étudier l'intérêt d'une accréditation en tenant compte de ses apports directs. On peut en dénombrer trois catégories qui sont l'obtention d'une qualité et au-delà d'une conformité des analyses, la reconnaissance de cet état de fait par l'intégration à un système et un suivi marqué par sa rigidité.

On peut se demander si cet ensemble est véritablement indispensable. Il apparaît possible d'arriver au même résultat qualitatif sans aller jusqu'au bout de cette procédure. Cela présente évidemment un avantage financier non négligeable en évitant d'avoir à payer les cotisations pour adhérer au COFRAC. Les référentiels utilisés peuvent être consultés et suivis par toute personne intéressée. Il ne s'agit que de normes, homologuées par l'AFNOR.

Il est donc tout à fait envisageable d'entamer la procédure, en se conformant aux prescriptions, puis de se rétracter au dernier moment. L'IFREMER aurait alors la capacité de se faire accréditer et pourrait s'en prévaloir. L'avantage du système national est d'apporter une reconnaissance en France et dans bon nombre d'autres pays. Mais on peut estimer que ce besoin n'existe pas vraiment pour l'Institut puisqu'il bénéficie déjà d'une certaine institutionnalisation et que son implantation est réalisée tant vis-à-vis de l'Administration que des usagers du milieu marin, sans oublier les instances

²⁴ JOCE du 24 novembre 1993, n° L 290/14

internationales. Quant au suivi, l'IFREMER a la possibilité de faire appel à des moyens externes au COFRAC. La continuité dans la qualité pourra être obtenue, voire attestée de façon non officielle, par des audits. Ceux-ci pourront sans doute être réalisés par des experts du COFRAC à titre personnel.

Dans cette optique, une assurance-qualité peut être pleinement suffisante. Dans les deux cas, cela nécessite de toute façon un engagement comparable de la part de l'établissement, et de sa direction.

Cependant il est dangereux de se tenir à l'écart d'une dynamique comme celle lancée par le COFRAC et le système qui l'entoure. D'une part, il ne s'agit pas d'un environnement statique, l'évolution étant permanente. Quant à son caractère officiel, il présente un atout qui ne peut être totalement égalé. Des audits externes, même s'ils présentent la même qualité, n'auront peut-être pas le même impact.

De plus, une étude juridique ne peut se limiter à ces seuls aspects, bien qu'ils soient déterminants. Quand on procède à une demande d'accréditation et qu'on l'obtient, on se place dans un cadre bien déterminé. Il faut se demander quelle peut être la nature juridique de cette attestation et aborder les conséquences que cela sous-entend. Il y aura ainsi des aspects la rendant souhaitable, comme dans l'optique d'un contentieux, et d'autres faisant entrevoir une imposition.

II. L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE D'UNE ACCREDITATION

Après s'être intéressé aux apports qualitatifs et concurrentiels qui pouvaient être escomptés par l'IFREMER, il est bon d'aborder la valeur juridique de l'accréditation et ses conséquences sur celle des résultats, ainsi que les suites pouvant apparaître. Tout tourne autour de la question relative à l'intérêt juridique de cet engagement. Nous voyons que pour certaines situations, il représente un véritable atout en tant que choix facultatif. Tandis que pour d'autres, s'il ne constitue pas une obligation, la tendance oblique pourtant dans ce sens.

Cela concerne tant la valeur des analyses, elles-mêmes, que celle des décisions les utilisant comme fondement. Ainsi, on peut logiquement s'attendre à ce que cette accréditation donne un poids supplémentaire aux prestations exécutées par l'Institut. L'intérêt est exemplaire dans un environnement contentieux, mais présente des prolongements dans les relations contractuelles organisant l'ensemble.

L'établissement n'est pas que prestataire de service, puisqu'il est partie prenante dans la réglementation, notamment pour ce qui nous intéresse dans l'élaboration des arrêtés préfectoraux pouvant représenter des limitations voire des interdictions vis-à-vis d'activités socioprofessionnelles du milieu littoral marin. Dans cette optique, il est indispensable d'étudier spécialement les conséquences sur la valeur des actes administratifs, notamment ceux destinés à préserver la qualité sanitaire et la protection des consommateurs. On a vu que la rédaction de ces textes s'appuie sur les enseignements tirés des prélèvements et analyses, effectués par les laboratoires côtiers des réseaux de surveillance. Il faut se demander quel peut être l'impact d'une accréditation face à un éventuel recours contre une décision ou l'absence de celle-ci.

De plus, la répartition des responsabilités se trouvant modifiée par de nouveaux intervenants, il conviendra de faire un tour d'horizon pour aborder le cas de chacune des parties face à une action en responsabilité. Cela peut se retourner contre l'IFREMER.(A)

Mais suite à cela, on est toujours à s'interroger pour savoir si une accréditation est réellement bénéfique et donc souhaitable. Or, ceci n'est qu'un des aspects de la situation juridique. En effet, l'avenir peut très bien amener une préoccupation particulière du législateur, ou de l'administration, au sujet de la nécessaire qualité des analyses touchant notamment à l'Environnement et à la Santé publique. Il pourra alors y avoir la tentation d'imposer une accréditation, gage de conformité. Déjà des engagements ont été pris dans ce sens, contenant des exigences concrètes pour certains types de contrôles. Mais ils n'ont pas encore eu pour conséquences de provoquer une quelconque obligation pour l'IFREMER de se faire accréditer. Cependant, cette évolution prend de l'ampleur et il sera intéressant d'en étudier les perspectives. On verra qu'une standardisation se dessine clairement au niveau international, tant au plan du GATT, que du CODEX Alimentarius. ainsi que

communautaire. Des entretiens permettront de mieux cadrer cet environnement législatif, réglementaire et conventionnel.(B)

A) LA CONSEQUENCE SUR LA VALEUR DES DECISIONS

Cette conséquence est double du fait de l'ambivalence de l'Institut. Tout d'abord, il faut s'intéresser aux résultats eux-mêmes, issus des laboratoires côtiers. On est dans la situation où l'IFREMER agit en personne, au profit des organisations professionnelles, par exemple. C'est à cette occasion que l'on pourra voir quelle est la véritable valeur d'une accréditation par rapport à son bénéficiaire, quels avantages peuvent être octroyés dans une confrontation avec un organisme ne pouvant se prévaloir de la même attestation. Il s'agira de la position classique pour un laboratoire accrédité.(1)

Puis, comme les résultats peuvent servir de base à des actes réglementaires, il conviendra d'étudier l'impact que cela représente sur ces derniers. L'interrogation portera sur un éventuel changement de leur poids et les conséquences que cela entraîne vis-à-vis de futures contestations. Dans un second temps, la chaîne de décisions fait qu'il y a une série d'intervenants qui, selon les cas, pourront voir leur responsabilité engagée.(2)

1) Au niveau des résultats accrédités

Quand on se fait accréditer, on recherche non seulement une meilleure qualité mais, en plus, un positionnement par rapport aux autres laboratoires. Pour cela il y a la valeur intrinsèque de l'attestation et ses conséquences, formelles ou informelles.

1-1) la valeur de l'accréditation

Comme cela a été souligné précédemment, l'accréditation est délivrée par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) et il s'agit d'une association à but non lucratif, régie par la loi du 1er juillet 1901. On est, par conséquent, face à une personne morale de droit privé, les instigateurs de ce système ayant voulu tourner le dos au caractère public. Malgré tout, la reconnaissance est bien officielle.

a) une reconnaissance officielle mais non réglementaire

Cette reconnaissance officielle est due, en grande partie à la composition du COFRAC et à son fonctionnement, puisque les accords de reconnaissance ne sont obtenus que grâce à ces deux éléments. Le plus important est, d'une part, la présence d'un commissaire du Gouvernement, disposant

d'un droit de veto et le renvoi aux normes internationales, d'autre part. Ceci vise à donner un caractère indépendant et respectueux de l'intérêt général à ces attestations, tout en restant conforme aux règles de l'art.

On peut cependant logiquement s'interroger sur la nature juridique des décisions rendues par cet organisme. Sont-elles des actes administratifs ou alors à l'inverse ne s'agit-il que de simples relations juridiques issues du consentement de toutes les parties présentes, représentant l'ensemble des personnes concernées par ces prestations?

Pour une appartenance à la première catégorie, il faut dégager la présence d'un service public et d'une prérogative de puissance publique.

Concernant le service public, la jurisprudence administrative a effectivement dégagé cette caractéristique, à la condition, notamment, que les activités soient encadrées par un pouvoir de contrôle de l'Administration. Or, c'est le cas en l'espèce avec la présence de ce droit de veto, appartenant à un commissaire du Gouvernement. On peut citer, comme exemple pour cette règle, l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat, le 20 avril 1956²⁵. De plus, l'intérêt général, indispensable pour cette qualification, est bien présent puisqu'une accréditation vise à l'amélioration des analyses, essais et certifications et que la conséquence est une meilleure protection des consommateurs et la reconnaissance d'une compétence nationale de qualité. Dans le cas de l'IFREMER, cette démarche pourra influencer directement sur sa capacité à intervenir dans la préservation de l'Environnement et de la Santé publique.

Là où la situation recouvre de difficultés, c'est en ce qui concerne la nécessité de relever l'existence d'une prérogative de puissance publique pour disposer de la nature administrative. En effet, a priori, une simple association, du fait de sa personnalité privée, ne peut s'en prévaloir. Cependant, sa situation sort du simple droit commun. Tout d'abord, en raison de sa composition, elle représente la volonté et l'engagement des pouvoirs publics. De plus, l'accréditation est explicitement exigée dans des textes réglementaires, comme condition à des agréments. On peut ainsi citer un arrêté en date du 19 mai 1992, portant agrément de laboratoires pour la délivrance de certificats d'analyse relatifs à des produits alimentaires destinés à l'exportation²⁶, et le décret n° 91-469 du 14 mai 1991, modifiant le décret n° 84-934 du 17 octobre 1984 fixant la liste des organismes scientifiques ou techniques habilités à effectuer les contrôles prévus par l'article 7 de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983²⁷. Par conséquent, du fait du monopole du Comité, ces textes font obligatoirement référence à lui.

En théorie, il y a la possibilité de voir apparaître d'autres structures se destinant à effectuer de tels contrôles. Mais, en pratique, elles ne bénéficieraient pas de la même reconnaissance et des financements du COFRAC. En effet, l'Etat finance ce système national par des subventions subordonnant son existence du fait des coûts très importants. Enfin, toutes les parties, participant au Comité, font sa force et n'ont aucun intérêt à une multitude de références. L'intérêt du COFRAC est en

²⁵ arrêt "Grimanard" Recueil Conseil d'Etat page 168

²⁶ arrêté publié au Journal officiel du 14 août 1992, page 11072

²⁷ décret n° 91-469 publié au Journal Officiel du 17 mai 1991, page 6583

relation avec son caractère unique faisant que chacun est tenu d'y participer. Cela donne donc une nature officielle aux décisions mais ce n'est pas suffisant pour avoir un caractère réglementaire.

On peut cependant noter que dans de tels cas, cette accréditation a des effets juridiques qui la rapprochent d'un acte réglementaire. De plus, il y a le problème posé par son caractère tantôt obligatoire, tantôt facultatif. La jurisprudence n'a pas eu jusqu'à présent à se prononcer sur l'existence ou non de cette prérogative pour le COFRAC. Il nous faut, par conséquent, aller chercher dans des cas voisins.

b) la comparaison avec la prérogative de puissance publique de l'AFNOR

On peut, en effet, s'appuyer, pour notre raisonnement, sur des problèmes similaires vis-à-vis des décisions rendues par l'Association Française de Normalisation (AFNOR). Ce qu'ils apportent sur la distinction représente un intérêt primordial en cas de contentieux, puisque cela détermine la compétence du juge ainsi que le droit en vigueur.

Pour cet organisme, on se trouve face à une situation de monopole, concernant cette activité d'homologation des normes, le simple enregistrement n'étant plus d'actualité. Ceci repose sur le texte réglementaire l'instituant, soit le décret n° 84-74 du 26 janvier 1984²⁸. Or, dans le passé, ces décisions relevaient de l'autorité du Ministre de l'Industrie et, dans tous les autres cas, il s'agit encore d'un pouvoir appartenant aux seules autorités administratives. Mais, pour le COFRAC, s'il y a monopole, celui-ci n'est qu'un élément de fait. Aucun texte ne régit ce système d'accréditation, contrairement à celui de la normalisation, hormis son statut, lequel n'a pas de support réglementaire. Mais, on a vu qu'une accréditation pouvait être exigée et que cela renvoyait au monopole du COFRAC.

L'évolution jurisprudentielle a permis de faire reconnaître spécifiquement la prérogative de puissance publique au bénéfice de l'AFNOR. Elle dispose de celle-ci en raison de son pouvoir d'homologation des normes. Cette constatation a été faite par référence à la nature de principe de cette activité. Il s'agit d'un acte administratif, comme nous l'avons vu, dans le paragraphe ci-dessus, adopté par l'intermédiaire de son directeur.

La jurisprudence administrative a clarifié cette situation, notamment à l'occasion de deux arrêts du Conseil d'Etat, rendus les 14 octobre 1991 et 17 février 1992²⁹. Elle y reconnaît la qualité d'acte administratif pour ces homologations de l'AFNOR, et donc l'existence de cette prérogative, puisqu'elle est un des éléments de définition. Ceci se base sur la rédaction de l'article 11 du décret de 1984, précité, relatif à l'AFNOR. Il est dit, dans ces arrêts, que ces décisions d'homologation ne représentent pas seulement l'aspect d'une recommandation entre partenaires économiques, scientifiques, techniques et sociologiques, mais une décision à caractère réglementaire, en raison des effets qui y sont attachés. Le fait qu'elles ne soient pas toutes obligatoires n'a donc pas été considéré comme étant un élément empêchant l'attribution de cette nature administrative. Les conclusions de

²⁸ voir note n° 20

²⁹ arrêt "Section régionale "Normandie-Mer du Nord" du comité interprofessionnel de conchyliculture" et "Société Textron" JCP 1992, éd G, II, 22961, obs Mr Icard

l'arrêt du 17 février 1992 montrent que le juge administratif est compétent en raison de cette relation avec le décret de 1984³⁰.

L'analyse de Philippe Icard, concernant les deux arrêts précités, relève que pour l'AFNOR, on se retrouve avec une délégation de compétence, effectuée par décret du Ministre de l'Industrie au profit du directeur de cet organisme. Le décret en question est celui du 26 janvier 1984, précité. Cette forme de délégation de pouvoir, dans son principe, a été admise par le Conseil d'Etat, dans un arrêt de principe du 28 février 1951³¹.

Cependant, l'absence de texte réglementaire, au profit du COFRAC, ne permet pas de faire de réel rapprochement. Il n'est pas question d'un pouvoir d'homologation similaire et d'une antériorité administrative. Pourtant, il semble que l'on se trouve devant une autre délégation. On peut se baser sur le fait que l'accréditation est nécessaire pour l'agrément des organismes certificateurs par le ministre compétent, (c'est-à-dire l'Industrie, l'Agriculture...) et que cette même exigence se retrouve dans l'arrêté du 19 mai 1992 et le décret du 14 mai 1991³², pour celui de certains laboratoires et envers certaines analyses, précités. Dans ces cas, l'accréditation se voit explicitement reconnaître une valeur réglementaire, par association. En clair, ces textes rajoutent des effets juridiques propres à cette attestation, en sus de ceux de la normalisation. Quand on réclame une accréditation, on ne se limite pas à vouloir le seul respect des normes. On souhaite l'apport supplémentaire d'un système national d'attestation, autonome et spécifique, qui tient aussi compte de la façon dont se réalise leur application et organise leur reconnaissance. Mais, ceci ne concerne pas l'IFREMER qui ne se trouve dans aucune de ces situations.

Pour ce qui est des laboratoires d'analyses ayant la même activité que ceux de l'Institut, l'accréditation a pour seul effet, en principe, de lui permettre de bénéficier de la reconnaissance de la qualité et de la conformité de certaines analyses, tout cela en rapport avec des référentiels et sans englober l'échantillonnage. Cela est dû à l'absence d'un texte réglementaire général la régissant, ou plus précis et visant à une utilisation spécifique à ce domaine. Les seuls textes pouvant y faire actuellement référence sont contractuels. Clients ou partenaires peuvent, s'ils le souhaitent exiger cette attestation comme condition *sine qua non* de leur acceptation. Ceci ne s'est pas encore manifesté à l'égard de l'IFREMER.

Il semble donc, à première vue, que cette attestation, contrairement à une norme, pour le domaine précis qui nous intéresse, ne provoque pas d'effets juridiques propres pouvant entraîner la même qualification juridique. Il ne s'agit que de la simple application de ces actes administratifs, sans aucune finalisation réglementaire. Des effets sont bien présents, mais ce sont, par conséquent, ceux des normes, puisque rien ne vient se rajouter. La possibilité de se faire accréditer existant déjà, une éventuelle mention ne pourra être désormais qu'impérative, sauf à instituer une nouvelle structure par

³⁰ conclusions de Mr Scanvic

³¹ "Société Commentry, Fauchambault et Decazeville" Dalloz 1952, page 456

³² voir notes 26 et 27

un décret comme pour l'AFNOR. D'ailleurs, on peut se demander si à terme, du fait de leur interpénétration, ces deux organismes ne seront pas amenés à fusionner.

Ainsi, l'IFREMER est en dehors de toute véritable réglementation au sujet de cette procédure. Tout d'abord, pour l'arrêté de 1992 et le décret n° 91-469 de 1991³³, nous sommes face à un agrément qui est sélectif. Pour le premier, c'est au niveau de l'objet, lequel ne concerne pas l'IFREMER. Quant au décret précité, il place, dans sa liste d'organismes scientifiques et techniques, au même niveau, des laboratoires devant être accrédités et l'IFREMER. Cela sous-entend donc que ce besoin ne lui est pas applicable, concernant le contrôle des fraudes.

Par conséquent, il semble que nous ne sommes pas encore sur le point de voir l'Institut dans l'obligation, au niveau national, de faire accréditer ses laboratoires côtiers. Cela permet de dire que, dans ce cas, son éventuelle accréditation n'aura aucun caractère administratif puisqu'il s'agira d'une décision purement volontaire de la part de l'Institut, en rapport avec des préoccupations qui lui sont propres. Les effets de cette démarche n'auront aucune relation avec ceux d'un acte réglementaire. Ils ne pourront être que factuels ou contractuels, ce qui n'empêche pas des conséquences bénéfiques dans une situation contentieuse. Mais, cela peut changer à la faveur d'une évolution de l'administration, notamment en tenant compte des changements opérés à l'échelle internationale, comme nous le verrons plus loin, puisqu'il est fait de plus en plus souvent référence à une évaluation s'appuyant sur des normes et les systèmes les employant.

c). la référence omniprésente aux normes

D'un autre côté, même s'il ne s'agit pas d'un acte administratif, une accréditation se fonde et respecte les normes EN/NF 45000 et suivantes. Non seulement, elles permettent une reconnaissance dans tout leur champ d'application, mais, en plus, agir en les respectant revient à agir en respectant une décision réglementaire. En conséquence, la valeur factuelle de cette attestation s'imbrique avec la valeur juridique de ces normes puisque la première est l'application des secondes et qu'à l'inverse, celles-ci constituent son fondement juridique.

Le Comité dispose d'assez peu d'autonomie dans sa gestion des accréditations et de la surveillance, allant de pair, puisque chaque détail renvoie à la disposition de l'une de ces normes. Cela concerne aussi bien la procédure employée, que le COFRAC lui-même. Cependant, le système normatif n'est pas une science exacte. Son application nécessite une certaine interprétation qui peut être à l'origine de divergences ou même d'erreurs. Il n'y a donc aucune présomption irréfutable de conformité.

Pour revenir aux décisions qui y sont prises, on n'est plus alors dans le domaine de la nature juridique pour aborder celui du fondement. L'accréditation, acte privé, sera fondée sur des normes, actes administratifs. Cependant, dans les deux cas, la faillibilité est présente, en plus de celle de l'échantillonnage. Cela aura, malgré tout, une incidence sur la valeur de cette démarche, en ce qui

³³ voir notes 26 et 27

concerne la validité des résultats obtenus sous son contrôle, face à un éventuel recours. En effet, si l'IFREMER voit sa responsabilité engagée et retenue en raison de ses analyses et mesures, alors que celles-ci auront été accréditées, il se retrouvera toujours avec la possibilité d'une action récursoire. Il y aura, en principe, la preuve du respect des normes au cours du fonctionnement des laboratoires.

1-2) les conséquences pour l'IFREMER

A partir de là, nous nous situons dans l'hypothèse d'une demande d'accréditation réalisée et obtenue par l'IFREMER. Les conséquences d'une accréditation sont diverses et se situent sur plusieurs plans, allant de la relation contractuelle à la procédure contentieuse en passant par la confrontation de résultats avec d'autres laboratoires.

a) concernant le recours à la sous-traitance

La sous-traitance de marché est régie par la loi n° 75-1134 du 31 décembre 1975³⁴. Elle réunit trois parties avec le maître d'oeuvre, qui est le client final, le donneur d'ordres et le sous-traitant. Ce type de convention est qualifié de contrat d'entreprise. En fait elle en regroupe deux, concernant respectivement les deux premiers et les deux derniers. Ils sont imbriqués l'un à l'autre, sauf l'hypothèse d'une sous-traitance industrielle. La jurisprudence a étendu le bénéfice de cette loi aux prestations intellectuelles, comme celles d'ingénieur-conseil. Ceci a été dégagé par un arrêt de la troisième chambre civile de la Cour de cassation, rendu le 28 février 1984³⁵. Il se pose le problème, dans un premier temps, de l'agrément du sous-traitant devant être donné, au sens de la loi, par le maître d'oeuvre. Si l'IFREMER se présente comme un organisme accrédité, il y a peu de chances que ses clients acceptent de voir sous-traiter des parties des prestations par des laboratoires ne présentant pas les mêmes garanties. Par conséquent, cet obstacle risque de se révéler déterminant.

Les conséquences peuvent ainsi porter sur l'organisation contractuelle, avec ce qui concerne les problèmes de prise en compte d'une éventuelle sous-traitance, intégrée dans le processus de surveillance. En effet, il se peut très bien que certaines opérations soient sous-traitées, avec l'IFREMER comme donneur d'ordres, à d'autres laboratoires, par exemple. Mais quelles que soient les actions concernées, le principe reste le même. Comme ce qui est effectué entre dans la sphère d'influence des analyses et mesures, servant de support à la surveillance, ce doit être intégré dans la démarche visant à l'accréditation.

On a vu que le COFRAC ne visait pas les entités, mais des analyses, définies et référencées. Par conséquent, tous les intervenants, à ces dernières, doivent être compris dans cette démarche. Cela est logique, car une étude, visant à réaliser un contrôle, ne prenant pas en compte un processus du début à la fin, ne peut maîtriser tous les paramètres. Il sera donc nécessaire, si le choix de se faire

³⁴ publiée au Journal Officiel du 3 janvier 1976

³⁵ Bulletin civil III, n° 5; D 1984, IR, page 257

accréditer est retenu, de faire mentionner dans toute convention-cadre qu'une accréditation ou une assurance qualité, répondant aux critères avancés par le COFRAC est exigée pour les sous-traitants.

Enfin, la lecture de l'arrêté du 19 mai 1992³⁶, précité, nous apprend, dans le second alinéa de son article 5, que les analyses sous-traitées ne peuvent excéder le tiers du total des analyses exigées. Cet exemple sera peut-être appelé à se généraliser dans les prochaines réglementations.

b) concernant une éventuelle confrontation avec un laboratoire non accrédité

Les conséquences peuvent aussi être en rapport avec une confrontation entre d'autres méthodes ou d'autres résultats venant d'un laboratoire ne relevant pas de l'autorité de l'IFREMER. Cela peut se produire dans une phase pré contractuelle et concurrentielle, ou dans une phase contentieuse sous la forme d'une contre-expertise.

Dans de tels cas, il se peut très bien que les analyses ou les méthodes se trouvent donc à être comparées. Si les deux organismes sont accrédités par le COFRAC, les résultats devraient être similaires, à moins que des critères n'aient pas été respectés par l'une des parties. En effet, ceux-ci garantissent une homogénéité et une comparabilité. Il faudra donc démontrer que de son côté, les prescriptions ont été scrupuleusement et surtout justement interprétées. Cependant, chacun sera alors plus ou moins sur un pied d'égalité. Tout cela bien sûr dans l'hypothèse d'un échantillonnage identique.

On est ici sur le plan d'une confrontation scientifique. Il y a aussi celui de la compétition commerciale. Une structure privée sera plus tentée d'utiliser les méthodes d'analyses rapides, validées, présentant une meilleure compétitivité, alors qu'un organisme comme l'IFREMER se doit peut-être d'aller plus loin nécessitant des analyses plus lourdes et coûteuses.

Le réel avantage se réalise quand un laboratoire accrédité se trouve confronté avec un laboratoire non accrédité. Une accréditation est considérée comme étant l'état actuel des règles de l'art, attesté par un organisme collégial national, caractérisé par son impartialité et sa compétence technique et scientifique. Ceci est garanti par le respect des normes régissant les organismes accréditeurs (EN 45002 et 45003).

Dans le cas de l'accréditation, l'assurance-qualité devient une fin en soi puisque le référentiel est principalement une des normes la codifiant.

La Commission de sécurité des consommateurs, régie et officialisée par l'article 224-1 du Code de la consommation³⁷ s'est prononcée sur cette confrontation. Sa composition a été voulue collégiale, regroupant les différentes parties³⁸. Selon l'article L 224-2 du Code, ses fonctions sont d'émettre des avis et de proposer toute mesure de nature à améliorer la prévention des risques en matière de sécurité des produits ou des services. Elle n'a pas de pouvoir proprement dit, mais elle dispose d'une place de référence.

³⁶ voir note n° 26

³⁷ Code de la consommation, partie législative : loi n° 93-949 du 26 juillet 1993 (Journal Officiel du 27 juillet)

³⁸ Décret 84-270 du 11 avril 1984, modifié par le décret 89-445 du 3 juillet 1989 (Journal Officiel du 4 juillet)

Ainsi, si deux laboratoires se réfèrent aux mêmes normes, elle a estimé que des divergences entre les résultats des essais effectués par différents laboratoires, peuvent être imputés à des discordances d'interprétation de la norme concernée. Dans cette hypothèse, l'intérêt d'une accréditation par le COFRAC est évident. Le laboratoire en bénéficiant peut se prévaloir du contrôle d'un organisme tiers, reconnu en raison de sa composition, de son fonctionnement. Ceci assure sa représentativité et sa compétence, officiellement et vis-à-vis de toutes les parties possibles à ces prestations par l'intermédiaire de leurs organisations représentatives. De plus, nous avons vu que son action concernait l'assurance d'une bonne application des référentiels. Il y a donc une forte présomption pour que toute personne devant faire un choix concernant la validité des deux séries de résultats prenne en compte cette reconnaissance tant des partenaires privés que publics.

Il restera pourtant la possibilité, en théorie de faire apporter la preuve de l'insuffisance de ce système. Notamment, une imperfection est toujours possible, même chez un organisme accrédité. Mais, on a vu que si les contrôles sont espacés, il n'en reste pas moins que la surveillance et le suivi se doivent d'être les plus rigoureux possibles, même s'ils sont faits par l'établissement. Tout le dispositif est conçu pour permettre d'atteindre la qualité visée. Par conséquent, à la condition que l'engagement soit réel, le fait que les audits soient espacés dans le temps, n'est en rien un élément pouvant mettre en doute la conformité des analyses par rapport aux référentiels.

c) concernant l'engagement de sa responsabilité

Tout ceci ne fait que se confirmer quand on aborde les possibilités vis-à-vis d'une situation contentieuse. Nous sommes dans l'hypothèse où la responsabilité de l'IFREMER est engagée pour un litige survenu au cours de ses prestations. Ceci peut se faire tant sur le plan judiciaire qu'administratif, du fait de la grande diversité des missions et des partenaires. Cependant, nous nous limiterons ici au premier domaine, l'autre étant étudié par rapport à un éventuel recours contre un acte administratif.

En tant qu'établissement industriel et commercial, l'Institut peut relever des tribunaux judiciaires. Cette compétence a été affirmée par le Tribunal des Conflits, en ce qui concerne les actions relatives aux contrats conclus avec les usagers d'un service public industriel et commercial, quelque soit la forme sous laquelle ce dernier se présente, même s'ils sont passés pour l'exécution de ce service et s'ils comprennent des clauses exorbitantes de droit commun³⁹. Ainsi, même dans le cas d'une convention entre deux personnes publiques, un contrat peut être de droit privé. Le Tribunal des Conflits, dans un arrêt du 21 mars 1983 "UAP" a estimé, plus généralement dans ce domaine, que le caractère administratif d'un tel contrat n'était qu'une présomption simple et dépendait de l'examen de son objet. Entre une personne publique et une personne privée, leurs relations contractuelles sont régies par le droit administratif en la présence d'une clause "*exorbitante de droit commun*", notamment pour l'exécution du service public. Cette clause suffit à elle seule. La solution de principe a été dégagée très tôt par le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 21 juillet 1912 "Société des Granits

³⁹ Tribunal des Conflits 17 décembre 1962, "Dame Bertrand", Recueil page 831, conclusion Chardeau

porphyroïdes des Vosges". Il s'agit d'une disposition donnant des droits ou des obligations que l'on ne peut trouver dans le domaine privé. A côté, ce qui importe avec les établissements publics, concernant l'engagement de leur responsabilité, c'est le caractère de leur gestion. Si celle-ci est privée, alors ils se situent au même rang que les particuliers et dépendent donc des juridictions judiciaires.

En raison de ses fonctions, l'IFREMER est souvent conduit à exécuter des prestations relevant des juridictions judiciaires, même dans le cadre de certaines actions dites de service public. Or, il est clair que si dans le passé des organismes comme l'Institut bénéficiait d'une image de référence, même devant les tribunaux, ce n'est plus le cas. La possibilité de sa faillibilité est désormais admise.

Il convient tout d'abord de s'interroger sur la nature des obligations de l'IFREMER, en ce qui concerne les prestations de ses laboratoires. En effet, les conséquences sont, bien entendu, différentes selon qu'il s'agit d'une obligation de moyens ou de résultat, au sens de la jurisprudence tirée de l'interprétation de l'article 1147 du Code civil. Une telle qualification relève, dans un premier temps, de la volonté des parties, à la condition que cela ne soit pas contraire à l'ordre public de protection. On peut se baser pour cela sur l'article 1134 du Code civil. Cependant, il est très rare que les parties prévoient ces dispositions dans une de leurs clauses. C'est pourquoi il est intéressant de voir ce qui les différencie.

Du fait de la sensibilité des mesures, de leur technicité et de leur caractère quelque peu aléatoire, il semble que l'on ne peut retenir que la première solution. En effet, la présence ou non d'un aléa constitue le principal critère pour une distinction entre les deux qualifications. En son absence, il y a obligation de résultats. Dans cette situation, le débiteur a une maîtrise globale des choses, événements et personnes intervenant dans l'exécution du contrat⁴⁰. Il faut se demander si ces prestations sont techniquement réalisables dans de bonnes conditions. Dans l'affirmative, un défaut de bonne exécution a de fortes chances de venir d'une négligence du prestataire. De ce fait, c'est à lui de prouver que cela est dû à une cause étrangère, pour pouvoir échapper à sa responsabilité.

Par contre, l'obligation de moyens doit être demandée quand le succès de l'opération est incertain. On peut procéder à une interprétation extensive avec l'obligation de moyens du médecin, reconnue par la Chambre civile de la Cour de cassation, dans un arrêt du 20 mai 1936⁴¹. Elle a, à cette occasion, réalisé la prise de position de principe de cette distinction jurisprudentielle, laquelle a notamment été reprise par la 1^{ère} Chambre civile, le 28 juin 1989⁴². Il faut cependant apporter une limitation en excluant les analyses médicales. Mais, d'autres exemples jurisprudentiels se rapprochent du cas d'espèce. Ce type d'obligation est requis pour une agence de renseignements, quant à l'exactitude de ceux-ci, selon un arrêt de la Chambre commerciale de la Cour de cassation du 24 novembre 1984⁴³. Il en est de même vis-à-vis d'une obligation d'information ou de conseil, en ce qui

⁴⁰ Ph. Malaurie et L. Aynès, *Les obligations*, Cujas, 5^{ème} édition 1994, n° 823

A. Sériaux, *Droit des obligations*, PUF 1992, n° 44

⁴¹ DP 1936, I, page 88

⁴² Bulletin civil I, n°266, page 177

D. 1990, page 413

⁴³ RTD civ. 1984, page 517, observation J. Huet

concerne leur pertinence, suite à un arrêt de la 1^{ère} Chambre civile en date du 23 avril 1985⁴⁴ ou à un autre de la Chambre commerciale du 14 mars 1989⁴⁵.

En effet, les difficultés rencontrées pour arriver à une harmonisation des résultats d'analyses entre chaque laboratoire montrent bien que ces prestations présentent un grand nombre d'aléas quant à la précision à atteindre. De plus, le milieu marin est mouvant et ne peut encore permettre une science exacte. Bien entendu, l'IFREMER réalise des analyses courantes mais à côté, le domaine concerné peut être moins connu. On peut citer l'exemple de certaines micro-algues qui ont un fonctionnement complexe encore mal maîtrisé. Par conséquent, des recherches sont encore nécessaires. Tout cela montre que ces analyses ne sont pas des prestations sans aléas. Enfin, leur utilisation par l'Institut s'apparente tout à fait à des renseignements ou conseils.

Par conséquent, le fait de relever de cette obligation de moyens permet de ne voir sa responsabilité retenue, au sens de l'article 1147, précité, qu'à la condition que l'autre partie arrive à démontrer qu'il y a eu un manque de diligence et de prudence, lesquelles sont obligatoires. A cette condition, l'IFREMER ne pourra se permettre d'évoquer la survenance d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée.

On voit alors tout l'intérêt que peut représenter une accréditation dans cette situation. Comme cela a été dit précédemment, celle-ci atteste que tout ce qui pouvait être réalisé pour garantir la qualité et la conformité des résultats, selon l'état actuel des règles de l'art, a été effectué. On peut par conséquent se demander si cela ne retire pas la possibilité de retenir la responsabilité de l'IFREMER, bien que l'on puisse toujours passer au travers d'un tel contrôle et donc commettre une faute qui pourra être relevée par la partie adverse.

La jurisprudence n'a pas admis le caractère exonératoire d'une certification, du respect d'une normalisation, ou d'une accréditation par extension, mais elle a au moins intégré cette dernière notion. Ainsi, dans un régime de responsabilité, quelle que soit la nature de l'obligation, la faute doit être sanctionnée. Dans cette optique, le respect des règlements, des autorisations administratives ou des usages ne suffit pas à établir une cause exonératrice de responsabilité.

Ce principe a été dégagé par la Chambre civile de la Cour de cassation, dans un arrêt en date du 19 octobre 1977⁴⁶. Cela a été repris dans une décision de la Chambre commerciale du 30 mars 1978⁴⁷. Il y a malgré tout, dans l'hypothèse d'une telle action à l'encontre de l'IFREMER, la difficulté que constitue la charge de la preuve incombant au demandeur. En effet, dans le cadre de l'obligation de moyens, à la différence de celle de résultat, c'est au demandeur de prouver la présence d'une faute. Du fait des précautions qui sont censées avoir été prises et de la reconnaissance officielle en découlant, on peut logiquement penser que l'on est face à une forte limitation dans la pratique.

⁴⁴ D 1985, page 558, note S. Dion

RTD civ. 1986, page 340, observation J. Mestre

⁴⁵ Bulletin civil IV, n° 89

⁴⁶ D. 1978, IR, page 263

⁴⁷ Gazette du Palais 1978, 2, sommaire, page 293

Dans le prolongement de ceci, le respect des normes et donc l'accréditation, par un professionnel, permet lors d'un procès civil ou pénal de se trouver avec une présomption qui est très favorable, bien que restant simple. Le juge ne manquera pas de remarquer ce respect, lequel jouera également un rôle sans doute déterminant à l'égard des conclusions d'un éventuel expert à l'instance. Il y a de fortes chances, en l'absence de comportements fautifs, de ne pas voir retenir sa responsabilité, puisque celle-ci n'est pas de plein droit. On peut se rapporter à un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation rendu le 16 mai 1975⁴⁸, concernant des normes obligatoires, et sur un arrêt de la 1ère Chambre civile du 15 décembre 1965⁴⁹. Bien que ces décisions ne portent pas sur des analyses de laboratoires, leur solution doit être applicable en l'espèce.

Ceci est de plus renforcé par le fait que les caractères d'une accréditation et ceux qualifiant une expertise ont de fortes similitudes. Cette dernière est marquée par une nécessaire impartialité de la part des experts et le caractère contradictoire de la procédure suivie. Or, on a clairement appris que ces éléments se trouvaient présents au sein du COFRAC et de son fonctionnement. On peut même supposer, concernant la tenue des listes d'experts, que le Tribunal saisi pourra y trouver un des membres du Comité chargé de réaliser les audits de contrôle, par exemple, du fait de la reconnaissance officielle. Cependant, ces experts interviennent à titre personnel et leur impartialité devraient leur interdire d'opérer au sujet d'un organisme concerné par une accréditation.

Les mesures d'instruction exécutées par un technicien sont de trois sortes. Deux doivent être écartées. Tout d'abord, la constatation, car on demande juste une présentation fidèle et objective de la technicité du litige. Elle relève des articles 249 à 255 du Nouveau Code de procédure civile. Le problème ne doit donc pas être trop complexe, ce qui n'est pas le cas ici. Quant à la seconde, il s'agit de la consultation. Elle est régie par l'article 256 du Nouveau Code de procédure civile. Cette fois, on demande un avis au technicien, mais sans qu'il y ait une complexité comparable à celle de l'expertise. Or, les analyses effectuées par les laboratoires côtiers ont un fort caractère scientifique et technique. Par conséquent, l'expertise semble devoir s'imposer.

Elle-même a trois origines possibles. Une personne peut la demander avant ou en vue d'un litige. Elle est alors officieuse. Elle devient amiable quand elle résulte d'un accord. Enfin, on la qualifie de judiciaire si elle est ordonnée par le juge. C'est cette dernière qui a une véritable valeur puisque le juge peut la requérir quand il n'est pas satisfait par la présence éventuelle des deux autres. On peut citer un arrêt de la 1ère Chambre civile de la Cour de cassation, du 19 juin 1985⁵⁰. Cette expertise est facultative et le juge n'a pas à motiver son refus. La troisième Chambre civile en a décidé ainsi dans un arrêt datant du 18 février 1976⁵¹. Il suffit qu'il déclare la demande comme ne reposant sur aucun élément sérieux, selon la jurisprudence de la Chambre commerciale, avec un arrêt du 11

⁴⁸ Juris Sociale, n° 352, page 240

⁴⁹ Bulletin civil III, page 715

⁵⁰ Bulletin civil I, n° 201

JCP 1985, éd G, IV, 302

⁵¹ JCP 1976, éd G, IV, 123

décembre 1979⁵², de la Chambre mixte, par une décision du 6 juillet 1984⁵³, et reprise par les Chambres civiles⁵⁴. A noter que pour la juridiction administrative, un arrêt du Conseil d'Etat a rappelé, le 6 mai 1970, "Demoiselle Aymes", que des mesures d'instruction ou de vérification ne sont admissibles que si elles sont utiles. Comme on l'a vu précédemment, quand le doute porte sur l'interprétation des normes, il est fort probable que la vision des experts du COFRAC puisse prévaloir comme élément tranchant la question de façon certaine et préalable.

Il y a cependant des voies de recours, contre cette expertise et contre la décision refusant ou ordonnant une expertise. Pour la seconde, il ne peut en être question en l'espèce du fait du caractère scientifique et technique difficilement assimilable par un juge. Par contre, l'expertise elle-même peut tout à fait se trouver contestée. Au terme de l'article 246 du Nouveau Code de procédure civile, le juge n'est pas lié par les conclusions. Selon un arrêt de la seconde Chambre civile de la Cour de cassation, du 14 décembre 1983⁵⁵, il peut ne prendre que les éléments pouvant servir à établir sa conviction. Ses appréciations sont souveraines. Quant aux parties, elles peuvent combattre cet avis par tous les moyens de preuve, ne s'agissant pas d'un acte authentique, sauf en ce qui concerne le déroulement des seules opérations d'expertise, par le jeu de l'article 246 précité.

Du fait de cette contestation, le juge devra alors, s'il veut homologuer les conclusions, réfuter celle ci et motiver sa décision. Si l'homologation concerne toutes les conclusions, ces dernières vaudront motifs du jugement. Au cas où seules certaines sont retenues, là encore, le juge devra motiver son choix.

Cependant, comme la jurisprudence se refuse de considérer le respect de normes comme étant une cause exonératoire, et que nous venons de voir que l'accréditation doit, en tout état de cause, garantir la qualité de ce respect, si une responsabilité est engagée, ce ne peut être qu'à l'encontre des normes elles-mêmes. Mais, dans ce cas, nous ne sommes plus dans le cadre de la responsabilité de l'IFREMER, mais de celle des organismes normalisateur et accréditeur, et même de celle de l'Etat, à condition que la norme en question s'y prête. Par conséquent, l'établissement voyant sa responsabilité engagée aura toujours la possibilité de se retourner par une action récursoire contre le COFRAC pour des méthodes et techniques devenues inadaptées ou viciées. Ceci sera étudié au cours du point suivant, concernant un éventuel recours contre une décision administrative, se basant sur les analyses et mesures de l'Institut. L'action pourra alors concerner aussi bien l'IFREMER, l'Administration, le COFRAC, que l'AFNOR, puisqu'il s'agit d'une véritable imbrication de prestations.

C'est ici que la non prise en compte de l'échantillonnage et du transport au laboratoire amène des difficultés. Une analyse peut, dans ce cas, avoir été réalisée selon toutes les règles de l'art et

⁵² Bulletin civil IV, n° 334

⁵³ JCP 1985, éd G, II, 20338

⁵⁴ par exemple, Civ I, 9 juillet 1985: Bulletin civil I n° 216

Gazette du Palais 1986, 1, pan. juri. 1986, observation S. Guinchard et T. Moussa

⁵⁵ Bulletin civil II, n° 202

être conforme en tout point aux principes de l'accréditation, tout en pouvant se révéler inutilisable parce que non représentative. Ce sera sans nul doute l'un des principaux arguments de la partie adverse. Pour y palier, la seule solution est de procéder à une assurance de la qualité pour ces prélèvements. Mais, le problème est qu'aucune norme ne concerne réellement ce point. La seule pouvant être rapprochée est l'EN 45004, relative aux mesures d'inspection. Mais, ses prescriptions restent très générales. Donc, en l'état actuel de l'assurance de la qualité, rien de vraiment solide ne peut être effectué dans l'optique d'une reconnaissance de la représentativité.

2) Au niveau des décisions administratives s'appuyant sur ces résultats

Les résultats dégagés par les laboratoires servant de support aux réseaux de surveillance permettent à l'Administration de prendre des mesures de police administrative par l'intermédiaire des préfets départementaux via les directions départementales des affaires maritimes. La justesse de ceux-ci est donc indispensable pour une bonne gestion du milieu marin et des activités concernées. Par conséquent, la démarche visant à faire accréditer ces laboratoires côtiers ne peut qu'influer d'abord sur la valeur de la décision administrative, puis peser dans un éventuel recours.

2-1) les conséquences quant à la valeur de la décision

Quand on parle de la valeur d'un acte réglementaire, on pense à sa nature juridique et à son fondement. Or, l'accréditation n'a pas le même impact sur les deux. Nous nous situons dans le cadre des actes réglementaires intervenant dans la gestion du milieu littoral et pouvant limiter certaines activités dans une préoccupation de protection de l'Environnement ou de la Santé publique. Cela peut donc toucher directement les ressources halieutiques et aquacoles.

a) les actes de police de l'Administration

Plusieurs textes régissent ces pouvoirs de l'Administration et ce à différents niveaux, que ce soit dans l'ordonnancement juridique national ou dans les relations de celui-ci avec le Droit communautaire.

Ainsi, la Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, précitée, dite "*Loi sur l'Eau*", prévoit dans ses articles 8 et 9 un tel pouvoir réglementaire⁵⁶.

Le premier dispose que "*les règles générales de préservation de la qualité (...) des eaux de mer, dans la limite des eaux territoriales, sont déterminées par décret en Conseil d'Etat*". Elles fixent en particulier, "*les normes de qualité et les mesures nécessaires à sa restauration ou sa préservation*".

De son côté, l'article 9 complète le précédant, en disposant que "*des prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire sont fixées par décret en Conseil d'Etat*". Sont

⁵⁶ voir note n°11

déterminées les conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut "*prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau...*" On est face à une compétence discrétionnaire.

De même, l'article L 214-1 du Code de la Consommation prévoit cette procédure en matière de protection des consommateurs.

Mais le plus significatif, dans le cadre de cette étude, est le décret n° 94-340 du 28 avril 1994⁵⁷, relatif aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants. Il a été rédigé en application de la directive 91/492/CEE du 15 juillet 1991⁵⁸, fixant les règles sanitaires dans ce domaine. Les pouvoirs de l'Administration et du préfet y sont clairement définis, ainsi que ceux de la Direction départementale des affaires maritimes (DDAM) et de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS).

Ainsi, l'article 4 dispose du classement des zones de production, lequel est prononcé par arrêté du préfet de Département, sur proposition du directeur départemental des affaires maritimes, après avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales. Ces mêmes personnes se retrouvent, avec la même fonction, en cas de survenance d'une contamination momentanée d'une zone, pour décider des limitations et suspensions, selon l'article suivant. Enfin, la première direction est également requise pour contrôler les zones de reparcage et pour transmettre au même préfet, les insuffisances sanitaires, comme le prévoit l'article 15.

Or, selon le décret de 1984, régissant l'IFREMER, on a vu que celui-ci avait une fonction d'appui permanent à l'Administration, et donc à ces différents décideurs. Son avis est, par conséquent, constamment demandé à ces occasions, portant sur une appréciation du milieu littoral. Cela confirme qu'une accréditation des laboratoires, à la base de tout, affectera obligatoirement l'ensemble de l'édifice.

b) la décision elle-même

Le poids d'un acte réglementaire peut évoluer selon deux axes. Il y a sa nature juridique et son fondement.

Dans le premier cas, un arrêté préfectoral reste avec une valeur identique, quels que soient les avis et propositions, sur lesquels il se base. Cette nature ne peut évoluer que par rapport à la personne prenant cette réglementation. D'ailleurs, l'intérêt de cette distinction se situe essentiellement au niveau d'une éventuelle abrogation.

Par contre, son fondement s'en trouve obligatoirement changé. Ce genre d'arrêtés se base sur des éléments de fait, entraînant le pouvoir de police. Par conséquent, la validité de cet état est un point fondamental pour le poids et l'efficacité de cette décision. Mais, dans ce cas, on se place dans une perspective contentieuse ou pré contentieuse, en prévision d'un éventuel recours contre cet acte réglementaire. On peut d'ailleurs dire qu'une accréditation pourrait avoir la faculté de prévenir ces

⁵⁷ voir note n°12

⁵⁸ JOCE du 24 septembre 1991, n° L 268/1

litiges en raison de ses caractéristiques. Les mesures et analyses devenant justifiables, au titre d'une procédure de contrôle reconnue, cette réglementation sera sans doute plus facilement admise par les personnes concernées. Dans le cas contraire, on entre dans le contentieux administratif.

Mais là encore, on retombe sur le problème de la représentativité des échantillons dans un domaine qui se caractérise par sa mouvance. Cependant, les textes réglementaires prévoient parfois eux-mêmes ces règles d'échantillonnages, sur des recommandations d'un organisme comme l'IFREMER. De plus, la fréquence des prélèvements peut varier selon la gravité de la situation. Pourtant, rien de tout cela ne garantit une représentativité comme le ferait une assurance de la qualité appropriée.

2-2) l'existence possible de différents recours

Tout arrêté préfectoral, entrant dans la catégorie vue plus haut, en tant qu'acte réglementaire ouvre droit à un recours devant les juridictions administratives. A ce stade, il y a la possibilité d'attaquer la validité de l'acte lui-même puis de demander réparation, en engageant la responsabilité de l'Administration.

a) la validité de l'acte administratif

Cette validité peut être remise en question par une éventuelle faute ou une insuffisance. Cela peut avoir deux origines. Il a pu y avoir des analyses mal exécutées, induisant l'Administration dans l'erreur, ou alors une mauvaise utilisation ou interprétation des résultats, de la part de cette dernière. Il est alors question de la différence entre les motifs et le contenu d'une décision. Mais, il se peut aussi que ce soit les normes utilisées par l'IFREMER et le COFRAC, elles-mêmes, qui soient inadaptées ou viciées.

Il se pose dans ce cas le problème de la nature du recours contre un acte réglementaire (les autres parties, pouvant être attaquées, seront vues au moment de l'étude du recours en responsabilité). Le plaignant sera une personne lésée, injustement selon ses prétentions, du fait d'une décision de limitation ou de fermeture de zone, par exemple. Nous traiterons du recours pour excès de pouvoir, lequel est significatif des difficultés que peuvent rencontrer les juges dans de tels cas.

Deux possibilités s'offrent avec le recours pour excès de pouvoir. La distinction repose sur la nature du contrôle. Celui-ci peut être qualifié de normal ou de restreint, en rapport avec l'étendue du pouvoir de l'Administration. En effet, il est fréquent que, dans le silence du législateur, elle se retrouve avec des pouvoirs discrétionnaires. Dans cette hypothèse, le juge voit son action limitée.

La première catégorie recouvre deux degrés de contrôle des faits. Elle se réalise quand les différentes autorités se voient précisément dicter leurs possibilités d'actions. Cela peut venir d'une

loi comme d'un texte réglementaire supérieur, soit généralement un décret. Dans le domaine sanitaire, on peut avoir à faire à des paramètres rigides ne laissant aucune marge d'appréciation au préfet, quant à la décision à prendre.

Il y a, tout d'abord, celui de la qualification des faits. Les faits se sont bien réalisés mais le problème est de savoir s'ils sont de nature à justifier la décision. En l'espèce, cette solution semble devoir être écartée. L'arrêt de principe, fixant le champ d'application a été rendu par le conseil d'Etat le 4 avril 1914⁵⁹. Mais, l'évolution jurisprudentielle a précisé que ce contrôle ne peut être, en principe effectué quand l'Administration a un pouvoir discrétionnaire et que la décision revêt un caractère technique prononcé. Or, c'est bien le cas en l'espèce, du moins pour le second point. Le Conseil d'Etat oppose donc son refus quand il s'agit de vérifier le caractère toxique d'un produit entrant dans la fabrication d'une lotion capillaire⁶⁰, ou le danger de la délivrance au public d'un médicament⁶¹. Ces situations peuvent être rapprochées de celle des décisions rendues au regard des analyses pratiquées par l'IFREMER. Il s'agit d'actes reposant sur des données se caractérisant par leur aspect scientifique et technique. Cela ne peut que rendre difficile un contrôle effectif de la part du juge de l'excès de pouvoir.

L'autre solution pouvant s'offrir est celle de la sanction de l'inadéquation de la décision aux faits. Là encore, la réponse est la même. Il s'agit d'une approche encore plus poussée que la précédente, puisqu'elle s'intéresse au contenu de la décision. On se demande si cette dernière est bien celle qui pouvait être prise. On parle ici de contrôle *maximum*. Si une approche dite *normale* est déjà considérée comme ne pouvant être utilisée par le juge, il ne peut être question, a fortiori, de ce contrôle. Le principal obstacle reste la technicité des décisions.

Cependant, face à de tels refus, les plaignants peuvent se rabattre sur des contrôles plus restreints. Il s'agit alors de la seconde catégorie. Elle permet d'aborder le dernier des trois degrés du recours pour excès de pouvoir, ainsi qu'un aménagement.

Dans le premier cas, il y a le risque du contrôle de la matérialité des faits. Il ne constitue qu'une constatation destinée à se rendre compte si les faits sur lesquels s'est fondée l'Administration se sont réellement produits. Il s'agit d'un contrôle permanent de la part du juge, quel que soit la nature du pouvoir de l'autorité en question. Ainsi, l'éventuel caractère discrétionnaire ne pose pas de problème. De plus, la technicité de la situation représente moins un obstacle. On peut citer l'arrêt du Conseil d'Etat, du 14 janvier 1916⁶², délimitant le champ d'application. on se place donc sur le plan des motifs de la décision. Un arrêté a été pris, par exemple, du fait d'une pollution qui en réalité ne s'est pas produite. De plus, contrairement à la Cour de cassation, le Conseil d'Etat accepte de contrôler l'exactitude matérielle des faits sur lesquels repose la décision juridictionnelle qui lui est déférée⁶³.

Mais, il ne faut pas négliger l'erreur manifeste d'appréciation. Elle peut être applicable quand on se retrouve face à un pouvoir discrétionnaire de la part de l'Administration. Il s'agit du contrôle

⁵⁹ "Gomel", Recueil, page 488

⁶⁰ Conseil d'Etat, 27 avril 1951, "Société Toni", Recueil, page 236

⁶¹ Conseil d'Etat, 28 avril 1967, "Fédération nationale des syndicats pharmaceutiques de France", Recueil, page 180

⁶² "Camino", Recueil, page 15

⁶³ Conseil d'Etat, 2 février 1945, "Moineau"

minimum. Il peut concerner aussi bien les motifs que le contenu de la décision. Il est donc question des analyses, dans le premier cas, et de leur utilisation par l'Administration, dans le second. Son champ d'application s'est étoffé depuis les années 1960. Il s'agissait en quelque sorte pour le juge de combler le vide laissé par l'impossibilité de réaliser l'appréciation de la qualification juridique des faits, dans certaines situations. Il se refuse par principe à contrôler l'opportunité des décisions administratives.

L'erreur manifeste est apparue comme pouvant être la solution. Elle est d'abord intervenue dans le domaine de la fonction publique⁶⁴ et du remembrement rural⁶⁵. Le principe est qu'elle ne s'applique que dans les cas où l'erreur est flagrante, grossière, "*qui ne fait aucun doute pour un esprit éclairé*"⁶⁶. "*Le contrôle de l'erreur manifeste est ainsi le contrôle de l'arbitraire*"⁶⁷ Cependant, son domaine d'application s'est étendu, englobant finalement les aspects techniques. On peut citer en référence, l'arrêt du 28 avril 1967, précité. Sont également comprises, les conditions de salubrité dans lesquelles devait être effectuée une construction⁶⁸.

Ceci montre bien que le domaine de la Santé publique peut relever de l'erreur manifeste. Il est fort probable que ceci puisse s'appliquer aux arrêtés nous concernant, traitant notamment de la toxicité.

Le problème est le même si le litige concerne la norme utilisée, même si elle est facultative. Il s'agit d'un acte administratif qui repose, en raison de sa nature, sur des éléments de fait se caractérisant par leur technicité. Par contre, en l'état actuel de la réglementation, l'accréditation n'est pas impliquée, restant pour ce qui nous intéresse un acte privé.

b) la responsabilité du fait de la décision

Elles peuvent être retenues selon deux axes représentant les deux procédures en question. Il y a d'un côté celle de la police administrative et de l'autre celle de l'accréditation.

Dans la première situation, il faut faire référence à la chaîne de décision. On peut ainsi faire référence au décret n°89-247 du 14 avril 1989⁶⁹, portant application de l'article 1er de la loi n° 84-608 du 16 juillet 1984⁷⁰, qui en son article 1er transfère les pouvoirs et compétences de contrôle, appartenant jusqu'à alors à l'IFREMER, aux préfets. De plus, il renvoie en son article 2 au décret n°82-635 du 21 juillet 1982⁷¹, pris en application de l'article 3 du décret n° 82-389 et de l'article 3 du décret n° 82-390 et relatif aux pouvoirs des commissaires de la République, c'est-à-dire les préfets, sur les services des affaires maritimes. Enfin, tout cela doit être replacé dans le cadre de décrets comme le

⁶⁴ cf Conseil d'Etat, 15 février 1961, "Lagrange", Recueil, page 161

A.J. 1961. 200, chronique Galabert et Gentot

⁶⁵ cf Conseil d'Etat, 13 juillet 1961, "Demoiselle Achart", Recueil, page 476

⁶⁶ G. Braibant, conclusion sous Conseil d'Etat, 13 novembre 1970, "Lambert", A.J.D.A. 1971, page 35

⁶⁷ George Vedel et Pierre Delvolvé, "Droit administratif", coll Thémis Droit public, PUF, tome 2, 12e éd 1992

⁶⁸ Conseil d'Etat, 13 juillet 1968, "Mendelssohn", Recueil, page 442

⁶⁹ publié au Journal Officiel du 20 avril 1989, page 5071

⁷⁰ voir note n° 8

⁷¹ publié au Journal Officiel du 23 juillet 1982, page 2373

n° 94-340 du 28 avril 1994, précité. L'ensemble de ces textes réglementaires fixe les pouvoirs respectifs de chacun dans la prise de décision des arrêtés.

Dans cette situation, la faute est commise par l'IFREMER, mais ce n'est pas lui qui sera mis en cause, du moins dans un premier temps. En effet, le décret de 1984, en l'instituant, a clairement disposé qu'il apportait désormais son concours aux responsabilités de l'Administration. Cela relève donc de la proposition faite par les Affaires maritimes et de la décision prise par le préfet, en passant par l'éventuel avis de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Mais, le décret du 21 juillet 1982 dispose que les premières sont sous l'autorité du second. Son article 1er place "*les commissaires de la République des régions*" comme "*seuls ordonnateurs secondaires des services des affaires maritimes*". L'autorité supérieure est le Ministre compétent.

Un avis est considéré par la jurisprudence administrative comme un acte préparatoire de la décision, sans caractère normateur. Il ne peut donc être directement déféré au juge. Il s'agit d'une position jurisprudentielle établie, notamment par les arrêts du Conseil d'Etat du 19 mai 1950⁷² et du 27 mai 1987⁷³. Par conséquent, un avis ne peut être attaqué que dans le cadre d'un recours dirigé contre la décision finale, comme l'a estimé un autre arrêt, rendu en section, du 5 avril 1957⁷⁴. Mais, il ne faut pas que ces avis, d'une façon ou d'une autre, lient la décision, car alors ils sont assimilés à des décisions. On peut citer une décision du 12 janvier 1972⁷⁵. Dans les situations qui nous intéressent, c'est surtout la proposition qui est importante, puisque c'est elle qui fait transparaître réellement les résultats dégagés par l'IFREMER.

Par conséquent, une proposition est "*l'acte par lequel un organe suggère, prépare ou oriente une décision qui doit normalement être prise par un autre organe*"⁷⁶. Elle peut avoir un statut comparable à celui des avis obligatoires. Il s'agit d'un préalable nécessaire qui n'entraîne aucune application de droit. Il en a été décidé ainsi par la jurisprudence du Conseil d'Etat, notamment par des arrêts en date du 6 juillet 1945⁷⁷, et en assemblée du 11 mai 1973⁷⁸. Mais, il peut être fait un rapprochement avec celui des avis conformes. Il semble bien qu'en l'espèce ce soit le cas, puisque selon R. Odent, la rédaction est l'un des moyens de faire la distinction. Ainsi, l'expression "*sur la proposition de...*" serait un signe distinctif de cette dernière qualité. Or, le décret n° 94-340 reprend bien ceci. Cependant, le recours direct contre une proposition, même impérative, est irrecevable, selon un arrêt du conseil d'Etat du 9 juillet 1958⁷⁹.

En fin de compte, ce devrait être l'Administration centrale, par l'intermédiaire du préfet qui sera mise en cause, sauf hypothèse de délégation de signature au profit des affaires

⁷² "Varlin", Recueil, Tables, page 713.

⁷³ SA "Laboratoires Goupil"; Recueil, page 181; AJDA 1987, page 607, observation Prétot

⁷⁴ "Cgnie des Abymes", Recueil, page 240; AJDA 1957, page 290, conclusion Lasry

⁷⁵ "Caisse des dépôts et consignations", Recueil, page 33

⁷⁶ F. Moderne "Mélanges M. Waline" 1974 tome 2, page 595

⁷⁷ "Chambre syndicale de l'affichage de France", Recueil, page 138

⁷⁸ "Sanglier", Recueil, page 344; AJDA 1973, page 428, note Larger

⁷⁹ "Dhamelin court", Recueil, page 424

maritimes, du fait de leur lien de subordination. C'est le Ministère chargé de la pêche et des cultures marines, et son représentant le préfet, qui disposent de l'autorité et qui sont donc au sommet des responsabilités. L'Etat, dans tous les cas, peut ainsi voir sa responsabilité engagée.

Pendant longtemps, on a fait une distinction entre les actes réglementaires pouvant faire l'objet d'un recours contentieux et les actes de gouvernement. Mais, même ces derniers peuvent désormais engager la responsabilité de l'Etat, bien que l'on ne puisse les annuler. Ainsi l'a estimé le Conseil d'Etat dans un arrêt du 30 mars 1966⁸⁰. Cependant, nous ne sommes pas dans cette situation qui est très restrictive. Nous nous intéressons à de simples arrêtés préfectoraux. La possibilité de voir engager la responsabilité administrative a été reconnue, dans ce cas, depuis un arrêt "Blanco" du Tribunal des Conflits du 8 février 1873.

Une requête devant un tribunal administratif ne peut être faite que contre une décision préalable, c'est-à-dire qu'il faut, dans un premier temps, s'adresser à l'Administration avec sa réclamation. En cela, on peut s'appuyer sur le décret n° 53-934 du 30 septembre 1953, érigeant les tribunaux administratifs en juges du droit commun. C'est l'Administration qui prend la décision finale faisant grief, même si elle a peu de marge de manoeuvre et de possibilité d'appréciation. C'est pourquoi l'IFREMER, du fait de son influence, peut très bien se voir amener à intervenir à l'instance.

Il existe des limitations. L'intervention forcée n'existe pas dans les instances ouvertes par un recours pour excès de pouvoir. Il y a ainsi l'exemple d'une commune appelée à produire ses observations lors d'une instance à l'encontre d'un arrêté préfectoral. Le Conseil d'Etat n'a pas estimé qu'il s'agissait d'une partie, qualifiant ces déclarations de "communications à seule fin d'observation"⁸¹. Une telle communication à seule fin d'observation est ainsi possible et laisse à l'IFREMER la qualité d'un tiers à l'instance. Il faut noter que devant les juridictions judiciaires, cette mise en cause aux fins de renseignements est irrecevable, comme en a décidé la Chambre civile de la Cour de cassation dans un arrêt du 12 juillet 1977⁸².

Mais, les choses sont différentes quand on se place sur le plan de la responsabilité, de la pleine juridiction dans son ensemble. Cela peut concerner un acte administratif injustifié ayant causé des préjudices, mais il peut aussi s'agir d'un manque de réaction de l'Administration face à une situation de crise. L'Institut est désormais quelque peu en dehors de l'activité réglementaire proprement dite, mais ce sont quand même ses résultats qui sont à l'origine des décisions. Il y a plusieurs formes possibles mais en pratique la solution devrait être plus politique que juridique. Il ne faut pas oublier que ce ministère exerce une tutelle sur cet établissement.

Dans ces cas, une intervention forcée est tout à fait possible. Elle peut avoir deux origines. Il y a la mise en cause par le demandeur et l'appel en garantie par le défendeur. Dans les deux hypothèses, l'IFREMER deviendrait partie à l'instance. Il ne faut pas confondre les deux actions, sous peine de voir la sanction du Conseil d'Etat ⁸³.

⁸⁰ "Cgnie générale d'énergie radio-électrique", D1966, page 582, note Lachaume
mais aussi Conseil d'Etat 29 octobre 1976, "Dame Burgat", D1978, page 77, note Vier et Lamoureux

⁸¹ Conseil d'Etat, 9 novembre 1983, "Commune de Bréviaires", Recueil, table, page 837

⁸² Bulletin civil III, n° 311

⁸³ Conseil d'Etat, 20 décembre 1974, "Commune de Barjols", Recueil, table, page 1107

Mais, tout ceci ne représente qu'une supposition qui a peu de chance de se réaliser. En effet, on se place ici dans le domaine de la responsabilité. Le demandeur, suite à l'annulation d'un acte administratif ou au contraire en l'absence d'une décision s'imposant par la situation sanitaire, réclame des indemnités pour le préjudice subi. Par conséquent, il aura peu d'intérêt à agir contre un établissement public, alors que l'Etat est lui-même impliqué. C'est ce dernier qui a la plus grande capacité financière et en plus, c'est l'autorité de tutelle. "Mieux vaut s'adresser à Dieu qu'à ses saints." Concernant l'appel en garantie, il faut se rappeler que le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche est l'un des pourvoyeurs de fonds de l'Institut, il ne serait donc pas logique de le voir s'imposer une pénalité à lui même. Par contre, s'il y a sanction, celle-ci pourra venir à l'encontre des futures subventions ou contrats, vus plus haut. La seule réelle possibilité de voir sa responsabilité formellement engagée, c'est dans le cas d'une faute estimée grave par les autorités administratives, d'une violation contractuelle. Cela peut être une insuffisance flagrante dans les prélèvements, les analyses.

Il y a un cas qui est rapprochable de l'hypothèse qui nous intéresse. En l'espèce, il s'agissait d'une contestation concernant les indemnités de retraite versées à un ancien membre de l'établissement. Le recours avait été intenté contre le Ministère chargé de la Recherche alors que c'était l'Institut qui avait fait les calculs. Le premier a transmis le mémoire à rédiger au second, puis la fait suivre au tribunal saisi, avec l'en-tête IFREMER. Ainsi, ce dernier s'est vu impliqué mais d'une façon quelque peu informelle, et du moins sans conséquence quant à sa qualité de tiers à l'instance. Cependant, en ce qui concerne le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, il semble peu probable que ceci s'applique. L'IFREMER n'a qu'une fonction d'appui scientifique. Il expose généralement les seuls résultats bruts et c'est à l'Administration de prendre la décision. Selon l'avis de responsables de la DPMCM, l'Institut n'aurait même pas, dans ce cas, à produire le mémoire, puisque ce sont eux qui se sont engagés. Mais la Direction pourra, quand même, s'appuyer sur lui, en cas de contentieux, pour apporter des éléments techniques, donner les suites de cette décision sur le milieu... Il ne s'agira donc que d'un témoignage. Cependant, ceci est une règle non écrite, du domaine des relations entre les établissements publics et l'Administration. Par conséquent, il convient de ne pas être catégorique.

De toute façon, en cas de crise subite, la pratique veut que la décision soit prise de manière collégiale dans le cadre d'une cellule de crise départementale, en incluant les professionnels concernés. Cela a pour effet de limiter les possibilités de recours.

De plus, il n'est pas rare que les arrêtés, quels qu'ils soient, reposent sur plusieurs avis. L'IFREMER, par l'intermédiaire de la DEL, s'occupe de la qualité du milieu dans son ensemble, ce qui l'amène à travailler au côté de nombreux partenaires. A cet effet, il est partie aux arrêtés concernant les stations d'épuration. On peut, ainsi, citer l'arrêté préfectoral n° 95-0327 du 17 février 1995, rendu par le préfet du Finistère, et autorisant la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle station d'épuration et l'épandage des boues issues de cette station, au profit du SIVOM de Morlaix-Saint-Martin-des-Champs. Il contient la liste des avis, lesquels viennent aussi bien de la Direction des

Affaires sanitaires et sociales, que de celle des Affaires maritimes et de celle, départementale de l'Agriculture et de la Forêt, suivis de ceux des Conseil Départemental d'Hygiène et Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, et même de la Mission Déléguée de Bassin. Ceci démontre qu'une telle décision représente avant tout un point de rencontre de différents avis, ce qui restreint les risques d'erreurs et partage les risques.

Enfin, il faut noter que le juge ne peut de sa propre initiative attirer un tiers dans l'instance sous peine de réaliser un *ultra petita*, comme l'a estimé le Conseil d'Etat dans un arrêt du 14 mai 1952⁸⁴.

c) la responsabilité du fait des normes

Mais, en cas de manquement, il se peut très bien que la véritable responsabilité apparaisse comme venant du COFRAC ou même de l'AFNOR. L'action se situe à un autre stade puisqu'elle se déroule plus en amont par rapport à l'IFREMER, en ce qui concerne les responsabilités réelles. Cela ouvre alors la possibilité d'actions récursoires. Peuvent être concernées les normes ou leur application dans le cadre de l'évaluation des laboratoires.

Il peut s'agir de normes viciées ou inadaptées. Les possibilités d'actions deviennent plus variées, puisque les organismes à l'origine de ces prescriptions, ou les mettant en oeuvre, peuvent être attaqués directement. Il en est de même vis-à-vis de l'Etat dans l'hypothèse où ces référentiels sont d'application obligatoire (ce qui peut être possible à terme pour ce qui est de l'accréditation et de ses référentiels).

Autrement, il est évident que dans tous les cas où un arrêté préfectoral a été pris alors que les normes, non obligatoires, lui servant de base ne convenaient pas, l'Administration se devra de rectifier l'erreur et de réparer le dommage. Cependant, dans ce cas, ce n'est pas elle qui sera considérée comme étant à l'origine du dommage et il faudra se retourner contre l'AFNOR ou le COFRAC.

Dans un premier temps, la position de l'Etat est intéressante à étudier dans l'attente d'une éventuelle imposition d'une accréditation. Le régime de la responsabilité du fait des règlements pris permet, en principe, de limiter au maximum le risque pour l'Administration de voir une action en réparation aboutir. En effet, si une norme obligatoire est viciée, il s'agit non seulement d'une cause exonératoire pour le professionnel, en se basant notamment sur l'article 122-4 du Nouveau code pénal, mais encore comme cela présente comme finalité la satisfaction de l'intérêt général, la faute lourde ne devrait pas pouvoir être exigée. Cela rend, par conséquent, tout recours en indemnité pratiquement sans effectivité. On peut citer en ce sens un arrêt du Conseil d'Etat en date du 26 novembre 1951⁸⁵. Il faut en effet apporter la preuve d'une carence de l'Etat pour avoir trop tardé à rapporter l'arrêté rendant obligatoire cette norme viciée à partir du moment où l'administration a eu connaissance de "*l'existence de risques importants et suffisamment établis en la maintenant*".

⁸⁴ "Auzolle, Bonnello et consorts", Recueil, page 253

⁸⁵ Recueil, 1951, page 623

Cependant, c'est le principe et des exceptions existent notamment dans le domaine de la Santé publique, lequel nous intéresse directement. Ainsi, le Conseil d'Etat a déjà retenu la simple faute légère comme cause d'indemnisation, dans un arrêt du 4 mai 1979⁸⁶ et surtout un arrêt en assemblée du 9 avril 1993⁸⁷. Les possibilités de voir une action aboutir deviennent alors raisonnables.

On voit que dans l'hypothèse où l'Etat se déciderait à rendre une accréditation obligatoire, pour les laboratoires concernés par cette étude, il s'engage vis à vis de la validité des normes si leurs prescriptions sont fortement liées à la Santé publique. Cependant, comme en l'état actuel de la réglementation il n'y a aucune obligation, l'Administration ne pourra voir sa responsabilité engagée. Par conséquent si un de ses actes est attaqué, du fait d'un tel défaut, elle pourra toujours réaliser une action récursoire, ou mettre en cause l'AFNOR ou le COFRAC, lors de l'instance.

Les organismes véritablement, concernés dans ce cas, se trouvent être celui chargé de l'accréditation, le COFRAC, et celui procédant à la normalisation, l'AFNOR. Dans cette optique, la jurisprudence s'est déjà prononcée sur la nature de leur obligation. Ainsi, la Cour d'Appel de Lyon, dans un arrêt du 23 décembre 1969⁸⁸, a estimé qu'un organisme de réorganisation et de méthodes n'assure à l'égard de son client que d'une obligation de moyen. Cela touche les activités de ce comité et de cette association. La charge de la preuve appartient au demandeur et concerne une éventuelle faute ou imprudence.

Tout d'abord, la compétence du tribunal administratif est à retenir pour l'AFNOR, et non celle du Conseil d'Etat puisque, bien que s'agissant d'une décision rendue par un organisme collégial, c'est son directeur qui homologue. On peut citer un arrêt du Conseil d'Etat daté du 9 octobre 1985⁸⁹, allant dans ce sens. Pour le dommage, il est en relation directe avec cet usage d'une prérogative de puissance publique. On peut baser ce raisonnement sur un arrêt de la 1ère Chambre civile de la Cour de cassation du 7 octobre 1975⁹⁰ et un du Conseil d'Etat, du 13 octobre 1978⁹¹. La norme peut être assimilée à un renseignement d'ordre administratif puisque facultatif. Il y aura donc responsabilité si la victime prouve que ce dernier est suffisamment précis pour que le dommage en résulte directement et ce sans une faute de sa part. Le Conseil d'Etat a établi cette position, notamment dans un arrêt du 20 janvier 1988⁹². Ceci est applicable concernant la norme viciée.

Pour ce qui est du défaut d'entretien normal de ces textes, la jurisprudence se base sur deux plans, comme l'exprime l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 mai 1986⁹³. Ainsi, une demande préalable de modification du texte est nécessaire et le requérant doit prouver que les changements intervenus présentent *"le caractère d'un bouleversement tel qu'il ne pouvait entrer dans les prévisions de l'auteur de la mesure et qu'il a pour effet de retirer à celle ci son fondement juridique"*, selon un arrêt du

⁸⁶ Recueil, 1979, page 190

⁸⁷ AJDA page 381

⁸⁸ D 1970, sommaire page 227

JCP 1970, II, 16557

⁸⁹ Droit Administratif, 1985, n° 530

⁹⁰ D 1976

⁹¹ "ADASEA du Rhône", AJDA 1978, page 35.

⁹² "Aubrin" JCP éd G, 1989, n° 21169

⁹³ "Fontanilles-Laurelli" AJDA 1986, page 510

Conseil d'Etat du 10 janvier 1930⁹⁴. Par contre, la formulation d'une demande de révision, ou la simple mise en garde à l'égard de la norme concernée, peut aller à l'encontre du recours.

Si au plan judiciaire, c'est le régime de l'obligation de moyen qui prévaut, devant les juridictions administratives, on ne retient que la faute lourde pour pouvoir engager la responsabilité d'un organisme de contrôle. On peut citer comme exemple à rapprocher, le cas de la Commission de contrôle des banques, lors d'un arrêt du Conseil d'Etat du 12 octobre 1983⁹⁵. La faute concernerait les contrôles et autres obligations découlant du régime de la certification. Dans le cas du COFRAC, bien que ceci ne s'applique pas encore à lui, si, dans l'avenir, sa fonction évolue vers plus d'institutionnalisation, cela deviendra d'actualité. L'accréditation comme la certification ne sont en fait que des attestations.

On peut cependant se demander si les limitations apportées par la jurisprudence, concernant notamment le domaine de la Santé publique, ne peuvent pas venir interférer sur la nature de la faute. Cela doit dépendre de l'accréditation et de l'évolution de son rôle. On ne peut actuellement rien dire de certain.

B) LA PERSPECTIVE DE L'ACCREDITATION

Sur le plan national, une accréditation peut donc jouer un rôle important dans le développement et même l'existence de l'IFREMER, tout d'abord par sa nature, puis par les conséquences qu'elle apporte.

Cet apport qualitatif ne peut qu'être le bien venu pour un organisme qui se fonde sur la compétence et la reconnaissance de ses membres. Ceci est un état de fait, sans tenir compte d'une éventuelle modification du cadre juridique de l'accréditation. On s'est rendu compte que l'on se plaçait surtout par rapport à une affirmation de la portée des résultats obtenus par les laboratoires concernés. Pourtant, une étude ne peut être complète en ne s'intéressant pas à l'évolution prévue et à prévoir.

Cette perspective ne peut qu'aborder la situation internationale. En effet, que ce soit au niveau de l'Union Européenne ou du GATT, en passant par le CODEX Alimentarius, l'heure est à la libéralisation des échanges, tant pour les marchandises que pour les services. Cela entraîne des préoccupations d'harmonisation. De plus, notamment au niveau communautaire, la préoccupation environnementale et sanitaire a occasionné cette même volonté, concernant les mesures de préservation et de correction, pour arriver à un niveau élevé de protection. Tout cela influe directement sur la position des contrôles en laboratoires et donc sur l'IFREMER.

L'étude de différents documents communautaires et de l'évolution du commerce international fait que l'on peut s'interroger sur une nécessité future d'adopter le système d'accréditation, en tenant compte de la valeur des normes communautaires et internationales dans l'ordonnement juridique français.(1)

⁹⁴ "Despujol"

⁹⁵ "Levi", Recueil 1983, page 406

Il sera intéressant dans un second temps, de voir quelles peuvent être les perspectives tant européennes qu'internes. De même, l'exemple de la D.G.C.C.R.F. peut se révéler enrichissant en raison de l'expérience qui en a été retirée, alors que ces deux structures sont rapprochables à bien des égards.(2)

1) Vers une nécessité au plan international

Celle-ci pourra se réaliser au plan communautaire comme à celui des négociations du GATT, et du fonctionnement de l'OMC, en passant par les normes édictées par le CODEX Alimentarius, du fait des relations existant entre les deux instances.

1-1) dans le cadre de l'Union Européenne

La réalisation de l'Union Européenne a, en particulier, nécessité la mise en place d'une libéralisation des échanges. Par conséquent, toutes les barrières existant ont dû être supprimées, ou devront l'être. Cela concerne les services, ce qui intéresse directement les prestations des laboratoires de l'IFREMER, et les marchandises. Dans ce second cas, si l'Institut ne s'occupe pas du contrôle des denrées alimentaires, nous avons vu qu'il prêtait malgré tout son concours aux organismes qui en sont désormais chargés à sa place, dont les services vétérinaires. Sa surveillance, de toute façon, les concernait indirectement, se situant à leur source. Or, on s'aperçoit que la qualité de ces contrôles y joue un rôle croissant. Partant de cette préoccupation économique, le choix a été fait de tabler sur une réglementation par le haut, donc qualitative. Les règles sanitaires sont ainsi prises en compte. De plus, l'Environnement n'est pas absent. Là encore les textes le concernant se basent sur la qualité des actions.

Deux axes principaux seront abordés entre les textes fondamentaux sur cette libéralisation et d'autres plus précis, concernant directement ou indirectement le champ d'activités des laboratoires concernés, et le rôle d'une éventuelle évaluation de leur capacité.

a) la libéralisation des services

La libre circulation des services intéresse directement l'IFREMER, les laboratoires chargés de la surveillance, et donc ses réseaux, effectuant essentiellement des prestations. Cela signifie par conséquent la libéralisation de la concurrence.

Désormais, on peut constater qu'il existe une liberté, accordée de plein droit à chaque ressortissant communautaire, et à chaque entreprise, établie sur le territoire d'un Etat membre de l'Union, de proposer ou de fournir des services dans l'ensemble des quinze pays. L'article 59 du Traité de Rome, en date du 25 mars 1957 et instituant la Communauté Economique Européenne, dispose à cet effet que "*les restrictions à la libre circulation des services à l'intérieur de la Communauté sont*

progressivement supprimées...". De son côté, l'article 62 indique que le Conseil devait, après avoir établi un programme général de suppression, la réaliser par la promulgation de directives.

Si cette évolution a tardé, et tarde encore, la jurisprudence communautaire a été plus prompte. Ainsi, la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE), dans un arrêt du 3 décembre 1974⁹⁶, a affirmé l'applicabilité directe du principe de la libre circulation des services, en se rapportant à l'article 59 précité.

Il faut cependant définir ce que sont exactement les services concernés. L'article 60 du Traité en donne une définition générale, mais un arrêt de la CJCE, en date du 17 décembre 1981⁹⁷ précise cette notion. Il y est dit qu'un service est *"l'activité, consistant à mettre à la disposition, contre rémunération, de la main d'oeuvre sans qu'il y ait un contrat de travail conclu avec l'utilisateur, constitue une activité professionnelle qui réunit les conditions fixées par ce texte"*.

De plus, cette libéralisation ne serait pas complète si les octrois de marchés publics n'étaient pas intégrés. On peut citer les directives n°79-98 du 12 janvier 1979 et 89-236 du 17 avril 1989, restant, en substance, inappliquées, et une directive du Conseil n°92-50 du 18 juin 1992⁹⁸, modifiée par la directive 93-36⁹⁹, concernant spécifiquement les services.

Une possibilité d'entrave est quand même possible, à la condition qu'elle soit motivée par l'intérêt général, du moment qu'aucune discrimination n'est présente. Un arrêt de la CJCE, en date du 18 juin 1979¹⁰⁰ a affirmé ce principe. On peut le placer dans la perspective des prestations de l'IFREMER. En effet, il n'est pas envisageable qu'un Etat exige que seuls des laboratoires accrédités puissent exercer sur son territoire. Du moment que ceci s'applique à tous et même à ses laboratoires nationaux, cette restriction sera admise puisqu'une telle accréditation va dans le sens de l'intérêt général.

b) la libéralisation de la circulation des marchandises

Il ne faut pas négliger la situation des marchandises. On a vu que l'IFREMER se trouvait dans le processus aboutissant à la commercialisation, et donc à l'exportation, des denrées alimentaires issues du milieu marin, en se situant à la source et conseillant les différents organismes compétents. Ses prestations peuvent avoir des conséquences sur cette libéralisation au niveau national, voire communautaire en ce qui concerne les négociations visant à l'harmonisation nécessaire à ces échanges.

Ainsi, la reconnaissance mutuelle des systèmes de contrôle en vigueur dans les Etats membres est un des principes sur lesquels se fonde le Marché unique, issu du Traité et de l'Acte unique du 26 juin 1987. En effet, pour arriver à cette libéralisation, il a été décidé que les mesures d'effet équivalent devaient être supprimées. La jurisprudence s'est prononcée sur ce point.

⁹⁶ "Van Binsbergen" Gazette du Palais 1975, 2, juri., page 554

⁹⁷ "Webb A.J." Recueil CJCE, page 1035

⁹⁸ JOCE du 24 juillet 1992, n° L 209/01

⁹⁹ JOCE du 9 août 1993, n° L 199/01

¹⁰⁰ "Van Wesemael" Recueil CJCE page 35

L'arrêt fondateur de la CJCE a été rendu le 20 février 1979¹⁰¹, interdisant ces mesures, qui ont été définies par un autre de ses arrêts en date du 11 juillet 1974¹⁰². Il s'agit d'entraves techniques avancées par les Etats pour remplacer le plus souvent les anciennes barrières douanières. Cependant, la situation est la même que pour les services et il peut y avoir des exceptions, du moment qu'elles sont justifiées et non discriminatoires. La nécessité d'un contrôle qui soit reconnu est alors primordial dans les deux sens, pour permettre aux produits nationaux de circuler et pour justifier l'application de certaines entraves admises, comme celles concernant la protection de la Santé publique par exemple.

c) vers l'obligation d'une accréditation comme conséquence

Tous ces principes nous ramènent à des textes plus spécifiques, relatifs au milieu marin ou aux ressources s'y trouvant. En effet, de nombreuses directives ont été prises dans les années 1970, sur ce sujet.

Dans le domaine qui nous intéresse, on peut citer la directive du Conseil n° 91/492, du 15 juillet 1991¹⁰³, fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des mollusques bivalves vivants. Ce texte communautaire a été appliqué au niveau national par le décret n° 94-340 du 28 avril 1994, précité. Il faut distinguer ce qui constitue proprement des prescriptions sanitaires de ce qui nous intéresse avant tout, c'est-à-dire le contrôle de ces prescriptions. On peut, à cet égard, remarquer une évolution dans la rédaction générale des textes. Les deux aspects sont désormais le plus souvent intégrés dans un même ensemble, et cette directive en est un exemple.

Cette dernière montre l'interpénétration existant entre la qualité du milieu et la libre-circulation des marchandises, et ceci dans un premier considérant, en citant notamment les règlements n° 81/3796¹⁰⁴ modifié par le n° 89/2886¹⁰⁵, concernant l'organisation commune de marché dans le secteur des produits de la pêche.

Le second considérant nous rappelle que nous nous situons dans un processus engagé par la directive n° 79/923, précitée, sur la qualité des eaux conchylicoles, laquelle prévoyait la nécessité d'établir des exigences sanitaires. Le souci de protéger par ces dispositions la "*santé publique des consommateurs*", est clairement exprimée dans le troisième.

Le sixième, quant à lui, expose l'un des objectifs pouvant s'analyser comme les missions des réseaux de surveillance de l'IFREMER, puisqu'il s'agit de contrôler et de classer les zones de production en catégories salubre ou insalubre. Ceci est appuyé par le septième, disposant qu'il "*revient aux autorités compétentes des Etats membres de veiller, par des contrôles et des inspections, à ce que le producteur respecte ces prescriptions...*". Cela concerne le contrôle des micro-organismes et des substances toxiques.

¹⁰¹ arrêt "Cassis de Dijon" aff 110/78 - Recueil page 649

¹⁰² arrêt "Dassonville" aff 8/74 - Recueil page 837

¹⁰³ voir note n° 58

¹⁰⁴ publié au Journal officiel du 31 décembre 1981

¹⁰⁵ publié au Journal officiel du 2 octobre 1989

Quant au huitième considérant, il est peut-être le plus important car il prévoit l'instauration de mesures de contrôle communautaire en vue de garantir l'uniformité des applications. Cela procurera donc à terme une harmonisation des surveillances nationales.

En abordant le texte même de la directive, l'article 3f renvoie au chapitre VI de l'annexe pour ce qui est des exigences concernant ce contrôle sanitaire. Ce chapitre est intitulé "Contrôle de santé publique et surveillance de la production". Il y est mentionné quelles doivent être les missions de surveillance périodique requises. On peut relever que ceci entre dans les prérogatives de l'IFREMER. De plus, la composition des plans d'échantillonnage est précisée en ce qui concerne la prise en compte des variations, le déroulement de ceux-ci. Ceci reste pourtant très général et il n'est encore question nulle part de la qualité de ces prestations ni d'une éventuelle évaluation.

Cependant, il apparaît, par la rédaction de ce texte, que du fait de l'importance de ces contrôles, on ne pourra se permettre d'avoir des disparités d'autant que l'on se situe dans l'optique d'une application uniforme. Il semble probable qu'au niveau communautaire, une harmonisation qualitative soit décidée. Mais à ce stade, nous nous situons encore dans le domaine des suppositions.

Malgré tout, des textes plus récents ont pris en compte ses préoccupations.

Ainsi, une directive du Conseil a été arrêtée le 29 octobre 1993 (n° 93/99)¹⁰⁶ et est relative à des mesures additionnelles, concernant le contrôle officiel des denrées alimentaires. Elle complète la directive 89/397 du Conseil, du 14 juin 1989¹⁰⁷. Il faut noter que le sujet n'est pas exactement ce qui nous intéresse, mais il s'en rapproche par bien des aspects.

Là encore, ce texte se situe dans le cadre de la libéralisation des échanges. Il représente une étape plus avancée que celle de la directive précédente, au moins pour ce qui est du raisonnement. Son troisième considérant montre qu'elle vise à l'application de l'uniformisation des normes de contrôle. Le suivant précise que l'on se place dans une préoccupation qualitative. Le considérant déterminant est le sixième disposant que *"pour garantir la qualité des données des essais, il y a lieu d'introduire un système de normes de qualité pour les laboratoires chargés par les Etats membres du contrôle officiel (...), qu'il est en outre essentiel que ces laboratoires utilisent chaque fois que cela est possible, des méthodes d'analyses validées"*.

On voit que le pas a été franchi. L'étape suivante est engagée avec désormais la présence d'une imposition concernant le suivi d'une accréditation pour les organismes concernés. Bien que cela ne s'applique qu'aux denrées alimentaires, ce qui n'est pas le champ d'action de l'IFREMER, il est bon d'en tirer des enseignements, du fait des interpénétrations existant. Ainsi, la nécessité d'une validation des méthodes est clairement exigée, quand cela est rendu possible par l'existence d'un programme. L'accréditation se voit ainsi devenir obligatoire.

Les deux directives ont, d'une part, traité des normes de qualité pour les laboratoires impliqués, en insistant sur leur fonctionnement. L'article central est l'article 3 du texte de 1993. Son premier paragraphe dispose que ces organismes doivent satisfaire *"aux critères d'essais énoncés dans*

¹⁰⁶ voir note n° 24

¹⁰⁷ JOCE du 30 juin 1989, n° L 186/23

la norme européenne NE 45001, complétée par les modes opératoires normalisés". Il y a donc l'obligation d'avoir recours à une assurance-qualité pour le déroulement des analyses. Ceci est déjà déterminant, alors que le second paragraphe rajoute, quant à lui, qu'il y a évaluation des laboratoires et que celle-ci doit satisfaire à la norme NE 45002. L'attestation de cette dernière vaut présomption de conformité au premier paragraphe. C'est la raison pour laquelle cette directive pose des exigences pour reconnaître les organismes chargés de cette évaluation. Là encore le respect à la norme NE 45003 est requise, complétant ce dispositif. Enfin, le dernier paragraphe précise que ce contrôle peut ne porter que sur des essais isolés. Tout le long, il a été fait référence à l'article 7 de la directive de 1989. Son paragraphe 2 mentionne que les analyses doivent être effectuées par des laboratoires officiels mais que d'autres laboratoires peuvent être habilités.

L'étude de ces dispositions fait apparaître que le mode d'évaluation qui est demandé se calque sur celui du COFRAC et sur chaque système comparable chez les autres pays membres, puisque celui-ci reprend les trois normes énoncées, concernant l'accréditation et son fonctionnement. Par conséquent, le comité français est devenu un passage obligé dans l'application de cette directive au plan national.

Nous avons vu précédemment que le problème majeur pour arriver à une véritable conformité était externe au système d'accréditation et se situait au niveau de la représentativité des résultats. L'article 4 de la directive 93/99 donne un début de réponse. Il est fait renvoi à la directive 85/591 du 20 décembre 1985¹⁰⁸, concernant l'introduction des modes de prélèvements d'échantillons et de méthodes d'analyses communautaires pour le contrôle des denrées destinées à l'alimentation humaine. Là encore, ceci ne correspond pas la surveillance effectuée par les laboratoires côtiers de l'IFREMER. Les dispositions sont destinées à être appliquées vis-à-vis de la composition, des caractéristiques de fabrication, du conditionnement et de l'étiquetage. Mais on voit que cette représentativité est prise en compte. Le second considérant de ce texte est malgré tout intéressant puisqu'il précise que ces méthodes et modes peuvent avoir une incidence directe sur l'établissement et le fonctionnement du Marché commun. Cependant, cette réglementation ne remplace pas l'absence de normes régissant une assurance de la qualité pour ces échantillonnages. Il faut pourtant noter que l'on incite les Etats membres à une coopération étroite.

L'entrée en vigueur de ces dispositions est prévue pour le 1er novembre 1998.

La conséquence pratique des directives de 1989 et 1993, en France, a été en avril 1994, une note de la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL), incitant les laboratoires vétérinaires départementaux à se mettre en conformité par une accréditation. On peut s'interroger sur le fait que cela n'aille pas plus loin, mais ce serait oublier que les services vétérinaires sont une structure autonome. On peut faire référence au statut du CNEVA (Centre National d'Etudes Vétérinaires et Alimentaires), se trouvant dans son décret fondateur, n°88-478 du 29 avril 1988¹⁰⁹. Son article 1er dispose que ce centre est un établissement public national à caractère administratif doté

¹⁰⁸ JOCE du 31 décembre 1985, n° L 372/50

¹⁰⁹ publié au Journal officiel du 30 avril 1988, page 5951

de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Par conséquent, la DGAL ne pouvait aller plus loin. Il y a pourtant le risque pour ces laboratoires officiels de voir l'Etat habiliter d'autres organismes en cas de non-accréditation.

Cependant, du fait de la spécificité de ce texte, on peut se demander, même si cela paraît évident, s'il n'annonce pas une extension du champ d'application aux activités de l'IFREMER et de ses réseaux. Cela ne relève pour l'instant que d'une possible intention.

Mais, il y aura le risque de ne plus pouvoir apporter son concours aux organismes concernés par cette exigence de se faire accréditer, comme pourront l'être les services vétérinaires. On se trouve un peu dans la situation de la sous-traitance. Si l'aide apportée par l'IFREMER concerne des activités faisant l'objet d'une accréditation, celle-ci devra être étendue pour qu'elle puisse continuer.

De plus, il ne faut pas oublier que les organismes chargés des contrôles sanitaires aux frontières deviendront tous accrédités. Par conséquent, si un pays refuse d'importer un produit français parce qu'il estime que les conditions qualitatives du milieu n'étaient pas présentes, un litige portera entre l'organisme accrédité et l'IFREMER, non accrédité. On a souligné quelle était la présomption dans ce cas.

On voit que si l'Institut n'est pas directement visé, il ne peut occulter les conséquences de cette évolution du fait, d'une part, de l'appui scientifique et technique qu'il apporte et, d'autre part, puisque ce sont ses mesures qui se trouvent à l'origine de la gestion du milieu littoral marin français.

C'est pourquoi, on peut s'avancer à dire que l'accréditation est désormais un passage obligé pour l'IFREMER. Il n'y a pas besoin d'attendre que des textes communautaires l'exigent explicitement puisque ceci se retrouvera dans les faits. Quand on parle de denrées alimentaires et de conditions sanitaires, on considère un tout, dont l'origine est un élément qui ne peut se dissocier.

1-2) dans le cadre du GATT

L'Union européenne n'est pas la seule référence, pour la France, en ce qui concerne la libéralisation des échanges. Celle-ci est également projetée, et en partie réalisée, au niveau mondial par l'intermédiaire du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), désormais sous l'égide de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Ces travaux peuvent être prépondérants, car ils concernent aussi bien les marchandises que les services. Nous verrons pourtant que cela doit être relativisé. A côté, la relation de cette organisation avec le CODEX Alimentarius méritera d'être analysée du fait des imbrications réalisées dans la lutte contre les entraves techniques.

a) l'Organisation Mondiale du Commerce

La France a été partie intégrante aux différentes négociations du GATT, et se retrouve donc dans l'OMC. L'Acte final de l'Uruguay Round concrétise ce passage. L'adoption a été faite à

Genève le 15 décembre 1993 et signée à Marrakech, le 15 avril 1994. Nous sommes désormais avec une organisation multilatérale du commerce, créée le 1er janvier 1995. Cependant, les principes et acquis du GATT restent en vigueur, lui servant de fondement. Moins généraliste que la politique choisie par l'Union Européenne, ils ne se préoccupent que du commerce mondial. Il n'en reste pas moins que cette libéralisation a, elle aussi, exigé des mesures d'harmonisation, notamment sanitaires.

Il en est ainsi de l'Accord général, signé le 30 octobre 1947, par 23 pays, dont la France. Or, celui ci contient, dans le cadre de son article III, l'affirmation de la règle de l'égalité de traitement entre les produits nationaux et étrangers. Cela concerne "*les lois, règlements et prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation des produits(...)*" On voit bien que cela organise la circulation des marchandises et donc des denrées alimentaires. On a souligné, dans le cadre de l'Union Européenne, que cela concernait indirectement l'IFREMER. Là aussi, il y a un besoin d'harmonisation des contrôles aux frontières et dans le domaine de la production pour que ces produits puissent être comparables et acceptés en conséquence.

De plus, cette règle a été étendue aux marchés publics, appelés "*achats gouvernementaux*". A partir d'un certain seuil, ceux ci doivent être ouverts à tous, au niveau des appels d'offre.

Depuis 1947, huit séries de négociations se sont déroulées, permettant de réduire de façon substantielle les tarifs douaniers ainsi que les autres entraves aux échanges. Lors de la sixième session, appelée "Kennedy Round" (1964 à 1967), les parties ont décidé de passer d'une approche verticale, c'est à dire en abordant les produits un par un, à une démarche horizontale. Les négociations commerciales intégraient donc une approche multilatérale, en tenant compte de surcroît du domaine non tarifaire, ce qui nous intéresse. Cette session pour la première fois a porté, en même temps, sur les produits agricoles et primaires. Elle a été suivie par le "Tokyo Round", entre Septembre 1973 et novembre 1979, approfondissant les travaux et par l'Uruguay Round de Septembre 1986 à décembre 1993.

Ce dernier est très important puisqu'il a pour objectif d'intégrer dans les négociations les services. Cependant, le volet de l'Acte final, visant la libéralisation des services, ne conçoit pas ces derniers dans une vision globale. Le GATS (General Agreement on Trade and Services), conclu à Punta del Este en 1986, concerne les services financiers, les télécommunications, les transports maritimes et l'audiovisuel. On voit donc que bon nombre de prestations ne sont pas impliquées, parmi lesquelles celles des laboratoires.

Sur un plan national, ces laboratoires n'ont pour l'instant pas à craindre de concurrence libérée, excepté au niveau communautaire. Mais, ceux de l'IFREMER se trouvent quand même concernés par l'intermédiaire des marchandises et de leurs contrôles à la source. Si la surveillance du milieu marin n'est pas satisfaisante, les produits qui en sont issus ne le seront pas non plus. En conséquence, leur compatibilité exige une réciprocité au niveau du littoral.

Cependant, les choses ne sont pas fixées, malgré l'instauration de l'OMC. De nombreux litiges persistent et les volontés n'ont pas été clairement affirmées. L'avenir est ouvert et donc incertain

Avec l'OMC, on peut se demander si on n'entre pas dans une période marquée par un certain immobilisme. Toujours est-il qu'actuellement, le GATT n'est pas encore fini puisque les deux se chevauchent pendant l'année 1995.

b) les entraves techniques et l'interpénétration avec le CODEX Alimentarius

Quant aux normes, le GATT n'y est pas resté indifférent. Plus globalement, un accord relatif aux obstacles techniques au commerce, dit "Code des normes" a été adopté dans le cadre du GATT, notamment par la CEE, le 15 janvier 1980. Il prévoit la notification préalable des projets de normes. Ce code a été modifié par l'Uruguay Round.

Il a été recommandé, pour faciliter les mouvements de libéralisation des produits, de recourir en particulier à des normes internationales mondiales. On pense aux normes ISO, qui sont utilisées comme références vis-à-vis de normes au champ d'application plus restreint, ainsi que pour le COFRAC, par un prolongement. Ceci permet de constater qu'une accréditation par cet organisme semble être un gage de reconnaissance véritablement mondial.

Or, pour les denrées alimentaires, les seules normes mondiales sont celles établies par le CODEX Alimentarius, notamment sur le système d'inspection et de certificat à l'exportation et à l'importation. Cela occasionne un renforcement des liens entre les deux.

Dès 1979, avec les négociations pour le Tokyo Round, le GATT s'est préoccupé des entraves techniques. La disparité des réglementations servait et sert encore aux Etats de prétexte pour limiter la liberté de circulation des marchandises, au moyen notamment de contrôles aux frontières. L'abaissement des barrières douanières ne suffit plus alors, comme l'exemple de l'Union Européenne l'a montré. Or, la situation des denrées alimentaires est quelque peu spécifique du fait de l'importance sanitaire qu'elles représentent. C'est pourquoi, l'Uruguay Round a modifié l'accord sur les TBT (Technical Barriers on Trade) pour adopter un accord prenant en compte les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

Concernant les TBT, il faut les aborder, car cet accord s'applique à toutes marchandises. Il s'intéresse aux réglementations nationales, ainsi qu'aux normes quand celles-ci ont une quelconque influence sur les échanges.

Leur élaboration ne doit pas faire apparaître une situation de discrimination quand elle n'est pas justifiée. Mais, même sans cette inégalité, il est interdit d'installer des obstacles, se révélant non nécessaires et disproportionnés. Ceci est intéressant puisque cela peut concerner le domaine de la Santé et donc l'activité de l'IFREMER. On voit qu'il est primordial qu'une éventuelle réglementation contraignante soit admise comme justifiée, d'où l'importance des méthodes à utiliser. D'autant qu'il est fait renvoi aux "normes internationales pertinentes". En cas de non-application de celles-ci, il y a des obligations particulières pour les Etats concernés, dont une de transparence et la charge de justifier la légitimité de l'objectif poursuivi et l'adéquation des mesures prévues.

Les règles relatives à l'application des réglementations et normes internationales reprennent ces mêmes principes. Il faut cependant remarquer le renvoi effectué, quand cela est possible, vers les guides ou recommandations internationales en matière de procédure d'évaluation de la conformité. Là encore, un pays qui décide d'adopter des mesures spéciales et propres à lui doit en prouver le bien fondé le cas échéant.

Cet accord s'applique pour tout ce qui concerne l'environnement et la loyauté des transactions. Il est en vigueur depuis 1980.

Mais, plus enrichissante est l'étude du SPS, qui sera appliqué vers juillet 1995. Son domaine est bien la lutte contre les entraves techniques mais dans le secteur particulier de la lutte contre la dissémination des maladies des animaux et des plantes et celui, nous intéressant spécialement, de la protection *"de la santé et de la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes, présents dans les produits alimentaires"*¹¹⁰. Son objectif rejoint celui plus général du GATT, c'est à dire donner un cadre multilatéral à ce principe.

Là encore, un Etat qui se distingue des autres par une réglementation plus sévère devra en apporter une justification en s'appuyant sur "les preuves scientifiques disponibles". L'accord cite à cet égard notamment, les travaux de la Commission du CODEX Alimentarius, ainsi que les normes recommandations et directives qui y sont élaborées. Son importance apparaît quand il s'agit d'évaluer les risques justifiant les réglementations.

Cette structure, concernant les denrées alimentaires, est née, au cours des années 1960, de l'association entre deux organes des Nations Unies. Il s'agit de la FAO (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture) et de l'OMS (Organisation Mondiale pour la Santé). Une Commission mixte a été créée avec la mission de protéger la santé du consommateur, d'assurer la loyauté des échanges et de les faciliter.

Les travaux de réflexion sont conduits dans des comités pouvant être horizontaux ou verticaux. Dans, le premier cas, on peut citer les contaminants et dans le second, les produits de la pêche. On se rend compte que cela concerne directement l'IFREMER, d'ailleurs certains de ses membres y participent à titre individuel. Dans la perspective d'une accréditation, il faut noter que la qualité des contrôles est logiquement prise en compte. En l'espèce, il s'agit d'un comité chargé des systèmes d'inspection et de certification. Ceci est une évolution obligée puisqu'on ne peut vouloir instaurer une harmonisation des réglementations nationales qui soit fiable, si les contrôles ne sont pas eux-mêmes harmonisés. La préoccupation que nous avons vue dans les textes communautaires se retrouve ici.

Pendant, longtemps, ces travaux n'ont guère pu s'affirmer du fait de l'absence d'effet contraignant. Mais les choses ont changé en 1991. La FAO et l'OMS, en collaboration avec le GATT,

¹¹⁰ SPS- Annexe A paragraphe 1

ont réuni à Rome, une conférence "*sur les normes alimentaires, les substances chimiques dans les aliments et le commerce international*". La référence de ce dernier aux textes du CODEX a ainsi été souligné. La conclusion a été que ceux-ci avaient "*changé de statut*".

Jusqu'à alors, pour être reconnues, ces normes devaient être reprises par les Etats dans leur réglementation nationale. Il s'agissait d'un accord international comme un autre, avec la nécessité d'être ratifié. D'où la généralisation de la démarche horizontale et la volonté de faciliter l'acceptation des textes. La conséquence a été leur simplification. Avant, les prescriptions techniques y étaient très fournies et complexes, laissant très peu de marges de manoeuvre aux Etats. L'évolution n'a retenu que des seuils de qualité minimale, les détails étant, en quelque sorte, optionnels. On retrouve le principe des directives communautaires.

Concernant le comité sur les systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires importées et exportées, l'objectif est de s'intéresser aux services officiels par des directives et recommandations. Cela porte sur l'harmonisation et la transparence des procédures, l'évaluation des méthodes et en particulier les conditions de l'utilisation des systèmes d'assurance de la qualité, les mesures prises suite aux contrôles et enfin cherche à faciliter les échanges de renseignements sur ces derniers. On va vers l'adoption d'un système d'équivalence de ces systèmes nationaux. On peut facilement faire le parallèle avec les textes communautaires vus plus haut.

On peut s'attendre à ce que nos systèmes d'inspection, à terme, et leur capacité à la maîtrise de la qualité de leurs mesures soient soumis à une évaluation. Une reconnaissance de cette efficacité permet d'éviter des contrôles aux frontières. Ainsi, les prochains travaux de ce comité visent à élaborer une directive établissant des critères objectifs et les modalités de cette évaluation.

Si l'état d'avancement de la réflexion n'est pas encore au stade d'une imposition dans les faits d'une accréditation, on peut être enclin à penser que l'on est sur la voie. Il est normal que les systèmes de surveillance puissent être harmonisés si on veut que les conditions soient les mêmes partout pour les denrées alimentaires. Or, il est probable qu'il sera fait renvoi aux normes ISO, relatives aux laboratoires, en tant que références reconnues dans leur ensemble. Prochainement, leurs méthodes d'évaluation seront prises en compte, avec toujours la possibilité de se fonder sur des normes. Il faut cependant attendre prudemment le résultat de ces travaux. Toujours est-il que le COFRAC apparaît là encore comme étant l'organisme le mieux à même de réaliser une évaluation reconnue. La démarche semble être identique. A chaque fois, on demande d'abord aux systèmes de contrôle des denrées alimentaires d'engager une procédure d'assurance-qualité, puis on approfondit en impliquant le système pour leur propre évaluation.

Le Comité "*analyse et échantillonnage*" a rédigé un texte préparatoire qui contient déjà l'idée d'une assurance-qualité pour des rapports d'équivalence entre laboratoires. Il ne s'agit que d'un principe, mais cette idée devrait devenir directive CODEX recommandée, dans les deux ans.

L'IFREMER n'est pas directement concerné, puisque ce n'est pas lui qui réalise les contrôles mais les services vétérinaires. Mais, il faut encore souligner qu'il peut être intégré au processus, du fait de la surveillance qu'il exerce sur le milieu marin et les ressources s'y trouvant. De plus, les certifications vétérinaires sont souvent fondées sur les analyses de l'Institut. Or, ceci peut être pris en compte pour une éventuelle exportation. L'accord en question concerne les contrôles aux frontières, c'est-à-dire à l'importation, mais ceci forme donc un tout. Dans l'immédiat, une accréditation est encore loin d'être nécessaire pour l'Institut dans ce cadre, mais il y a le risque de se voir coupé des autres organismes qui eux devront peut-être un jour respecter cette procédure pour être reconnus. En substance, les mêmes sujétions, qu'au niveau communautaire, vont sans doute se réaliser.

1-3) les conséquences au plan interne

L'accréditation peut se révéler être une nécessité dans la perspective de la libéralisation du commerce des marchandises et donc des denrées alimentaires, mais cette exigence pour l'IFREMER peut être plus directe du fait de l'application nationale de ces différentes dispositions.

a) la primauté de ces Droits

Les dispositions prises dans le cadre de la Communauté Economique Européenne, puis de l'Union Européenne, ont une primauté sur la législation et la réglementation nationale. Cette prise de position a été très lente, mais elle est désormais affirmée par la jurisprudence, qu'elle soit judiciaire ou administrative.

Il s'agit de la reconnaissance de cette supériorité, sur le Droit antérieur mais également sur les textes nationaux postérieurs. Pour le Conseil d'Etat, ce revirement s'est effectué lors d'un arrêt de principe rendu le 20 octobre 1989¹¹¹. On se situe dans le cadre de l'article 55 de la Constitution¹¹², reconnaissant en substance, la primauté des traités ou accords internationaux.

La Cour de cassation avait reconnu ce principe depuis longtemps dans un arrêt de sa Chambre mixte du 24 mai 1975¹¹³. Les juges du Droit judiciaire, à cette occasion, sont allés plus loin en approuvant implicitement l'existence d'une spécificité concernant les Traités communautaires. Certes, pour reconnaître cette primauté, ils se sont fondés sur l'article 55, précité, mais ils n'en admettent pas moins que le Traité CEE "*institue un ordre juridique propre à intégrer celui des Etats membres*". Il est donc question d'application directe aux ressortissants. Or, cet effet est bien la preuve de cette spécificité, laquelle interdit l'application du principe de réciprocité de la part des autres parties comme condition.

¹¹¹ "Nicolo" AJDA, 1989-12, page 788

¹¹² promulguée le 4 octobre 1958

¹¹³ "Jacques Vabre", D 1975, page 497

La Cour de Justice des Communautés Européennes avait très tôt reconnu cette supériorité. On peut citer les deux arrêts principaux que sont ceux des 15 juillet 1964¹¹⁴ et 9 mars 1978¹¹⁵.

Quant au Conseil d'Etat, il a développé sa jurisprudence par un arrêt du 24 septembre 1990¹¹⁶, étendant le principe aux règlements communautaires et un autre du 28 février 1992¹¹⁷, aux directives. La spécificité de ce Droit n'est pourtant toujours pas reconnue maintenant.

Cette primauté peut être étendue au GATT et au CODEX Alimentarius par relation. Elle a également été reconnue en vertu de ce même article 55. Cependant, il n'est nullement question d'un quelconque effet direct. Malgré tout, le plus important est, qu'une fois ratifiées, ces dispositions sont parties intégrants de l'ordonnement juridique français.

Il existe une situation intermédiaire. Le Droit communautaire peut venir s'intercaler puisque la Commission a la possibilité dans certains cas de négocier pour le compte des Etats membres. Elle se base sur les articles 100 A, 113, et 235 T du Traité de Rome, modifié par l'Acte unique.

b) les conséquences pour l'accréditation

Une éventuelle imposition serait motivée par la nécessité d'aboutir à l'harmonisation des normes par l'intermédiaire de la généralisation du système de l'accréditation, ce qui aurait bien sûr pour conséquence d'englober l'IFREMER. On a vu que le milieu marin et sa gestion formaient un tout indivisible. La qualité des denrées alimentaires qui en sont issues dépend étroitement de celle de l'eau. Par conséquent, les organismes chargés de chacune ne peuvent qu'être liés en tant que membres d'une seule filière. L'Etat peut tout à fait décider de concrétiser cet état de fait en retenant l'obligation de recourir à cette attestation. Ceci peut avoir plusieurs causes mais sera, selon toute vraisemblance, du fait de ces dispositions internationales. L'Administration se retrouve face à deux solutions. Elle peut avoir l'intention de devancer les difficultés d'application qui ont été évoquées plus haut au lieu de la seconde qui est d'attendre que ces dispositions apparaissent et s'imposent clairement.

Pourtant, l'étude des conséquences explicites et implicites de la réglementation communautaire et des travaux internationaux montre que la situation est déjà fixée dans son principe du moins. Même si un système d'assurance de la qualité, validé officiellement, n'est pas encore exigé formellement, la réalité passe outre. La notion de filière, avec l'imbrication en résultant, fait que l'on doit raisonner et décider à cette échelle. A terme, la nécessité de se faire accréditer pour une partie de cet ensemble amène une obligation identique pour le reste sous peine d'aboutir à une inefficacité chronique. Cela voudra dire qu'une décision d'accréditation deviendra un acte administratif, et les hypothèses soulevées plus haut auront à s'appliquer.

Cependant, avant d'être catégorique, il convient de faire un tour d'horizon des différents décideurs et partenaires. Cela nous permettra de constater quelles sont explicitement les perspectives de l'accréditation et des conséquences pour l'IFREMER.

¹¹⁴ "Costa c/ Enel" Recueil CJCE, page 1141

¹¹⁵ "Simmenthal" Recueil CJCE, page 629

¹¹⁶ "Boisdet" Recueil page 251

¹¹⁷ "SA Rothmans international France" et "SA Philip Morris France" Recueil, page 81

2) L'image de l'accréditation et ses perspectives

Cette dernière partie est destinée, après avoir vu les textes et situations en vigueur, à se tourner vers les intentions de chacun. Cela permettra de donner un peu d'aspect pratique et d'aller un peu plus loin qu'une simple étude des textes et statuts. Il est intéressant de connaître quelles sont les véritables attentes et projets des partenaires, comme des décideurs.

2-1) la vision communautaire

Un texte permet parfaitement d'aborder ce sujet, indépendamment des directives, puisqu'il instaure une véritable tendance, plus que des prescriptions précises et liées à leur contexte.

Il s'agit de la proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique dans le domaine de la normalisation des mesures et essais, et ce pour la période 1994-1998¹¹⁸.

Dans son huitième considérant, la proposition se place sous un angle purement économique, en notant que *"la mise en oeuvre et la consolidation du Marché unique requiert le développement continu de systèmes harmonisés de mesures, de méthodes d'essais, de normes et la reconnaissance mutuelle des certifications de conformité"*. Ce passage n'apporte rien de nouveau mais il confirme l'importance que peuvent représenter les contrôles dans le cadre d'un système économique visant à la libéralisation des échanges et à la suppression des obstacles.

Le considérant suivant replace également les préoccupations liées à la santé, la sécurité, l'environnement et la protection des consommateurs.

Suite à ces principes, qui reprennent ceux dégagés par les directives de 1989 et de 1993¹¹⁹, précitées, mais en apportant une généralisation, les annexes procurent de nouveaux éclaircissements en précisant notamment quels sont les objectifs poursuivis. On peut remarquer une constante qui est la reconnaissance de la nécessité de mesures fiables et précises, que ce soit dans une préoccupation sanitaire ou environnementale, entre autres. A cette fin, ce programme renvoie aux différentes directives reconnaissant que des *"désaccords sur les résultats des mesures ou leur interprétation affectent le commerce"*¹²⁰, et donc en partie à celles qui ont été vues précédemment.

A cet effet, il est clairement exposé que l'un des objectifs de ce programme est *"de soutenir le développement futur d'une infrastructure européenne de mesures, en facilitant la coordination des activités nationales, le développement d'étalons de mesures, de méthodes et de systèmes avancés et de la reconnaissance mutuelle des résultats et des systèmes d'accréditation"*¹²¹.

¹¹⁸ JOCE du 17 août 1994, N° C 228/68

¹¹⁹ voir notes n° 24 et 107

¹²⁰ Annexe 1, point 2, paragraphe 3 de la proposition

¹²¹ Annexe 1, point 2, paragraphe 6 de la proposition

Ce mouvement de reconnaissance apparaît comme bien engagé et l'accréditation y joue un rôle moteur. On se situe par conséquent dans l'avenir et il est significatif que l'un des principaux objectifs soit justement cette volonté d'imposer une infrastructure européenne dans ce domaine. Cette démarche est l'une des applications de la "Nouvelle Approche", lancée par les institutions européennes, avec des exigences essentielles à respecter.

Ce programme se déroule et se déroulera en étroite collaboration avec d'autres programmes plus spécifiques, comme l'environnement et climat, les sciences et technologies marines, la biomédecine et santé.

Un des aspects étant le renforcement de la métrologie, ceci peut être d'une grande importance à l'heure où l'IFREMER s'interroge sur l'opportunité de mettre en place un système de surveillance automatisé. Or, ceci se fait en consultation avec les réseaux existant de laboratoires nationaux, tels que EUROMET, EURACHEM, EUROLAB... Des incidences apparaissent sur les activités de recherche et développement technologique, proposées dans le cadre de ce programme. A cette occasion, il est précisé que l'on souhaite développer les méthodes de mesures. Pour arriver à cet objectif, l'idée est d'utiliser les réseaux de laboratoires pour parvenir à des améliorations concernant la réalisation et la traçabilité des échelles de mesures.

2-2) la vision interne

On retrouve ici les deux grandes catégories de partenaires de l'IFREMER que sont l'Administration d'une part, et le milieu socio-économique d'autre part.

a) l'Administration

Des deux, c'est logiquement ce partenaire qui devrait avoir le plus intérêt à l'accréditation de l'Institut. C'est, en effet, à l'Administration que revient la charge de faire appliquer les différentes réglementations.

Cependant, il apparaît que pour l'instant, les autorités, liées à l'IFREMER, ne considèrent pas l'accréditation de cet organisme comme une priorité. Ainsi, la Direction des pêches maritimes et des cultures marines (DPMCM), quand on l'interroge, met surtout l'accent sur la volonté de bénéficier de prestations fiables et donc de qualité. Mais, elle ne met pas l'accent sur les moyens à mettre en oeuvre. Quand on leur parle d'accréditation, les personnes concernées n'y sont pas opposées, tout en précisant que ceci relève plus de la gestion interne de l'IFREMER.

Nous ne nous situons pas dans une situation similaire à celle de la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL), vis-à-vis des services vétérinaires, du fait d'une réglementation différente. Il n'y a pour l'instant aucune incitation sous quelque forme que ce soit. Pourtant, cela ne veut pas dire qu'un jour une accréditation ne soit pas nécessaire.

On peut noter qu'actuellement, le contrat-cadre avec le Ministère chargé de la pêche et des cultures marines est en train d'être revu. Le but est de repréciser les missions et de rendre plus effectif le financement prévu. Il est en effet apparu dans les faits que les dispositions prévues n'étaient pas suffisantes.

b) le milieu socio-économique

Ses membres n'ont bien sûr pas les mêmes préoccupations qu'une administration. Pour eux, seule l'efficacité importe qu'il s'agisse d'une mission de service public ou de prestations privées. Pour cela l'accréditation est un moyen. Ils n'ont pas d'intérêt particulier à ce que ce soit ce système. Mais comme il est le seul à être disponible, ils seront conduits un jour à s'y intéresser. Or, nous sommes actuellement dans une période de redéfinition des financements. Nous avons vu que la parafiscalité était désormais moribonde. Aussi, les professionnels, la DPMCM et l'IFREMER se sont engagés dans des négociations. Le point sensible est l'échelle devant être considérée. Les deux premiers voudraient un accord global au niveau du Comité National de la Conchyliculture (CNC). Or, l'Institut, dans une vision plus pratique semble-t-il, veut également tenir compte des organes régionaux, du moins pour les actions les plus spécifiques.

Cependant, au-delà du financement, il y aura peut-être à un moment donné le problème de l'accréditation, glissé dans les discussions, ce qui sera facilité par le cadre contractuel et la compétition que l'on a vue bien présente.

2-3) l'exemple de la D.G.C.C.R.F.

A première vue, la situation de ces deux organismes peut paraître comme étant dissemblable. L'IFREMER est un établissement public industriel et commercial, donc bénéficiant d'une certaine autonomie et de la possibilité d'avoir des ressources propres. De son côté, la Direction Générale de la Concurrence de la Consommation et de la Répression des Fraudes (D.G.C.C.R.F.) est une administration relevant du Ministère de l'Economie et des Finances.

Mais, l'étude de leurs activités montre que des rapprochements peuvent être faits. Ainsi, tous les deux exercent des contrôles, par l'intermédiaire de laboratoires. Ils ont à cet effet bénéficié d'une image d'institution de référence pendant longtemps, ce qui n'est plus le cas maintenant. De plus, à côté du service public, chacun a effectué des prestations à caractère privé, bien que dans les deux cas, il y ait la volonté de limiter cet aspect. Enfin, ils doivent faire face à une compétition de la part d'autres laboratoires, notamment à structure privée.

Quant au contrôle des analyses, avant l'accréditation de celles-ci, il s'agissait d'une procédure interne a posteriori, c'est à dire un double contrôle.

Par conséquent, l'expérience tirée de l'accréditation des sept laboratoires de la D.G.C.C.R.F. peut être riche d'enseignements.

Sa situation est quelque peu spécifique puisqu'elle n'est pas un simple membre du COFRAC. Elle a participé à la mise en place de la Commission relative à l'accréditation des laboratoires agissant dans l'agro-alimentaire. Elle est ainsi, une des deux présidentes, en alternance avec la D.G.A.L., une fois tous les deux ans. Cependant, du fait de la nécessaire impartialité, quand cela concerne un de ses laboratoires, elle ne siège pas.

Sa préoccupation était avant tout d'éviter les contentieux. Or, la transparence du COFRAC est un gros avantage dans cette perspective. De plus, il a été noté par cet organisme une évolution chez les personnels concernés. On peut ainsi relever qu'une accréditation apporte réellement un nouvel état d'esprit et plus de performance au profit du personnel. Ceci est très intéressant puisque celui-ci était reconnu auparavant pour sa compétence, au même titre que celui de l'IFREMER.

Par contre, cette direction apporte la preuve que, même pour des structures comme elle, une accréditation est très lourde à assumer. Il y a bien sûr la charge financière qui est liée au poids des mesures à prendre. Mais, la traçabilité est un mot clé. Elle permet de vérifier le suivi. Il faut prouver que chaque analyse concernée a été effectuée convenablement, que les contrôles ont été suffisants. Il s'agit d'une preuve de tous les jours. La procédure d'étalonnage des matériels utilisés est, de ce fait, lourde à assumer.

Malgré tout, pour cette administration, le bilan est présenté comme étant positif. De plus, on va plus loin en parlant d'un passage désormais obligé.

Recommandations

En conclusion à cette étude, il apparaît que la procédure d'accréditation est un atout et sera sans nul doute une obligation pour les laboratoires utilisés par l'IFREMER dans le cadre de la surveillance de la qualité du milieu marin. L'Institut ne pourra passer outre cette nouvelle situation, vue lors du développement et soulignée par les réglementations tant nationales qu'internationales.

Il n'est plus question de la seule obtention d'une qualité, par référence à des normes. Désormais, c'est un véritable système qui se met en place avec les organismes d'accréditation comme base à cet édifice. Le choix de cette politique qualitative fait que, pour l'IFREMER, même si l'obligation de faire accréditer certaines analyses tardera peut-être à se retrouver dans des textes spécifiques, il n'en restera pas moins que la pratique et les interpénétrations existant représenteront une imposition dans les faits.

Ainsi, on ne peut que recommander de procéder, dans un futur proche, à cette accréditation, pour les analyses pouvant être retenues. Cela donnera à l'IFREMER l'assurance de passer ce cap dans les meilleures conditions.

ANNEXE

- 1- Décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer **page 1**
- 2- Loi n° 84-608 du 16 juillet 1984 relative à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer **page 4**
- 3- Décret n° 89-247 du 14 avril 1989 portant application de l'article 1er de la loi n° 84-608 du 16 juillet 1984 **page 5**
- 3- Décret n° 91-469 du 14 mai 1991 modifiant le décret n° 84-934 du 17 octobre 1984 fixant la liste des organismes scientifiques ou techniques habilités à effectuer les contrôles prévus par l'article 7 de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 **page 6**
- 4- Arrêté du 19 mai 1992 portant agrément de laboratoires pour la délivrance de certificats d'analyse relatifs aux produits alimentaires ou agricoles destinés à l'exportation **page 7**
- 5- Décret n° 93-786 du 8 avril 1993 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche **page 9**
- 6- Décret n° 82-635 du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret n° 82-389 du 10 mai 1982 et de l'article 3 du décret n° 82-390 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des commissaires de la République sur les services des affaires maritimes **page 11**
- 7- Statuts du Comité français d'accréditation **page 13**
- 8- Tableaux sur l'évolution de l'accréditation **page 17**
- 9- Décret n° 84-74 du 26 janvier 1984 fixant le statut de la normalisation **page 19**
- 10- Arrêté préfectoral n° 95-0327 du 17 février 1995 autorisant la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle station d'épuration et l'épandage des boues issues de cette station (extrait) **page 21**
- 11- Directive du Conseil 89/397 du 14 juin 1989 relative au contrôle des denrées alimentaires **page 23**
- 12- Directive du Conseil 93/99 du 29 octobre 1993 relative à des mesures additionnelles concernant le contrôle officiel des denrées alimentaires **page 27**

13- Décret n° 94-340 du 28 avril 1994 relatif aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants **page 31**

14- Proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique dans le domaine de la normalisation, des mesures et essais (1994-1998) **page 35**

BIBLIOGRAPHIE

- * LAMY droit économique : *Le rôle de la normalisation en matière contractuelle*, 1995
- * Ph. Malaurie et L. Aynès, *Les obligations*, Cujas, 5ème édition 1994
- * A. Sériaux, *Droit des obligations*, PUF 1992
- * Editions Techniques – Juris–Classeur :
 - "Civil", 1994 : *Contrats et obligations*, Fascicule 20
 - "Administratif", 1991 : *Acte administratif*, Fascicule 107-1
 - "Administratif", 1993 : *Etablissements publics*, Fascicule 135
 - "Administratif", 1990, *Principes généraux et concepts fondamentaux de la responsabilité administrative*, Fascicule 700
 - "Administratif", 1993, *Instruction*, Fascicule 1090
 - "Procédure civile", 1988 : *Mesures d'instruction exécutées par un technicien*, Fascicule 662
- * Encyclopédie Dalloz, "Contentieux administratif", *Intervention*
- * Bulletin d'Information et de Documentation :
 - n° 11/1991 : *L'accréditation des laboratoires*
 - n° 6/1994 : *Le COFRAC*
- * Revue "Enjeux", n° 144, mai 1994
- * MM.G Vedel et P. Delvolvé "Droit administratif", Thémis droit public, PUF, Tome 2, 12e édition 1992

2° Cinq représentants des organisations de consommateurs proposés par le ministre chargé de la consommation.

3° Cinq représentants des activités industrielles et commerciales.

4° Deux personnalités qualifiées, l'une dans le domaine de l'étiquetage d'information et l'autre dans le domaine des essais.

Les membres du comité, autres que les membres de droit, sont nommés pour trois ans par arrêté du ministre chargé de l'industrie. Leur mandat est renouvelable.

Le comité établit un règlement intérieur.

Le secrétariat du comité est assuré par la direction de la qualité et de la sécurité industrielles du ministère de l'industrie et de la recherche.

Art. 7. — L'article 18 du décret du 9 juillet 1980 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 18.

Le ministre chargé de l'industrie peut demander l'avis du comité consultatif ou de ses commissions permanentes sur toute question relative aux certificats de qualification et, notamment, celles qui lui sont soumises par les membres du comité et par les usagers de produits ou de biens certifiés.

Cette consultation est de droit si la demande est formulée par le quart au moins des membres du comité.

Au cas où l'ensemble des représentants des organisations de consommateurs siégeant au comité consultatif des certificats de qualification le demande, le comité consultatif des certificats de qualification saisit le Conseil national de la consommation d'une demande d'avis sur la nature et le mode de présentation des informations portées à la connaissance des utilisateurs par le certificat. L'avis de ce conseil doit être formulé dans le délai d'un mois après la saisine.

Le comité consultatif des certificats de qualification adresse au ministre chargé de l'industrie un rapport annuel d'activité.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'industrie et de la recherche, le ministre de l'urbanisme et du logement, le ministre du commerce et de l'artisanat et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 mai 1984.

PIERRE MAUROU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie et de la recherche,
LAURENT FABIUS.

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
JACQUES DELORS.

Le ministre de l'urbanisme et du logement,
PAUL QUILès.

Le ministre du commerce et de l'artisanat,
MICHEL CRÉPEAU.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation,
CATHERINE LAUMIERE.

Décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre des transports et du ministre de l'industrie et de la recherche,

Vu l'article 37 de la Constitution ;

Vu le code civil, et notamment son article 2060 ;

Vu la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public ;

Vu le décret n° 83-707 du 9 août 1983 modifié relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet économique et social ;

Vu le décret n° 85-733 du 26 mai 1985 modifié relatif au contrôle économique et financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 64-438 du 28 mai 1964 relatif aux règles de recettes et aux règles d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 71-153 du 22 février 1971 ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel en date du 12 octobre 1983 ;

Vu le décret n° 63-766 du 30 juillet 1963, et notamment son article 21, avant-dernier alinéa ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

CHAPITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — Sont abrogés :

L'article 10 de la loi du 31 décembre 1918 portant ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, février et mars 1919 autorisant de percevoir, pendant les mêmes mois, des impôts et revenus publics ;

Les articles 1^{er}, 2 et 4 à 7 de la loi du 18 novembre 1942 portant réorganisation de l'office scientifique et technique des pêches maritimes ;

L'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 1967 portant création d'organismes de recherche.

Art. 2. — Il est créé, sous le nom d'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la mer.

Art. 3. — L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer a pour missions de conduire et de promouvoir des recherches fondamentales et appliquées et des actions de développement technologique et industriel destinées à connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources des océans et à rationaliser leur exploitation, à améliorer la connaissance et les méthodes de protection et de mise en valeur de l'environnement marin et à favoriser le développement socio-économique du monde maritime.

Art. 4. — Pour l'exécution de ses missions, qu'il exerce en liaison avec les organismes de recherche et de développement technologique ainsi qu'avec les administrations intéressées, l'Institut est chargé :

1° De proposer au Gouvernement des programmes de recherche ou de développement et de les exécuter soit par ses moyens propres, soit par contrats ;

2° D'apporter à l'Etat et aux autres personnes morales de droit public son concours pour l'exercice de leurs responsabilités, notamment pour le contrôle de la qualité des produits de la mer et du milieu marin ;

3° D'apporter son concours, notamment par voie de contrats, aux professions maritimes et organismes intervenant dans les domaines scientifiques, techniques et économiques ;

4° D'assurer, dans les limites déterminées par le ministre chargé de la recherche et le ministre chargé de la mer, la maîtrise d'œuvre d'opérations complexes d'intérêt général, associant différents partenaires ;

5° De créer et de gérer des équipements lourds d'intérêt général ;

6° De recueillir, diffuser et valoriser les informations nationales ou internationales ;

7° D'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche ;

8° De participer aux activités des organismes internationaux de recherche et d'aménagement des ressources et du milieu marin ;

9° De passer des conventions de coopération internationale en faveur du développement avec d'autres organismes exerçant des activités comparables.

L'Institut est associé à l'élaboration des accords intergouvernementaux scientifiques et technologiques dans le domaine marin et peut être chargé de leur mise en œuvre.

CHAPITRE II

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 5. — Le conseil d'administration de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer comprend :

1° Huit représentants de l'Etat nommés par décret sur proposition des ministres chargés de la recherche, de la mer, des relations extérieures, de la défense, du budget, de l'industrie, de l'environnement et de l'éducation nationale ;

2° Six membres choisis en raison de leur compétence dans les domaines d'intervention de l'institut dont trois au titre des ressources vivantes; ces personnalités sont nommées par décret, sur proposition du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la mer;

3° Sept membres élus par les personnels de l'institut dans les conditions prévues par la loi susvisée du 28 juillet 1983.

Le président du conseil d'administration, choisi parmi ses membres, est nommé pour cinq ans par décret en conseil des ministres sur proposition du conseil d'administration et sur le rapport du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la mer.

Le commissaire du Gouvernement, le contrôleur d'Etat et l'agent comptable assistent aux séances du conseil d'administration avec voix consultative. Le président peut appeler toute personne dont il juge la présence utile à participer aux séances, avec voix consultative.

Les fonctions de membre du conseil d'administration sont exercées à titre gratuit.

Chaque représentant du personnel dispose pour l'exercice de son mandat d'un crédit d'heures mensuel égal à seize heures.

Art. 8. — Le conseil d'administration détermine les grandes orientations de l'établissement et délibère sur :

1° Les mesures générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'institut;

2° Le programme d'activité de l'institut et les modalités générales de ses interventions;

3° L'état annuel des prévisions de recettes et de dépenses et ses modifications;

4° Le rapport annuel d'activité;

5° Le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice;

6° Les emprunts;

7° La création de filiales et les prises, cessions ou extensions de participations financières; la participation à des groupements d'intérêt économique;

8° La participation à des groupements d'intérêt public;

9° L'acceptation ou le refus des dons et legs;

10° Les conditions générales de recrutement, d'emploi et de rémunération des personnels de droit privé;

11° Les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés;

12° Les acquisitions et aliénations d'immeubles;

13° L'autorisation d'entreprendre des négociations pouvant conduire à la conclusion des conventions mentionnées au 9° de l'article 4 ci-dessus et les conditions dans lesquelles ces conventions ne peuvent être passées qu'avec son autorisation.

En ce qui concerne les décisions modificatives de l'état annuel des prévisions de recettes et de dépenses, prévues au 3°, sont seules soumises au conseil celles qui comportent soit une augmentation du montant total des dépenses, soit des virements de crédits entre la section des opérations en capital et la section de fonctionnement ou entre les chapitres de matériel et les chapitres de personnel. Les autres décisions modificatives sont prises par le président du conseil d'administration en accord avec le contrôleur d'Etat. Il en rend compte au conseil d'administration à sa plus proche séance.

En ce qui concerne les 9° et 12° ci-dessus, le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs au président.

Art. 7. — Les délibérations du conseil d'administration sont exécutoires quinze jours après la transmission du procès-verbal au commissaire du Gouvernement sauf opposition du ministre chargé de la recherche ou du ministre chargé de la mer.

Toutefois, les délibérations portant sur les matières énumérées aux 3°, 5°, 6°, 10° et 11° de l'article 8 ci-dessus sont exécutoires, sauf opposition du ministre chargé de la recherche, du ministre chargé de la mer ou du ministre chargé du budget, un mois après la transmission du procès-verbal au commissaire du Gouvernement.

Les délibérations portant sur les matières énumérées au 7° de l'article 8 ci-dessus sont exécutoires, sauf opposition du ministre chargé de la recherche, du ministre chargé de la mer, du ministre chargé du budget ou du ministre chargé de l'économie et des finances, un mois après la transmission du procès-verbal au commissaire du Gouvernement.

Art. 8. — Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour. Le président réunit le conseil s'il y est invité par le ministre chargé de la recherche ou par le ministre chargé de la mer.

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de vingt jours; il délibère alors sans condition de quorum.

Les délibérations du conseil sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

CHAPITRE III

DIRECTION ET ORGANISATION

Art. 9. — Le président du conseil d'administration dirige l'institut. Il prépare les délibérations du conseil d'administration et assure de leur exécution. Il représente l'institut dans tous les actes de la vie civile, dans ses rapports avec les tiers et dans ses relations internationales.

Il a autorité sur l'ensemble des services. Il recrute l'ensemble des personnels.

Il est ordonnateur principal des dépenses et des recettes de l'institut; il peut désigner des ordonnateurs secondaires.

Sous réserve des approbations nécessaires, le président a notamment qualité pour :

1° Passer au nom de l'institut tous actes, contrats ou marchés;

2° Procéder à toutes acquisitions, tous dépôts ou cessions de brevets ou de licences;

3° Représenter l'institut en justice, transiger dans tous litiges et compromettre en matière nationale et internationale avant ou après naissance d'un différend;

4° Déterminer l'emploi des fonds disponibles et le placement des réserves, procéder à toutes acquisitions, aliénations et transferts de valeurs;

5° Procéder à tous achats, ventes ou locations d'immeubles, contracter tous emprunts, constituer nantissement ou hypothèque.

Il peut déléguer une partie de ses pouvoirs.

Art. 10. — Un comité scientifique, placé auprès du président de l'institut, est consulté par lui sur les programmes de recherche et sur les aspects scientifiques des programmes de développement technologique exécutés par l'institut. Le comité scientifique donne son avis sur la cohérence d'ensemble de ces programmes et sur les priorités à accorder aux différentes propositions. Il émet des recommandations sur le développement des équipements lourds d'intérêt général, dont la gestion est confiée à l'institut sur les propositions d'affectation de ces équipements au bénéfice de l'ensemble des utilisateurs, et procède périodiquement à l'évaluation des résultats obtenus. Il peut formuler toutes propositions concernant l'orientation des recherches.

Le comité scientifique comprend vingt membres. Dix-sept membres, dont le président du comité, sont nommés par arrêté du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la mer, dont cinq sur proposition du président de l'institut. Trois membres sont élus par les personnels de l'institut, selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la mer. Les fonctions de membre du comité scientifique, d'une durée de cinq ans, sont renouvelables.

Le comité scientifique se réunit sur convocation de son président, le cas échéant à la demande du président de l'institut.

Art. 11. — Le président de l'institut est assisté notamment d'un directeur général adjoint chargé dans le domaine des ressources vivantes de la préparation et de la coordination des programmes, des avis scientifiques aux administrations et de l'appui scientifique et technique aux professionnels.

Art. 12. — Il est créé un comité dont la compétence s'étend au domaine des ressources vivantes. Le comité des ressources vivantes est présidé par le président de l'institut ou son représentant.

Ce comité comprend :

1° Un représentant de chacun des ministres chargé de la recherche, de la mer, de l'environnement et de l'agriculture ;

2° Quinze membres nommés par arrêté du ministre chargé de la mer sur proposition des organisations professionnelles nationales des pêches maritimes, des cultures marines et des industries connexes pour une durée de cinq ans renouvelable ;

3° Trois membres élus par les personnels de l'institut pour une durée de cinq ans renouvelable selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la mer.

Le président du comité scientifique ou son représentant et les responsables scientifiques des programmes dont le comité des ressources vivantes a à connaître peuvent participer aux séances avec voix consultative.

Le président du comité des ressources vivantes peut également inviter toute personne dont il estime la présence utile à participer aux séances avec voix consultative.

Art. 13. — Le comité des ressources vivantes est consulté, dans les limites de sa compétence, sur l'orientation et la mise en œuvre des programmes de recherche et de développement technologique, sur les créations de filiales et sur toute autre question qui lui est soumise par son président.

Dans les mêmes limites, il exerce les pouvoirs qui peuvent lui être délégués par le conseil d'administration en ce qui concerne les matières énumérées aux 2° et 4° de l'article 8.

Art. 14. — Le comité des ressources vivantes examine plus particulièrement les conditions dans lesquelles l'institut apporte son appui scientifique et technique aux professions intéressées et les activités de valorisation, de formation, de démonstration et de développement conduites conjointement par l'institut et les organisations professionnelles.

Art. 15. — Un comité technique et industriel est placé auprès du président et consulté par lui sur les perspectives de développement technologique et industriel dans le domaine maritime. Le comité émet des avis sur les orientations des programmes de recherche et de développement technologiques de l'institut ainsi que sur les recherches qu'il conviendrait de mener dans les diverses disciplines intéressant les activités industrielles et maritimes.

Le comité technique et industriel comprend dix-huit membres. Quinze membres, dont le président du comité, sont nommés par arrêté du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la mer, après consultation du président de l'institut. Trois membres sont élus par les personnels de l'institut selon les modalités fixées par arrêté du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la mer. Les fonctions de membre du comité technique et industriel, d'une durée de cinq ans, sont renouvelables.

Le président du comité scientifique, ou son représentant, et les responsables scientifiques des programmes dont le comité technique et industriel a à connaître peuvent participer aux séances avec voix consultative.

Le président du comité technique et industriel peut également inviter toute personne dont il estime la présence utile à participer aux séances avec voix consultative.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Art. 16. — Un commissaire du Gouvernement, désigné par arrêté du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la mer, est placé auprès de l'institut.

Il peut à tout moment se faire communiquer toutes pièces, documents ou archives et procéder ou faire procéder à toutes vérifications. En cas d'empêchement, il peut se faire représenter aux séances du conseil d'administration par un fonctionnaire placé sous son autorité et nommé par lui.

Art. 17. — L'institut dispose notamment des ressources suivantes :

1° Subventions ;

2° Rémunérations des services rendus, recettes tirées de son activité, produit des brevets et licences ;

3° Produit des taxes parafiscales dont la perception est autorisée à son profit ;

4° Produit des emprunts ;

5° Dons et legs ;

6° Produits financiers.

Art. 18. — Le fonctionnement financier et comptable de l'institut s'exerce dans les conditions prévues par le décret du 20 décembre 1962 susvisé.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de la recherche, du ministre chargé de la mer et du ministre chargé du budget précise en tant que de besoin les modalités du fonctionnement financier de l'institut. Des comptables secondaires peuvent être nommés par le président de l'institut sur proposition de l'agent comptable.

Des régies de recettes et d'avances peuvent être instituées conformément au décret du 28 mai 1964 susvisé.

Art. 19. — Le contrôle de la gestion financière de l'institut est exercé, conformément au décret du 26 mai 1955 susvisé, par un contrôleur d'Etat placé sous l'autorité du ministre chargé du budget. En tant que de besoin un arrêté du ministre chargé de la recherche, du ministre chargé de la mer et du ministre chargé du budget précise les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 20. — Les droits, biens et obligations du Centre national pour l'exploitation des océans et de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes sont transférés à l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Art. 21. — Les personnels du Centre national pour l'exploitation des océans et de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes sont transférés à l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Art. 22. — Le décret n° 62-478 du 13 avril 1962 portant organisation administrative et financière de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes, modifié par le décret n° 70-560 du 22 juin 1970 et par le décret n° 76-642 du 7 juillet 1976, et le décret n° 76-105 du 27 janvier 1976 relatif au Centre national pour l'exploitation des océans et à l'organisation de la recherche océanologique, modifié par le décret n° 77-478 du 22 août 1977, sont abrogés.

Art. 23. — Les articles 20, 21 et 22 ci-dessus entrent en vigueur à la date de la première réunion du conseil d'administration de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Pour l'élection des membres élus du premier conseil d'administration et pour la première élection des représentants des personnels faite conformément aux articles 10, 12 et 15 ci-dessus, le collège électoral comprend les personnes du Centre national pour l'exploitation des océans et de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes.

Jusqu'à la nomination du président de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, ces fonctions sont exercées par le président du Centre national pour l'exploitation des océans.

Art. 24. — Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre des transports, le ministre de l'industrie et de la recherche, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1984.

FRANÇOIS MITTERRAND.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
PIERRE MAUROY.

Le ministre de l'industrie et de la recherche,
LAURENT FABUS.

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
JACQUES DELORS.

Le ministre des transports,
CHARLES FETTERMAN.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget,
HENRI MANUEL.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer,
GUY LINGA.

LOI n° 84-608 du 16 juillet 1984 relative à l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (1)

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. - Sont exercés par l'Etat les pouvoirs et compétences de contrôle antérieurement dévolus à l'institut scientifique et technique des pêches maritimes par les dispositions législatives suivantes :

Acte dit loi n° 3143 du 18 juillet 1941 relative à la conservation et à l'utilisation des sous-produits de la pêche, déchets de poissons et d'animaux marins ;

Acte dit loi n° 1024 du 18 novembre 1942 portant réorganisation de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes ;

Loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948 portant organisation et statut de la profession de mareyeur expéditeur ;

Ordonnance n° 58-1357 du 27 décembre 1958 sur le contrôle de la fabrication des conserves et semi-conserves de poissons, crustacés et autres animaux marins.

Art. 2. - Les chercheurs, ingénieurs et techniciens assermentés de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions des lois mentionnées à l'article 1^{er} ci-dessus et des textes pris pour leur application.

Ces agents sont également habilités à rechercher et à constater les infractions à la loi du 1^{er} juillet 1905 sur la répression des fraudes ainsi qu'aux dispositions des lois ci-après énumérées :

Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, et à la lutte contre la pollution marine accidentelle ;

Loi n° 76-600 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution de la mer par les opérations d'incinération ;

Loi n° 78-23 du 10 janvier 1978 sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services ;

Loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures.

Art. 3. - Sont abrogés à compter du 1^{er} janvier 1985 :

a) Au premier alinéa de l'article 5 de la loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948 précitée, les mots : « et du fonctionnement du contrôle visé aux articles précédents » ;

b) Le deuxième alinéa de cet article ;

c) L'article 2 de l'ordonnance n° 58-1357 du 27 décembre 1958 précitée.

Les taxes prévues par les dispositions sont perçues par l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer à compter de la date de transfert des droits, biens et obligations de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes à cet institut et jusqu'à la date mentionnée au premier alinéa du présent article.

Art. 4. - Les fonctionnaires titulaires de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes sont transférés à l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer. Leur statut est défini conformément aux dispositions des articles 17, 25 et 26 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France.

Les personnels non titulaires de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes conservent le bénéfice des dispositions de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois.

Art. 5. - Les fonctionnaires et agents mentionnés à l'article 4 sont électeurs et éligibles au conseil d'administration et aux instances représentatives du personnel prévues au code du travail.

Celles-ci exercent, pour ces fonctionnaires et agents, les attributions des organismes consultatifs prévues par la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, sauf celles des commissions administratives paritaires.

Les modalités d'application du présent articles sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 juillet 1984.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

PIERRE MAUROY

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
JACQUES DELORS

Le ministre des transports,

CHARLES FITERMAN

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé du budget,
HENRI EMMANUELLI

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports,
chargé de la mer,
GUY LENGAGNE

TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Loi n° 84-608.

Sénat :

Projet de loi n° 307 (1983-1984).

Rapport de M. de Rohan, au nom de la commission des affaires économiques, n° 341 (1983-1984).

Discussion et adoption le 13 juin 1984.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 2206.

Rapport de M. Bassinet, au nom de la commission de la production, n° 2217.

Discussion et adoption le 26 juin 1984.

Sénat :

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, n° 436 (1983-1984).

Rapport oral de M. de Rohan, au nom de la commission des affaires économiques.

Discussion et adoption le 29 juin 1984.

MER

Décret n° 89-247 du 14 avril 1989 portant application de l'article 1^{er} de la loi n° 84-608 du 16 juillet 1984 relative à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

NOR : MERP8900020D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer,

Vu la loi n° 84-608 du 16 juillet 1984 relative à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, et notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret du 20 août 1939 relatif à la salubrité des huîtres, moules et autres coquillages, modifié par les décrets n° 48-1324 du 25 août 1948 et n° 69-578 du 12 juin 1969 ;

Vu le décret n° 82-635 du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret n° 82-389 du 10 mai 1982 et de l'article 3 du décret n° 82-390 du 10 mai 1982 relatifs aux pouvoirs des préfets sur les services des affaires maritimes ;

Après avis du Conseil d'Etat (section des travaux publics),

Décrète :

Art. 1^{er}. - Sont exercés par les préfets les pouvoirs et compétences de contrôle antérieurement dévolus à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes et transférés à l'Etat par l'article 1^{er} de la loi susvisée du 16 juillet 1984 en ce qui concerne les textes suivants :

a) Le décret du 20 août 1939 relatif à la salubrité des huîtres, moules et autres coquillages ;

b) La loi n° 3143 du 18 juillet 1941 relative à la conservation et à l'utilisation des sous-produits de la pêche, déchets de poissons et d'animaux marins ;

c) La loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948 portant organisation et statut de la profession de mareyeur-expéditeur et le décret n° 67-769 du 6 septembre 1967 relatif à l'exercice de la profession de mareyeur-expéditeur ;

d) L'ordonnance n° 58-1357 du 27 décembre 1958 sur le contrôle de la fabrication des conserves et semi-conserves de poissons, crustacés et autres animaux marins et le décret n° 60-1524 du 30 décembre 1960 sur le contrôle de la fabrication des conserves et semi-conserves de poissons, crustacés et autres animaux marins.

Art. 2. - Les dispositions de l'annexe prévue à l'article 3 du décret susvisé du 21 juillet 1982 sont abrogées en tant qu'elles mentionnent le décret du 20 août 1939 modifié relatif à la salubrité des huîtres, moules et autres coquillages.

Art. 3. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, le ministre de l'agriculture et de la forêt, le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, le ministre de la recherche et de la technologie, le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, et le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 avril 1989.

MICHEL ROCARD

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer,
JACQUES MELICK

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre de l'intérieur,
PIERRE JOXE

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer,
MICHEL DELEBARRE

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement,
LOUIS LE PENSEC

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,
HENRI NALLET

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale,
CLAUDE ÉVIN

Le ministre de la recherche et de la technologie,
HUBERT CURIEN

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget,
MICHEL CHARASSE

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT**Arrêté du 30 mars 1989 relatif à une régie d'avances**

NOR : COPC8900020A

Par arrêté du ministre de la coopération et du développement en date du 30 mars 1989, le montant de l'avance à consentir au regisseur d'avances du centre culturel de Victoria est porté à la somme de 200 000 F (contre-valeur en monnaie locale).

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION, DES GRANDS TRAVAUX ET DU BICENTENAIRE**Arrêté du 12 avril 1989 modifiant l'arrêté du 12 mars 1982 relatif à l'attribution des avances sur recettes aux œuvres cinématographiques d'une durée supérieure à une heure**

NOR : MCCK8900237A

Le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire,

Vu le code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 59-733 du 16 juin 1959 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique, modifié notamment par le décret n° 89-135 du 1^{er} mars 1989 ;

Vu l'arrêté du 12 mars 1982 modifié relatif à l'attribution des avances sur recettes aux œuvres cinématographiques d'une durée supérieure à une heure,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 12 mars 1982 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :
« Le montant de cette avance ne peut excéder une somme maximale de 500 000 F. »

Art. 2. - Le directeur général du Centre national de la cinématographie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 avril 1989.

JACK LANG

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,
LIONEL JOSPIN

ministre de la culture, de la communication
et des grands travaux,
JACK LANG

ANNEXE

MODIFIANT L'ANNEXE II VISÉE À L'ARTICLE 1^{er}
POUR SA PARTIE B 2 - B - 1

Définition des épreuves à caractère professionnel

B 2. - Exécution.

B. - Option Danse :

Danse classique académique ou danse contemporaine.

Exécution d'une variation imposée d'une durée d'une minute
à deux minutes du niveau de fin d'études des écoles
de danse contrôlées par l'Etat.

Cette variation sera précisée à la fin du deuxième trimestre de
l'année scolaire dans un vidéogramme mis à la disposition des can-
didats des écoles de danse contrôlées par l'Etat, par le ministère de
culture et de la communication. Les candidats libres se renseigne-
ront auprès de la direction de la musique et de la danse au ministère
de la culture et de la communication sur les modalités de consulta-
tion de ce vidéogramme.

**Arrêté du 14 mai 1991 autorisant l'ouverture de concours
de recrutement de personnels de direction d'établisse-
ments d'enseignement ou de formation (session de 1991)
(femmes et hommes)**

NOR : MEND9100987A

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports, et du ministre d'Etat, ministre de la
fonction publique et des réformes administratives, en date du
14 mai 1991, sont ouverts au titre de l'année 1991 :

Un concours de recrutement de personnels de direction de
1^{re} catégorie, 2^e classe ;

Un concours de recrutement de personnels de direction de
2^e catégorie, 2^e classe ;

Un concours de recrutement de personnels de direction de
2^e catégorie, 3^e classe.

Le nombre de postes offerts à chacun des trois concours sera fixé
ultérieurement par arrêté interministériel.

Le registre des inscriptions sera ouvert du jeudi 23 mai 1991 au
lundi 24 juin 1991, à 17 heures.

La date des épreuves, la composition des jurys et les listes des
candidats admis à concourir feront l'objet d'arrêtés du ministre de
l'éducation nationale.

Nota. - Tous renseignements peuvent être obtenus auprès des rectorats,
service des examens et concours.

Ces concours sont ouverts aux personnels enseignants du second degré,
personnels d'éducation et personnels d'information et d'orientation
(directeurs de centre et conseillers).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

**Décret n° 91-469 du 14 mai 1991 modifiant le décret
n° 84-934 du 17 octobre 1984 fixant la liste des orga-
nismes scientifiques ou techniques habilités à
effectuer les contrôles prévus par l'article 7 de la loi
n° 83-660 du 21 juillet 1983**

NOR : ECOC9100070D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des
finances et du budget,

Vu la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité
des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi
n° 1^{er} août 1905, et notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 84-934 du 17 octobre 1984 fixant la liste des
organismes scientifiques ou techniques habilités à effectuer les
contrôles prévus par l'article 7 de la loi n° 83-660 du 21 juillet
1983, modifié par le décret n° 87-26 du 13 janvier 1987 ;

Vu le décret n° 88-722 du 27 mai 1988 relatif aux attributions
du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et
du budget ;

Vu le décret n° 88-800 du 8 juillet 1988 relatif aux attributions
du secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de
l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation,

Décète :

Art. 1^{er}. - L'annexe du décret n° 84-934 du 17 octobre 1984
fixant la liste des organismes scientifiques ou techniques habilités
à effectuer les contrôles prévus par l'article 7 de la loi
n° 83-660 du 21 juillet 1983 est remplacée par l'annexe du présent
décret.

Art. 2. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des
finances et du budget, et le secrétaire d'Etat à la consommation
sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié
au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 mai 1991.

MICHEL ROCARD

Par le Premier ministre :

ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le secrétaire d'Etat à la consommation
VÉRONIQUE NEIERTZ

ANNEXE

LISTE DES ORGANISMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES

Laboratoires du Centre national d'études vétérinaires et ali-
mentaires.

Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des
eaux et des forêts.

Centre scientifique et technique du bâtiment.

Commissariat à l'énergie atomique.

* Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Institut national de recherche chimique appliquée.

Institut national de l'environnement industriel et des risques.

Institut national de recherche et de sécurité.

Institut national de la recherche agronomique.

Institut national de la santé et de la recherche médicale.

Institut Pasteur de Paris.

Laboratoire central des industries électriques.

Laboratoire central des ponts et chaussées.

Laboratoire central de la préfecture de police.

Laboratoire du Centre national de formation des techniciens
des services vétérinaires.

Laboratoires d'Etat de la direction générale de la concurrence,
de la consommation et de la répression des fraudes.

Laboratoires de la direction générale des douanes et droits
indirects.

Laboratoire d'hygiène de la ville de Paris.

Laboratoire national d'essais.

Laboratoire national de la santé.

Service central de protection contre les rayonnements ionis-
sants.

* Laboratoires accrédités par le réseau national d'essais dans
leurs domaines d'accréditation.

**Décret n° 91-470 du 14 mai 1991 modifiant l'article 363 D
de l'annexe II au code général des impôts relatif à
la taxe parafiscale sur certaines viandes perçue au
profit de l'Association nationale de développement
agricole**

NOR : BUDF9100016D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des
finances et du budget, du ministre de l'agriculture et de la forêt
et du ministre délégué au budget,

Vu l'arrêté du 30 octobre 1991 portant habilitation de l'université Paris-XI à délivrer un titre d'ingénieur diplômé ;
La commission des titres d'ingénieur consultée,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'arrêté du 30 octobre 1991 susvisé portant habilitation de l'université Paris-XI à délivrer un titre d'ingénieur diplômé dans les spécialités Techniques Chimiques optroniques et Techniques informatiques est complété ainsi qu'il suit :

« Spécialité Techniques chimiques de laboratoire » en convention avec l'association Afitec.

Art. 2. - Le directeur des enseignements supérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 août 1992.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des enseignements supérieurs,
D. BLOCH

Arrêté du 7 août 1992 modifiant l'arrêté du 8 novembre 1985 portant création d'unités de formation et de recherche dans les universités et les instituts nationaux polytechniques

NOR : MENT9203209A

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture,

Vu la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, et notamment ses articles 22, 25 et 32 ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 1985 modifié portant création d'unités de formation et de recherche dans les universités et les instituts nationaux polytechniques ;

Vu les délibérations des conseils d'administration des universités Aix-Marseille-I et Aix-Marseille-II ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 20 juillet 1992,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} de l'arrêté du 8 novembre 1985 modifié susvisé est modifié comme suit :

Aix-Marseille-I

Ajouter la mention :

« Sciences géographiques et de l'aménagement »

Aix-Marseille-II

Supprimer la mention :

« Sciences géographiques et de l'aménagement »

Art. 2. - Le recteur de l'académie et les présidents des universités concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 août 1992.

JACK LANG

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Décret du 10 août 1992 portant abrogation du titre d'existence légale d'une congrégation

NOR : INTA9200314D

Par décret en date du 10 août 1992, le décret du 23 février 1870 autorisant la congrégation de Notre-Dame-de-la-Providence de Blois (Loir-et-Cher) est abrogé.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté du 19 mai 1992 portant agrément de laboratoires pour la délivrance de certificats d'analyse relatifs à des produits alimentaires ou agricoles destinés à l'exportation

NOR : ECO9200063A

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu le décret n° 92-389 du 15 avril 1992 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 85-1152 du 5 novembre 1985 portant création d'une direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes au ministère de l'économie, des finances et du budget,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les laboratoires d'analyses peuvent, dans les conditions fixées par le présent arrêté, recevoir de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes un agrément à l'effet de délivrer des certificats d'analyse relatifs à des produits alimentaires ou agricoles destinés à l'exportation.

La demande d'agrément est présentée par le chef d'établissement accompagnée des pièces justificatives attestant qu'il satisfait aux conditions exigées.

Art. 2. - Les laboratoires doivent présenter des garanties d'impartialité et d'indépendance envers les fabricants ou les exportateurs.

Art. 3. - Les laboratoires doivent apporter la preuve de leur aptitude à effectuer les analyses concernées par l'agrément et à en assurer la qualité.

A cette fin, l'accréditation par le réseau national d'essais pour les catégories de produits ou d'analyses concernées par l'agrément est exigée lorsque des programmes d'accréditation existent.

En l'absence de programmes d'accréditation correspondant à des catégories de produits ou d'analyses, les laboratoires mettent notamment en œuvre un système d'assurance de la qualité basé sur les exigences de la norme NF/EN 45001 ou des bonnes pratiques de laboratoire de l'Organisation de coopération et de développement économique.

Art. 4. - Les alinéas 2 et 3 de l'article 3 ci-dessus sont applicables dans un délai de trois ans à compter de la publication du présent arrêté.

Lorsque de nouveaux programmes d'accréditation sont adoptés par le réseau national d'essais, les laboratoires agréés dans les domaines correspondants disposent d'un délai de trois ans pour être accrédités au titre de ces programmes.

Art. 5. - Lorsqu'ils ne peuvent pas effectuer certaines analyses demandées pour un produit, les laboratoires agréés sont autorisés à les sous-traiter à des laboratoires eux-mêmes agréés pour la délivrance de certificats d'analyse exigés pour l'exportation en application du présent arrêté.

Toutefois, le nombre des analyses sous-traitées ne doit pas excéder le tiers du total des analyses exigées pour chaque produit.

Art. 6. - Les laboratoires agréés et les laboratoires candidats à l'agrément sont soumis au contrôle de l'administration qui peut à tout moment vérifier, notamment, l'adéquation de leurs installations et méthodes aux exigences des analyses, la qualification de leurs personnels, les résultats analytiques et le respect des conditions de l'agrément.

Les laboratoires sont tenus de participer aux chaînes d'analyses d'intercomparaison sur les produits concernés par l'agrément lorsqu'elles sont régulièrement organisées.

En outre, en cas de besoin spécifique, l'administration peut exiger la participation des laboratoires agréés à des chaînes complémentaires réalisées par un organisme de son choix.

Art. 7. - Lorsqu'un laboratoire ne remplit plus une ou plusieurs des conditions exigées pour l'agrément, il en informe l'administration et cesse d'utiliser l'agrément. En cas de non-respect de ces dispositions, l'administration lui retire son agrément.

Art. 8. - Sauf en ce qui concerne les laboratoires de l'Etat, des départements, des communes, des établissements et organismes publics et d'organismes contrôlés par l'Etat, les certificats d'analyse doivent être revêtus du contreseing du directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Une copie des certificats d'analyse et de pureté est conservée par les laboratoires durant une période de trois ans.

Art. 9. - La liste des laboratoires agréés est fixée par arrêté ; elle précise les catégories de compétences concernées par l'agrément.

Art. 10. - Lorsqu'ils font référence à l'agrément, soit dans les certificats d'analyse établis en vue de l'exportation, soit dans des documents rédigés à des fins commerciales ou publicitaires, les laboratoires doivent utiliser de façon appropriée le libellé suivant :

« ...agréé par le ministère de l'économie et des finances à délivrer des certificats d'analyse et de pureté pour l'exportation pour : (mentionner la ou les catégories de compétences faisant l'objet de l'agrément) ».

Art. 11. - L'arrêté du 15 juillet 1982 relatif à l'habilitation de laboratoires délivrant des certificats d'analyse et de pureté relatifs à des produits alimentaires ou agricoles destinés à l'exportation, modifié par les arrêtés du 1^{er} août 1988 et du 11 avril 1989, est abrogé.

Toutefois, son annexe fixant les catégories de compétences et la liste des laboratoires habilités demeure applicable jusqu'à la publication de l'arrêté prévu à l'article 9 du présent arrêté.

Art. 12. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 mai 1992.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la concurrence,
de la consommation
et de la répression des fraudes,
C. BABUSIAUX

Arrêté du 6 août 1992 portant agrément d'une caisse mutuelle de réassurance agricole

NOR : ECOT9294098A

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'agriculture et de la forêt,

Vu le code des assurances, notamment ses articles L. 310-1, L. 321-1, L. 411-4, R. 321-1 et R. 321-18 ;

Vu les articles L. 322-27, R. 322-119 et suivants du code des assurances fixant les modalités d'application de la réglementation des assurances aux sociétés ou caisses d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles régies pour leur constitution par l'article 1235 du code rural ;

Vu l'avis en date du 12 juin 1992 de la commission des entreprises d'assurance du Conseil national des assurances ;

Vu, avec pièces à l'appui, la demande d'agrément présentée par la caisse intéressée,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - En application de l'article L. 321-1 du code des assurances, la caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles de Paris et de l'Île-de-France, dont le siège social est à Gentilly (94250), 161, avenue Paul-Vaillant-Couturier, est agréée pour pratiquer en France les opérations correspondant aux branches et sous-branches suivantes de l'article R. 321-1 du code précité :

- 1 Accidents.
- 2 Maladie.
- 3 Corps de véhicules terrestres.
- 4 Corps de véhicules ferroviaires.
- 5 Corps de véhicules aériens.
- 6 Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux.
- 7 Marchandises transportées.
- 8 Incendie et éléments naturels.
- 9 Autres dommages aux biens.
- 10 Responsabilité civile véhicules terrestres automoteurs.
- 11 Responsabilité civile véhicules aériens.
- 12 Responsabilité civile véhicules maritimes, lacustres et fluviaux.
- 13 Responsabilité civile générale.
- 14 Crédit :
 - a) Insolvabilité générale ;
 - b) Crédit à l'exportation ;
 - c) Crédit agricole.
- 15 Caution.
- 16 Pertes pécuniaires diverses.
- 17 Protection juridique.
- 18 Assistance.

Art. 2. - Le directeur du Trésor au ministère de l'économie et des finances et le directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi au ministère de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 août 1992.

Le ministre de l'économie et des finances,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du Trésor,
J.-C. TRICHET

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des exploitations,
de la politique sociale et de l'emploi,
H.-P. CULAUD

MINISTÈRE DU BUDGET

Arrêté du 6 août 1992 fixant la valeur du coupon à échéance du 30 septembre 1993 pour les obligations assi- milables du Trésor à taux révisable et à options d'échange Septembre 1998 (code Sicovam 4326)

NOR : BUD9205032A

Le ministre du budget,

Vu le décret n° 85-1119 du 25 septembre 1985 relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat Septembre 1985 et autorisant l'émission d'obligations assimilables du Trésor ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1985 relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat Septembre 1985,

Arrête :

Art. 1^{er}. - En application des dispositions de l'article 3, deuxième alinéa, du décret n° 85-119 du 25 septembre 1985 susvisé, la moyenne des taux de rendement des emprunts d'Etat dont le capital et les intérêts ne sont pas indexés, émis à taux fixe et d'échéance finale supérieure à sept ans, calculée par la Caisse des dépôts et consignations à partir des cinq derniers taux hebdomadaires publiés avant le 1^{er} août exclusivement de l'année précédant celle du paiement dudit intérêt est de 8,882 00 p. 100.

Art. 2. - En application, d'une part, des dispositions de l'article 3, deuxième alinéa, du décret du 25 septembre 1985 susvisé et, d'autre part, de celles de l'article précédent, l'intérêt à verser au

30 septembre 1993 pour les obligations assimilables du Trésor à taux révisable et à options d'échange Septembre 1998 est de 159,64 F par obligation.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 août 1992.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur
de la comptabilité publique :
Le sous-directeur,
J.-P. CORDEAU

Arrêté du 6 août 1992 fixant la valeur du coupon à échéance du 13 septembre 1993 pour les obligations assi- milables du Trésor à taux révisable Septembre 2000 (code Sicovam 4267)

NOR : BUD9205033A

Le ministre du budget,

Vu le décret n° 85-629 du 31 mai 1985 relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat Juin 1985 et autorisant l'émission d'obligations assimilables du Trésor ;

Vu l'arrêté du 7 juin 1985 relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat Juin 1985 ;

MINISTÈRE DU BUDGET

Décret n° 93-785 du 8 avril 1993 relatif aux attributions du ministre du budget, porte-parole du Gouvernement

NOR : BUDX9300050D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 53-707 du 9 août 1953 modifié relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique et social ;

Vu le décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres ;

Vu le décret n° 92-390 du 15 avril 1992 relatif aux attributions du ministre du budget ;

Vu le décret n° 92-1137 du 12 octobre 1992 relatif aux attributions du ministre des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement ;

Vu le décret du 29 mars 1993 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 30 mars 1993 relatif à la composition du Gouvernement ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, exerce, dans les mêmes conditions, les attributions relatives au budget précédemment dévolues au ministre du budget par le décret du 15 avril 1992 susvisé.

Il exerce, conjointement avec le ministre de l'économie, les attributions du ministre de l'économie et des finances définies aux articles 1^{er}, 3 et 6 du décret du 9 août 1953 susvisé.

Il exerce en outre les attributions de porte-parole du Gouvernement transférées au ministre des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement, par le décret du 12 octobre 1992 susvisé.

Art. 2. - Le ministre du budget a autorité sur la direction du budget, la direction de la comptabilité publique, la direction générale des impôts, le service de la législation fiscale, la direction générale des douanes et droits indirects, l'imprimerie nationale, le service des pensions, le service juridique et de l'agence judiciaire du Trésor et exerce la tutelle sur l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.

Art. 3. - La direction du personnel et des services généraux, la direction de la communication et la commission de développement de l'informatique et de la bureautique sont placées sous l'autorité conjointe du ministre de l'économie et du ministre du budget.

Le conseil de prospective et d'évaluation est placé auprès de ces deux ministres.

Le ministre du budget fait appel, pour l'exercice de ses attributions, à l'inspection générale des finances ainsi qu'aux missions de contrôle et aux contrôleurs d'Etat.

Art. 4. - Le Premier ministre, le ministre de l'économie et le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 avril 1993.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

ÉDOUARD BALLADUR

Le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,
NICOLAS SARKOZY

Le ministre de l'économie,

EDMOND ALPHANDÉRY

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Décret n° 93-786 du 8 avril 1993 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche

NOR : AGRX9300058D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu le décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres ;

Vu le décret n° 63-112 du 14 février 1963 créant une délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale et fixant les attributions du délégué ;

Vu le décret n° 85-659 du 2 juillet 1985 modifié fixant l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'industrie, du logement et des transports ;

Vu le décret n° 92-397 du 16 avril 1992 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, du logement et des transports ;

Vu le décret du 29 mars 1993 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 30 mars 1993 relatif à la composition du Gouvernement ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Le ministre de l'agriculture et de la pêche exerce, outre ses attributions dans le domaine de l'agriculture, de la forêt et du développement rural, les attributions dévolues par le

décret du 16 avril 1992 susvisé au ministre de l'équipement, du logement et des transports dans le domaine de la pêche maritime et des cultures marines.

Art. 2. - Pour l'exercice de ses attributions dans le domaine de la pêche et des cultures marines, le ministre de l'agriculture et de la pêche :

- a autorité sur la direction des pêches maritimes et des cultures marines ;
- dispose des inspections générales compétentes en matière maritime, de la mission de la recherche, de la direction des gens de mer et de l'administration générale, de la direction de l'Etablissement national des invalides de la marine, des services des affaires maritimes, des centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage et des centres de sécurité des navires rattachés au ministre de l'équipement, des transports et du tourisme ;
- peut faire appel à la direction des ports et de la navigation maritime et à la direction de la flotte de commerce de ce dernier ministère.

Il assure la tutelle de l'organisation professionnelle des pêches maritimes et des cultures marines et du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines, ainsi que des autres organismes et établissements publics dont l'activité entre dans les attributions définies au présent article.

Il exerce, conjointement avec le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, la tutelle de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Art. 3. - Pour l'exercice de ses attributions en matière de développement rural, le ministre de l'agriculture et de la pêche peut faire appel à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Art. 4. - Pour l'exercice de ses attributions dans le domaine de l'alimentation et de la qualité des produits et services, il peut faire appel aux services centraux et déconcentrés de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes au ministère de l'économie.

Art. 5. - Le Premier ministre, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'économie, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pré-

sent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 avril 1993.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
ÉDOUARD BALLADUR

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
JEAN PUECH

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*
CHARLES PASQUA

Le ministre de l'économie,
EDMOND ALPHANDÉRY

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme,
BERNARD BOSSON

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Décret n° 93-787 du 8 avril 1993 relatif aux attributions du ministre de l'environnement

NOR : ENVX9300054D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu le décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres ;

Vu le décret n° 82-1018 du 2 décembre 1982 relatif à la coordination interministérielle en matière d'environnement et de qualité de la vie ;

Vu le décret n° 91-1139 du 4 novembre 1991 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement ;

Vu le décret n° 92-432 du 12 mai 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu le décret n° 92-528 du 16 juin 1992 portant création de la mission interministérielle de l'effet de serre ;

Vu le décret du 29 mars 1993 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 30 mars 1993 relatif à la composition du Gouvernement ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Le ministre de l'environnement veille à la qualité de l'environnement, à la protection de la nature et à la prévention, la réduction ou la suppression des pollutions et des nuisances.

Il assure la police et la gestion de la chasse et de la pêche en eau douce.

Il assure la police de l'exploitation des carrières ainsi que la protection, la police et les gestion des eaux, à l'exception de la gestion du domaine public fluvial affecté à la navigation et de la police y afférente.

Il veille à la protection des paysages, des sites, du littoral et de la montagne.

Il assure la coordination des actions concernant la prévention des risques majeurs d'origine technologique ou naturelle.

Le ministre de l'environnement est également chargé de favoriser les actions d'initiation, de formation et d'information des citoyens en matière d'environnement, ainsi que de proposer les mesures propres à améliorer la qualité de la vie.

Il participe à la détermination des politiques en matière d'urbanisme, de transports et d'aménagement de l'espace rural et forestier ainsi qu'aux décisions déclarant d'utilité publique les grands équipements d'infrastructure.

Le ministre de l'environnement assure la coordination des politiques menées en faveur de l'environnement. A ce titre, il peut présider, par délégation du Premier ministre, le comité interministériel de l'environnement et a autorité sur la mission interministérielle de l'effet de serre.

Art. 2. - Le ministre de l'environnement a autorité sur les directions et services d'administration centrale du ministère de l'environnement et sur ses services déconcentrés.

I. - Pour l'exercice de ses attributions, il dispose :

1° Du conseil général des ponts et chaussées, de la direction du personnel et des services, de la direction des affaires financières et de l'administration générale, de la direction de l'architecture et de l'urbanisme, de la direction des affaires économiques et internationales et de la direction de la recherche et des affaires scientifiques et techniques du ministère de l'équipement, des transports et du tourisme ;

2° De la direction de la sûreté des installations nucléaires, de la direction de l'administration générale et de la direction de l'action régionale de la petite et moyenne industrie du ministère de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur ;

3° De la direction de l'espace rural et de la forêt et de la direction générale de l'administration du ministère de l'agriculture et de la pêche.

II. - Pour l'exercice de ses attributions, il peut, en outre, faire appel :

1° Au conseil général du génie rural, des eaux et des forêts, au conseil général vétérinaire et au conseil général d'agronomie ;

2° Au conseil général des mines ;

3° Aux services départementaux et régionaux du ministère de l'agriculture et de la pêche et du ministère de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur et aux services départementaux du ministère de l'équipement, des transports et du tourisme ;

4° Aux administrations centrales et aux services déconcentrés du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, notamment au service central de protection contre les rayonnements ionisants ;

5° A l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Art. 3. - Le ministre de l'environnement exerce la tutelle :

1° Du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ;

2° Des autres organismes et établissements publics qui exercent leurs activités dans le domaine de l'environnement ;

3° De l'Office national des forêts, conjointement avec le ministre de l'agriculture et de la pêche ;

4° De l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie conjointement avec le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

5° Du Muséum national d'histoire naturelle, conjointement avec le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

6° De l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs conjointement avec le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

4. Lorsque, étant seuls de leur discipline ou groupe de disciplines dans la ville-siège de l'établissement public d'hospitalisation auquel ils sont affectés, ils assurent la garde par astreinte à domicile six nuits consécutives au cours de la même semaine.

Les praticiens à temps partiel appelés à se rendre au titre de la garde dans un établissement autre que celui dans lequel ils exercent leurs fonctions ont droit à une indemnité de déplacement.

Les modalités d'organisation des gardes, les conditions et limites de leur récupération, laquelle ne peut porter que sur une partie du temps passé, ainsi que le taux et les modalités d'attribution des indemnités sont déterminés par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé, de l'intérieur, de l'économie et du budget et, en ce qui concerne les centres hospitaliers régionaux faisant partie de centres hospitaliers et universitaires, du ministre chargé de l'éducation nationale.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux médecins, chefs de service, adjoints et assistants des établissements d'hospitalisation, logés par nécessité ou utilité de service.

Art. 13. — Des arrêtés conjoints des ministres chargés de la santé, de l'économie, du budget fixent le montant :

1° Des indemnités prévues à l'article 7, (2°) du décret susvisé du 3 mai 1974 et à l'article 37, (2°) du décret susvisé du 8 mars 1978 ;

2° De l'indemnité complémentaire versée aux internes en médecine et en pharmacie ;

3° De l'indemnité complémentaire versée aux pharmaciens résidents, dans les établissements d'hospitalisation publics où ceux-ci assurent l'exécution des examens biologiques nécessaires aux besoins de la clientèle hospitalière.

Art. 14. — Le troisième alinéa de l'article 18 du décret susvisé du 9 mai 1974 et le troisième alinéa de l'article 11 du décret susvisé du 21 mai 1976 sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

« L'établissement rembourse à l'établissement d'hospitalisation public intéressé, dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la santé, la partie du traitement et des charges sociales correspondant à l'activité des praticiens mis à sa disposition, ainsi que, s'il y a lieu, les frais de déplacement exposés à ce titre. »

Art. 15. — A l'article 15 du décret susvisé du 21 mai 1976, le membre de phrase : « Les articles 32 à 34 et 36 à 38 du décret susvisé du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics », est remplacé par : « Les articles 32 à 38 du décret susvisé du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ».

Art. 16. — Les dispositions de l'article 16 du même décret sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La rémunération des praticiens est incluse dans le prix de journée. Les tarifs des consultations externes sont les mêmes que ceux applicables aux consultations externes des établissements d'hospitalisation publics. »

Art. 17. — Les dispositions de l'article 17 du même décret sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Lorsque les rémunérations des praticiens apparaissent excessives, le commissaire de la République peut, dans les conditions fixées à l'article 10 du décret n° 59-1510 du 29 décembre 1959, après avis, selon le cas, soit de la commission prévue à l'article 10 du décret susvisé du 27 novembre 1953, soit de la commission prévue à l'article 2 du décret du 26 octobre 1956, réduire en proportion les dépenses d'exploitation correspondantes prises en compte pour le calcul des prix de revient prévisionnels servant à la détermination du prix de journée de ces établissements. »

Art. 18. — Un décret déterminera la nature, le contenu, les conditions d'élaboration et de communication des documents que les hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux et les établissements privés à but non lucratif participant à l'exercice du service public hospitalier seront tenus d'établir pour permettre de suivre et de contrôler l'activité médicale hospitalière.

Art. 19. — Les dispositions contraires au présent décret sont abrogées et notamment :

Le décret n° 60-1377 du 21 décembre 1960 modifié relatif à la fixation et à la perception des honoraires et indemnités afférents aux soins dispensés dans les hôpitaux publics autres que les hôpitaux ruraux aux malades hospitalisés et consultants externes, ainsi qu'aux conditions de rémunération des praticiens hospitaliers ;

La dernière phrase de l'article 7, (2°) du décret susvisé du 3 mai 1974 ;

La dernière phrase de l'article 37, (2°) du décret susvisé du 8 mars 1978.

Art. 20. — Les dispositions du présent décret sont applicables à la détermination des budgets des hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux ainsi que des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier entrant en vigueur le 1^{er} janvier 1983.

Art. 21. — Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, le ministre de la défense, le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, le ministre de l'agriculture, le ministre de la santé et le ministre des anciens combattants sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 juillet 1982.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé,

JACK RALITE.

Le ministre d'Etat,

ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

GASTON DEFFERRE.

Le ministre des affaires sociales

et de la solidarité nationale,

PIERRE BEREGOVY.

Le ministre de la défense,

CHARLES HERNU.

Le ministre de l'économie et des finances,

JACQUES DELORS.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

LAURENT FABUS.

Le ministre de l'agriculture,

EDITH CRESSON.

Le ministre des anciens combattants,

JEAN LAURAIN.

MINISTERE DE LA MER

Décret n° 82-635 du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret n° 82-389 du 10 mai 1982 et de l'article 3 du décret n° 82-390 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des commissaires de la République sur les services des affaires maritimes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et du ministre de la mer,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 18 décembre 1909, modifié notamment par le décret du 29 septembre 1913, portant réorganisation des services administratifs de la marine, et notamment son article 21 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 64 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et notamment ses articles 3 et 15 ;

Vu le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissement public, et notamment ses articles 3 et 14.

Décète :

Art. 1^{er}. — Dans les conditions définies par le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 susvisé, les commissaires de la République des régions sièges d'une direction des affaires maritimes sont seuls ordonnateurs secondaires des services des affaires maritimes ; ils sont, sous l'autorité du ministre chargé de la mer, responsables de la gestion du personnel, du patrimoine immobilier et des matériels de ces services.

Art. 2. — Les commissaires de la République des régions sièges d'une direction des affaires maritimes décident, après avis des conférences administratives régionales intéressées, de l'utilisation des autorisations de programme qui ne sont pas affectées ou individualisées par le ministre, ainsi que de celles relatives aux opérations d'intérêt régional.

En ce qui concerne les autres investissements à caractère national, ils sont tenus informés de l'élaboration des programmes et des projets et, après avis des conférences administratives régionales intéressées, ils présentent leurs observations au ministre.

Art. 3. — Les commissaires de la République de région exercent, dans les conditions et sous les réserves prévues dans le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 précité, les pouvoirs précédemment détenus par les directeurs des affaires maritimes figurant à l'annexe au présent décret.

Art. 4. — Les commissaires de la République de département exercent, dans les conditions et sous les réserves prévues dans le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 précité, les pouvoirs précédemment détenus par les directeurs des affaires maritimes et les chefs de quartier et qui ne sont pas visés aux articles précédents.

Art. 5. — Dans les conditions définies par le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 précité, le commissaire de la République de la région Languedoc-Roussillon est l'ordonnateur secondaire du service maritime et de navigation de Languedoc-Roussillon en ce qui concerne le budget du ministère de la mer.

Il est compétent en matière d'investissement dans les conditions fixées à l'article 2.

Art. 6. — Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et le ministre de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 1982.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la mer,
LOUIS LE PENSEC.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de la décentralisation,
GASTON DEFFERRE.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie
et des finances, chargé du budget,
LAURENT FABIUS.

ANNEXE

POUVOIRS TRANSFÉRÉS AUX COMMISSAIRES DE LA RÉPUBLIQUE DE RÉGION
(Autres que ceux définis aux articles 1^{er} et 2 du décret.)

TEXTES DE RÉFÉRENCE	NATURE DES MESURES
	<i>Réglementation des pêches maritimes.</i>
Décret du 1 ^{er} février 1930.....	Pouvoirs de réglementation et de police des pêches côtières.
Décret du 15 décembre 1952.....	Réglementation de la pêche dans les estuaires.
Décret du 20 août 1939 modifié..	Salubrité des huîtres, moules et autres coquillages.
Décret du 12 juin 1969.....	Classement des gisements naturels de coquillages et exercice de la pêche sur lesdits gisements.
	<i>Exercice de la tutelle sur les stations de pilotage.</i>
Décret du 19 mai 1969 modifié relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes.	Nomination des pilotes et aspirants pilotes, radiation des cadres, mise à la retraite, suspension de fonctionnement de dix jours au plus, établissement du règlement local.

MINISTÈRE DES P. T. T.

Décret n° 82-636 du 21 juillet 1982 précisant l'organisation des services des P. T. T., pris en application de l'article 8 du décret n° 82-389 du 10 mai 1982 et de l'article 7 du décret n° 82-390 du 10 mai 1982 relatifs aux commissaires de la République de département et de région.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et du ministre des P. T. T.,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 125 ;

Vu le décret n° 60-516 du 2 juin 1960 modifié portant harmonisation des circonscriptions administratives ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment ses articles 63 et 64 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics dans les départements ;

Vu le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics dans les régions ;

Vu l'avis du conseil supérieur des postes et télécommunications en date du 8 juillet 1982,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les services régionaux des P. T. T. comprennent

1° Dans chacune des circonscriptions administratives prévues à l'annexe II (ministère des postes et télécommunications) du décret du 2 juin 1960 modifié, autre que celle de la région d'Ile-de-France :

La direction régionale des postes ;
La direction régionale des télécommunications.

2° En ce qui concerne la région d'Ile-de-France :

La direction des postes de Paris ;
La direction des postes d'Ile-de-France - Ouest ;
La direction des postes d'Ile-de-France - Est ;
La direction des centres régionaux ;
La direction des télécommunications d'Ile-de-France ;
La direction du matériel de transport ;
La direction des services sociaux communs.

Sous l'autorité du commissaire de la République de région et dans les conditions fixées par le décret n° 82-390 du 10 mai 1982, un chef de service est placé à la tête de chacune de ces directions.

Art. 2. — Pour l'exécution des dépenses du budget annexe des postes et télécommunications, le commissaire de la République de région est l'unique ordonnateur secondaire des services extérieurs des P. T. T. visés à l'article 1^{er} dans la limite de sa circonscription.

Le commissaire de la République de région a, pour les services susmentionnés, le pouvoir de décision en toute matière ayant une incidence budgétaire, et notamment en matière de marchés, de commandes, de gestion du patrimoine immobilier et des matériels. Il en est également ainsi en matière de personnel pour les décisions de même nature.

Art. 3. — En ce qui concerne les investissements des P. T. T., les programmes prévisionnels établis par les chefs de service sont, après avis de la conférence administrative régionale arrêtés par le commissaire de la République de région qui transmet avec ses observations au ministre.

Lorsque la conférence administrative régionale examine les affaires relatives aux postes et télécommunications, l'agent comptable régional des P. T. T., assignataire des opérations budget annexe, participe de plein droit aux réunions.

Art. 4. — Le commissaire de la République de région, après avoir recueilli les propositions du chef de service chargé la direction régionale des postes, ou du chef de service chargé la direction régionale des télécommunications, décide l'utilisation des autorisations de programme relatives à des investissements publics à caractère national qui ne sont pas affectées ou individualisées par le ministre, ainsi que de celles relatives aux opérations d'intérêt régional.

Art. 5. — Un chef de service est placé à la tête de chaque direction départementale des postes.

Un chef de service est placé à la tête de chaque direction opérationnelle des télécommunications.

- les organismes certificateurs de produits agricoles et alimentaires ;
- les organismes certificateurs d'entreprises et de personnes ;
- les organismes d'inspection.

Une septième section, relative aux organismes certificateurs de services, sera créée en fonction des besoins.

5. Une commission d'audit interne assurera les fonctions d'audit des différents organes du COFRAC.

6. La gestion administrative et financière de l'accréditation sera réalisée de façon centralisée pour l'ensemble des sections. Les ressources de l'association seront principalement constituées des cotisations de ses membres, des redevances perçues

à l'occasion de l'instruction, de la délivrance et de la surveillance des accréditations, et des subventions de l'Etat.

7. Les règlements particuliers des sections sont en cours d'élaboration pour fixer les règles de fonctionnement de chacune des sections. Pour plus de renseignements, s'adresser à :

M. Holuigue, RNE	tél. : 40 52 05 70
pour la section essais	
M. D'Hulst, BNM	tél. : 43 19 51 04
pour la section étalonnage	
M. Deschesne, COPREC pour la section inspection	tél. : 45 66 99 44

M. Gossens, CCM	tél. : 44 87 17 17
pour la section certification d'entreprises et de personnel	
M. Beslin, AFNOR	tél. : 42 91 56 39
pour la section certification de produits industriels	
M. Lestoile, DGAL	tél. : 49 55 58 45
pour la section certification des produits agricoles et alimentaires	
M. Salmon, CNPF	tél. : 40 69 44 35
pour la section certification des services.	

Paris, mai 1994

STATUTS

Article 1 - Constitution

Le comité français d'accréditation, en abrégé COFRAC, est constitué, dans le cadre de la législation en vigueur, notamment le code de la consommation, sous la forme d'une association déclarée selon la loi du 1er juillet 1901.

Il est régi par cette loi, par ses textes d'application, et par les présents statuts.

Article 2 - Objet

Le COFRAC a pour objet :

- de procéder à l'accréditation, conformément aux normes françaises, européennes, ou internationales, de tous organismes intervenant pour l'évaluation de la conformité à un référentiel, et dans tous les domaines où une accréditation est utile ; ceci concerne notamment :
- . les organismes certificateurs de produits et de services,
- . les organismes certificateurs de systèmes «qualité» d'entreprises,
- . les organismes certificateurs de personnel,
- . les laboratoires d'essais,
- . les laboratoires d'étalonnage,
- . les organismes d'inspection ;

- de développer la confiance du marché dans les organismes accrédités, et dans les informations qu'ils délivrent, dans le cadre des activités pour lesquels ils sont accrédités, au moyen, notamment, de leurs certificats, attestations, rapports et procès-verbaux ;

- de faire reconnaître à l'échelon européen ou international le système français d'accréditation et négocier des accords de coopération ou de reconnaissance bi- ou multilatéraux avec d'autres organismes accréditeurs ;

- d'assurer la représentation des intérêts français dans les instances et organismes européens et internationaux traitant de l'accréditation.

Le COFRAC peut exécuter toute opération se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation ou le développement.

Article 3 - Siège

Le siège du COFRAC est fixé 1, rue Gaston Boissier à Paris (15ème).

Il peut être déplacé dans la région d'Ile-de-France sur décision du conseil d'administration, et dans une autre région sur décision de l'assemblée générale.

Article 4 - Membres

Deux catégories de membres composent le COFRAC :

- **les membres actifs** : personnes morales impliquées directement ou indirectement par son objet et qui déclarent vouloir s'employer à développer son action ; ils sont regroupés dans les collèges A, B, C et D, définis dans l'article 5 ci-dessous.

- **les membres associés** : personnes physiques ou morales intéressées par les activités du COFRAC.

L'admission d'un membre est prononcée par le conseil d'administration qui, en cas de refus, n'a pas à faire connaître les motifs de sa décision.

La qualité de membre se perd par la démission, ou bien par la radiation prononcée par le conseil d'administration, lorsque celui-ci constate qu'un membre n'a pas respecté ses obligations.

Article 5 - Collèges

Les membres actifs sont répartis entre les collèges définis ci-après :

- **Le collège A** comprend des organismes accrédités, ou leurs groupements.
- **Le collège B** comprend des groupe-

ments professionnels d'entreprises ou de personnes recourant ou pouvant recourir aux services des organismes du collège A.

- Le collège C comprend des groupements et associations des consommateurs ou d'usagers, des acheteurs publics.

- Le collège D comprend des représentants de l'Etat.

Un membre ne peut appartenir qu'à un collège.

Article 6 - Assemblée générale

6.1 - Réunions

Les membres se réunissent au moins une fois par an en assemblée générale.

Un membre actif peut se faire représenter par un autre membre du même collège, sans qu'un membre puisse disposer de plus de deux voix.

Les membres associés ne peuvent pas se faire représenter ; ils peuvent participer au débat mais n'ont pas de droit de vote.

6.2. - Pouvoirs

L'assemblée générale nomme les membres du conseil d'administration, en veillant, pour chaque collège, à une juste représentation des différents intérêts engagés.

Elle délibère sur les propositions du conseil d'administration :

- elle approuve les comptes, le rapport annuel d'activité et le budget ;
- elle fixe les cotisations au règlement desquelles les membres sont astreints ;
- elle modifie les statuts ;
- elle délibère sur toute autre question qui lui est soumise.

6.3 - Règles de vote

Chaque collège dispose au sein de l'assemblée générale, d'un poids égal à celui qu'il a au sein du conseil d'administration, à savoir : sept voix pour le collège A, six pour le collège B, trois pour le collège C, trois pour le collège D.

A défaut de consensus les décisions sont prises par vote à bulletin secret. Le vote de chaque membre est alors affecté d'une pondération égale au poids du collège

auquel il appartient divisé par le nombre de votants présents ou représentés de ce collège.

Toutes les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés sauf pour les modifications de statuts, pour lesquelles il faut une majorité des 2/3.

Aucune décision ne peut être prise contre l'avis de deux collèges. Dans ce cas, l'avis d'un collège est celui exprimé par la majorité des membres présents ou représentés de ce collège.

La désignation des administrateurs se fait selon les modalités de l'article 7.

Article 7 - Administrateurs

Les administrateurs composant le conseil d'administration sont au nombre de sept pour le collège A, six pour le collège B, trois pour le collège C, trois pour le collège D, et trois personnalités qualifiées choisies parmi les membres associés.

Les administrateurs sont des personnes physiques, membres du COFRAC ou représentant une personne morale membre du COFRAC, directement engagées dans les activités concernées.

Les administrateurs des collèges A, B, C, sont élus par vote à bulletin secret par les membres de leur collège à la majorité absolue au premier tour, et la majorité relative au deuxième. Le collège A doit comprendre au moins un représentant de chacun des types d'activité énumérés dans l'article 2.

Les ministères chargés de l'agriculture, de la consommation et de l'industrie désignent chacun un administrateur au sein du collège D.

Les personnalités qualifiées sont nommées parmi les membres associés par les membres des collèges A, B, C, D, par vote à bulletin secret avec pondération par collège selon les modalités définies en 6.3 ; il faut la majorité absolue au premier tour et la majorité relative au deuxième.

Les nominations sont faites pour trois ans ; les mandats sont renouvelables.

En cas de vacance entre deux réunions de l'assemblée générale, le conseil d'ad-

ministration peut coopter un administrateur, jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée.

Article 8 - Conseil d'administration

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres, pour la durée de leur mandat d'administrateur, un président et un vice-président, ainsi qu'un trésorier. Le président et le vice-président ne peuvent pas être membres du collège A.

Le président est choisi parmi les personnalités qualifiées.

Le président représente le COFRAC vis-à-vis des tiers. Il veille au bon fonctionnement du conseil d'administration, et notamment à la bonne exécution des décisions.

Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Le conseil d'administration :

- prononce l'admission ou la radiation des membres ;
 - arrête les comptes, adopte le rapport annuel d'activité et fixe le budget ;
 - arrête les propositions soumises à l'assemblée générale ;
 - assure l'exécution des décisions de l'assemblée générale ;
 - adopte le règlement intérieur ;
 - définit les domaines d'action du COFRAC ;
 - décide de la création de chaque section d'accréditation, de son champ d'intervention, de la composition de son comité, de ses documents de référence ;
 - nomme les membres des comités de sections d'accréditation et ceux de la commission d'audit interne ;
 - nomme le président et le vice-président de chacun des comités de section ou de la commission d'audit ;
 - nomme le directeur, sur proposition du président ;
 - décide des accords de coopération ou de reconnaissance ;
 - prend toute autre décision pour le bon déroulement des activités du COFRAC.
- Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur du même

collège, sans qu'un administrateur puisse disposer de plus de deux voix.

Le conseil ne peut délibérer que si plus de la moitié des administrateurs sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, la voix du président étant prépondérante. Le conseil se réunit dans les conditions fixées dans le règlement intérieur.

Article 9 - Sections d'accréditation

Chaque section est pilotée par un comité de section ; le secrétariat, chargé de l'instruction et du suivi des dossiers, est assuré par le personnel permanent ; elle fait appel à des auditeurs en tant que de besoin.

9.1 - Comité de section

Les membres de chaque comité de section représentent les différents intérêts engagés dans le domaine d'activité de la section sans prédominance d'aucun. La composition de chaque comité est définie dans le règlement particulier de la section. Les membres de chaque comité de section sont nommés par le conseil d'administration après avis du comité de section. Le président et le vice-président, qui ne peuvent représenter les mêmes intérêts ni ceux d'un organisme accrédité, sont nommés sur proposition du comité de section.

Les membres sont nommés pour une durée de trois ans, les mandats sont renouvelables.

9.2 - Rôle du comité de section

Le comité de section d'accréditation :

- décide des accréditations, de leur maintien et de leur renouvellement ;
- élabore les documents généraux de référence et de fonctionnement pour acceptation par le conseil d'administration ;
- peut suspendre ou retirer l'accréditation d'un organisme, celui-ci entendu.

9.3 - Fonctionnement du comité de section

Un membre de comité de section peut se faire représenter par un autre membre de ce comité sans qu'aucun membre puisse disposer de plus de deux voix.

Le comité de section ne peut valablement délibérer que si la moitié des membres sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Les attestations d'accréditation doivent, en tout état de cause, porter la signature du directeur ou de son représentant, qui engage la responsabilité du COFRAC.

Article 10 - Commission d'audit interne

10.1 - Rôle

La commission d'audit interne assure les fonctions d'audit des différents organes du COFRAC. Elle procède régulièrement à toutes investigations utiles pour s'assurer de leur fonctionnement correct, et conforme aux textes de référence. La commission doit notamment veiller à relever et signaler toute redondance dans les principes et la pratique des processus opératoires.

Elle examine tout sujet à la demande du conseil d'administration.

10.2 - Composition

Elle est composée de dix membres au plus répartis entre les différents intérêts engagés, dont deux pour chacun des collèges A et B, deux au plus pour chacun des collèges C et D, et deux personnalités qualifiées au plus.

Les membres de la commission d'audit interne ne peuvent pas être membres du conseil d'administration ou d'un comité de section d'accréditation.

Les membres de la commission d'audit interne, dont le président et le vice-président sont nommés par le conseil d'administration après avis de la commission.

10.3 - Fonctionnement

Les membres de la commission d'audit interne ne peuvent pas se faire représenter. Pour délibérer valablement la moitié des membres doivent être présents.

Les rapports sont adoptés par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des membres présents.

La commission rapporte au conseil d'administration.

Article 11 - Personnel

Le directeur assure, selon les directives du président, le bon déroulement des opérations courantes.

Avec l'accord du président, il assure le recrutement et fixe les tâches et rémunérations des personnels permanents qui doivent l'assister.

Les emplois de directeur ou de responsables de section d'accréditation peuvent, dans la limite d'un nombre maximum de cinq, être occupés par des fonctionnaires, agents de l'Etat, des collectivités locales ou des établissements publics de l'Etat de catégorie A, civils ou militaires, en position de détachement.

Les autres emplois de cadres ou d'experts peuvent, dans la limite d'un nombre maximum de cinq, être occupés par des fonctionnaires, agents de l'Etat, des collectivités locales ou des établissements publics de l'Etat de catégorie A ou B, civils ou militaires, en position de détachement.

Article 12 - Ressources

Les ressources de l'association sont constituées :

- par les cotisations des membres ;
- par les redevances perçues à l'occasion de l'instruction, de la délivrance, et de la surveillance des accréditations ;
- par les subventions et dons ;
- par le revenu de ses biens ;
- par toute autre recette provenant de son activité.

Article 13 - Contrôles financiers

13.1 - Commissaire aux comptes

Le contrôle des comptes est exercé par un commissaire aux comptes désigné par l'assemblée générale pour une durée de trois ans.

Le commissaire aux comptes a tous pouvoirs pour vérifier la régularité et la sincérité du rapport annuel sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le commissaire aux comptes fait un rapport à l'assemblée générale lors de l'examen de ces comptes.

13.2 - Contrôle économique et financier de l'Etat

L'association est soumise au contrôle économique et financier de l'Etat organisé par le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 modifié.

Article 14 - Recours et réclamations

Les recours ou réclamations doivent être portés devant la personne ou l'organe ayant pris la décision contestée, et qui doit entendre l'auteur du recours ou de la réclamation.

Par la suite, les recours concernant les

décisions relatives à l'accréditation (refus, suspension, radiation) sont portés devant le conseil d'administration.

D'autre part, les recours concernant les décisions du conseil d'administration, autres que celles relatives à l'accréditation, sont portés devant l'assemblée générale.

Article 15 - Dissolution

Selon les règles de vote applicables pour la modification des statuts, la dissolution du COFRAC peut être décidée par l'assemblée générale, qui en fixe les modalités.

Article 16 - Règlement intérieur

Un règlement intérieur, adopté par le conseil d'administration, fixe les modalités d'application des présents statuts, et notamment :

- les règles complémentaires de nomination des membres, ainsi que des membres des comités de section ou de la commission d'audit interne ;
- les modalités des réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

MEMORANDUM RELATIF A LA CONSTITUTION DU COFRAC

Lors de l'assemblée générale constitutive du COFRAC, les orientations et dispositions suivantes ont été arrêtées pour préciser les objectifs poursuivis par la création du COFRAC et pour fixer les dispositions transitoires nécessaires à garantir la préservation de l'acquis issu de la situation antérieure.

1 - Objectifs poursuivis

a - Le COFRAC devra être en tous points conforme aux exigences fixées par les normes européennes relatives aux organismes d'accréditation, pour assurer la reconnaissance, aux plans communautaire et international, de nos organismes opérant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et contribuer ainsi à la promotion d'une image forte de la qualité française.

b - La création du COFRAC s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de promotion de la qualité, visant en particulier à accroître la cohésion des acteurs économiques autour des signes français de la qualité (tels que la marque NF, les certificats AFAQ et COFREND, ou le label rouge), en garantissant les conditions de rigueur et d'impartialité dans lesquels les

organismes certificateurs exercent leurs activités. Le COFRAC s'inscrit également dans la continuité des actions engagées depuis des années par le RNE et le BNM-FRETAC.

c - Dans le respect des conditions fixées au point a -, le COFRAC veillera à la mise en place des structures et procédures adaptées pour satisfaire les besoins des organismes accrédités et de leurs clients sans contraintes supérieures à celles existant dans les autres pays industrialisés. La création d'un système unifié d'accréditation a, dans ce cadre, notamment pour objet d'éviter toute duplication inutile de contrôle et d'audit :

- auprès d'organismes susceptibles d'être accrédités à différents titres ;
- auprès d'entreprises amenées à faire intervenir différents organismes accrédités (organismes certificateurs ou d'inspection) et, éventuellement, le COFRAC lui-même (pour leurs laboratoires).

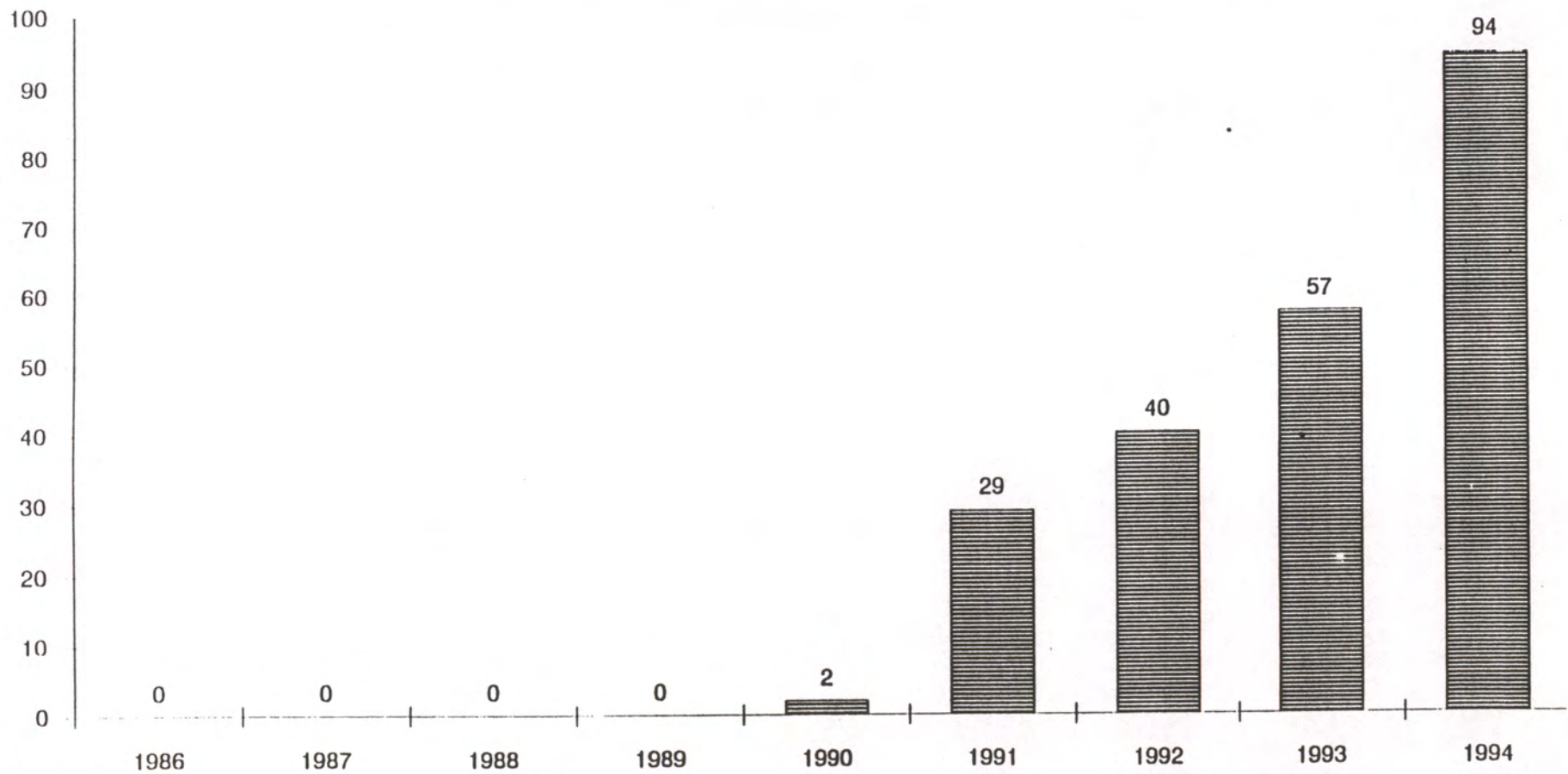
Cet objectif devra être concrétisé dès la création du COFRAC par une organisation interne adaptée et par la recherche d'un pôle «d'auditeurs système» unifié, reconnu par l'ensemble des sections d'accréditation susceptibles d'y faire appel.

2 - Dispositions transitoires

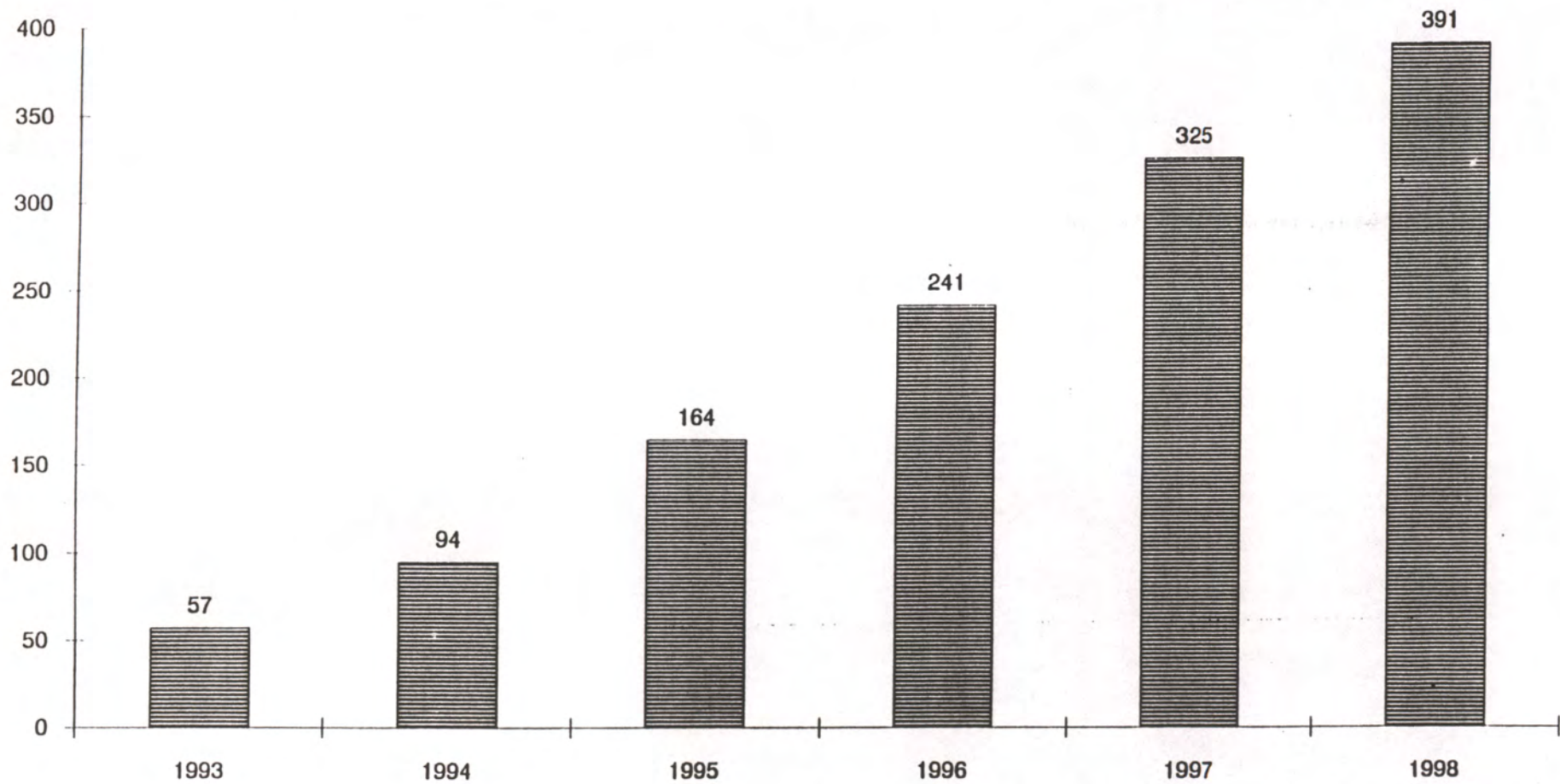
a - Les laboratoires d'essais et d'étalonnage accrédités à la date de création du COFRAC, respectivement par le RNE et le BNM-FRETAC, bénéficieront de façon automatique, dès le jour de la création juridique du COFRAC, du droit d'usage du logo du nouvel organisme dans les mêmes conditions que celles précédemment accordées par le RNE et le BNM-FRETAC, étant entendu que la création du COFRAC sera accompagnée d'une importante promotion de ce nouveau logo. Ces laboratoires pourront toutefois utiliser les logos du RNE et du BNM-FRETAC à titre transitoire jusqu'au 1er janvier 1995. A partir de cette date, seul le logo du COFRAC devra apparaître, mais accompagné, en tant que de besoin, d'une mention indiquant que le COFRAC a repris les fonctions assurées jusqu'à présent par le RNE et le BNM-FRETAC.

b - Toute demande d'accréditation en cours auprès du RNE ou du BNM-FRETAC le jour de leur fusion avec le COFRAC sera instruite par le COFRAC en continuité avec les systèmes précédents. Toute accréditation non aboutie à cette date fera

EVOLUTION DE L'ACCREDITATION SECTEUR AGROALIMENTAIRE



PROJECTION DES ACCREDITATIONS SUR 4 ANS SECTEUR AGROALIMENTAIRE



des grands programmes nationaux et des besoins des partenaires économiques et sociaux exprimés notamment dans le Plan. Il est consulté sur les programmes généraux annuels des travaux de normalisation.

Art. 2. — Le Conseil supérieur de la normalisation comprend :

1. Le président de l'Association française de normalisation, président,
2. Quinze représentants de l'Etat, à savoir :
Le commissaire au Plan ;
Le directeur des relations économiques extérieures ;
Le directeur général de la concurrence et de la consommation ;
Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ;
Le directeur de la consommation et de la répression des fraudes ;
Le directeur des relations du travail ;
Le directeur général de la santé ;
Le directeur général des collectivités locales ;
Le vice-président du conseil général des ponts et chaussées ;
Le délégué général pour l'armement ;
Le vice-président du conseil général du génie rural, des eaux et forêts ;
Le directeur général de l'industrie ;
Le président de la mission interministérielle de l'information scientifique et technique ;
Le directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche ;
Le directeur du commerce intérieur.

Ceux-ci peuvent se faire suppléer par un fonctionnaire désigné par le ministre chargé de l'industrie sur proposition du ministre intéressé.

3. Quatre représentants des élus des collectivités locales ;
4. Quinze représentants des activités industrielles, agricoles, commerciales et des services, proposés par les organisations professionnelles représentatives et par les organismes consulaires ;
5. Cinq représentants des organisations syndicales de salariés les plus représentatives au plan national ;
6. Trois représentants d'organisations de consommateurs nommés après avis du Conseil national de la consommation ;
7. Trois représentants de bureaux de normalisation ;
8. Trois représentants de laboratoires d'essais et de centres techniques industriels et agricoles ;
9. Trois personnalités représentant les milieux scientifiques et universitaires.

Les membres du conseil appartenant aux catégories 3 à 9 définies ci-dessus sont nommés pour trois ans par arrêté du ministre chargé de l'industrie. S'ils cessent d'exercer la fonction ou le mandat au titre duquel ils ont été désignés, ils sont remplacés pour la fin de la période de trois ans en cours.

Le commissaire à la normalisation et le directeur général de l'Association française de normalisation assistent aux réunions du Conseil supérieur de la normalisation.

Art. 3. — Le Conseil supérieur de la normalisation se réunit sur convocation de son président, une fois par an au moins. Il arrête son règlement intérieur.

Art. 4. — Le secrétariat du Conseil supérieur de la normalisation est assuré par l'Association française de normalisation.

Art. 5. — Le ministre de l'industrie et de la recherche est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 janvier 1984.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie et de la recherche,

LAURENT FABIUS.

Décret n° 84-74 du 26 janvier 1984 fixant le statut de la normalisation.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre de l'industrie et de la recherche,

Vu la loi du 24 mai 1941 relative à la normalisation ;

Vu la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service ;

Vu la loi n° 78-23 du 10 janvier 1978 sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services, modifiée par la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs ;

Vu le décret du 24 mai 1941 définissant le statut de la normalisation ;

Vu le décret du 5 mars 1943 portant reconnaissance d'utilité publique de l'Association française de normalisation ;

Vu le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 modifié portant codification, en application de la loi n° 55-360 du 3 avril 1955, et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 80-524 du 9 juillet 1980 modifié relatif aux certificats de qualification afférents aux produits industriels, aux produits agricoles non alimentaires transformés et aux biens d'équipement ;

Vu le décret n° 84-73 du 26 janvier 1984 relatif au Conseil supérieur de la normalisation ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — La normalisation a pour objet de fournir des documents de référence comportant des solutions à des problèmes techniques et commerciaux concernant les produits, biens et services qui se posent de façon répétée dans des relations entre partenaires économiques, scientifiques, techniques et sociaux.

Art. 2. — Le ministre chargé de l'industrie assure la cohésion de la politique de normalisation des produits, biens et services.

En accord avec les autres ministres intéressés.

a) Il fixe les directives générales qui doivent être suivies dans l'établissement des normes ;

b) Il exerce le contrôle de l'application des normes et il statue sur les demandes de dérogation auxdites normes ;

c) Il contrôle les travaux des organismes français de normalisation.

Art. 3. — Un commissaire à la normalisation, désigné par le ministre chargé de l'industrie, exerce les attributions qui lui sont déléguées par le ministre. Il peut, en tant que de besoin, être suppléé par un délégué permanent.

Art. 4. — Le commissaire à la normalisation remplit les fonctions de commissaire du Gouvernement auprès de l'Association française de normalisation.

Art. 5. — Sous le contrôle du ministre chargé de l'industrie, une mission générale de recensement des besoins en normes nouvelles, de coordination des travaux de normalisation, de centralisation et d'examen des projets de normes, de diffusion des normes, de promotion de la normalisation, de formation à la normalisation et de représentation des intérêts français dans les instances internationales non gouvernementales de normalisation est confiée à l'Association française de normalisation.

Art. 6. — Le programme général des travaux de normalisation est arrêté chaque année par l'Association française de normalisation en fonction des besoins recensés par elle auprès des partenaires économiques et sociaux et des bureaux de normalisation. Il tient compte des priorités nationales, exprimées notamment dans le Plan.

Le programme général est soumis au Conseil supérieur de la normalisation.

Art. 7. — Les avant-projets de normes françaises sont préparés par des commissions de normalisation comprenant des représentants des différentes catégories de partenaires intéressés par leur utilisation, et notamment des organisations représentatives de consommateurs. Ces commissions siègent au sein de bureaux de normalisation à compétence sectorielle.

L'Association française de normalisation est chargée de fournir aux commissions de normalisation les informations techniques et économiques nécessaires à leurs travaux.

Elle veille à ce que les principales parties intéressées soient représentées dans les commissions de normalisation.

Elle assiste de plein droit à toute commission de normalisation.

Art. 8. — Tout organisme, doté ou non de la personnalité juridique, justifiant de sa capacité technique à animer les travaux de commissions de normalisation dans un secteur donné peut être agréé comme bureau de normalisation par décision conjointe du ministre chargé de l'industrie et des autres ministres intéressés, prise après avis du conseil d'administration de l'Association française de normalisation. Cette décision fixe le champ de compétence du bureau de normalisation ainsi constitué.

L'agrément peut être retiré après que son bénéficiaire a été mis à même de présenter ses observations.

a) Au cas où l'existence de ce bureau de normalisation ne répond plus à un besoin ;

b) Au cas où il n'est plus en mesure d'exécuter les travaux qui lui incombent ;

c) Au cas où il ne respecte pas les dispositions du présent décret ou les directives générales prévues à l'article 2 ci-dessus.

La liste des bureaux de normalisation existant à la date de publication du présent décret et maintenus en activité est fixée dans les formes prévues à l'alinéa 1^{er}.

Art. 9. — Pour chaque avant-projet de norme prévu dans le programme général mentionné à l'article 6 ci-dessus, ou pour lequel une demande a été formulée par le commissaire à la normalisation, l'Association française de normalisation désigne un bureau de normalisation au sein duquel siègera la commission chargée de l'élaboration.

En l'absence de bureau de normalisation compétent ou lorsque le bureau n'est pas en mesure de transmettre en temps utile les avant-projets qui lui incombent, l'Association française de normalisation peut constituer elle-même des commissions de normalisation.

Art. 10. — Lorsqu'un avant-projet de norme est établi, il peut être soumis par l'Association française de normalisation, après vérification, à une instruction qui fait l'objet d'une publication au Journal officiel de la République française et au Bulletin officiel de la normalisation, afin de contrôler sa conformité à l'intérêt général et de vérifier qu'il ne soulève aucune objection de nature à en empêcher l'adoption. L'Association française de normalisation fixe, en fonction de l'objet de la norme, la durée de l'instruction, qui ne peut être inférieure à quinze jours.

L'Association française de normalisation est tenue de soumettre à ladite instruction les avant-projets prévus dans le programme général mentionné à l'article 6 ci-dessus et ceux pour lesquels le commissaire à la normalisation le demande.

Les observations formulées au cours de l'instruction sont examinées par la commission de normalisation compétente qui tient compte pour l'élaboration du projet définitif. A défaut d'accord, les conflits sont tranchés par le conseil d'administration de l'Association française de normalisation ou par l'instance désignée par le conseil à cet effet.

Les départements ministériels font part à l'Association française de normalisation, au cours de l'instruction, des modifications qu'ils souhaitent voir apporter aux avant-projets de normes. Les difficultés qui peuvent résulter de cette disposition sont portées devant le commissaire à la normalisation.

Art. 11. — L'homologation des normes est prononcée au vu des résultats de l'instruction prévue à l'article 10 par le conseil d'administration de l'Association française de normalisation, qui peut déléguer cette attribution au directeur général.

Le commissaire à la normalisation peut s'opposer à l'homologation d'un projet de norme.

La liste des normes homologuées au cours de chaque mois est publiée le mois suivant au Journal officiel de la République française.

Art. 12. — Si des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, ou des exigences impératives tenant à l'efficacité des contrôles fiscaux, à la loyauté des transactions commerciales et à la défense du consommateur rendent une telle mesure nécessaire, l'application d'une norme homologuée peut être rendue obligatoire par arrêté du ministre chargé de l'industrie et, le cas échéant, des autres ministres intéressés, sous réserve des dérogations particulières accordées dans les conditions prévues à l'article 18 ci-après.

Art. 13. — Sous réserve des dérogations prévues à l'article 18, l'introduction ou la mention explicite des normes homologuées ou d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux est obligatoire dans les clauses, spécifications et cahiers des charges des marchés passés par l'Etat, ses établissements publics et les entreprises qu'il subventionne.

Art. 14. — Dans chaque département ministériel intéressé par la normalisation, un ou plusieurs fonctionnaires sont désignés pour assurer la liaison entre leur département et le ministère chargé de l'industrie et pour veiller à l'observation, par les divers services du département dont ils relèvent, de la prescription édictée à l'article 13.

Art. 15. — La conformité aux normes est attestée, à la demande du producteur, par l'apposition d'une marque nationale accordée par l'Association française de normalisation.

Le bénéfice de cette marque est réservé aux produits pour lesquels les dispositions édictées par l'Association française de normalisation ont été respectées.

Toute infraction à ces dispositions peut entraîner le retrait du bénéfice de la marque.

Art. 16. — Les marques nationales de normalisation sont déposées par l'Association française de normalisation, dans les conditions déterminées par la loi du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service et par la loi du 10 janvier 1978 sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services.

L'apposition de la marque de normalisation sur les produits normalisés est faite par les producteurs conformément aux règles prescrites par l'Association française de normalisation, dans le cadre des dispositions du décret du 9 juillet 1980 relatif aux certificats de qualification.

Art. 17. — L'Association française de normalisation est soumise au contrôle économique et financier de l'Etat organisé par le décret n° 55-733 du 26 mai 1955.

Art. 18. — En cas de difficulté dans l'application des normes, des dérogations peuvent être accordées aux obligations édictées par les articles 12 et 13 ci-dessus.

Les demandes de dérogation sont présentées, par les représentants qualifiés des producteurs, importateurs ou distributeurs, par les administrations publiques ou par tout intéressé, à l'Association française de normalisation. La dérogation est accordée par le ministre chargé de l'industrie sur proposition du commissaire à la normalisation, au vu d'un rapport de présentation établi par l'Association française de normalisation. Elle fait l'objet, le cas échéant, d'une décision conjointe de ce ministre et des autres ministres intéressés.

Art. 19. — Le décret du 24 mai 1941 définissant le statut de la normalisation est abrogé, à l'exception de son article 21 (1^{er} alinéa).

Les normes dont les projets ont donné lieu à enquête publique avant la date de publication du présent décret peuvent être homologuées sans nouvelle instruction.

Art. 20. — Le présent décret ne peut être modifié que par décret en Conseil d'Etat.

Art. 21. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, le ministre des transports, le ministre de l'agriculture, le ministre de l'industrie et de la recherche, le ministre de l'urbanisme et du logement et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 janvier 1984.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie et de la recherche,
LAURENT FABIUS

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
JACQUES DELORS.

Le ministre des affaires sociales
et de la solidarité nationale,
PIERRE BÉRÉGOVOY.

Le ministre des transports,
CHARLES FITERMAN.

Le ministre de l'agriculture,
MICHEL ROCARD.

Le ministre de l'urbanisme et du logement,
PAUL QUILÈS.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé de la consommation,
CATHERINE LALUMIÈRE.

P. T. T.

Extension des facilités offertes par le service public expérimental Postéclair et fixation de la nouvelle tarification provisoire applicable.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T.,

Sur proposition du directeur général des postes,
Vu le code des postes et télécommunications, et notamment les articles D. 41-1 et D. 450 ;

Vu les arrêtés du 18 octobre 1982 portant ouverture au public à titre expérimental d'un service de courrier électronique : la télécopie publique et fixation de la tarification provisoire applicable et du 22 mars 1983 portant ouverture à titre expérimental du service Postéclair dans le régime international,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le présent arrêté étend le champ des prestations offertes par le service expérimental de courrier électronique Postéclair créé par les arrêtés du 18 octobre 1982 et du 22 mars 1983. La nouvelle tarification provisoire applicable figure à l'article 9.

SIVOM de Morlaix-Saint-Martin-des-Champs

✎

Arrêté autorisant la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle
station d'épuration et l'épandage des boues issues de cette station

✎

ARRETE PREFECTORAL n° 95.0327 du 17 février 1995

Le Préfet du Finistère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la demande présentée par M. le Président du SIVOM de Morlaix-Saint-Martin-des-Champs en vue d'aménager et d'étendre la station d'épuration, de rejeter les eaux traitées en rivière de Morlaix, et de procéder à une valorisation agricole des boues par épandage,

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature,

Vu la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 et le décret n°85-453 du 23 avril 1985, relatifs à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

Vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret du 1er août 1905 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux,

Vu le décret n°61-987 du 24 août 1961 modifié relatif au Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France,

Vu le décret n°67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions de la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 précitée,

Vu le décret n°73-218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 (1°) de la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 précitée, et les arrêtés des 13 mai 1975 et 20 novembre 1979 pris pour son application,

Vu le décret n°87-154 du 27 février 1987 relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau,

Vu le décret n°91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de mer dans les limites territoriales,

Vu les avis émis par les services consultés, à savoir :

- l'avis en date du 22 juin 1992 de la Direction des affaires sanitaires et sociales,
- l'avis en date du 30 septembre 1992 de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,
- l'avis en date du 3 juin 1992 d'IFREMER,
- l'avis en date du 5 mai 1992 de l'Administration des Affaires Maritimes,
- l'avis en date du 3 décembre 1992 du Conseil Départemental d'Hygiène,
- l'avis en date du 5 juillet 1994 du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France,
- l'avis en date du 25 mai 1993 de la Mission Déléguée de Bassin,

Vu le procès-verbal de visite des lieux du 10 juin 1992 dressé par l'Ingénieur des travaux publics de l'Équipement,

Vu le procès-verbal de la conférence administrative ouverte en application de l'article 6 du décret n°73-218 du 23 février 1973,

Vu les dossiers soumis aux enquêtes incluant notamment l'étude d'impact,

Vu les résultats de l'enquête hydraulique à laquelle il a été procédé du 8 septembre au 9 octobre 1992 sur le territoire des communes de Morlaix, Plouégat-Guérand, Plouigneau, Lanmeur et Guimaëc,

Vu les certificats de publication et d'affichage concernant l'enquête hydraulique,

Vu les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 8 septembre au 9 octobre 1992 sur le territoire de la commune de Morlaix, en vue de la réalisation des ouvrages de la nouvelle station d'épuration du SIVOM de Morlaix-Saint-Martin-des-Champs,

Vu le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur,

Vu le certificat d'affichage de M. le Maire de Morlaix, et les exemplaires des journaux publiant l'avis d'enquête et le rappel d'enquête,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère,

DIRECTIVE DU CONSEIL

du 14 juin 1989

(89/397/CEE)

(J.O.C.E. du 30-06-89)

relative au contrôle officiel des denrées alimentaires

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 100 A,

vu la proposition de la Commission,

en coopération avec le Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que les échanges de denrées alimentaires occupent une place de tout premier plan dans le marché commun; que tous les États membres doivent se soucier de protéger la santé et les intérêts économiques de leurs citoyens; que, à cet égard, la protection de la santé revêt une importance absolument prioritaire et qu'il est nécessaire, pour l'assurer, d'harmoniser et de rendre plus efficace le contrôle officiel des denrées alimentaires;

considérant cependant que les différences entre les législations nationales concernant ce type de contrôles sont de nature à entraver la libre circulation des marchandises;

considérant que, dès lors, il est nécessaire de rapprocher ces législations;

considérant qu'il convient dans un premier temps d'harmoniser les principes généraux devant présider à l'exercice des contrôles;

considérant que des dispositions particulières, en complément des principes généraux, pourront, si nécessaire, être arrêtées ultérieurement;

considérant que la présente directive a pour objet le contrôle de la conformité des aliments à la législation alimentaire; que celle-ci inclut les dispositions relatives à la protection de la santé, les règles de composition et celles relatives à la qualité destinées à assurer la protection des intérêts économiques des consommateurs, ainsi que les dispositions relatives à leur information et à la loyauté des transactions commerciales;

considérant que, en même temps que les denrées alimentaires, il convient de contrôler les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec celles-ci;

considérant que, dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur, les denrées alimentaires destinées à franchir

les frontières intracommunautaires doivent être contrôlées avec le même soin que celles destinées à être commercialisées dans l'État membre de fabrication;

considérant que, à cet effet, le contrôle doit être fondé en principe sur les dispositions en vigueur dans l'État membre de fabrication; que toutefois un tel principe ne s'applique pas lorsqu'il a été établi, à la satisfaction de l'autorité chargée du contrôle, par tout moyen approprié, y compris la présentation de documents commerciaux, que le produit en question est destiné à être expédié vers un autre État membre et qu'il est conforme aux dispositions en vigueur dans ce dernier;

considérant que, pour être efficaces, les contrôles doivent être réguliers; qu'ils ne doivent pas être sujets à des limitations quant à l'objet, au stade et au moment où il convient de les effectuer, et qu'ils doivent prendre les formes les mieux appropriées à en garantir l'efficacité;

considérant que, pour assurer que les procédures de contrôle ne soient pas éludées, il est nécessaire de prévoir que les États membres n'excluent pas d'un contrôle approprié un produit du fait qu'il est destiné à l'exportation en dehors de la Communauté;

considérant qu'il s'impose d'attribuer aux contrôleurs des pouvoirs adéquats;

considérant que si, d'une part, il n'est pas opportun de reconnaître aux entreprises le droit de s'opposer aux contrôles, il faut sauvegarder, d'autre part, leurs droits légitimes et notamment le droit au secret de production et un droit de recours;

considérant que les autorités préposées aux contrôles des denrées alimentaires peuvent différer d'un État membre à l'autre; qu'il est donc opportun de publier une liste des autorités compétentes en la matière dans chaque État membre, avec l'indication des territoires de leur compétence et des laboratoires habilités à effectuer des analyses dans le cadre desdits contrôles;

considérant que les contrôles officiels doivent contribuer efficacement à prévenir les infractions à la législation relative aux denrées alimentaires; que, à cet effet, ils doivent être programmés en fonction de critères appropriés;

considérant que, s'il incombe en premier lieu aux États membres d'arrêter leurs programmes de contrôle, il est nécessaire, dans la perspective de l'achèvement et du fonctionnement du marché intérieur, de disposer également de programmes coordonnés au niveau communautaire;

considérant que l'exécution à la fois des programmes nationaux et des programmes coordonnés permettra d'acquérir

l'expérience faisant encore largement défaut au stade actuel; que, sur la base de cette expérience, une révision de la présente directive pourra s'avérer nécessaire en vue de parfaire le régime qu'elle établit;

considérant qu'il convient de laisser aux États membres un certain degré de liberté en ce qui concerne les moyens pratiques d'exécution des contrôles pour ne pas interférer dans des systèmes qui ont fait leur preuve et qui sont adaptés aux situations particulières de chaque État membre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

1. La présente directive établit les principes généraux relatifs à l'exercice du contrôle officiel des denrées alimentaires.

2. Aux fins de la présente directive, on entend par «contrôle officiel des denrées alimentaires», ci-après dénommé «contrôle», le contrôle par les autorités compétentes de la conformité:

- des denrées alimentaires,
- des additifs alimentaires, des vitamines, des sels minéraux, des oligo-éléments et des autres produits d'addition destinés à être vendus en tant que tels,
- des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires,

avec les dispositions ayant pour objet de prévenir les risques pour la santé publique, d'assurer la loyauté des transactions commerciales ou de protéger les intérêts des consommateurs, y compris celles ayant pour objet leur information.

3. La présente directive s'applique sans préjudice des dispositions arrêtées dans le cadre de réglementations communautaires plus spécifiques.

4. La présente directive ne s'applique pas aux contrôles métrologiques.

Article 2

1. Les États membres prennent toutes mesures utiles pour que le contrôle soit effectué conformément à la présente directive.

2. Les États membres veillent à ce que les produits destinés à être expédiés vers un autre État membre soient contrôlés avec le même soin que ceux destinés à être commercialisés sur leur propre territoire.

Article 3

Les États membres n'excluent pas d'un contrôle approprié un produit du fait qu'il est destiné à être exporté en dehors de la Communauté.

Article 4

1. Le contrôle est effectué:
 - a) d'une façon régulière,
 - b) en cas de soupçon de non-conformité.
2. Le contrôle est effectué de façon proportionnée à l'objectif poursuivi.
3. Il s'étend à tous les stades de la production, de la fabrication, de l'importation dans la Communauté, du traitement, de l'entreposage, du transport, de la distribution et du commerce.
4. Le contrôle s'effectue en règle générale sans avertissement préalable.
5. L'autorité compétente est tenue, dans chaque cas, de choisir, parmi les stades énumérés au paragraphe 3, celui ou ceux qui sont les plus appropriés au vue de la recherche envisagée.

Article 5

Le contrôle consiste en un ou plusieurs des opérations suivantes, conformément aux conditions prévues aux articles 6 à 9 et en fonction de la recherche envisagée:

- 1) inspection,
- 2) prélèvement d'échantillons et analyse,
- 3) contrôle de l'hygiène du personnel,
- 4) examen du matériel scriptural et documentaire,
- 5) examen des systèmes de vérification éventuellement mis en place par l'entreprise et des résultats qui en découlent.

Article 6

1. Sont soumis à l'inspection:
 - a) l'état et l'usage qui est fait, aux différents stades visés à l'article 4 paragraphe 3, des terrains, locaux, bureaux, installations et de leur environnement, des moyens de transport, équipement et matériels;
 - b) les matières premières, ingrédients, auxiliaires technologiques et autres produits mis en œuvre pour la préparation et la production des denrées alimentaires;
 - c) les produits semi-finis;
 - d) les produits finis;
 - e) les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires;
 - f) les produits et procédés de nettoyage et d'entretien et les pesticides;

- g) les procédés utilisés pour la fabrication ou le traitement des denrées alimentaires;
- h) l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires;
- i) les moyens de conservation.

2. Les opérations visées au paragraphe 1 peuvent être complétées, en cas de besoin, par:

- l'audition du responsable de l'entreprise inspectée et des personnes travaillant pour le compte de cette entreprise;
- le relevé des valeurs enregistrées par les instruments de mesurage mis en place par l'entreprise;
- des contrôles, effectués par l'autorité compétente avec ses propres instruments, de mesures faites au moyen des instruments mis en place par l'entreprise.

Article 7

1. Des échantillons des produits visés à l'article 6 paragraphe 1 points b) à f) peuvent être prélevés aux fins d'analyse.

Les États membres prennent les dispositions nécessaires afin d'assurer aux assujettis le bénéfice d'une éventuelle contre-expertise.

2. Les analyses sont effectuées par des laboratoires officiels.

Les États membres peuvent également habilitier d'autres laboratoires à effectuer ces analyses.

Article 8

Sont soumises au contrôle de l'hygiène visé à l'article 5 point 3 les personnes qui, dans l'exercice de leur profession, entrent directement ou indirectement en contact avec les matières et produits mentionnés à l'article 6 paragraphe 1 points b) à f).

Ce contrôle a pour objet de vérifier le respect des normes d'hygiène concernant la propreté personnelle et la tenue vestimentaire. Il est effectué sans préjudice des examens médicaux.

Article 9

1. Les agents chargés du contrôle peuvent prendre connaissance du matériel scriptural et documentaire détenu par les personnes physiques et morales aux différents stades visés à l'article 4 paragraphe 3.

2. Les agents chargés du contrôle peuvent également faire des copies ou extraits du matériel scriptural et documentaire soumis à leur examen.

Article 10

Lorsque les agents de contrôle relèvent ou soupçonnent une irrégularité, ils prennent les mesures nécessaires.

Article 11

1. Les États membres assurent aux agents chargés du contrôle le droit de procéder aux opérations prévues aux articles 6 à 10.

2. Les États membres prescrivent que les personnes physiques et morales concernées sont tenues de se soumettre au contrôle exercé conformément à la présente directive et d'assister les agents chargés du contrôle dans l'exercice de leur tâche.

Article 12

1. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les personnes physiques et morales concernées par le contrôle jouissent d'un droit de recours contre les mesures prises par l'autorité compétente pour l'exercice du contrôle.

2. Ils prescrivent que les agents chargés du contrôle sont tenus au secret professionnel.

Article 13

Pour assurer l'application uniforme de la présente directive dans tous les États membres, la Commission présente au Parlement européen et au Conseil, dans un délai d'un an à compter de l'adoption de la présente directive, un rapport sur:

- a) les dispositions relatives à la formation des inspecteurs actuellement en vigueur dans les États membres;
- b) la possibilité d'élaborer des dispositions communautaires relatives à la définition de la formation de base et du perfectionnement des inspecteurs;
- c) la possibilité de fixer des normes de qualité communautaire pour tous les laboratoires participant aux contrôles et aux prélèvements d'échantillons dans le cadre de la présente directive;
- d) la possibilité de créer un service d'inspection de la Communauté, prévoyant également l'échange d'informations entre tous les établissements et personnes s'occupant des contrôles.

Article 14

1. La ou les autorités compétentes des États membres établissent des programmes prévisionnels définissant la nature et la fréquence des contrôles qui doivent être effectués de façon régulière conformément à l'article 4 paragraphe 1 point a) pendant une période déterminée.

2. Chaque année, avant le 1^{er} mai, les États membres transmettent à la Commission toutes informations utiles relatives à l'exécution, pendant l'année précédente, des programmes visés au paragraphe 1, en précisant:

- les critères qui ont présidé à l'élaboration de ces programmes;
- le nombre et la nature des contrôles effectués,
- le nombre et la nature des infractions constatées.

3. Chaque année, avant le 16 octobre, et pour la première fois en 1991, la Commission adresse aux États membres, après les avoir consultés dans le cadre du comité permanent des denrées alimentaires, une recommandation relative à un programme coordonné de contrôles pour l'année suivante. Cette recommandation peut faire l'objet d'adaptations ultérieures, rendues nécessaires pendant l'exécution du programme coordonné.

Le programme coordonné indique en particulier, les critères qu'il convient de retenir par priorité pour son exécution.

Les informations prévues au paragraphe 2 contiennent un chapitre distinct et spécifique concernant l'exécution du programme coordonné.

4. Au terme d'un délai de cinq ans à compter de la notification de la présente directive, la Commission transmet au Conseil un rapport sur l'application du présent article, accompagné, le cas échéant, de toute proposition appropriée.

Article 15

Chaque État membre communique à la Commission:

- la ou les autorités compétentes et leur ressort territorial et fonctionnel,
- le ou les laboratoires officiels ou habilités par les autorités compétentes chargés d'effectuer les analyses dans le cadre du contrôle.

Ces listes sont publiées au *Journal officiel des Communautés européennes* série C.

Article 16

Les États membres adoptent et publient, au plus tard douze mois après la notification ⁽¹⁾ de la présente directive, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard vingt-quatre mois après sa notification. Ils en informent immédiatement la Commission.

Article 17

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Luxembourg, le 14 juin 1989.

Par le Conseil
Le président
P. SOLBES

⁽¹⁾ La présente directive a été notifiée aux États membres le 20 juin 1989.

DIRECTIVE DU CONSEIL
DU 29 OCTOBRE 1993
(93/99/CEE)
(J.O.C.E. du 24-11-93)

relative à des mesures additionnelles concernant le contrôle officiel des denrées alimentaires

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 100 A,

vu la proposition de la Commission ,

en coopération avec le Parlement européen ,

vu l'avis du Comité économique et social ,

considérant qu'il importe d'arrêter des mesures dans le cadre du marché intérieur; que ce marché comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée;

considérant que les échanges de denrées alimentaires occupent une place très importante dans le marché intérieur;

considérant qu'il est donc essentiel que l'application de la directive 89/397/CEE du Conseil, du 14 juin 1989, relative au contrôle officiel des denrées alimentaires , soit uniforme entre tous les États membres; que cette directive établit des règles générales pour ce contrôle;

considérant qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions additionnelles visant à améliorer les procédures de contrôle en vigueur dans la Communauté;

considérant que les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les agents des autorités compétentes possèdent des qualifications techniques et administratives suffisantes;

considérant que, pour garantir la qualité des données des essais, il y a lieu d'introduire un système de normes de qualité pour les laboratoires chargés par les États membres du contrôle officiel des denrées alimentaires; que ce système doit être conforme aux règles généralement admises et normalisées; qu'il est en outre essentiel que ces laboratoires utilisent, chaque fois que cela est possible, des méthodes d'analyse validées;

considérant que le développement des échanges de denrées alimentaires entre les États membres requiert une collaboration plus étroite entre les autorités s'occupant du contrôle de ces denrées;

considérant qu'il est nécessaire de prévoir une réglementation générale pour les agents de la Commission spécialisés dans le contrôle des denrées alimentaires qui collaborent avec des agents spécifiques des États membres en vue d'assurer l'application uniforme de la législation relative à ces denrées;

considérant qu'il y a lieu de fixer des dispositions en vertu desquelles les autorités nationales et la Commission se doivent une assistance administrative mutuelle en vue d'assurer l'application correcte de la législation relative aux denrées alimentaires, notamment grâce à des mesures préventives et grâce à la détection des infractions ou des comportements soupçonnés d'enfreindre la réglementation;

considérant que, en raison de leur nature, ces informations échangées en application de la présente directive doivent être couvertes par le secret commercial ou professionnel;

considérant qu'il convient de prévoir une procédure permettant d'instaurer une coopération étroite entre les États membres et la Commission,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

1. La présente directive complète la directive 89/397/CEE.

2. Aux fins de la présente directive, l'article 1^{er} paragraphes 2, 3 et 4 de la directive 89/397/CEE s'applique.

Article 2

Les États membres veillent à ce que les autorités compétentes disposent ou puissent disposer d'un nombre suffisant d'agents dûment qualifiés et expérimentés, en particulier dans des disciplines telles que la chimie, la chimie alimentaire, la médecine vétérinaire, la médecine, la microbiologie alimentaire, l'hygiène alimentaire, la technologie alimentaire et le droit afin que les contrôles visés à l'article 5 de la directive 89/397/CEE puissent s'effectuer convenablement.

Article 3

1. Les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour que les laboratoires visés à l'article 7 de

la directive 89/397/CEE satisfassent aux critères généraux de fonctionnement des laboratoires d'essais énoncés dans la norme européenne NE 45001, complétée par les modes opératoires normalisés, et pour assurer la vérification par sondage de la conformité à ces derniers par des spécialistes de l'assurance qualité, conformément aux deuxième et septième principes de bonne pratique de laboratoire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), énoncés à la section II de l'annexe 2 de la décision du conseil de l'OCDE du 12 mai 1981 concernant l'acceptation mutuelle des données en matière d'évaluation des produits chimiques.

2. Pour l'évaluation des laboratoires visés à l'article 7 de la directive 89/397/CEE, les États membres:

a) appliquent les critères énoncés dans la norme européenne NE 45002

et

b) imposent l'utilisation de systèmes d'essais d'aptitude lorsque cela est opportun.

Les laboratoires qui répondent aux critères d'évaluation sont présumés satisfaire aux critères visés au paragraphe 1.

Les laboratoires qui ne répondent pas aux critères d'évaluation ne sont pas considérés comme des laboratoires au sens de l'article 7 de ladite directive.

3. Les États membres désignent les organismes responsables de l'évaluation des laboratoires visés à l'article 7 de la directive 89/397/CEE. Ces organismes doivent répondre aux critères généraux applicables aux organismes d'agrément des laboratoires que fixe la norme européenne NE 45003.

4. L'agrément et l'évaluation des laboratoires d'essais visés au présent article peuvent porter sur des essais isolés ou des batteries d'essais. Toute dérogation appropriée au mode d'application des normes visées aux paragraphes 1, 2 et 3 est adoptée selon la procédure prévue à l'article 8.

Article 4

Les États membres veillent à ce que la validation des méthodes d'analyse utilisées dans le cadre des contrôles officiels des denrées alimentaires par les laboratoires visés à l'article 7 de la directive 89/397/CEE respecte autant que possible les dispositions des points 1 et 2 de l'annexe de la directive 85/591/CEE du Conseil, du 20 décembre 1985, concernant l'introduction des modes de prélèvement d'échantillons et de méthodes d'analyse communautaires pour les contrôles des denrées destinées à l'alimentation humaine.

Article 5

1. La Commission nomme et mandate des agents spécifiques pour coopérer avec les autorités compétentes

des États membres en vue du contrôle et de l'évaluation de l'équivalence et de l'efficacité des systèmes de contrôle officiel des denrées alimentaires appliqués par ces autorités. Elle adresse régulièrement des rapports aux États membres concernés sur les travaux de ses agents spécifiques.

La Commission veille à ce que ces agents soient suffisamment qualifiés et possèdent les connaissances et l'expérience requises pour s'acquitter de cette tâche, des modalités d'application pouvant être arrêtées à cet effet selon la procédure prévue à l'article 8.

Les autorités compétentes des États membres coopèrent avec les agents désignés par la Commission et leur fournissent toute l'aide nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

2. Au titre des tâches indiquées au paragraphe 1, les États membres autorisent les agents désignés par la Commission à accompagner les agents de leurs propres autorités compétentes qui exécutent les opérations prévues à l'article 5 de la directive 89/397/CEE. En tout état de cause, les agents des autorités compétentes des États membres conservent la responsabilité de l'exécution des opérations de contrôle. La Commission donne aux États membres un préavis d'au moins cinq jours ouvrables avant le début de ces opérations. Après l'exécution de chaque opération de contrôle visée au présent paragraphe, elle fournit aux États membres concernés un rapport sur l'activité de ses agents spécifiques.

Aux fins des opérations visées au présent paragraphe, les agents désignés par la Commission doivent produire une autorisation écrite précisant leur identité et leur qualité.

Les agents désignés par la Commission se conforment aux règles et usages que doivent respecter les agents des autorités compétentes des États membres.

3. La Commission présente un rapport annuel aux États membres et au Parlement européen sur l'application du présent article.

Article 6

1. Les autorités compétentes des États membres se prêtent une assistance administrative mutuelle dans toutes les procédures de surveillance eu égard aux dispositions législatives et normes de qualité applicables aux denrées alimentaires ou dans toute action pour infraction à la législation sur les denrées alimentaires.

2. Afin de faciliter cette assistance administrative, chaque État membre désigne un organisme de liaison unique. Il appartient à l'organisme désigné par l'État membre d'établir les contacts appropriés avec les organismes de liaison des autres États membres. Les orga-

nismes ont pour rôle d'aider et de coordonner la communication et, en particulier, la transmission et la réception des demandes d'assistance.

3. Les États membres communiquent à la Commission toutes les informations appropriées concernant l'organisme de liaison qu'ils ont désigné. La liste des organismes de liaison désignés et les informations pertinentes les concernant sont publiées au *Journal officiel des Communautés européennes*, série «C».

4. Lorsqu'il reçoit une demande motivée, l'organisme concerné veille à ce que l'organisme requérant reçoive tous les renseignements nécessaires de nature à permettre à ce dernier d'assurer le respect, sur le territoire placé sous sa juridiction, des dispositions législatives et des normes de qualité applicables aux denrées alimentaires, à l'exception des renseignements qui ne peuvent être transmis parce qu'ils font l'objet d'une procédure judiciaire.

5. Les informations et documents communiqués en application du paragraphe 4 sont transmis sans retard injustifié soit par l'intermédiaire de l'organisme de liaison, soit directement, selon le cas. Si les originaux ne peuvent être envoyés, des copies peuvent être transmises.

6. Lorsque, au cours de l'échange d'informations, il apparaît qu'il pourrait y avoir eu violation soit du droit ou de la réglementation communautaire, soit de la législation nationale de l'État membre qui a reçu ou a envoyé les informations, les autorités compétentes de l'État membre sur le territoire duquel a eu lieu la violation présumée font, en temps utile, rapport aux autorités compétentes de l'autre État membre:

— sur toute mesure qui pourrait avoir été entreprise au sujet de la violation présumée,

ainsi que

— sur toute mesure prise, y compris toute mesure visant à empêcher que la violation présumée ne se reproduise.

Une copie du rapport peut également être adressée à la Commission, à l'initiative soit de l'État membre qui a reçu les informations, soit de celui qui les a envoyées.

7. Le présent article s'applique sans préjudice de la décision 89/45/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, concernant un système communautaire d'échange rapide d'informations sur les dangers découlant de l'utilisation de produits de consommation, et de la directive 92/59/CEE du Conseil, du 29 juin 1992, relative à la sécurité générale des produits.

Article 7

1. Les informations communiquées, sous quelque forme que ce soit, en vertu de l'article 6, sont couvertes par le secret professionnel. Dans le cadre d'une procédure pénale, ces informations ne pourront être produites qu'avec le consentement préalable de l'État membre qui les a envoyées dans le respect, pour les États membres qui en font partie, des conventions et accords internationaux en vigueur concernant l'entraide judiciaire en matière pénale.

2. Lorsqu'il existe, dans un État membre, des règles permettant le libre accès aux informations détenues par les autorités compétentes, il doit en être fait mention au moment où une demande est adressée à un autre État membre ou, si aucune demande n'est faite, au cours de l'échange d'informations. Si l'État membre qui envoie les informations indique que celles-ci comportent des éléments relevant du secret professionnel ou commercial, l'État membre qui les reçoit veille à ce qu'elles ne fassent pas l'objet d'une diffusion plus large que celle prévue au paragraphe 1. Si l'État membre auquel sont adressées les informations ne peut en restreindre ainsi la divulgation, le fait de ne pas les transmettre à cet État membre n'est pas considéré comme contraire à la présente directive.

3. Tout refus de fournir des informations en vertu des dispositions du présent article doit être justifié.

Article 8

1. Dans le cas où il est fait référence à la procédure définie au présent article, la Commission est assistée par le comité permanent des denrées alimentaires institué par la décision 69/414/CEE, ci-après dénommé «comité».

2. Le président saisit le comité soit de sa propre initiative, soit à la demande du représentant d'un État membre.

3. Le représentant de la Commission soumet au comité un projet des mesures à prendre. Le comité émet son avis sur ce projet dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause. L'avis est émis à la majorité prévue à l'article 148 paragraphe 2 du traité pour l'adoption des décisions que le Conseil est appelé à prendre sur proposition de la Commission. Lors des votes au sein du comité, les voix des représentants des États membres sont affectées de la pondération définie à l'article précité. Le président ne prend pas part au vote.

4. a) La Commission arrête les mesures envisagées lorsqu'elles sont conformes à l'avis du comité.

- b) Lorsque les mesures envisagées ne sont pas conformes à l'avis du comité, ou en l'absence d'avis, la Commission soumet sans tarder au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre. Le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Si, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle il a été saisi, le Conseil n'a pas arrêté de mesures, la Commission arrête les mesures proposées.

Article 9

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer:

- à la présente directive, exception faite de l'article 3, avant le 1^{er} mai 1995,
- à l'article 3, avant le 1^{er} novembre 1998.

Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Article 10

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 29 octobre 1993.

Par le Conseil

Le président

R. URBAIN



décret n° 94340 du 28-04-94

Décret n° 94-340 du 28 avril 1994 relatif aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants

NOR: AGRG9400437D

Le Premier ministre.

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche, du ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, du ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie.

Vu la directive (C.E.E.) n° 91-492 du 15 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants :

Vu le code pénal :

Vu le code de la santé publique :

Vu le code rural, et notamment ses articles 258, 259, 260 et 262, ensemble le décret n° 67-285 du 31 mars 1967 et le décret n° 71-636 du 21 juillet 1971, pris pour leur application :

Vu le code de la consommation, et notamment son article L. 214-1 :

Vu le décret-loi du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime :

Vu la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture :

Vu le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines :

Vu le décret n° 84-1147 du 7 décembre 1984 modifié portant application de la loi du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires :

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu.

Décète :

Art. 1^{er}. - Sont soumises aux dispositions du présent décret les activités de production et de mise sur le marché des coquillages vivants destinés à la consommation humaine.

On entend par coquillages les espèces marines appartenant aux groupes des mollusques bivalves, des gastéropodes, des hinodermes et des tuniciers.

Art. 2. - Au sens du présent décret, on entend par :

Production : les activités, pratiquées à titre professionnel, de pêche et/ou d'élevage de coquillages juvéniles ou adultes et ayant pour but final la préparation à la vente et la mise sur le marché pour la consommation humaine ;

Reparcage : l'opération consistant à transférer des coquillages vivants dans des zones conchyliques classées de salubrité adéquate et à les y laisser, sous contrôle du service d'inspection, pendant le temps nécessaire à la réduction des contaminants jusqu'à un niveau acceptable pour la consommation humaine. Sont exclues de cette définition les opérations de transfert ;

Zone de reparcage : une zone conchylique clairement signalisée, consacrée exclusivement au reparcage des coquillages et classée à cette fin ;

Transfert : l'opération consistant à transporter des coquillages vivants d'une zone de production à une autre zone de production pour élevage, complément d'élevage ou affinage ;

Purification : l'opération consistant à immerger des coquillages vivants dans des bassins alimentés en eau de mer naturellement propre ou rendue propre par un traitement approprié, pendant le temps nécessaire pour leur permettre d'éliminer les contaminants microbiologiques et pour les rendre aptes à la consommation humaine directe ;

Expédition : l'ensemble des opérations pratiquées par un expéditeur en des installations particulières permettant de préparer pour la consommation humaine directe des coquillages vivants, provenant de zones de production salubres, de zones de reparcage ou de centres de purification. L'expédition comporte toutes ou une partie des opérations suivantes : réception, lavage, calibrage, finition, conditionnement et conservation avant transport ;

Centre de purification ou établissement de purification : centre conchylique comportant un ensemble d'installations formant une unité fonctionnelle cohérente, destinée à pratiquer exclusivement la purification et agréée à cette fin ;

Centre d'expédition ou établissement d'expédition : centre conchylique comportant un ensemble d'installations terrestres ou flottantes, formant une unité fonctionnelle cohérente, où se pratique l'expédition, agréée à cette fin. Les manipulations de coquillages liées à l'élevage peuvent également s'y pratiquer, sous réserve qu'elles aient lieu non simultanément avec les opérations d'expédition et qu'elles soient suivies d'un lavage rigoureux des locaux et équipements utilisés ou qu'elles aient lieu sur des emplacements suffisamment séparés ;

Etablissement de manipulation de produits de la pêche : toute installation mettant sur le marché des produits de la pêche dont, le cas échéant, des coquillages, à l'exclusion de coquillages vivants. Les coquillages y sont préparés, transformés, réfrigérés, congelés, décongelés, reconditionnés ou entreposés ;

Finition : l'opération consistant à remettre à l'eau temporairement des coquillages vivants dont la qualité hygiénique ne nécessite pas un reparcage ou un traitement de purification, dans des installations contenant de l'eau de mer propre ou sur des sites naturels appropriés, pour les mettre en attente de conditionnement et les débarrasser du sable, de la vase et du mucus ;

Conditionnement : l'opération consistant à placer des coquillages vivants au contact direct d'un contenant constituant un colis, adapté à leur transport et à leur distribution commerciale et, par extension, ce contenant.

TITRE I^{er} PRODUCTION

CHAPITRE I^{er}

Classement des zones

Art. 3. - Le classement de salubrité des zones de production repose sur la mesure de la contamination microbiologique et de la pollution résultant de la présence de composés toxiques ou nocifs, d'origine naturelle ou rejetés dans l'environnement, susceptibles d'avoir un effet négatif sur la santé de l'homme ou le goût des coquillages.

Les zones de production sont classées de la façon suivante :

a) Zones A : zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés pour la consommation humaine directe ;

b) Zones B : zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe qu'après avoir subi, pendant un temps suffisant, soit un traitement dans un centre de purification, associé ou non à un reparcage, soit un reparcage ;

c) Zones C : zones dans lesquelles les coquillages ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe qu'après un reparcage de longue durée, associé ou non à une purification, ou après une purification intensive mettant en œuvre une technique appropriée.

d) Zones D : zones dans lesquelles les coquillages ne peuvent être récoltés ni pour la consommation humaine directe, ni pour le reparcage, ni pour la purification.

Art. 4. - Le classement de salubrité des zones de production, définies par leurs limites géographiques précises, est prononcé par arrêté du préfet du département concerné sur proposition du directeur départemental des affaires maritimes, après avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Cet arrêté est publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 5. - En cas de contamination momentanée d'une zone et en fonction de sa nature et de son niveau, le préfet, sur proposition du directeur départemental des affaires maritimes ou du directeur des services vétérinaires, et après avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, peut temporairement soit soumettre son exploitation à des conditions générales plus contraignantes, soit suspendre toutes ou certaines formes d'activités.

Ces décisions sont portées immédiatement à la connaissance des services, municipalités et organisations professionnelles concernés.

Art. 6. - Des arrêtés conjoints du ministre chargé des pêches maritimes et des cultures marines et du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, fixent, pour chaque classe de salubrité, les paramètres prévus à l'article 3 et les valeurs qui leur correspondent, les plans d'échantillonnage mis en œuvre, les méthodes d'analyses de référence, les règles d'interprétation et d'exploitation des résultats ainsi que les modalités selon lesquelles s'exerce la surveillance sanitaire régulière des zones de production.

CHAPITRE II

Exploitation

Art. 7. - Dans les zones de production, la pêche non professionnelle sur les gisements naturels ne peut être pratiquée que dans des zones A.

Art. 8. - La pêche des bancs et gisements naturels coquilliers, à l'exclusion des pectinidés, ne peut être pratiquée que dans des zones A, B ou C.

Le préfet, sur proposition du directeur départemental des affaires maritimes, fixe par arrêté les conditions sanitaires d'exploitation des bancs et gisements naturels coquilliers.

Art. 9. - Le préfet prend, sur proposition du directeur départemental des affaires maritimes, après avis des sections régionales conchyliques concernées, toutes dispositions de nature à maîtriser le risque que peuvent représenter les bancs et gisements naturels de coquillages situés en zones D.

A ce titre, il peut être amené à diligenter des opérations visant la destruction de ces gisements ou leur transfert vers des cantonnements pour reconstitution de stocks de géniteurs.

Art. 10. - Les activités d'élevage ne peuvent être pratiquées que dans des zones A ou B. Cependant, à titre dérogatoire, le préfet peut, dans une zone C, autoriser l'élevage sous forme d'autorisation d'exploitation de cultures marines, conformément aux dispositions du décret du 22 mars 1983 susvisé.

Si les coquillages élevés en zone C sont destinés à la consommation, cette autorisation ne peut être accordée que dans la mesure où le demandeur est détenteur d'une autorisation de reparcage ou responsable d'un centre de purification agréé.

Aucun transfert ne peut être effectué d'une zone C vers une zone A ou B, à l'exclusion des coquillages juvéniles.

Art. 11. - La collecte des coquillages juvéniles dans une zone D en vue du transfert peut être exceptionnellement autorisée par le préfet sur proposition du directeur départemental des affaires maritimes.

Un arrêté du ministre chargé des pêches maritimes et des cultures marines fixe la liste des espèces et les tailles maximales des coquillages juvéniles collectés. L'autorisation du préfet précise la taille des coquillages collectés ainsi que la date limite de leur enlèvement.

CHAPITRE III

Transport

Art. 12. - Le transport à destination d'une zone de production, d'une zone de reparcage, d'un centre de purification, d'un centre d'expédition ou d'un établissement de manipulation de produits de la pêche doit être réalisé dans des conditions préservant la vitalité des coquillages et leur qualité hygiénique. Il donne lieu à l'établissement d'un bon de transport permettant d'identifier de façon explicite et lisible :

- a) L'identité du producteur ;
- b) La date de récolte et la zone de production ou, le cas échéant, de reparcage ;
- c) L'espèce et les quantités transportées ;
- d) Le destinataire et le lieu de destination complété, le cas échéant, du numéro d'agrément du centre conchylique ou de l'établissement de manipulation concerné.

Le bon de transport, délivré par la direction des affaires maritimes du département d'origine, est rempli par le producteur à l'occasion de chaque opération de transfert ou de transport. Un exemplaire est remis au destinataire du lot transporté et conservé par celui-ci pendant au moins six mois.

Toutefois, lorsque la récolte et le transport ou transfert sont effectués par des opérateurs appartenant à la même entreprise, le bon de transport peut être remplacé par une autorisation permanente de transport délivrée dans les mêmes conditions. L'entreprise est cependant tenue d'enregistrer chacun des transports qu'elle effectue.

Un arrêté conjoint du ministre chargé des pêches maritimes et des cultures marines et du ministre chargé de la consommation précise les modalités d'application des dispositions du présent article et établit, notamment, le modèle des bons de transport à utiliser.

TITRE II

REPARCAGE ET PURIFICATION

Art. 13. - Les coquillages provenant des zones B ou C doivent subir avant expédition un traitement par reparcage, par purification ou par une combinaison de ces deux techniques. La nature et l'intensité de ce traitement sont adaptés à l'espèce de coquillage concerné, au type de contamination en cause et à son niveau initial.

La purification ne s'applique pas aux gastéropodes, aux échinodermes et aux tuniciers.

CHAPITRE I^{er}

Reparcage

Art. 14. - Le reparcage ne peut être pratiqué que dans des zones qui ont la même qualité hygiénique que les zones de pro-

duction A et sont classées pour cet usage. Les conditions et modalités de classement des zones de reparcage sont fixées par les arrêtés en la forme prévue à l'article 6. Ils déterminent également les modalités techniques du reparcage ainsi que les conditions d'établissement d'une liste nationale des zones de reparcage classées.

Le classement de chaque zone de reparcage est prononcé par arrêté du préfet, sur proposition du directeur départemental des affaires maritimes et après avis de la section régionale de la conchyliculture concernée.

Art. 15. - Après leur classement, les zones de reparcage font l'objet d'une surveillance sanitaire régulière dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 6.

Lorsqu'une zone de reparcage ne satisfait plus aux exigences sanitaires, le préfet, sur proposition du directeur départemental des affaires maritimes, décide soit de la suspension des opérations de reparcage, soit de la fermeture de la zone en cause jusqu'à retour à une situation normale.

Art. 16. - L'autorisation de reparcage est accordée par le préfet sous forme d'arrêtés d'autorisation d'exploitation de cultures marines, conformément aux dispositions du décret du 22 mars 1983 modifié susvisé.

Le bénéficiaire de l'autorisation :

- a) Conduit les opérations de reparcage selon les règles de gestion de la zone concernée et les clauses des cahiers des charges annexés aux arrêtés d'autorisation ;
- b) Soumet à analyse des prélèvements représentatifs, en vue d'établir un état chronologique de la décontamination des lots soumis au reparcage ;
- c) Tient et conserve le registre de l'année en cours et celui de l'année précédente où figurent les résultats de ces analyses, les entrées et sorties de coquillages, ainsi que les périodes de reparcage ;
- d) Informe l'autorité administrative de toute constatation de nature à remettre en cause le classement de la zone.

CHAPITRE II

Purification

Art. 17. - La purification des coquillages vivants ne peut être pratiquée que dans des centres qui répondent aux conditions d'aménagement, d'équipement, de fonctionnement et d'hygiène fixées par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre chargé des pêches maritimes et des cultures marines, et qui font l'objet d'un agrément. L'agrément est accordé par le préfet, sur demande du responsable du centre, sur proposition du directeur des services vétérinaires et après avis du directeur départemental des affaires maritimes. L'arrêté interministériel fixe les conditions de délivrance de l'agrément ainsi que les modalités du contrôle officiel exercé sur les activités et les installations.

Toute construction d'un centre de purification doit recevoir préalablement un avis sanitaire favorable des services départementaux concernés.

Si les centres mettent en œuvre des systèmes de traitement et de désinfection de l'eau de mer d'approvisionnement, ces systèmes doivent être autorisés par arrêté conjoint du ministre chargé des pêches maritimes et des cultures marines et du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Art. 18. - Le responsable du centre de purification :

- a) Assure le maintien des conditions d'agrément du centre ;
- b) Soumet à analyse des prélèvements représentatifs d'eau et de coquillages, en vue d'établir un état chronologique de la décontamination des lots soumis à purification ;
- c) Tient et conserve le registre de l'année en cours et celui de l'année précédente où figurent les résultats de ces analyses, les entrées et les sorties de coquillages.

TITRE III

MISE SUR LE MARCHÉ

Art. 19. - Seuls peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe les coquillages répondant aux critères visés à l'article 20, provenant de centres d'expédition agréés sur demande de leurs responsables, dans les conditions prévues à l'article 260 du code rural, et placés dans des conditionnements identifiés par marquage sanitaire.

Art. 20. - Les coquillages destinés à la consommation humaine directe doivent répondre aux critères organoleptiques, microbiologiques, physiques et chimiques définis par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture, du ministre chargé des pêches maritimes et des cultures marines, du ministre chargé de la consommation et du ministre chargé de la santé, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. L'arrêté définit les examens à effectuer pour le contrôle de ces critères, les plans d'échantillonnage, les méthodes d'analyse et les tolérances analytiques à appliquer.

Art. 21. - L'agrément est accordé par le préfet sur proposition du directeur des services vétérinaires, après avis du directeur des affaires maritimes, aux centres qui répondent aux conditions d'aménagement, d'équipement, de fonctionnement et d'hygiène fixées par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre chargé des pêches maritimes et des cultures marines, définissant les modalités de délivrance de cet agrément ainsi que celles du contrôle officiel exercé sur les activités et les installations.

Toute construction d'un centre d'expédition doit recevoir préalablement un avis sanitaire favorable des services départementaux concernés.

L'agrément est suspendu dans les conditions prévues à l'article 260 du code rural.

Art. 22. - Le responsable du centre d'expédition :

- Assure le maintien des conditions d'agrément du centre ;
- Soumet à analyse des prélèvements représentatifs des différentes espèces destinées à l'expédition ;
- Tient et conserve pendant au moins six mois, archivés dans l'ordre chronologique, les résultats des analyses, les entrées et les expéditions de coquillages.

Art. 23. - Les coquillages destinés à être expédiés en vue de la consommation humaine sont conditionnés dans des conditions d'hygiène satisfaisantes en colis fermés qui demeurent scellés jusqu'à la livraison au détaillant ou au consommateur. Le transport en vrac et la présentation à la vente hors du conditionnement d'origine sont interdits, quel que soit le stade de la distribution à partir du centre d'expédition.

Les coquillages conditionnés sont conservés et transportés dans des conditions préservant leur vitalité et leur qualité hygiénique. Leur aspersion et réimmersion sont interdites. Toutefois, est autorisée la réimmersion de coquillages ayant été produits et mis en vente directe par le producteur-expéditeur lui-même, mais après déconditionnement.

Art. 24. - Tous les colis doivent être munis jusqu'à la vente au détail d'une marque sanitaire qui comporte les informations suivantes :

- Le pays expéditeur ;
- Les noms scientifique et commun des coquillages ;
- L'identification du centre d'expédition par son numéro d'agrément ;
- La date de conditionnement, se composant au moins du jour et du mois ;
- La mention : « Ces coquillages doivent être vivants au moment de l'achat » ou, à défaut, la date de durabilité.

Art. 25. - Des arrêtés conjoints du ministre de l'agriculture, du ministre chargé des pêches maritimes et des cultures marines et du ministre chargé de la consommation définissent :

- Les prescriptions relatives à la nature des colis ou conditionnements autorisés pour la mise sur le marché des coquillages ;
- Les caractéristiques et les conditions d'utilisation et de contrôle de la marque sanitaire ;
- Les noms français officiels des coquillages.

TITRE IV SANCTIONS

Art. 26. - Sans préjudice des dispositions du décret du 9 janvier 1852 modifié susvisé prévoyant des délits définis et réprimés en son article 6, et de l'article L. 214-2 du code de la consommation, les infractions au présent décret sont punies des peines prévues aux articles 27 et 28.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

JEAN PUECH Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales,

de la santé et de la ville

Art. 27. - Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5^e classe :

1. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 3 en récoltant des coquillages soit en zone D, soit en méconnaissance des conditions de salubrité fixées pour la zone de production considérée.

2. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 5 en récoltant des coquillages soit en zone de production déclassée, soit en méconnaissance des décisions du préfet de limitation ou de suspension d'activités.

3. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 8 en pratiquant la production par pêche des bancs et gisements naturels coquilliers, à l'exclusion des pectinidés, dans des zones ou à des périodes non autorisées.

4. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 14 en pratiquant le reparcage dans des zones non classées pour cet usage.

5. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 17 en procédant aux opérations de purification des coquillages vivants dans des centres non agréés à cette fin ou au moyen de systèmes de traitement ou de désinfection d'eau de mer non autorisés.

6. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 19 en mettant sur le marché pour la consommation humaine directe des coquillages qui ne proviennent pas de centres d'expédition agréés.

7. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions des articles 19 et 24 en mettant sur le marché des colis de coquillages vivants ne portant pas le marquage sanitaire.

8. Le fait d'avoir procédé aux opérations d'expédition de coquillages vivants sans respecter les conditions fixées par l'article 22.

9. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions des articles 23 et 25 relatives au conditionnement des coquillages vivants.

Art. 28. - Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3^e classe :

1. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 7 en pratiquant la pêche non professionnelle dans des zones de production non classées A.

2. Le fait de s'être livré, en méconnaissance des dispositions de l'article 10, aux activités d'élevage soit en zone D, soit en zone C sans autorisation du préfet.

3. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 11 en procédant, sans autorisation du préfet, à la collecte de juvéniles en zone D.

4. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 12 en procédant au transport de coquillages sans établissement d'un bon de transport.

5. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 16 en procédant aux opérations de reparcage, sans y être autorisé par le préfet ou sans respecter les conditions fixées par le préfet.

6. Le fait d'avoir procédé à la purification des coquillages vivants sans respecter les conditions fixées par l'article 18.

7. Le fait d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 23 en procédant à l'aspersion ou à la réimmersion des coquillages conditionnés.

8. Le fait de ne pas mentionner sur la marque sanitaire des colis d'expédition l'ensemble des informations énumérées à l'article 24.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 29. - Les dispositions du présent décret sont applicables trois mois après sa publication.

Art. 30. - Le décret du 20 août 1939 modifié relatif à la salubrité des huîtres, moules et autres coquillages est abrogé.

Art. 31. - Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 avril 1994.

ÉDOUARD BALLADUR

Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
ministre de la justice,
PIERRE MÉHAIGNERIE

Le ministre de l'économie,
EDMOND ALPHANDÉRY

Proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique dans le domaine de la normalisation, des mesures et essais (1994-1998)

(94/C 228/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

COM(94) 68 final — 94/0083(CNS)

(Présentée par la Commission le 30 mars 1994)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 130 I, paragraphe 4,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que, par leur décision .../CE, le Conseil et le Parlement européen ont arrêté un quatrième programme-cadre pour des actions communautaires de recherche de développement technologique et de démonstration (ci-après RDT) pour la période 1994-1998 définissant, notamment, les activités à mener dans le domaine de la normalisation, des mesures et essais, que la présente décision est prise à la lumière des motifs exposés dans le préambule de ladite décision;

considérant que l'article 130 I, paragraphe 3 prévoit que la mise en œuvre du programme-cadre se fait au moyen de programmes spécifiques développés à l'intérieur de chacune des actions qui le composent; que chaque programme spécifique précise les modalités de sa réalisation, fixe sa durée et prévoit les moyens estimés nécessaires;

considérant que le présent programme est réalisé principalement au moyen d'actions à frais partagés, d'actions concertées, de mesures de préparation, d'accompagnement et de support et de mesures spécifiques;

considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article 130 I, paragraphe 3, de procéder à une estimation des moyens financiers nécessaires à la réalisation du présent programme spécifique; que les montants définitifs sont arrêtés par l'autorité budgétaire conformément à la priorité relative donnée au domaine faisant l'objet du présent programme à l'intérieur de l'action I du quatrième programme-cadre;

considérant que le présent programme peut contribuer sensiblement à la relance de la croissance, au renforcement de la compétitivité et au développement de l'emploi dans la Communauté comme indiqué dans le Livre blanc «croissance, compétitivité, emploi (1);

considérant que la décision .../CE (quatrième programme-cadre) prévoit que le montant global maximal du quatrième programme-cadre sera réexaminé au plus tard le 30 juin 1996 dans l'optique d'être majoré; qu'en conséquence de ce réexamen, le montant estimé nécessaire à la réalisation du présent programme pourrait augmenter;

considérant que les développements dans le domaine des mesures et essais contribuent à accroître la compétitivité industrielle en facilitant la recherche scientifique et l'innovation technique;

considérant que la mise en œuvre et la consolidation du Marché unique requiert le développement continu de systèmes harmonisés de mesures, de méthodes d'essais, de normes et la reconnaissance mutuelle des certificats de conformité;

considérant que l'application uniforme de la législation communautaire dans les domaines tels que la politique agricole commune, la santé et la sécurité, l'environnement, la protection des consommateurs et la protection des frontières externes ne peut être atteinte sans une utilisation de méthodes améliorées de mesures et d'essais;

considérant que le contenu du quatrième programme-cadre pour des actions communautaires de RDT a été défini conformément au principe de subsidiarité; que le présent programme spécifique précise le contenu des activités à mener conformément à ce principe dans les domaines de la normalisation, des mesures et essais;

considérant que la décision .../CE (quatrième programme-cadre) prévoit qu'une action communautaire est justifiée, si, entre autres, la recherche contribue à renforcer la cohésion économique et sociale de la Communauté et à favoriser le développement global harmonieux de celle-ci tout en respectant l'objectif de la qualité scientifique et technique; que le présent programme est censé contribuer à la réalisation de ces objectifs;

considérant que le présent programme et sa mise en œuvre contribuent au renforcement des synergies entre les activités de RDT menées dans le domaine de la normalisation, des mesures et essais par les centres de recherche, les universités et les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, établis dans les États membres et entre celles-ci et les activités communautaires de RDT correspondantes;

(1) Doc. COM(93) 700 final.

considérant que s'appliquent au présent programme spécifique les règles de participation des entreprises, des centres de recherche [y inclus le Centre commun de recherche (CCR)] et des universités et les règles applicables à la diffusion des résultats de la recherche qui sont précisées dans les mesures prévues par l'article 130 J;

considérant que dans la mise en œuvre du présent programme, outre l'association des pays couverts par l'accord sur l'Espace économique européen (EEE), des activités de coopération internationale peuvent également, conformément à l'article 130 M, s'avérer opportunes avec d'autres pays tiers et des organisations internationales;

considérant que la mise en œuvre du présent programme comporte également des activités de diffusion et de valorisation des résultats de la RDT, en particulier envers les petites et moyennes entreprises et notamment celles situées dans les États membres ou régions qui participent le moins au programme, ainsi que des activités de stimulation de la mobilité et de la formation des chercheurs, développées à l'intérieur du présent programme et dans la mesure nécessitée par sa bonne exécution;

considérant que dans la mise en œuvre du présent programme il est nécessaire de prévoir des mesures visant à favoriser la participation des Petites et moyennes entreprises (PME) notamment par des mesures de stimulation technologique;

considérant que la recherche fondamentale dans le domaine des mesures doit être encouragée dans le but de promouvoir une infrastructure métrologique européenne;

considérant qu'il y a lieu de procéder à une évaluation de l'impact économique et social et des risques technologiques éventuels des activités menées dans le présent programme;

considérant qu'il convient, d'une part, d'examiner de façon permanente et systématique l'état de réalisation du présent programme en vue de l'adapter, le cas échéant, aux évolutions scientifiques et technologiques dans ce domaine; qu'il convient, d'autre part, de faire procéder, en temps utile, à une évaluation indépendante de l'état des réalisations du programme destinée à fournir tous les éléments d'appréciation nécessaires lors de la détermination des objectifs du cinquième programme-cadre de RDT; qu'il convient, enfin, au terme de ce programme de procéder à l'évaluation finale des résultats obtenus au regard des objectifs définis dans cette décision;

considérant que le CCR peut participer aux actions indirectes couvertes par le présent programme;

considérant qu'au travers de son propre programme, le CCR contribue également pour sa part à la réalisation des objectifs de la RDT communautaire dans les domaines couverts par le présent programme;

considérant que le comité de la recherche scientifique et technique (CREST) a été consulté.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION

Article premier

Un programme spécifique de recherche et de développement technologique dans les domaines de la normalisation, des mesures et essais, tel qu'il est défini à l'annexe I, est arrêté pour la période allant du (date d'adoption du présent programme) au 31 décembre 1998.

Article 2

1. Le montant estimé nécessaire pour l'exécution du programme s'élève à 167 millions d'écus y compris 10,9 % pour les dépenses de personnel et de fonctionnement.

2. Une répartition indicative de ce montant figure à l'annexe II.

3. Le montant estimé nécessaire, ci-dessus indiqué, pour l'exécution du programme pourrait augmenter en conséquence et en conformité avec la décision mentionnée à l'article premier, paragraphe 3 de la décision .../CE (quatrième programme-cadre).

4. L'autorité budgétaire détermine les crédits disponibles pour chaque exercice dans le respect des priorités scientifiques et technologiques fixées par le quatrième programme-cadre.

Article 3

Les modalités de réalisation du présent programme, autres que celles visées à l'article 5, sont précisées à l'annexe III.

Article 4

1. La Commission suivra de façon continue et systématique, avec l'aide appropriée d'experts extérieurs indépendants, les progrès accomplis dans l'exécution du présent programme pour atteindre les objectifs indiqués à l'annexe I. Elle apprécie notamment si les objectifs, les priorités et les moyens financiers sont toujours adaptés à l'évolution de la situation. Elle soumet, le cas échéant, des propositions visant à adapter ou compléter ce programme en fonction des résultats de cet examen.

2. Afin de contribuer à l'évaluation globale des activités communautaires prévues à l'article 4.2 de la décision arrêtant le quatrième programme-cadre, la Commission fait procéder, en temps utile, par des experts indépendants à une évaluation des activités menées dans les domaines directement couverts par le présent programme et de leur gestion durant les cinq années qui précèdent l'évaluation.

3. À l'expiration du présent programme, la Commission fait procéder par des experts indépendants à une

évaluation finale des résultats obtenus au regard des objectifs définis à l'annexe III du quatrième programme-cadre et à l'annexe I de la présente décision. Le rapport d'évaluation finale est transmis au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social.

Article 5

1. Un programme de travail est établi par la Commission conformément aux objectifs énoncés à l'annexe I et est, le cas échéant, mis à jour. Il définit, en détail, les objectifs scientifiques et technologiques et précise les étapes de mise en œuvre du programme ainsi que le financement envisagé pour chaque modalité de réalisation.

Le programme de travail peut également prévoir la participation à certaines activités provenant du cadre Eureka.

2. La Commission établit des appels à proposition de projets sur la base du programme de travail.

Article 6

1. La Commission est chargée de l'exécution du programme.

2. Dans les cas prévus à l'article 7, paragraphe 1, la Commission est assistée par un comité de caractère consultatif composé de représentants des États membres et présidé par le représentant de la Commission.

Le représentant de la Commission soumet au comité un projet des mesures à prendre. Le comité émet son avis sur ce projet, dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause, le cas échéant en procédant à un vote.

L'avis est inscrit au procès-verbal; en outre, chaque État membre a le droit de demander que sa position figure à ce procès-verbal.

La Commission tient le plus grand compte de l'avis émis par le comité. Elle informe le comité de la façon dont elle a tenu compte de cet avis.

Article 7

1. La procédure prévue à l'article 6, paragraphe 2 s'applique:

- à l'établissement et à la mise à jour du programme de travail visé à l'article 5, paragraphe 1;
- à l'évaluation des projets de RDT proposés pour un financement communautaire ainsi que du montant estimé de ce financement par projet quand celui-ci est supérieur à 0,25 million d'écus;
- aux mesures à prendre pour l'évaluation du programme;
- à tout ajustement de la répartition indicative du montant figurant à l'annexe II n'ayant pas fait l'objet d'une décision budgétaire;

2. La Commission informe le comité, à chacune de ses réunions, de l'évolution de la mise en œuvre du programme dans son ensemble.

Article 8

La Commission est autorisée, au sens de l'article 228, paragraphe 1, à ouvrir des négociations, en vue de la conclusion d'accords internationaux avec des pays tiers européens afin de les associer à tout ou partie du programme.

Article 9

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

ANNEXE I

OBJECTIFS ET CONTENU SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

1. GÉNÉRALITÉS

Le présent programme spécifique reflète pleinement les orientations du quatrième programme-cadre, en applique les critères de sélection et en précise les objectifs scientifiques et technologiques.

Le paragraphe 2, domaine d, de l'annexe III, première action dudit programme-cadre fait partie intégrante du présent programme.

2. OBJECTIFS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DU PROGRAMME DE RECHERCHE RELATIF AUX NORMES, AUX MESURES ET AUX ESSAIS

Des mesures fiables et précises qu'elles soient physiques, chimiques ou biologiques, sont essentielles au bon fonctionnement de la société moderne. Sans elles, les industries, et particulièrement celles de haute technologie, ne peuvent fonctionner, le commerce est affecté par des conflits, les soins de santé deviennent empiriques, les législations sur la protection de l'environnement et du travailleur, l'application de la Politique agricole commune et du Marché unique ne peuvent être mise en œuvre avec succès. Pour ces raisons, les pays industriellement avancés consacrent plus de 6 % de leur produit national brut aux mesures et à des activités directement reliées aux mesures. L'action de la Communauté en faveur de l'établissement de systèmes harmonisés de mesures, de matériaux de référence et de normes entre dans la lignée des principes de subsidiarité et de cohésion, et soutient les objectifs du Livre blanc de la Commission sur la croissance, la compétitivité et l'emploi.

En ayant accès à des mesures justes, et l'incertitude qui leur est associée, l'industrie, et tout particulièrement la haute technologie, disposera des outils nécessaires pour développer efficacement des produits et des procédés nouveaux ou pourra mettre en œuvre des procédés de contrôle et des procédures d'assurance de qualité nécessaires afin d'être compétitifs. Peu de produits sont fabriqués à partir de matériaux issus d'une même entreprise, l'existence d'une infrastructure commune de mesure et d'essais, renforcée par une reconnaissance mutuelle des résultats et par des normes techniques adaptées, est une nécessité, préalable au développement de l'industrie.

En reconnaissant que des désaccords sur les résultats des mesures, ou leur interprétation, affectent le commerce, certaines directives traitaient de l'harmonisation des mesures à l'intérieur de la Communauté. Elles spécifient, d'une façon détaillée, les techniques et les procédures à suivre pour démontrer le degré de conformité. La complexité non nécessaire de ces procédures limite cette approche et entraîne un blocage de tout progrès. Les directives utilisées pour mettre en œuvre le Marché unique sont du type Nouvelle approche. Elles énumèrent les exigences essentielles à respecter et permettent la démonstration de manières différentes que ces exigences sont respectées, la façon la plus directe étant l'utilisation de normes européennes. Pour soutenir cette politique, une recherche communautaire prénormative à court et à moyen terme est nécessaire pour développer les milliers de normes préparées par CEN/CENELEC/ETSI sous mandat de la Commission avant la fin de cette décennie. L'urgence d'un tel soutien technique et le support à donner aux organismes d'accréditation est souligné par l'enquête de 1993 sur la mise en œuvre du Marché unique par les Euro info centres (EICs). Parmi les EICs qui ont répondu, 81 % ont identifié des entreprises qui considèrent nécessaire, pour des raisons pratiques ou commerciales, que leurs produits soient certifiés dans d'autres États membres, alors que 47 % ont rencontré des problèmes de reconnaissance de normes nationales ou d'essais dans d'autres États membres.

Le développement du Marché unique et l'entrée en vigueur du traité de Maastricht ont aussi mis en évidence le besoin d'harmoniser les méthodes de mesures et d'essais réglementaires utilisés par les autorités elles-mêmes. Par exemple, celles utilisées par les laboratoires douaniers dans la protection des frontières externes de la Communauté contre les importations de substances illégales, de produits de qualité insuffisante, de contrefaçons ou de matériaux étiquetés frauduleusement. Des actions similaires sont aussi nécessaires pour le soutien et à la mise en œuvre de la Politique agricole commune.

Cependant, des mesures fiables ne sont pas seulement utiles dans les industries ou à des fins commerciales. Elles sont aussi vitales pour assurer la santé et l'application des législations sur la protection de l'environnement et des travailleurs. Fréquemment, de telles mesures nécessitent des analyses chimiques ou biologiques pour lesquelles la traçabilité est insuffisante par rapport à celle développée pendant les 100 dernières années dans le domaine des mesures physiques. Très souvent, les différences entre les résultats d'analyses effectuées dans différents laboratoires avec des méthodes apparemment identiques, dépassent les incertitudes estimées a priori, si de telles estimations existent. Les conséquences sur la santé humaine et animale qui résulteraient, par exemple, d'erreurs dans les analyses biomédicales ou la contamination des aliments par des résidus de substances toxiques sont évidentes. Le développement de mesures associées à des incertitudes connues doit être relié à un système de référence reconnu et traçable aux unités fondamentales définies par la Convention du mètre. L'importance de cette activité pour la qualité de la vie et l'application des politiques communautaires justifie une action coordonnée au niveau européen.

Les objectifs de ce programme sont, pour tous les domaines de mesures et d'essais:

- d'améliorer la position compétitive de tous les secteurs de l'industrie européenne (y compris les PME) en encourageant de meilleures mesures aux niveaux de la recherche et du développement technologique, une meilleure définition et un meilleur contrôle de la qualité des produits, des mesures au cours de la production plus efficaces et une assistance technique pour une reconnaissance mutuelle des certificats en conformité avec l'Approche globale pour l'évaluation de la conformité;

- de promouvoir la recherche et tout autre support technique nécessaire au développement et à la mise en œuvre des autres politiques communautaires (Marché unique, environnement, agriculture, santé, transport et protection des frontières externes de la Communauté);
- de promouvoir la recherche en soutien aux activités du Comité européen de normalisation (CEN), Comité européen de normalisation pour l'harmonisation des normes dans le domaine de l'électronique (CENELEC), Institut européen de normalisation des télécommunications (ETSI) et d'autres organismes européens qui ont pour objectif de maintenir ou d'établir des exigences de qualité via des normes nouvelles ou existantes ou de codes de bonnes pratiques;
- de soutenir le développement futur d'une infrastructure européenne de mesures en facilitant la coordination des activités nationales, le développement d'étalons de mesures, de méthodes et de systèmes avancés et de la reconnaissance mutuelle des résultats et des systèmes d'accréditation;
- de promouvoir la dissémination et l'exploitation des bonnes pratiques de mesures à travers l'Europe, et, en particulier leur diffusion dans les régions les plus défavorisées (par exemple: par l'organisation de cours de formation et l'établissement de réseaux).

En poursuivant ces objectifs, le Programme normalisation, mesures et essais exercera ses activités en collaboration étroite avec d'autres programmes spécifiques (par exemple: Technologies industrielles et des matériaux, environnement et climat, sciences et technologies marines, biotechnologie, biomédecine et santé, agro-industrie et technologies (alimentaires, Recherche socioéconomique). De même, les activités dont le but est de renforcer l'infrastructure métrologique au niveau européen seront exercées en consultation avec les réseaux existants de laboratoires nationaux, tels que EUROMET, EURACHEM, EUROLAB, WECC et WELAC. Vu l'importance croissante accordée à la résolution de difficultés imprévisibles à court et à moyen terme qui émergent lors du développement et de la mise en œuvre d'un grand nombre de politiques communautaires, il est également nécessaire d'établir de nouveaux réseaux thématiques d'excellence.

Dans ses domaines de compétence, des actions complémentaires seront mises en œuvre par le CCR, en étroite collaboration avec les laboratoires nationaux, particulièrement en ce qui concerne la standardisation du secteur de la construction et de la mise en place de nouvelles mesures et de nouveaux matériaux de référence ⁽¹⁾.

La distribution des matériaux de référence produits dans le cadre du programme Normalisation, mesures et essais sera assurée par le CCR (IRMM).

3. CONTENU SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Les activités du programme peuvent être classées en trois catégories, en fonction de leurs objectifs:

Thème I: Mesures pour les produits européens de qualité

Thème II: Recherche relative aux normes et soutien technique au commerce

Thème III: Mesures au service de la société

Au vu de la diversité des besoins à satisfaire, une certaine souplesse est indispensable et certains sujets pourront être couverts par différentes rubriques. Des mesures de stimulation technologique, s'appuyant sur l'expérience des actions CRAFT et de primes de faisabilité, seront mises en œuvre afin d'encourager et faciliter la participation des PME et des régions les moins avancées.

Thème I: Mesures pour les produits européens de qualité

Contexte

En considérant les conditions de croissance et de compétitivité, le Livre blanc a souligné l'importance de promouvoir l'émergence de nouvelles générations de produits en utilisant, au mieux, toutes les technologies disponibles et d'encourager une incorporation dynamique des innovations dans les procédés de fabrication et dans les produits. La position compétitive de l'industrie dépend de sa capacité à entreprendre des recherches, de développer les fruits de cette recherche et de fabriquer des produits de bonne qualité à un moment approprié et à des prix compétitifs. Pour s'acquitter de chacune de ces tâches, il faut utiliser des techniques de mesures et/ou d'essais d'une sensibilité suffisante et d'une répétabilité et reproductibilité connues et adaptées, et entourées de procédés d'assurance de la qualité efficace. Les caractéristiques de systèmes de mesures et d'assurance qualité à utiliser à toutes les étapes de la recherche, de l'étude, du développement et de la production dépendent de la nature de l'industrie impliquée.

⁽¹⁾ Une description plus détaillée de ces activités de recherche du CCR, qui sont définies dans une proposition de décision séparée du Conseil, est reprise pour information en annexe IV, afin d'assurer la transparence quant à leur complémentarité avec les actions indirectes correspondantes.

Les activités de RDT proposées sont:

- le développement de méthodes de mesures et d'instrumentation indispensables aux chercheurs pour étudier et exploiter les phénomènes physiques, chimiques et biologiques, aux niveaux macroscopique et microscopique, à partir desquels des produits futurs pourraient être développés. Coordonnée au niveau européen, cette activité inclurait aussi la production de données de référence de haute qualité, essentielles pour développer et valider les théories scientifiques et la modélisation des systèmes. En utilisant les réseaux de laboratoires ayant une responsabilité nationale, des améliorations seraient faites dans la réalisation et la traçabilité des échelles de mesures utilisées dans les laboratoires de recherche, les laboratoires d'essais, et dans le commerce et l'industrie. La recherche serait aussi entreprise pour améliorer l'analyse et l'utilisation des données, y compris le développement de systèmes experts pour la prise de décision;
- le développement de méthodes de mesures et d'essais génériques, de matériaux de référence et de l'instrumentation nécessaires à la mise au point de produits. Ces mesures sont nécessaires afin d'optimiser la conception et le contrôle de ces produits quant à leurs caractéristiques fonctionnelles, ergonomiques, de leur impact sur l'environnement et la sécurité etc. Une meilleure caractérisation des matières premières, des composants et des produits finis pourrait permettre de réduire les déchets issue d'une mauvaise conception et d'échecs. De même, une meilleure qualité des mesures contribuera à atténuer l'impact écologique des processus industriels et de l'utilisation ou de l'élimination des produits (recyclage, dégradabilité). En apportant un support technique au développement de produits génériques, de procédés ou d'étalons, l'efficacité et, partant, la compétitivité de l'industrie européenne seront améliorées;
- le développement de méthodes de mesures génériques, d'étalons et d'instrumentation nécessaires en fabrication pour aboutir à un meilleur rapport qualité du produit/coût de production. L'accent sera mis sur l'application de méthodes avancées d'étalonnage, de la traçabilité des résultats et de mesures indispensables au contrôle des processus et à l'assurance qualité. Les activités comprendront des mesures relatives à la détection, à l'établissement d'un diagnostic, à la fabrication automatisée et aux essais non destructifs dans les conditions de production. Des efforts spéciaux seront déployés pour permettre aux PME d'adopter de nouvelles technologies de mesures et d'établir des systèmes d'assurance qualité adaptés à leurs besoins. Si nécessaire, une recherche prénormative sera soutenue afin d'aider l'industrie à satisfaire les demandes de la législation communautaire, en particulier en terme de protection des consommateurs et de la gestion des déchets pour la protection de l'environnement.

Thème II: Recherche relative aux normes et soutien technique au commerce

Contexte

Le Livre blanc établit qu'il est essentiel d'optimiser les bénéfices provenant du Marché unique. Il mentionne également que la Communauté doit être un partenaire ouvert et solidaire et il recommande la mise en place de règles plus harmonieuses et plus strictes dans l'économie mondiale. À cette fin, des activités de recherche et de développement technologique sont nécessaires à la mise au point et à l'application d'un système commun de directives, de réglementations et de normes qui, à travers la reconnaissance mutuelle des résultats et des certificats, sont le fondement du commerce des biens, produits et services, dans le marché unique et en même temps, de la protection du consommateur et de l'environnement.

Les activités de RDT proposées sont:

- Soutien à la législation: la recherche sur les méthodes de mesures et l'instrumentation est indispensable lorsqu'il s'agit de définir à des fins législatives les exigences essentielles qui doivent figurer dans les projets de directives. En ce qui concerne les directives «nouvelle approche», la recherche prénormative sera nécessaire quand aucune base scientifique ou technique appropriée n'existe pour développer de telles normes. Un soutien sera également nécessaire pour résoudre les problèmes qui surgissent dans la mise en œuvre et la révision des directives ou des normes existantes, soit que les méthodes actuelles de mesures ne sont pas suffisamment précises soit qu'elles conduisent à des résultats contradictoires. Sont inclus dans cette catégorie les mesures et les étalons requis pour détecter la fraude relative à l'application des politiques communautaires, en particulier dans le domaine agricole et une recherche prénormative permettra à l'industrie de se conformer à la législation communautaire.
- Soutien à l'industrie: bien que non régis par la législation communautaire, l'industrie européenne, en consultation avec le CEN/CENELEC, peut exprimer le besoin de développer des normes harmonisées par encourager l'innovation, l'intégration, le commerce ou l'adoption des techniques de fabrication avancées ou de matériaux de pointe. Étant donné l'évolution rapide de la normalisation au niveau international, de nouvelles priorités vont émerger continuellement et de ce fait la situation devra être revue périodiquement.
- Promotion d'une infrastructure de mesure européenne: le Marché unique ne portera entièrement ses fruits que si l'on crée une infrastructure européenne de mesures efficace et fiable basée sur la traçabilité par rapport à des étalons physiques, chimiques et biologiques reconnus. Cela exige une approche

coordonnée de la recherche et du développement concernant les étalons fondamentaux et dérivés, les matériaux de référence et la traçabilité afin d'éviter la duplication inutile des efforts dans les États membres. La création d'un système structuré de métrologie en chimie par l'intermédiaire d'une action européenne coordonnée et en relation avec EURACHEM et EUROMET, favoriserait la traçabilité des mesures correspondantes par rapport à des références internationalement reconnues, comme c'est actuellement le cas pour les mesures physiques. La promotion de la traçabilité entre les laboratoires des États membres sera particulièrement bénéfique aux plus modestes d'entre eux tandis que la formation dispensée dans les régions les plus démunies renforcera la cohésion. Une collaboration internationale plus large, avec des organismes tels que le Bureau international des poids et mesures (BIPM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et NIST, pourrait être envisagée dans la mesure où cela servirait les intérêts européens.

- Soutien technique à la reconnaissance mutuelle et à l'accréditation: un appui technique est nécessaire au bon fonctionnement des systèmes et réseaux européens d'étalonnage, d'essai et d'accréditation (par exemple EOTC, WECC, WELAC) qui sont responsables pour l'homologation, les tests de conformité et de compétence, et l'assurance qualité dans les industries.
- Mesures indispensables aux laboratoires douaniers: la protection des frontières extérieures de la Communauté contre l'importation de substances illégales, de produits de qualité insuffisante, de contrefaçons ou de matériaux frauduleusement étiquetés, nécessite l'élaboration de nouvelles méthodes améliorées et harmonisées d'échantillonnage et de mesures. En outre, des mesures sont nécessaires pour déterminer le montant des droits à prélever ou à rembourser.

Thème III: Mesures au service de la société

Contexte

Les résultats de mesures et d'essais autres que ceux nécessaires à l'industrie et au commerce, ont des effets marqués sur la société. Il sont utilisés pour déterminer si des substances, des structures ou des situations comportent un risque potentiel ou affecte de façon subtile et dangereuse l'état de l'environnement. Les analyses réalisées pour l'établissement d'un diagnostic médical ou des enquêtes criminologiques peuvent avoir de sérieuses conséquences pour les individus. Il y a là un besoin pour améliorer les méthodes et l'instrumentation et pour déterminer les incertitudes associées à ces mesures par le biais de campagnes inter-laboratoires.

Les activités de RTD proposées sont:

- Santé et sécurité: la mise en œuvre de la législation communautaire nécessite la mesure de l'exposition des travailleurs à certains agents physiques, chimiques et biologiques, ainsi que l'évaluation des risques associés et l'efficacité des mesures prises pour les réduire. De même, des améliorations sont indispensables dans les mesures et les essais utilisés pour évaluer la santé de la population et des animaux, l'hygiène des denrées alimentaires, la sécurité des produits et la sécurité des travailleurs sur le lieu de travail. Si nécessaire, des méthodes de mesures nouvelles ou améliorées et/ou des étalons seront développés en vue de l'application d'une telle législation.
- Surveillance de l'environnement: la mise en œuvre de la législation relative à l'environnement et le soutien aux activités de l'Agence européenne pour l'environnement supposent le développement de techniques de mesures nouvelles ou améliorées pour l'évaluation de la qualité de l'environnement (air ambiant, eau douce et eau de mer, sol, gestion des déchets, toxicité, activité microbiologique, etc.).
- Système judiciaire: des activités coordonnées sont nécessaires pour développer et harmoniser les mesures spécialisées, utilisées en criminologie dans le contrôle des narcotiques, en soutien à la coopération nouvellement établie dans le domaine de la justice. Bien que ces mesures intéressent assez peu de laboratoires, leur caractère précurseur et les implications de leurs résultats justifient une action coordonnée.
- Soutien au patrimoine culturel de l'Europe: la sauvegarde du patrimoine culturel européen dépend de la capacité d'évaluer quantitativement l'état des objets matériels et l'efficacité des méthodes envisagées pour les préserver de la pollution et des ravages du temps.

Si nécessaire toutes les activités susmentionnées comprendraient le développement de nouveaux matériaux de référence et le soutien à la création de réseaux de laboratoires.

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DU MONTANT

Thème I: Mesures pour des produits européens de qualité	40-45 %
Thème II: Recherche relative aux normes et soutien technique au commerce	35-40 %
Thème III: Mesures au service de la société	20-25 %
Total	100 % ⁽¹⁾ ⁽²⁾ (167 millions d'écus) ⁽³⁾

⁽¹⁾ Dont 8,7 % pour les dépenses de personnel et 2,2 % pour les dépenses de fonctionnement.

⁽²⁾ Dont 5 % pour les mesures de préparation, d'accompagnement et de support, y compris 2 millions d'écus pour la diffusion et la valorisation des résultats.

⁽³⁾ Un montant de 121 millions d'écus, qui constitue la différence entre le montant estimé nécessaire du présent programme et le montant prévu à l'intérieur du quatrième programme-cadre de RDT pour les Technologies industrielles et des matériaux (normalisation, mesures et essais), est inscrit dans le programme spécifique de RDT à réaliser au moyen, d'une part d'actions directes et, d'autre part, d'activités de soutien S/T qui s'inscrivent dans le cadre d'une approche concurrentielle.

La répartition entre différents thèmes n'exclut pas que les projets puissent relever de plusieurs thèmes.

ANNEXE III

MODALITÉS DE RÉALISATION DU PROGRAMME

1. Les modalités de participation financière de la Communauté sont celles prévues à l'annexe IV de la décision relative au quatrième programme-cadre.

Les modalités de participation des entreprises, centres de recherche et universités ainsi que les modalités de diffusion des résultats sont précisées dans les mesures prévues par l'article 130 J du traité.

Toutefois, dans la mise en œuvre du présent programme, les précisions suivantes sont applicables:

- 1.1. La participation au programme est ouverte, avec soutien financier de la Communauté:

- a) à toutes les entités juridiques qui sont établies et exercent habituellement des activités de RDT
 - dans la Communauté, ou
 - dans un pays tiers associé, entièrement ou partiellement, à la mise en œuvre du programme concerné, suite à un accord conclu entre la Communauté et ledit pays tiers
- b) au Centre commun de recherche.

- 1.2. La participation au programme est ouverte, sans soutien financier de la Communauté, et à condition que leur participation présente un intérêt pour les politiques de la Communauté:

- a) aux entités juridiques établies dans un pays ayant conclu avec la Communauté un accord de coopération scientifique et technique portant sur des actions couvertes par le programme, à condition que cette participation soit conforme aux dispositions de l'accord en question,

- b) aux entités juridiques établies dans un pays européen,
 - c) aux organisations internationales de recherche.
- 1.3. Les participations des organisations internationales européennes pourront être financées sur la même base que celles des organisations communautaires dans des cas dûment spécifiés.
2. Le présent programme est réalisé sous forme d'actions indirectes, à savoir la participation financière de la Communauté à des activités de RDT exécutées par des tiers ou par les instituts du CCR en association avec des tiers:
- 2.1. Actions à frais partagés couvrant les modalités suivantes:
- les projets de RDT exécutés par les entreprises, centres de recherche et universités y compris les consortiums d'actions intégrées les regroupant autour d'un thème commun;
 - la stimulation technologique qui vise à encourager et faciliter la participation des PME par l'octroi d'une prime couvrant la phase exploratoire d'une action de RDT, y compris la recherche de partenaires, et par la recherche coopérative. L'octroi de ladite prime sera effectué après sélection d'ébauches de propositions pouvant être soumises à tout moment.
 - le soutien au financement d'infrastructures ou d'installations indispensables à la réalisation d'une action de coordination (activité renforcée de coordination).
- 2.2. Actions concertées, qui consistent à coordonner, notamment sous forme de réseaux de concertation des projets de RDT déjà financés par des autorités publiques ou des organismes privés. L'action concertée peut également servir à la coordination nécessaire au fonctionnement des réseaux thématiques qui, au travers de projets de RDT d'actions à frais partagés (voir 2.1, premier tiret), regroupent, autour d'un même objectif technologique ou industriel, des fabricants, des utilisateurs, des universités et des centres de recherche.
- 2.3. Mesures spécifiques nécessaires pour fournir une recherche scientifique et technique, à court et moyen terme, au développement ou à l'application des politiques communautaires, y compris les actions à mener en collaboration avec les organismes de normalisation, tels que le CEN/CENELEC/ETSI. Celles-ci incluront l'établissement de réseaux thématiques d'excellence pour les différents domaines couverts par les politiques de la Communauté et un appel à propositions ouvert pendant toute la durée du programme. Pour assurer une réponse rapide aux besoins qui seront démontrés dans l'appel ouvert, les participants dans les actions à frais partagés seront, dans la mesure du possible, sélectionnés dans les réseaux thématiques sur la base de leur expertise et de leur disponibilité dans les délais requis. La participation de la Communauté couvre 100 % des coûts des coordinations et jusqu'à 100 % des coûts des mesures à frais partagés.
- 2.4. Mesures de préparation, d'accompagnement et de support couvrant les modalités suivantes:
- étude de support du présent programme et de préparation d'actions futures éventuelles;
 - conférences, séminaires, ateliers ou autres réunions scientifiques ou techniques, y compris les réunions de coordination intersectorielle ou multidisciplinaire;
 - recours à des capacités d'expertise externe y compris l'accès à des bases de données scientifiques;
 - publications scientifiques, y compris la diffusion, la promotion et la valorisation des résultats;
 - études d'évaluation des conséquences socioéconomiques ainsi que des risques technologiques éventuels liés à l'ensemble des projets du présent programme, en lien avec le programme «Recherche socioéconomique finalisée»;
 - activités de formation liées à la recherche couverte par le programme;
 - activités de formation liées à la recherche couverte par le programme;
 - mesures de soutien au fonctionnement de réseaux de sensibilisation et d'assistance décentralisée en faveur des PME en coordination avec l'action Euromanagement — audits de RDT;
 - évaluation indépendante (études incluses) de la gestion et des réalisations des activités du programme.
 - diffusion des matériaux de référence par un tiers.

Ces mesures sont mises en œuvre en complément et coopération avec des activités correspondantes de la troisième action du programme-cadre de recherche et de développement.

Les partenaires des projets RDT constituent de réseaux privilégiés de diffusion et de valorisation des résultats. Ils seront renforcés par le biais de publications, conférences, promotion de résultats, d'études de potentialités techno-économiques etc. Afin d'assurer une exploitation optimale, les facteurs susceptibles de favoriser une utilisation ultérieure des résultats doivent être pris en compte dès le début et tout au long du suivi des projets RDT.

ANNEXE IV

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE DU CENTRE COMMUN DE RECHERCHE (CCR) CORRESPONDANT AUX DOMAINES COUVERTS PAR CE PROGRAMME SPÉCIFIQUE ET FAI- SANT L'OBJET DE LA PROPOSITION DE DÉCISION DU CONSEIL POUR LE PROGRAMME DU CCR [COM(94) 68 final — 94/0095/CNS]]

La contribution du CCR à ce secteur vise à l'amélioration de la compétitivité de l'industrie européenne conduite en étroite concertation avec les programmes d'actions à frais partagés correspondants. Elle se concentrera sur la recherche prénormative qui, sauf exception, sera entreprise dans le cadre de réseaux d'organismes européens ayant un intérêt et des compétences dans ce type de recherche ainsi qu'en association avec des organismes de normalisation, notamment le Comité européen pour la normalisation (CEN). Ceci garantira la prise en compte des besoins globaux de l'industrie dès le commencement.

Les activités sont directement liées à la normalisation. Elles incluent:

- a) La recherche prénormative sur les matériaux de référence ainsi que la recherche prénormative et normative sur les mesures de référence, notamment dans les secteurs suivants:
 - préparation, caractérisation et certification de matériaux de référence de haute qualité. Il sera fait appel à des exercices internationaux d'intercomparaison pour assurer une assurance-qualité adéquate et faciliter l'harmonisation;
 - établissement d'une base scientifique commune pour les mesures chimiques de référence;
 - mesures et évaluation de données fondamentales, amélioration de leurs qualité et précision à l'aide des installations expérimentales disponibles ainsi qu'en faisant appel à une collaboration européenne et internationale, notamment par le biais de réseaux.
 - La distribution des matériaux de référence produits dans un cadre communautaire est assurée par l'Institut des mesures et matériaux de référence (IRMM). Les résultats acquis par l'IRMM dans l'établissement de mesures de très haute précision lui ont valu d'être reconnu comme centre de référence. Dans le cadre de campagnes d'intercalibration, menées par l'IRMM, en réseau avec tous les laboratoires intéressés de la Communauté, chacun de ceux-ci pourra disposer d'une évaluation neutre et fiable de la qualité de ses propres mesures. Cette activité sera élargie, moyennant une rétribution équitable, à tout laboratoire d'un pays tiers, qui en fera la demande.
- b) Recherche prénormative, dans le domaine de la sûreté et de la fiabilité des structures, destinée à améliorer les spécifications d'études des ouvrages de génie civil pour le développement de normes (EUROCODES), notamment par la prise en compte de secousses sismiques, ainsi que les technologies de construction de l'industrie européenne. Cette recherche continuera d'être exécutée avec des organisations des États membres regroupées depuis 1989 dans l'Association européenne des laboratoires de mécanique des structures. Afin de procéder à des essais dynamiques destructifs sur des ouvrages de génie civil ou des structures industrielles construites en acier, en béton, en maçonnerie ou en matériaux composite, le CCR a construit un grand mur de réaction ELSA (*European Laboratory for Structural Assessment*) et le LDTF (*Large Dynamic Test Facility*) qui sont uniques en Europe.

Par ailleurs, le développement de techniques non destructives d'évaluation, destinées à l'étude de la fiabilité et de la durée de vie des ouvrages mécaniques sera poursuivi en vue de l'élaboration de techniques d'inspection de leurs composants et l'harmonisation des procédures de qualification. Ces travaux continueront à être menés dans le cadre des réseaux de laboratoires existants depuis de nombreuses années qui seront progressivement élargis en fonction des besoins.